

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Beaux-Arts, 75477 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13889 - 4,50 F

SAMEDI 23 SEPTEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les suppliciés de La Mecque

La dynastie wahabite vient de brasser de la manière la plus brutale qu'elle entendait rester la seule gardienne des lieux saints de La Mecque et de Médine. Sous des vingt-neuf châtiments corporels que l'ayatollah Khomeiny a jugés excessifs, les suppliciés de La Mecque ont été décapités au sabre en public, suivant le châtiment médiéval cérémoniel en usage en Arabie saoudite.

Les suppliciés étaient-ils coupables du crime dont ils étaient accusés ? La réponse à cette question demeure incertaine dans la mesure où l'on ne sait pratiquement rien des charges précises retenues contre eux et de la manière dont leur procès a été instruit. Amnesty International était intervenue récemment auprès des autorités saoudiennes pour faire part de son inquiétude au sujet des conditions de détention des prisonniers, maintenus dans un isolement complet et dont certains auraient été torturés.

Les « vœux posthumes » complètement diffusés par la télévision saoudienne, et au cours desquels les accusés ont mis en cause l'Iran, ne suffisent pas, dans ces conditions, à établir avec certitude leur participation effective à l'attentat. Celui-ci n'avait fait qu'une victime : le diaphragme avec le nombre des suppliciés est énorme.

Les exécutions ont de toute évidence un objectif politique. En juillet 1987, les dramatisés événements de La Mecque avaient fait près de quatre cents morts, pour la plupart des pèlerins iraniens. L'imam Khomeiny avait lancé l'anathème contre la dynastie wahabite, n'hésitant pas à poser le « problème de la garde des lieux saints, qu'elle est incapable d'assurer ».

Les relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite en avaient été lourdement affectées. En avril 1988, Ryad avait rompu avec Téhéran et réduit le quota des pèlerins en provenance de chaque pays islamique — une mesure qui venait surtout le nombre pléthorique de pèlerins iraniens. Toute manifestation avait été interdite durant le pèlerinage que Téhéran continuait pour sa part, à boycotter.

On aurait pu penser que la mort de Khomeiny et l'arrivée au pouvoir du pragmatique Rafsanjani mettraient fin à cet état de choses. En mai de respectabilité internationale, Téhéran souhaite l'amélioration de ses relations avec tous les États du Golfe. Mais l'Arabie saoudite ne semble guère s'en soucier. Elle voit toujours dans la République islamique un facteur de déstabilisation et de subversion, en particulier auprès de sa propre minorité chiite.

A l'approche du dixième anniversaire de l'occupation, en novembre 1979, de la grande mosquée de La Mecque par un groupe de dissidents religieux — opération qui avait fortement ébranlé le mythe de la stabilité du régime saoudien — les exécutions de jeudi trahissaient d'abord la nervosité des dirigeants.

M 0147 - 0923 0 - 4,50 F



L'enquête sur la catastrophe aérienne au Niger

DC-10 : les premiers indices renforcent la thèse de l'attentat

Les équipes de secours dépêchées dans le désert du Ténéré ont retrouvé jeudi 21 septembre les enregistreurs de vol du DC-10 d'UTA qui a explosé le 19 septembre au-dessus du Niger avec cent soixante et onze personnes à son bord. Les enquêteurs privilégient désormais clairement, en se fondant sur les premiers indices recueillis sur place, la thèse de l'attentat.

Qui et pourquoi ? Plusieurs « pistes » s'offrent aux enquêteurs chargés de répondre aux deux grandes questions qu'ils se posent à propos de la catastrophe survenue mardi 19 septembre dans le ciel du Niger.

L'hypothèse d'un attentat lié au conflit tchado-libyen paraît pratiquement exclue. En effet, la conclusion il y a quelques semaines par Tripoli et N'Djamena d'un accord frontalier a nettement détendu l'atmosphère dans cette région à la grande satisfaction de la France, militairement impliquée sur le terrain dans le cadre de l'opération « Épervier ».

En conséquence, si la thèse de l'attentat se confirme, on ne peut retenir qu'une piste « proche-orientale ».

Les divers appels téléphoniques reçus par UTA et par plusieurs agences de presse et revendiquant un attentat au nom du Djihad islamique sont jugés peu crédibles par les enquêteurs, faute notamment d'avoir été assortis des éléments habituels d'authentification. Un message anonyme reprochait à la France d'« échanger avec Israël des informations relatives au cheikh Obéid », le dirigeant intégriste sud-libanais enlevé en juillet par un commando de l'Etat juif.

Mais on voit mal pourquoi les groupes pro-iraniens du Liban tiendraient la France pour responsable d'une opération à laquelle elle était étrangère.

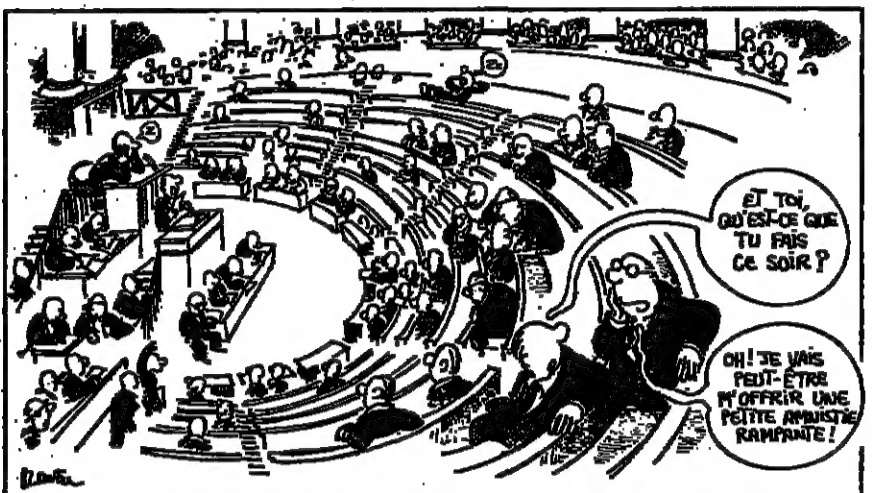
JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 5

Le projet de loi sur le financement des partis

Des députés du PS et de l'opposition cherchent à rétablir l'amnistie

L'amnistie des délits commis dans le financement des partis que l'on croyait moribonde pourrait retrouver un souffle nouveau. Des députés socialistes, mais aussi de l'opposition, cherchent à la réactiver discrètement. Il s'agit d'introduire par amendements dans le projet de loi sur le financement de la vie politique une série de mesures qui constitueraient un « filet de sécurité ».



Lire page 8 l'article de PIERRE SERVANT

Le Cambodge sans les Vietnamiens

Hanoi a entamé, comme prévu, le 21 septembre la phase finale du retrait de ses troupes qui doit durer cinq jours.

Ainsi que les troupes de Hanoi quittent le Cambodge, le prince Sihanouk a affirmé jeudi qu'il restera encore en territoire khmer plusieurs dizaines de milliers de soldats vietnamiens « déguisés » en Cambodgiens.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Les hommes du capitaine Hoang Nguyen, chef d'un bataillon de reconnaissance vietnamien.

Büchner, Rojas, Molère

Une grande rentrée théâtrale

Deux classiques étrangers lancent la grande saison du théâtre. Le Festival d'automne ouvre avec la Mort de Danton, de Büchner (en français), et le spectacle de la troupe de Klaus Michael Grüber dans un décor de Gilles Aillaud et Eduardo Arroyo. Deux acteurs que les spectateurs de théâtre connaissent bien et que le cinéma commence à reconnaître, André Marcon et André Wilms, jouent l'un Danton et l'autre Robespierre.

A l'Odéon, Jeanne Moreau est la Célestine de Fernando de Rojas, un mythe espagnol adapté en français par Florence Delay. Sur l'escalier (de Yannis Kokkos) qui va de l'antre au ciel, il y a Jeanne, Lambert Wilson, les comédiens français, et quelques choses qui ressemblent à des rêves déraisonnables, manipulés dans l'ombre par Antoine Vitez. Et le spectacle est nettement moins long qu'à Avignon, où il a été créé.

La clausule française est pourtant ardue : Molère est là, avec Michel Bouquet dans l'Avant. Un acteur, un personnage, une pièce. Notre culture. Molère, Büchner, Rojas sont universels.

Lire page 21 et 22 les articles de MICHEL COMBET et COLETTE GORDON

font leurs paquets. Après une dernière mission de deux mois sur la frontière thaïlandaise, ils ont rejoint leur QG, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Phnom-Penh, sur la route n° 3 qui relie la capitale au port de Kompong-Som. QG de fortune pour une guerre de dix ans : des magasins éventrés autour d'un préau de marché abandonné. « Les destructions datent de 1979, lorsque les Khmers rouges ont résisté à notre avancée », explique le lieutenant-colonel Nguyen Van Dinh, de l'état-major vietnamien.

Les jeunes soldats du capitaine Nguyen sont contents. Ils ont survécu au paludisme, aux mines et aux embuscades. Ils regagnent leurs foyers dans le delta du Mékong, où sont recrutés leurs « groupes de choc ». Ils ont un peu plus de vingt ans et trois ou quatre années de Cambodge derrière eux. Ils vont être démobilisés et ne songent pas encore au plus dur : trouver un emploi dans leur pays ravagé par le chômage. La seule pensée d'une réunion familiale les comble.

Plus près de Phnom-Penh, non loin de l'aéroport de Pochong, dans un vaste atelier de réparation de trains, les BT-76 du bataillon 1-416 de blindés préparent également leur repli. Une trentaine d'énormes batteries

sont rechargées à l'aide d'un générateur. Il reste 280 kilomètres à franchir — soit trois ou quatre jours de route — pour rejoindre leurs quartiers d'Angiang, toujours dans le delta du Mékong. Mais ces hommes ont connu, ces quatre dernières années, une vie plus paisible. Après les durs combats de la saison sèche de 1984-1985, quand l'armée vietnamienne a balayé les camps de la résistance khmère sur la frontière thaïlandaise, ils ont assuré la protection de Phnom-Penh tout en formant une relève de tankistes cambodgiens. « Il n'y a pas eu d'incident militaire ici, explique leur commandant. Qui plus est, nos services de renseignement ne nous ont signalé aucune présence de polpotistes dans le secteur ». A Phnom-Penh, on emploie de préférence l'expression « polpotistes » pour désigner les Khmers rouges, puisque tout le monde est convaincu que Pol Pot demeure leur chef.

C'est ainsi que les derniers éléments — vingt-cinq mille hommes officiellement — du corps expéditionnaire vietnamien se retirent du Cambodge sans attendre un règlement et en sachant donc que la résistance continuera de recevoir armes et ravitaillement à travers le territoire thaïlandais. Certains ont dû se battre jusqu'à la dernière heure.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 6

Explosion dans une caserne en Grande-Bretagne

Une vingtaine de soldats portés manquants vendredi matin, page 40 - section C

Les élections sénatoriales

Le PS et le RPR espèrent accroître le nombre de leurs sièges lors du scrutin du dimanche 24 septembre, page 7 - section A

L'automne des rénovateurs de l'opposition

Il s'agit de brandir l'étendard de la révolte pour les européennes. Ils sont rentrés au bercail, page 10 - section A

Crise dans le Caucase

L'Azerbaïdjan et l'Arménie en état de « guerre », page 4 - section A

Réunions monétaires à Washington

Le directeur du FMI demande des moyens accrus, page 27 - section C

Enseignement : l'heure de l'évaluation

Tous les élèves du CE2 et de la classe de sixième seront soumis, à partir de lundi, à une « évaluation » de leurs connaissances en français et en mathématiques, page 13 - section B

SANS VISA

Londres sous l'œil du prince Charles • La table : Viande de carême • Escapes • Jeux, pages 17 à 20 - section B

Le sommaire complet se trouve page 40



MICHÈLE PERREIN La Margagne

La peur, elle connaît, elle en a l'habitude. Depuis qu'elle est tombée amoureuse de la maison du fond des bois où les jours sont paisiblement sauvages, les nuits sauvagement inquiètes...

ROMAN



GRASSET

DÉBATS

Juifs et catholiques

Les persécutés de l'origine

par Daniel Sibony

CEST bien que le pape ait tranché dans le sens de l'ouverture, de l'élargissement : qu'il existe un peu plus loin... (Ça doit exister : prior plus loin, comme « voir plus loin ».) C'était trop gros, comme lapsus ou acte manqué, innocent certes, de faire un Carmel dans l'ex-dépot de Zyklon B, le carburant des chambres à gaz. On pouvait entendre d'étranges dialogues là-bas, près du camp, entre carmelites en prière et âmes en peine ou « esprits » de juifs gazés. Des choses comme :

Carmélite : Nous prions pour les bourreaux et les victimes...

Esprit : Horreur, pourquoi nous confondre avec nos bourreaux ? Il nous est interdit de les aimer. Pourquoi prier pour le bourreau devant sa victime ?

Carmélite : Vous êtes tous frères en Christ...

Esprit : Bonnes sœurs, vous jouissez sur les lieux mêmes de notre supplice.

Carmélite : Nous, j'aurai ! Vous pleurez. On se morfond, on se moritifle.

Esprit : Vous jouissez de vous moritifier. Vous habitez là, vous dormez tranquille, vous mangez à votre faim, vous faites ici tout ce que nous ne pouvions pas faire.

Carmélite : Mais on restreint notre nourriture, nos heures de sommeil...

Esprit : Oui, mais c'est vous qui les restreignez ; si vous souffrez, vous jouissez d'être vos propres tortionnaires.

Carmélite : Nous vous aimons...

Esprit : Allez nous aimer plus loin ; à bonne distance nous pourrions parler...

Voilà, distance rétablie, dialogue possible, grâce à « il papa »...

On peut donc réfléchir à quelques vérités qui sont ressorties en grignotant des arrières-fonds du refouli. Car au fond chacun a dit sa vérité ; même le primate de Pologne quand il s'est écrit qu'il en avait assez d'être vu de haut par les juifs. Il a raison : quand il lève les yeux pour regarder d'où il vient, d'où il descend, il voit du juif ; c'est patent, il y a du juif, du sens juif, dans son origine de chrétien. Ça a le don de l'énerver et on le comprend. C'est très humain de vouloir être bien chez soi dans son origine, et voilà que son Dieu, ancienne ou nouvelle version, lui a été apporté par les juifs. Même quand il lève les yeux vers la Croix, il voit un juif crucifié qui le regarde de haut ; voire d'en haut.

Et ce qui doit l'énerver encore plus, c'est de voir que son agacement le mène tout droit vers la logique de l'extermination, qui fut celle des nazis : « faire propre »

l'origine symbolique, qu'on puisse enfin se l'approprier... Programme D'ailleurs, l'autre primate de Pologne l'avait dit très simplement en 1936 : il y aura un problème juif tant que les juifs n'auront pas cessé d'être juifs. C'était dit très peu avant que les nazis n'entreprennent d'y mettre bon ordre, et de réaliser ce que de bons croyants pensaient et disaient.

Pas preneurs de cette grâce...

C'est dire qu'il faut une noblesse d'âme peu commune pour être chrétien et non antisémite. Il faut pouvoir non seulement supporter cette entame de son origine, ce point noir dans le passé archaïque, mais encore supporter que ces gens, les juifs, qui ont apporté la racine du message chrétien, persistent à être eux-mêmes, et à ne pas vouloir de la grâce qu'on leur offre. Leur obstination à rester dans leur origine qui pourtant les secoue, les harcèle, les malmené, à quelques choses qui humanisent peut paraître insolent, méprisant. A tort ; ils ne sont simplement pas preneurs de cette grâce qui, d'ailleurs, leur fut offerte au cours des siècles avec une telle violence qu'elle cessait de ce fait même d'être gracieuse.

Oui, il faut une certaine noblesse d'âme pour supporter qu'il y ait du juif à l'origine, puis au présent et à l'avenir, sans se sentir insulté par ce « non, merci... » des juifs, d'autant plus agaçant qu'ils ne font rien pour montrer que leur héritage est meilleur ; qu'ils n'y appellent pas les autres. Il faut au chrétien beaucoup de foi dans sa foi pour n'avoir pas périodiquement à mettre une croix sur les juifs, pour les aimer crucifiés et refonder sur leur dos le sacrifice fondateur. Beaucoup de hauteur d'âme aussi pour ne pas s'immiscer dans le dialogue tendu entre les juifs et leur Dieu, et pour ne pas se mettre à la place du Dieu sermonnant son peuple pour son infidélité.

C'est pourtant ce que n'a pu s'empêcher de faire un autre estimable prêtre, qui, là encore, ne dit que la vérité pure et simple en parlant de « l'infidélité des juifs à leur Dieu ». C'est vrai, ils lui sont infidèles, mais ils l'ont peut-être inventé pour ça : pour prendre la mesure des limites de l'homme face au « sans limite » du divin ; donc face aux possibilités divines de l'homme, censées être sans limite. Leur Dieu, ils le décrivent dans le Livre où ils l'appellent comme l'infinité de l'être et du temps, et eux ne sont que des êtres finis, limités ; ils ne peuvent donc qu'être en défaut, en dette, en tort

par rapport à ce qu'exige leur Dieu. A croire même qu'ils ont écrit la Bible pour se faire mettre en question à chaque page par cet Etre-Temps (car c'est l'un des sens du Yavhé), pour se faire reconnaître par lui comme vraiment pas à la hauteur.

C'est qu'on ne peut apporter Dieu sans le réduire à cet apport, sans le réduire à cet apport, sans le « tuer » en quelque sorte. Idem pour le Christ : s'il avait fini en retraité et non sur la croix, l'aurait-on pris pour Dieu ? Dire qu'il est ont thé Dieu ? C'est donc la même chose que de dire : « ils l'ont apporté » ou « ils lui sont infidèles ».

Pourquoi ont-ils fait ce choix « perdant », ça les regarde (et de haut, eux aussi) ; mais il est sûr que d'autres juifs (les futurs chrétiens) ont eu raison d'écrire leur version du Livre, celui de la Nouvelle Alliance, où ils mettent un terme à ces dédémies harassantes, et apportent la Bonne Nouvelle : vous êtes, on est tous graciés, sauvés, rédimés. Très bonne idée, qui a sa grandeur, et qui répond bien au grand besoin qu'a l'homme d'être sauvé ; au besoin du grand nombre d'avoir un peu de calme. Mais quand un prêtre rappelle aux juifs leur déficience envers leur Dieu (déficience qui symbolise celle de l'homme devant l'infini), il se met dans la posture de celui qui ne souffre pas de cette déficience ; il s'identifie à Dieu, au Dieu qu'il adore. Il risque de s'adorer, de tomber dans la suffisance.

Paresse spirituelle

Risque évident de complaisance bête et de méchanceté lorsque l'on voit bien qu'eux aussi ne sont qu'humains donc déficients ; alors, ça les rend furieux contre ces juifs qui rappellent à l'humain son intrinsèque insuffisance, au lieu de communier dans la grâce et la rédemption. Il faut être sûr de sa sainteté pour reprocher aux autres leur déficience : on risque surtout de déclencher des passages à l'acte pour prouver sa bonté en rayant ces méchants, d'une croix ou d'une exclusion. Alors ladite sainteté s'inverse, car qu'est-ce alors que des saints si l'exercice de leur sainteté les fait complaisants des assassins ?

Mais s'il est important pour les chrétiens — et les mêmes au acte de défiance de leur part — de renouer à parfaire leur foi sur le dos des juifs, il incombe à ceux-ci une tâche encore plus lourde. Beaucoup d'entre eux ignorent tout de l'apport judaïque, et des richesses

de leur tradition — faute de transmission valable — et croient pressentir que leur raison d'être est de détecter l'antisémitisme, de le dénoncer. Ils croient que tout ce que les juifs ont apporté au monde c'est le risque d'être tués, persécutés.

C'est là un rétrécissement bouleversant, et dangereux. Certes, il confirme les ravages de la persécution mais aussi une certaine paresse spirituelle à assumer de nouvelles mutations de l'être-juif. C'est que les assassins n'ont pas seulement fait beaucoup de meurtres, ils ont réduit les vivants à ne pouvoir parler que du Meurtre, et de son possible remède. Comme si la vie ne consistait qu'à se protéger de la mort, et comme si l'amour créatif se réduisait à démasquer la haine.

Un symptôme commun

Les juifs ont à lutter contre le risque d'être réduits à n'être que des détecteurs d'antisémitisme. Pour peu que cela entre en résonance avec le goût de certains médias pour le scandale, le piège se referme : on aura un raisonnement raison de dénoncer l'antisémitisme, et c'est une raison d'être à vide. D'autant qu'en fait l'antisémitisme n'est qu'un autre nom, impropre, pour désigner le mal-être plus vaste de l'humain avec son origine : sa difficulté, voire son horreur de la voir entachée par d'autres, par de l'autre.

C'est en quoi le métier de détecteur d'antisémitisme est plus que facile et fastidieux : auto-réducteur ; n'importe qui a des dédémies et des blessures avec l'origine, un trou dans l'origine, qu'il peut vouloir combler avec du juif si ça se présente commodément ; il peut aussi ne pas vouloir ; ce n'est pas joué ; et la prévention en cette matière n'est pas la dénonciation. Le jeu est plus vivant, plus exigeant. On sait qu'antisémitisme il y a (mal-être de l'origine) y compris chez les juifs ; la question est plutôt : comment maintenir ça dans des limites vivables ?

Côté juif, c'est bien sûr insupportable de n'avoir pour appui de son identité qu'une extermination de cette identité. C'est trop et pas assez. Ça ne donne plus envie à certains de s'intéresser au reste (aux richesses de cette identité). Et ils se sentent eux-mêmes expulsés de leur identité, tant elle est marquée de douleur ou de peur. De plus la tentation est trop forte pour des peuples racistes de mettre en doute le crime ; en outre, les hommes de bonne foi peuvent se sentir comme exclus de cette douleur opaque, alors que la sympathie humaine cherche le partage.

Ceux qui ont besoin de l'antisémitisme pour s'assurer d'être juif en le refusant, en le débusquant ou en le frappant ont le même symptôme que l'antisémite qui a besoin du juif — ou le raciste qui a besoin de sa proie — pour s'assurer d'être meilleur : ce symptôme commun, c'est la panique de voir se perdre leur origine, et c'est le désir de la refonder en acte.

Les juifs ont plus — ou devraient avoir plus — à dire que de faire respecter leurs morts. Le risque n'est pas tellement qu'on leur « prenne » Auschwitz : on leur a bien pris les signifiants fondamentaux de leur héritage (Dieu d'amour, Loi de grâce ou de justice, etc.) ; ces prises ont gardé leur empreinte ; c'est même là qu'est le problème. Et tout leur capital symbolique reste intact, disponible, pour eux comme pour les autres. Qu'une Église conquérante veuille « accomplir » et « achever » le

judéisme, c'est son affaire. Lui, il reste une pensée de l'origine fissurée, bien au-delà des meurtres dont il fit l'objet. En tant que blessure, il témoigne de la blessure de l'être qu'est la vie.

Certes, les juifs qui ne connaissent de leur héritage que l'Holocauste en ont fait parfois un usage poignant ; l'invoquer comme paiement pour le droit de vivre ; quel-que chose comme : est-ce que six millions de morts ça vous suffit pour nous laisser vivre en paix ? Il est possible que l'heure approche où il faudra dépasser la logique du payer pour vivre ou vivre pour payer. La vie est un don gratuit, les risques en sont ouverts pour tous, qu'ils choisissent la grâce de l'achèvement ou les mouvements instables de l'achèvement relâché.

► Daniel Sibony est psychanalyste et écrivain.

L'essentiel reste à faire

par Stefan Wilkanowicz

JE commence à être optimiste. La prise de position du Vatican va clarifier une situation qui commençait à s'assombrir et à désorienter la société polonaise, à cause, notamment, du manque d'information dans notre pays sur la nature et les vraies raisons du conflit à propos du carmel d'Auschwitz.

Après la déclaration du Vatican, les réactions d'hostilité ouverte sont improbables. Pourtant, le plus difficile reste à faire. Vaincre les résistances à la construction du centre de recherches et de prières. Informer, éduquer sur le génocide juif. L'aide du gouvernement devient indispensable. Je sais que le premier ministre, M. Mazowiecki, est prêt à faciliter l'achat de matériel pour la construction de ce centre.

Mais ce n'est pas tout : sa responsabilité me semble aussi engagée sur l'utilisation de l'ancien théâtre, quand les religieux seront parties, et surtout sur l'éducation des jeunes générations sur l'histoire de la shoah. La question

de l'avenir du camp musée d'Auschwitz me paraît posée. Dans sa conception actuelle, il est anachronique et même antipédagogique. Je crains qu'il ne provoque la haine, sans susciter une réflexion.

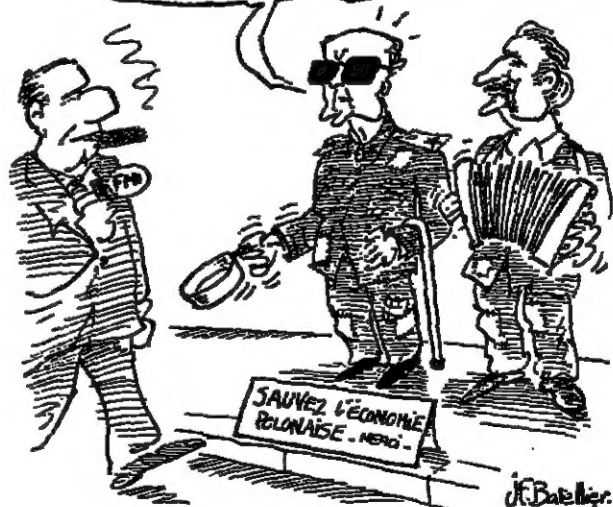
Même si je suis maintenant quelque peu rassuré, il me semble que nous avons tous été perdants dans cette malheureuse affaire. Personne n'a gagné à une telle discordance, ni les juifs, ni les catholiques, ni les athées. Seuls les derniers partisans du nazisme ont pu trouver matière à se réjouir.

L'ignorance, qui a fait dans notre pays tant de dégâts, est la principale coupable. Une meilleure circulation des informations et des activités mutuelles doit favoriser un rapprochement entre juifs et Polonais sur une terre où ils se sont tant déchirés.

► Stefan Wilkanowicz est rédacteur en chef du mensuel catholique polonais *Znak*, « médiateur » dans l'affaire du carmel.

TRAIT LIBRE

SOLIDARITÉ!



Réplique à Jean-Marie Domenach

par Emile Malet

JEAN-MARIE DOMENACH persiste et signe. Dans l'insinuation et l'erreur. Avec une démarche obsessionnelle, d'un journal à l'autre, et pour ce qui nous importe, en l'occurrence dans le *Monde* du 20 septembre, l'ancien directeur de la revue *Esprit* s'en prend au mensuel *Passages*. Sa vindicte, contre notre journal s'articule autour d'une argumentation fallacieuse et erronée.

Passages s'attaquerait à l'Église et au Vatican en recourant à d'affreuses caricatures. En fait, M. Domenach se réfère à un dessin de Willem, Grand Prix d'Espinal 1989, fort irrévérencieux pour le Jésus de la *Dernière Tentation du Christ* de Scorsese. Willem peut en témoigner, nous lui avons fait part de l'exercice libertaire de son crayon, et j'ai trouvé personnellement que ce dessin était de mauvais goût. Fallait-il ou non le publier ? Nous l'avons fait après que la rédaction ait estimé qu'il fallait soutenir par simple réflexe libéral le film de Scorsese. Et donc, médiatiser une vision humaine et sécularisée de l'Église.

Pour couper court à toute polémique douteuse, le Père Jean-Michel Di Falco, proche de Mgr Lustiger, est venu participer à un débat avec la rédaction et

les lecteurs de *Passages* à propos du dossier consacré au film de Scorsese. C'est toujours le Père Di Falco qui nous faisait part récemment de son intérêt pour notre « position modérée et éclairée » dans l'affaire du carmel d'Auschwitz.

Bizarrement, l'ancien directeur d'*Esprit* cherche à accrédi-ter l'idée que *Passages* serait une revue judéo-anticrétienne. Ce que nous ne voulons pas être. De surcroît, si « l'inspect » il y a dans notre traitement de l'actualité, force est de constater que cet inspect n'est aucunement sélectif. Tous les intégrismes, juif, musulman ou chrétien, sont combattus dans *Passages*. Nos dossiers sur l'islam ou les « truands juifs », sans parler du dernier sur le « business » de l'immigration, témoignent de l'éclectisme de notre inspect. Et, à ce niveau, aucune intrusion ne saurait nous atteindre, pas même quand elle relève d'un montage intellectuel aussi spé-cieux que sélectif. Non, M. Domenach, *Passages* n'a jamais été antichrétien. Sinon, dans vos fantasmes.

Autre attaque contre *Passages*, notre propension au scandale. M. Domenach reprend en

fait une vieille idée maurassienne et qui, en son temps, c'est-à-dire dans les années d'avant la deuxième guerre et les années 40, faisait florès : une presse pourrie qui pourrit. Certes, certains médias se livrent à des provocations avec un dévoilement des causes qu'ils tentent de défendre. Telle n'est pas notre conception de l'information. Et M. Domenach sait à quel point nous privilégions l'éthique sur l'esthétique, la morale sur la mode, l'histoire sur le bluff moderniste. Or, voilà que M. Domenach en appelle aux « autorités juives » pour sanctionner nos « abus ».

D'abord, *Passages* n'est inféodé à personne, pas plus à une quelconque institution juive qu'à une autre organisation institutionnelle. Secondo, la rédaction de *Passages* n'a d'ordre à recevoir ni du grand rabbin de France ni de M. Domenach, car elle travaille sans contrainte. Certes, *Passages* a des inclinations culturelles. Comme d'autres journaux. Qu'aurait dit M. Domenach si l'Église de Pie XII avait mis sous le boisseau la revue *Esprit* ?

M. Domenach chercherait-il à restaurer un nouvel ordre moral ? Il s'en défend. Mais là où le bât blesse, c'est qu'en fil-

grane il y a dans son argumentation trop des éléments pouvant accréditer l'idée que sa pose en France une nouvelle « question juive ». Et, c'est à ce niveau que les insinuations et les réflexions sélectives de Jean-Marie Domenach sont dangereuses. Parce que s'y mêlent ici et là un constat de bon sens — notamment sur le fait de pouvoir critiquer la politique israélienne sans être taxé d'antisémitisme, ou sur la nécessité qu'il y a pour les juifs à désacraliser la Shoah et à défendre partout les droits de l'homme — et des références partielles, des interprétations tendancieuses et des conclusions erronées.

Que M. Domenach se rassure, il n'aura pas à protéger les juifs contre l'instauration éventuelle de « quotas » parce que la France de 1989 n'est pas celle de 1940. Il n'y a pas aujourd'hui de « question juive » en France, pas plus de volonté d'attaquer l'Église. L'antisémitisme ne rôde pas dans les rues de l'Hexagone — n'en déplaise aux Cassandres de tous bords — et entre juifs et chrétiens, il n'y a pas de gel de la parole.

► Emile Malet est directeur de la revue *Passages*.

Le Monde

Édité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Salas
Administrateur général : Bernard Woutte

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ÉTRANGER

Les entretiens américano-soviétiques

Le principe d'un sommet est acquis

M. Bush a apparemment surmonté ses réticences ou du moins son peu d'empressement à rencontrer M. Gorbatchev à relativement brève échéance.

JACKSON HOLE
(Wyoming)

de notre envoyé spécial

Dès la première journée des entretiens américano-soviétiques et aussitôt après sa visite à la Maison Blanche, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a annoncé que les États-Unis et l'URSS estimaient que « le temps d'une rencontre au sommet était venu ». La date devait être annoncée à l'issue des entretiens que le ministre soviétique doit avoir avec le secrétaire d'État James Baker, dans une paisible retraite montagnarde du Wyoming, vendredi 22 et samedi 23 septembre. Un très léger doute subsiste encore : M. Baker a expliqué que les deux parties « espèrent » pouvoir annoncer une date, comme si l'accord final sur une rencontre dépendait malgré tout du résultat des conversations.

En tout état de cause, les Américains estiment que ce sommet devrait se tenir aux États-Unis, puisque M. Reagan s'était rendu à Moscou au printemps 1988 et que son bref entretien avec M. Gorbatchev, à New-York, en décembre dernier, ne compte pas vraiment.

Depuis plusieurs jours, l'administration subissait un barrage de critiques, la presse et les démocrates du Congrès reprochant au président et à son secrétaire d'État leur inertie, qu'il s'agisse des négociations sur les armements stratégiques ou de la nécessité d'un « older » M. Gorbatchev. M. Chevardnadze lui-même avait donné le ton. Il y a une dizaine de jours, en reprochant à l'administration Bush de traîner les pieds en persécution à propos des armes stratégiques.

Amorcer d'emblée qu'on est d'accord pour un sommet peut être un bon moyen de répondre à ces critiques. Un autre moyen est de souligner à chaque occasion que le retard n'est pas dû aux Américains. C'est ce qu'a encore fait jeudi M. Baker, en rendant compte devant la presse des entretiens de M. Chevardnadze à la Maison Blanche. Il a indiqué que le ministre soviétique avait remis comme

prévu une lettre de M. Gorbatchev au président américain. Mais le secrétaire d'État a pris bien soin de noter que cette lettre, en date du 21 septembre, était en fait une réponse à une lettre de M. Bush remontant au 20 juin et qui portait sur les armements stratégiques. Et M. Baker d'ajouter que les Américains attendent toujours une réponse soviétique « complète » à une autre initiative de M. Bush concernant, elle, les armements conventionnels et qui remonte au mois de mai.

M. Baker n'a pas voulu rendre précisément compte de la lettre de M. Gorbatchev, mais il a souligné à plusieurs reprises qu'elle était longue, « très détaillée et très technique » et qu'il fallait donc du temps à la partie américaine pour en analyser le contenu. Les Soviétiques ayant choisi de ne remettre ce texte qu'à la veille des entretiens du Wyoming, on voit mal a priori comment ils pourraient ouvrir la voie à des progrès immédiats et décisifs. La lettre passe en revue l'ensemble des questions de désarmement et, selon M. Baker, elle constitue pour une part une réaffirmation des positions soviétiques anciennes, mais elle contient aussi quelques modifications.

Les priorités du désarmement

Selon un porte-parole soviétique, il s'agit en particulier d'une nouvelle approche des problèmes posés par les armes spatiales (PDS) pour tenter de trouver un compromis avec les Américains, tout en respectant le traité ABM sur l'interdiction des missiles antibalistiques. Les Soviétiques font aussi état d'une certaine évolution de leurs positions concernant les missiles de croisière lancés depuis des navires (SLCN), l'un des points de friction de la négociation START.

Si le texte évoque l'ensemble des questions touchant le contrôle des armements, il insiste avant tout sur les START, qui, selon les Soviétiques, demeurent une « priorité ». Les Américains, comme l'a expliqué lui-même M. Baker au début de la semaine, privilégiaient au contraire mettre l'accent sur les armes conventionnelles.

En sortant de la Maison Blanche, M. Chevardnadze a pourtant noté avec satisfaction que ses interlocuteurs avaient avancé de nou-

velles suggestions concernant les START. Le secrétaire d'État avait annoncé deux jours plus tôt que les États-Unis levaient leur opposition de principe aux missiles mobiles intercontinentaux que les Soviétiques possèdent déjà et pour lesquels la Maison Blanche veut obtenir des crédits du Congrès.

Les Américains ont innové sur un autre terrain. Ils s'approprient à proposer aux Soviétiques de lever presque totalement les restrictions qui limitent sévèrement les déplacements des diplomates et des journalistes dans les deux pays. En somme, une politique de « terres ouvertes » venant s'ajouter à l'idée des « lieux ouverts » avancée au printemps dernier par le président Bush. Cette dernière proposition, sur laquelle les Soviétiques avaient maintenu jusqu'à présent un silence dédaigneux, semble désormais trouver grâce à leurs yeux. Le responsable soviétique a déclaré jeudi que l'URSS était prête à en discuter.

Deux problèmes « régionaux » ont été abordés au cours des entretiens de jeudi : l'Afghanistan et le Nicaragua. Le président Bush s'est à nouveau plaint qu'une grande quantité d'armes venues des pays socialistes continuent à être livrées à Managua en passant par Cuba. M. Chevardnadze a fait valoir que l'URSS ne pouvait répondre des actions cubaines, ce qui, visiblement, n'a pas convaincu les Américains.

En fin d'après-midi, les deux ministres se sont envolés vers le Wyoming, où ils vont passer près de trois jours dans un vaste complexe hôtelier situé au bord d'un lac avec vue sur le pic du Grand Teton, un site familier à M. Baker, qui possède un ranch dans la région.

Dans l'avion, les deux ministres et leurs assistants ont parlé d'économie, en particulier de la manière dont les États-Unis pourraient aider l'URSS à réaliser ses réformes sans que cette aide prenne la forme d'une assistance matérielle. Mais M. Baker et M. Chevardnadze ont consacré l'essentiel de leur temps à l'entretien du problème des nationalités en URSS. A en croire un porte-parole américain, qu'une telle conversation puisse avoir lieu en soi un signe de la « confiance », qui caractérise désormais les relations entre les deux Super-Grands.

JAN KRAUZE

Désarmement conventionnel

Les Occidentaux complètent leurs propositions

Les pays de l'OTAN ont présenté, jeudi 21 septembre, à Vienne de nouvelles propositions sur le désarmement conventionnel en Europe. Selon M. David Peel, chef de la délégation canadienne, qui était chargé de les présenter, il s'agit du troisième volet d'un ensemble de propositions occidentales qui représentent « le système de contrôle des armements le plus vaste, le plus détaillé et le plus ambitieux qui ait jamais été mis sur une table de négociations ».

VIENNE

de notre correspondante

Le projet de traité occidental n'est toutefois pas encore complet. Il reste à formuler des propositions précises concernant la vérification du traité et les moyens de s'assurer qu'il ne sera pas contourné. Le principe de mesures de vérification par routine et par surprise est acquis. Mais deux points font encore l'objet de discussions entre alliés, les États-Unis défendant des positions assez éloignées de celles de certains Européens : il s'agit de la question du contrôle de la production d'armements (qui ne viserait que les industries européennes) et des clauses à introduire pour éviter une concentration de troupes soviétiques au-delà de l'Oural.

Le premier volet des propositions occidentales, présenté à l'ouverture des négociations, en mars dernier portait sur la réduction

des armements terrestres (chars de combat, artillerie, véhicules blindés), et le deuxième, présenté en juillet dernier, traitait de la limitation des forces aériennes et des effectifs américains et soviétiques stationnés en Europe dans la zone de l'Atlantique à l'Oural.

La pièce maîtresse des nouvelles propositions est la solution préconisée pour la question des dépôts de matériel militaire. Ces dépôts sont vides pour l'OTAN, qui, en cas de conflit, pourrait schématiser d'outre-Atlantique des troupes, mais pas de matériel. Le pacte de Varsovie estime que les armements en dépôt sont presque aussi rapidement prêts à l'emploi que ceux des unités d'active et insiste pour les comptabiliser dans la négociation. Pour désamorcer ce différend, l'OTAN propose des sous-limites pour le matériel des unités d'active en Europe de 16 000 chars, 14 500 pièces d'artillerie et 25 500 véhicules blindés. Les plafonds globaux proposés en mars pour chacune des deux alliances étaient de 20 000 chars, 16 500 pièces d'artillerie et 28 000 véhicules blindés. Chaque camp pourrait ainsi stocker jusqu'à 4 000 chars, 2 000 pièces d'artillerie et 2 500 véhicules blindés. L'OTAN propose en outre que les dépôts soient soumis à de stricts contrôles.

Les Occidentaux proposent de procéder à un échange de données sur les forces terrestres et aériennes, l'équipement et les effectifs à la signature du traité, puis lors de son entrée en vigueur et régulièrement le 15 décembre de chaque année jusqu'à la mise en œuvre complète des réductions.

Pour ce qui est des mesures de stabilisation, les propositions occi-

dentes prévoient notamment la notification quarante deux jours à l'avance du rappel des réserves (40 000 ou plus) et des mouvements de troupes et de matériel de plus de 600 chars, 400 pièces d'artillerie et 1 200 véhicules blindés d'une durée de plus de quatre jours. Les manœuvres doivent être limitées dans la zone de l'Atlantique à l'Oural à 40 000 hommes et à 800 chars, sauf notification, douze mois à l'avance.

WALTRAUD BARYLI

RDA : l'exode vers la RFA

Berlin-Est durcit le ton

Alors que le courant d'émigration d'Allemands de l'Est vers la RFA via la Hongrie se poursuit — plus de quatre cents personnes se sont présentées dans les centres d'accueil dans la journée du 21 septembre, — le ton monte à Berlin-Est contre la RFA, mais aussi contre les contestataires de l'intérieur et l'Eglise protestante.

BONN

de notre correspondant

Le ministre de l'intérieur de la RDA a annoncé jeudi le rejet de la demande d'enregistrement légal du Nouveau Forum, un groupement dont la création avait été annoncée il y a deux semaines. Nouveau Forum voulait, dans le cadre de la Constitution de la RDA, rassembler les personnes et les groupes désireux d'établir un dialogue entre la société et le gouvernement. L'appel fondateur avait été signé par une centaine de personnalités, bientôt rejointes par plus de mille cinq cents autres réparties sur tout le territoire, dont plusieurs dizaines de membres du Parti communiste SED. Les autorités est-allemandes ont accusé Nouveau Forum d'avoir établi « une plate-forme hostile à l'Etat » et de chercher à « tromper les citoyens sur les véritables intentions des auteurs de la Constitution ».

L'Eglise protestante, qui vient de tenir son synode à Eisenach, elle aussi, l'objet de vives attaques du SED. Le journal du parti, *Neues Deutschland*, s'en prend aux « gardiens de la boutique panallemande » qui s'y seraient exprimés et dont les activités n'auraient rien à voir avec celles qui conviennent à « l'Eglise dans le socialisme ». Le président de la Fédération des Eglises protestantes de RDA, l'évêque Werner Leich, est accusé sans être nommé cité, « d'interférer dans le domaine politique ». Il avait lancé, lors du synode, un appel à entreprendre sans tarder des réformes pour répondre au malaise de la population. Les organes de presse officiels mécon-

naissent une campagne d'une violence inouïe contre la République fédérale, dont les dirigeants sont qualifiés de « marchands d'esclaves » coupables d'enlever par tous les moyens des citoyens de la RDA. *Neues Deutschland* a publié jeudi en première page un entretien avec un cuisinier des chemins de fer est-allemands qui raconte comment, lors d'un voyage en Hongrie, il a été drogué, puis emmené presque inconscient à Vienne par des agents ouest-allemands. Après avoir retrouvé ses esprits, il aurait échappé à ses ravisseurs et pris contact avec l'ambassade de RDA à Vienne.

Des voix réformatrices

Mais, à côté de ce déchaînement quasi hystérique, se font entendre, au sein même de l'appareil, des accents notablement différents. Le principal dirigeant du LDPD, un parti satellite du SED, M. Manfred Gerlach, vice-président du Conseil d'Etat de la RDA, avait demandé au début de cette semaine que « l'on s'interroge sur les causes du départ de citoyens de la RDA ». Le vice-ministre de la culture, M. Klaus Höpcke, reconnaît, de son côté, des insuffisances « dans les domaines du logement et des relations entre les citoyens et les autorités » ; il concède également que « l'information sur la situation dans les autres pays devrait être améliorée ». M. Höpcke, cinquante-six ans, journaliste de formation, avait déjà l'an passé, en quelques difficultés avec sa hiérarchie : chargé du suivi des associations d'écrivains, il avait laissé adopter, en sa présence, une motion de soutien au dissident tchèque Vaclav Havel par la section est-allemande du PEN-Club. A la suite de cette affaire, il avait disparu plusieurs semaines de la scène publique pour « raisons de santé ».

La polémique qui fait rage actuellement à des effets sur les relations interallemandes quotidiennes : les échanges de visites prévues dans le cadre des jumelages entre des communes de RFA

et de RDA sont annulés les uns après les autres par les Allemands de l'Est. Les personnalités politiques ouest-allemandes désirent entrer en RDA pour prendre contact avec les milieux d'opposition sont refoulées à la frontière : cela a été le cas pour MM. Freimut Duve et Gert Weiskirchen, députés SPD, et pour M. Edgar Lintner, porte-parole de la CDU pour la politique interallemande.

Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, ne perd cependant pas sa confiance dans les vertus du dialogue : il entend consacrer l'essentiel de son activité en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, qui va s'ouvrir à New-York, à chercher une solution à la question des réfugiés qui séjournent encore dans l'ambassade de RFA à Prague ou qui attendent à Varsovie. Une rencontre est prévue à cet effet avec son collègue est-allemand, M. Oskar Fischer.

LUC ROSENZWEIG

■ HONGRIE : incident à la frontière tchécoslovaque. — Les gardes-frontières tchécoslovaques ont récemment empêché par la force un Allemand de l'Est voyageant en voiture de passer la frontière tchécoslovaque pour gagner la Hongrie, a affirmé jeudi 21 septembre le commandant des gardes-frontières hongrois.

La Hongrie a officiellement protesté auprès de Prague. La voiture est-allemande avait déjà gagné le territoire hongrois lorsque les gardes-frontières tchécoslovaques sont intervenus pour obliger le conducteur à revenir en territoire tchécoslovaque.

Le chef des gardes-frontières tchécoslovaques a pour sa part déclaré à Prague que les citoyens est-allemands soient empêchés de se rendre en Hongrie.

D'autre part, la Hongrie a annoncé que, contrairement à un accord ancien avec la RDA, les voitures et biens abandonnés par les Allemands de l'Est seraient restitués à leurs propriétaires, établis en RFA. — (AFP, Reuters.)

IRLANDE DU NORD : prouvée par toute une série de documents

La collusion entre services de sécurité et groupes paramilitaires protestants se confirme

LONDRES

de notre correspondant

Le quotidien populaire britannique *The Sun* a publié jeudi 21 septembre en première page un document qu'il affirmait avoir reçu par la poste et qui contenait les photographies, les adresses et les numéros de téléphone de neuf membres présumés de l'IRA, habitant Londonderry, dans le nord de l'Ulster. Une lettre anonyme accompagnait cet envoi : « Je veux que chacun puisse voir les visages de ces salauds ». Le *Sun* avait largement recouvert ces photographies d'un rectangle blanc.

Diverses fiches de police concernant des personnes soupçonnées d'appartenir à l'IRA ont ainsi fait surface depuis trois semaines. L'authenticité de ces documents ne fait aucun doute. Ils proviennent des services de sécurité britanniques en Irlande du Nord et semblent, au moins pour certains d'entre eux, avoir été sciemment transmis par des responsables de ces services à des organisations paramilitaires protestantes.

Tout a commencé avec le meurtre, le 25 août dernier, à Rathfriland, dans le sud de l'Ulster, d'un catholique, père de quatre enfants, M. Maginn. Sa famille démentait qu'il ait jamais été membre de l'IRA. L'organisation responsable de l'assassinat, les Combattants pour la liberté de l'Ulster (Ulster Freedom Fighters), faisait alors voir à un journaliste de la BBC une bande vidéo apparemment filmée à l'intérieur d'un bâtiment des forces de sécurité et montrant un panneau d'affichage sur lequel la photographie de M. Maginn apparaissait parmi d'autres. Il s'agissait d'un tableau permettant d'identifier des personnes fortement soupçonnées d'appartenir à l'IRA.

Un activiste protestant affirmait fin août à l'*Independent* qu'il s'agissait d'une pratique courante pour son organisation de recevoir des informations confidentielles sur l'autre camp de la part des forces de sécurité : « Ils ne font pratiquement jamais cela pour de l'argent. Ils sont seulement furiés parce qu'ils connaissent le nom des

membres de l'IRA mais ne peuvent rien contre eux ».

70 photographies au total

L'affaire a pris de l'ampleur ces derniers jours lorsque de nouvelles fuites ont été révélées. M. Seamus Mallon, député appartenant à une formation catholique modérée, déclarait le 19 septembre qu'un de ses électeurs lui avait fait parvenir une liste de dix-huit suspects rédigée au siège de la police provinciale à Belfast et transmise à une autre organisation paramilitaire protestante, l'Ulster Volunteer Force.

La police provinciale reconnaissait le même jour que deux montages de photos, permettant d'identifier vingt-neuf suspects, avaient disparu. Au total, soixante-dix photographies ont ainsi fait l'objet de fuites. L'armée régulière, le régiment spécial recruté en Ulster et la police provinciale sont à l'origine de ces documents.

Les militants républicains ne cessent de répéter depuis des années que des éléments, à l'intérieur de ces institutions, travaillent en collusion avec les organisations paramilitaires protestantes. Mais jamais des preuves aussi nombreuses et convaincantes n'avaient été apportées à l'appui de ces accusations.

Le chef adjoint de la police du comté de Cambridge, en Angleterre, M. John Stevens, a été chargé de mener l'enquête sur ces fuites. Etranger jusqu'ici aux affaires d'Irlande du Nord, il est censé pouvoir travailler en toute impartialité. Mais la précédente enquête du même genre n'incite guère à l'optimisme. Un autre policier anglais, M. John Stalker, avait tenté, il y a cinq ans, de faire la lumière sur la mort de six catholiques désarmés abattus par la police provinciale dans le comté d'Armagh. M. Stalker avait été en butte à l'hostilité déclarée des policiers nord-irlandais et avait finalement été révoqué.

Les raisons pour lesquelles les organisations paramilitaires protestantes révèlent elles-mêmes leurs liens avec les services de sécurité restent mystérieuses. Les révélations actuelles pourraient être liées aux rivalités, au sein des organisations paramilitaires, pour le partage des revenus tirés du racket.

DOMINIQUE DHOMBRES

Jacques Guillerma

UNE VIE POUR LA CHINE

MÉMOIRES
1937 - 1989

Pour la première fois, le sinologue réputé, l'historien reconnu du P.C. chinois raconte la Chine qu'il a connue, aimée, et dont il n'a cessé d'étudier le destin tourmenté. De la Chine des « Seigneurs de la guerre » à la Révolution Culturelle et à la révolte étudiante de 1989,

un demi-siècle d'une prodigieuse histoire.



ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

EUROPE

URSS

L'Arménie et l'Azerbaïdjan en état de « guerre »

M. Gorbatchev se concentre maintenant sur les travaux du Soviet suprême après deux jours de réunion du comité central du PCUS. Au cours de ce plénum, M. Arkadi Votki, le représentant de Moscou dans la région du Haut-Karabakh, revendiquée à la fois par l'Arménie et l'Azerbaïdjan, a lancé un véritable cri d'alarme.

MOSCOU

de notre correspondant

Une courte nuit de sommeil et, troquant sa casquette de secrétaire général contre celle de président du Parlement et de chef de l'Etat, M. Gorbatchev est passé, jeudi 21 septembre, de la réunion du comité central à celle du présidium du Soviet suprême.

La première s'étant tranquillement achevée sur une déroute conservatrice, il s'agissait en effet de battre le fer tant qu'il était chaud en donnant force de loi aux réformes auxquelles l'appareil du parti a dû finalement consentir. Convoqué pour lundi prochain, le Soviet suprême aura ainsi à examiner, en moins de deux mois, semble-t-il, un projet de budget comportant d'importants changements de politique économique et une série de projets de loi portant sur les relations entre les républiques et nations de l'Union, les différents types de pro-

pourrait, alors que, selon l'organe des syndicats, *Troud*, le pain commence à manquer à Erevan et que « personne ne peut dire quand la situation se normalisera ». Même son de cloche dans la *Provda*, dont le correspondant s'indigne, ce vendredi matin, que même les ambassades ne disposent plus d'essence et que même les travaux de reconstruction aient dû s'arrêter dans les villes touchées par le tremblement de terre de l'année dernière. La crise est si grave que le comité central a d'ailleurs renoncé, tant c'est été dérisoire, à lancer aux deux républiques un appel à la raison.

La force, alors ? Le moins qu'on puisse dire est que le pouvoir central ne semble pas prêt à aller jouer les « casques bleus », et le ministre de l'Intérieur, M. Belousov, a été particulièrement explicite devant le plénum en expliquant que, « si les membres d'un même parti partageant la même idéologie et le même drapeau — celui de l'internationalisme — ne peuvent se mettre d'accord entre eux (...), ni les troupes de l'Intérieur (les unités anti-émeutes) ni l'armée ne seront d'aucune aide ».

« La clé des conflits intercommunautaires est à trouver dans les domaines sociaux et culturels et dans la recherche de buts moraux et spirituels communs », a-t-il ajouté, en indiquant que l'ensemble de ces conflits avaient en un an déjà transféré 360 000 personnes en réfugiés et fait 292 morts et 5 250 blessés — sans compter les

secrétaire du Kazakhstan a fait sensation en dénonçant tout de go l'emprise de l'armée sur sa république, transformée, malgré les protestations de la population, en terrain d'essais nucléaires. C'était déjà beaucoup, mais, après avoir, « au nom de la République », présenté ses excuses pour les violences dont la minorité turque y a été victime l'année dernière, il a ajouté : « Ayant rempli ce devoir, je tiens à demander : quid va présenter des excuses au peuple kazakh pour le fait que sa terre natale ait été transformée de force en une filiale du goulet ? Qui va présenter des excuses aux millions de déportés

obligés de venir chercher dans nos steppes un refuge pour eux et leurs enfants ».

Pas de réponse bien sûr, mais cette sortie laisse imaginer que le Kazakhstan bouge, et beaucoup — comme tout et tout le monde. Conservateur entre les conservateurs, le premier secrétaire de Biélorussie a ainsi donné la mesure du changement en expliquant gravement qu'il n'avait pas le droit à la libre sortie de l'URSS « ne devait pas léser les droits souverains des autres républiques et ne pouvait s'appliquer qu'à la condition de ne pas leur causer de préjudice ». En clair : si la sécession doit être négoc-

ciée, c'est qu'elle est négociable et réformateur entre les réformateurs, le premier secrétaire de Lituanie, M. Brazauskas en semblait carrément modéré quand il expliquait que le document du comité central sur la question nationale n'était pas assez net sur l'ampleur des crimes commis par Staline contre des nations entières, que leur mémoire est toujours vivace et pèse sur les attitudes nationales, que le parti, s'il veut survivre, doit changer plus vite et non pas moins vite que la société, et que les partis des républiques doivent obligatoirement être autonomes par rapport au parti fédéral.

BERNARD GUETTA

SUISSE

Des poursuites sont engagées contre M^{me} Kopp ancien ministre de la justice

BERNE

de notre correspondant

Première femme à avoir accédé au gouvernement helvétique, M^{me} Elisabeth Kopp, ancien ministre de la justice, pourrait également devenir le premier de ses membres à devoir rendre des comptes devant un tribunal. Estimant « les présomptions de culpabilité suffisantes » pour inculper M^{me} Kopp de « violation du secret de fonction », le procureur général extraordinaire chargé de cette affaire, M. Joseph-Daniel Filler, a annoncé, jeudi 21 septembre, qu'il avait transmis le dossier à la chambre d'accusation du tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire de la Confédération.

Il revient à celle-ci de valider l'acte d'accusation et d'envoyer M^{me} Kopp devant la Cour pénale fédérale ou, au contraire, de classer l'affaire.

M^{me} Kopp avait démissionné du gouvernement, en décembre dernier, après avoir admis qu'elle avait suggéré à son mari de se retirer du conseil d'administration de la société *Shararchi-Trading*. M. Kopp avait ainsi été prévenu des soupçons de blanchiment d'argent de la drogue qui pesaient sur cette société de Zurich, spécialisée dans le commerce des métaux précieux, nos semaines avant que n'éclate le scandale de la « filière libanaise », la plus grave affaire de recyclage de dollars jamais découverte en Suisse.

JEAN-CLAUDE BUHRER

La tentation des armes

Nous publions ci-dessous le témoignage de M. Pierre Verluise, journaliste à RFI, de retour d'Arménie.

Depuis la fin du mois d'août, des Azéris retiennent à Bakou les trains de marchandises destinés à Erevan, créant un véritable blocus économique de l'Arménie. Alors que les trains de passagers empruntent un autre itinéraire, la quasi-totalité des biens acheminés par voie ferrée vers l'Arménie transite en effet par la capitale de l'Azerbaïdjan. Aussi le matériel et le ciment nécessaires à la reconstruction des villes frappées par le séisme du 7 décembre, les maisons préfabriquées de facture soviétique destinées aux sinistrés et l'essence n'arrivent plus à destination, ralentissant les travaux, laissant sans abri des milliers de familles et rendant problématique le moindre déplacement. C'est ainsi que les liaisons aériennes sont devenues aléatoires, faute de kérosène. La presse arménienne, d'autre part, ne paraît plus, faute de papier. Alors que la farine et, par voie de conséquence, le pain commencent à manquer dans la capitale, conduisant parfois à des rixes entre acheteurs concurrents, les Armé-

niens se considèrent, de facto, en situation de guerre.

D'autant plus que des bandes d'Azéris armés leur interdisent les routes menant à la région autonome du Haut-Karabakh, désormais accessible par la seule voie aérienne.

Ce blocus, que Moscou ne paraît pas tenté de lever, exaspère les Arméniens. La récente session plénière du comité central du 19 septembre, consacrée aux nationalités n'ayant pas accepté leur demande d'un véritable détachement du Haut-Karabakh de l'Azerbaïdjan, on peut craindre des gestes désespérés. En effet, le 9 septembre, lors de la première session des intellectuels à Erevan, des orateurs ont appelé à la levée d'une armée populaire pour défendre les Arméniens et leurs terres.

Si certains Arméniens pensent qu'il s'agit là d'une voie sans issue, d'un possible piège du pouvoir central qui y trouverait vis-à-vis de l'étranger un bon prétexte pour se débarrasser d'un mouvement national démocratique jusque-là pacifique et à la légitimité bien assise, d'autres sont de plus en plus tentés par l'autodéfense.

PIERRE VERLUISE



« J'entends dire qu'Eltsine me donne à peu près six mois pour faire tout le tour... — Qu'en pensez-vous, monsieur ? » (Sur les affiches : « La perestroïka est juste au coin ».) (International Herald Tribune du 22 septembre.)

priété en URSS, l'entreprise, la fiscalité, les baux agraires, la terre ou encore la liberté de la presse.

A en croire l'agence Tass, ce dernier texte stipulerait notamment que « tout individu, organisation de masse ou coopérative » a le droit de devenir directeur de publication. Cette clause serait tellement révolutionnaire pour l'URSS qu'on a encore peine à croire qu'une telle percée pourrait s'opérer si vite. Le fait est pourtant que, sans attendre aucun feu vert légal, et jusqu'à présent sans entraves, des coopératives et des groupes politiques d'opposition ont déjà commencé à distribuer sur abonnement bulletins et journaux de toute sorte.

Parallèlement à l'énorme différenciation politique des divers titres de la presse du parti, de l'Etat et des organisations officielles, ce mouvement s'accroît aujourd'hui que l'« invraisemblable » peut-être cet hiver réalité. Il est sûr, en tout cas, qu'il n'est désormais plus du tout temps de s'étonner de l'ampleur des changements soviétiques, mais de se demander qui, des réformes ou du chaos, gagnera la course contre la montre qui s'est maintenant engagée.

Car, si M. Gorbatchev ne traîne pas, les événements, eux, galopent, et les téléspécialistes soviétiques ont ainsi pu apprendre, jeudi soir, que le blocus routier et ferroviaire que l'Azerbaïdjan impose depuis plus d'un mois à l'Arménie a abouti à l'interdiction, faute de papier, de la sortie des journaux à Erevan. L'administrateur spécial envoyé par Moscou dans le Haut-Karabakh, la région que se contestent les deux républiques, avait déjà déclaré la veille devant le plénum que deux des quinze républiques de l'Union se trouvaient ainsi en état de « guerre ».

« Des appels à créer des groupes d'autodéfense, voire des armées nationales, sont lancés, en Azerbaïdjan comme en Arménie, par des forces clandestines jouissant d'un pouvoir réel », a-t-il notamment dit, et tout montre qu'il n'y a pas là d'exagération. De leur propre aveu, les dirigeants du Front populaire d'Azerbaïdjan sont en effet si impuissants à calmer le jeu qu'ils viennent d'échouer à obtenir des chemins azéris la fin de leur mouvement.

Si eux-mêmes n'arrivent plus à se faire entendre, on ne voit pas qui le

12 morts et 872 blessés des forces de l'ordre.

L'armée ne semble, quant à elle, guère prête à relayer la police, puisque le ministre de la défense, le général Iazov, a pour sa part demandé que des textes viennent régir d'éventuelles interventions de ses bataillons à l'intérieur des frontières et longuement décrit aussi les problèmes causés dans les casernes par l'hostilité entre appelés de différentes nationalités.

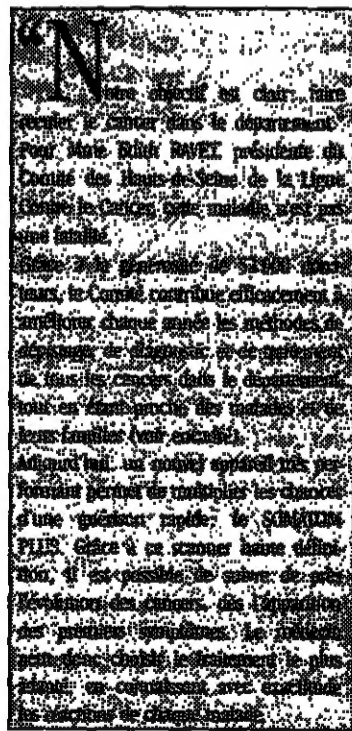
Histoire de faire une démonstration pratique de son utilité et de donner à réfléchir à tout le monde, le pouvoir central pourrait bien, en un mot, être tenté de laisser aller les choses jusqu'au moment où on le supplie d'intervenir. A l'heure où les Azéris finissent par dire que les plus arides Etats du Golfe vivent très bien de leur pétrole et qu'ils pourraient donc en faire autant, cette carte présenterait cependant le danger pour M. Gorbatchev d'habituer à l'idée que Moscou ne serait plus rien et les républiques tout.

Le choix, et c'est peu dire, est au demeurant d'autant moins simple que, si hâté qu'il ait été son déroulement, le plénum lui-même a brutalement mis en lumière l'accélération du processus d'éclatement psychologique, politique et national du système. On a par exemple entendu le premier secrétaire de la région de Bachkirie se plaindre, chiffres en main, du sort économique de sa région, expliquer qu'elle était finalement pillée par l'Union et qu'il fallait lui reconnaître un statut de république fédérée. C'était demander un bouleversement des frontières intérieures — une chose explicitement et longuement refusée par M. Gorbatchev et que le premier secrétaire de Tatarie, M. Ousmanov, celui-là même qui vient de faire son entrée au secrétariat du comité central, a indirectement demandé en faveur de sa propre république. Citant un sondage (une première dans un débat du comité central), il a en effet expliqué que 67 % des habitants de Tatarie souhaitaient qu'elle accède au rang de République fédérée.

Ni l'un ni l'autre ne sont pourtant des contestataires recensés, mais, là où les radicaux en sont à parler d'indépendance, les modérés en viennent aux réformes, et le premier

LIGUE CONTRE LE CANCER DES HAUTS-DE-SEINE

LE COMITE DES HAUTS-DE-SEINE PREND LE CANCER DE VITESSE



DES IMAGES D'UNE PRECISION EXCEPTIONNELLE

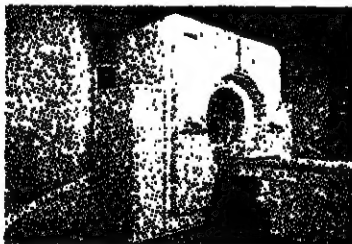
« Ces performances techniques exceptionnelles ne doivent pas masquer l'essentiel », précise le Pr ROUSSE, directeur du centre anticancéreux René HUGUENIN de Saint-Cloud. « En permettant de déceler des lésions cancéreuses très petites,



le SOMATOM PLUS peut nous aider à sauver un plus grand nombre de vies humaines. C'est pour cela que nous en avons absolument besoin ».

LE SOMATOM PLUS PEUT SAUVER DES VIES HUMAINES

Le SOMATOM PLUS ne laisse rien au hasard. Ses rayons X détectent avec précision les organes malades. Toutes les données sont enregistrées par un ordinateur qui reconstitue des images en coupe du corps humain, en deux dimensions. On obtient ainsi des images d'une très haute définition qui permettent de déceler la présence d'une tumeur, même bénigne.



En plus, ce scanner hors du commun permet de réduire de 40 à 50 % les temps de pose, par rapport aux autres appareils du même type. Les examens peuvent donc être à la fois moins longs et plus complets.

UNE CAMPAGNE POUR PRENDRE LE CANCER DE VITESSE

Le Comité des Hauts-de-Seine de la Ligue Contre le Cancer a lancé une campagne départementale avec l'aide efficace de R. Baudry, afin d'aider le centre René HUGUENIN à s'équiper d'un SOMATOM PLUS. Ce centre sera ainsi l'un des premiers en France à posséder un scanner aussi performant. Pour mener à bien ce projet, le Comité des Hauts-de-Seine a besoin de soutiens de tous les habitants du département. Beaucoup de donateurs se sont déjà manifestés. Demain, ils seront plus nombreux encore, afin de prendre le cancer de vitesse.

REPARTITION DES DONS

Le Comité des Hauts-de-Seine a consacré plus de 5 millions de francs à la lutte contre le cancer. Des sommes utilisées à 90 % dans le département.

Prévention et dépistage : 920 000 F

Recherche et amélioration du traitement : 3 307 000 F

Aide aux malades : 1 250 000 F

Participation à l'effort national : 350 000 F

ANDEZ-VOUS A PRENDRE LE CANCER DE VITESSE

PATRICK BAUDRY, ASTRONUTE AÉROSPATIAL

LOGE

14, AVENUE GALLIENI - 92000 NANTERRE

ENVOYEZ VOS DONS

BULLETIN DE SOUTIEN

☐ OUI, je désire participer à l'acquisition d'un scanner haute définition pour le centre anticancéreux René HUGUENIN de Saint-Cloud.

UN REÇU FISCAL VOUS SERA ADRESSÉ.

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____

☐ Par chèque à l'ordre de LIREC 92 ou par ☐ C.C.P. 344718 A La Seine

صلى الله عليه وسلم

AFRIQUE

La catastrophe du DC-10 d'UTA

Les enregistreurs de vol de l'appareil ont été retrouvés

Bien que les autorités se refusent à privilégier l'hypothèse de l'attentat que soutient la direction de la compagnie UTA, il semble bien que le DC-10, qui a explosé en vol, le 19 septembre, au-dessus du Niger avec cent soixante et onze personnes à bord, ait été l'objet d'un attentat.

En effet, les équipes de secours dépêchées dans le désert du Ténéré, où s'est écrasé l'avion, ont découvert intacts les corps des pilotes et des passagers qui étaient situés à l'avant de l'appareil, alors que ceux des personnes placées à l'arrière étaient brûlés. Ce fait signifierait que la rupture a été provoquée par un explosif placé dans la soute arrière de l'appareil.

Les services de renseignements français ne sont pas les seuls à travailler sur cette hypothèse criminelle : le FBI américain étudie la possibilité de se joindre à l'équipe internationale qui étudiera les causes de la catastrophe.

Peu à peu, les procédures se mettent en place. La commission mixte franco-nigérienne chargée de l'enquête officielle sera présidée par M. Louis Pailhas, inspecteur général de l'aviation civile française, assisté comme vice-président du chef d'escadron nigérien Yerima Aliakassou.

Elle dispose, d'ores et déjà, des boîtes noires de l'appareil, qui ont été retrouvées dans les sables. Si le DC-10 a été l'objet d'un attentat, elles ne seront pas d'un grand secours. L'écoute de la bande magnétique, contenant les conversations de l'équipage, et l'analyse des bandes des paramètres de l'avion (températures des moteurs,

positions des volets, altitude, etc.), devrait faire apparaître que tout était normal à bord dans les quarante minutes qui ont suivi le décollage de N'Djamena, et qu'il y a eu une interruption instantanée des enregistrements.

Comme dans le cas de l'explosion du Boeing-747 de la Pan Am au-dessus de Lockerbie (Ecosse), il faudra se tourner vers des techni-

ques d'investigation plus sophistiquées pour détecter les traces éventuelles d'explosif sur les morceaux de métal. Dans l'affaire de Lockerbie, un laboratoire militaire avait mis en évidence la présence de Soudite, un plastique de fabrication israélienne, sur le montant d'un compartiment à bagages, et l'enquête avait démontré que cet explosif avait été dissimulé dans une valise.

Le pape, le président algérien Chadli Bendjedid et le chef de l'Etat allemand, M. Erich Honecker, ont adressé des messages de condoléances à la France et au Tchad, les deux pays les plus concernés par l'accident.

De leur côté, les syndicats des navigants techniques (SNPNC, SNP, SNOAC) ont appelé les personnels d'UTA à observer une journée de deuil, samedi 23 septembre, pour rendre hommage à la mémoire des cent soixante et onze victimes du DC-10. Cet arrêt de travail de vingt-quatre heures se doublera d'un rassemblement devant l'immeuble d'UTA à Roissy-Charles de Gaulle pour dénoncer « la politique laxiste menée par le chef d'entreprise, M. René Laporte, en matière de sécurité et de sûreté ».

Une sécurité approximative

Les mesures de sécurité on-elles bien été respectées à l'aéroport de Brazzaville (Congo) d'où est parti, à destination de Paris via N'Djamena, le DC-10 d'UTA accidenté ? Oui, répond le représentant d'UTA au Congo, qui fait état de deux fouilles des passagers et de leurs bagages, y compris avec un appareil de détection.

D'autres voix s'élèvent pour dire que ce schéma idéal n'est jamais appliqué dans la plupart des aéroports africains. A Kinshasa, Abidjan ou Brazzaville, des petits malins permettent aux passagers de se dispenser des contrôles. « Contre l'équi-

valent de 120 francs environ, n'importe qui peut corrompre son billet et ses bagages, plusieurs heures avant le décollage, à des « pilotes » qui se chargent de toutes les formalités et vous garantissent que vos valises ne passeront pas en douane, raconte M. Jean-Pierre Diehl, consultant international. Cela veut dire que nous n'étions jamais sûr que votre bagage n'a pas été ouvert ou qu'un autre ne lui a pas été substitué. C'est du pousse-à-crime, et tout le monde en est complice ».

AL F.

Les premiers indices renforcent la thèse de l'attentat

Suite de la première page

En revanche, certaines organisations terroristes peuvent en vouloir à la France pour sa politique au Liban, en particulier depuis qu'elle a envoyé en août au large de Beyrouth plusieurs navires de sa flotte dont le porte-avions Foch, chargé d'une mission de « sauvegarde » des quelque sept mille Français et Franco-Libanais vivants au pays du Chêne. L'envoi des navires français avait en effet à l'époque suscité une levée de bouillottes parmi les dirigeants libanais musulmans et amené un groupe terroriste, l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), à proférer des menaces contre les otages occidentaux détenus dans le pays.

Ainsi, le chef druze Walid Joumblatt avait menacé de « tirer » sur la flotte française, tandis que M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, avait souligné que « tout navire s'approchant du littoral s'exposait aux bombardements ». Les navires étant restés prudemment au large, ces avertissements n'eurent

aucune suite. Le Hezbollah pro-iranien avait, lui aussi, mis sévèrement en garde Paris.

Mais la réaction la plus dure émana de l'OJR. Après avoir accusé la France de se « laisser manipuler » par les Etats-Unis, l'OJR - qui décida depuis octobre 1986 deux otages américains, M. Cicippio et M. James Austin Tracy - avait menacé de s'en prendre aux intérêts français partout dans le monde. « La sécurité stratégique de la France, prévenait-elle, sera laissée à nos choix. Notre réponse ne sera pas confessionnelle. Tous les moyens de pression et toutes les éventualités sont à envisager ».

A contretemps

La responsabilité éventuelle dans la catastrophe du DC-10 d'un quelconque groupe terroriste impliqué au Proche-Orient soulève de nouvelles questions sans réponse. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de revendication claire et authentifiable ? Les services

secrets étaient-ils informés que quelque chose se tramait contre la France ? Et surtout : pourquoi aurait-on désiré frapper la France « à contretemps », dans un contexte politique qui ne s'y prête guère ?

Cet, d'une part, non seulement la France n'est pas intervenue militairement au Liban, mais elle est en train d'alléger discrètement son dispositif naval. Le Foch sera ainsi regagné Toulon, son port d'attache, en fin de semaine. Ce repli sera sans doute ne peut qu'être saisi comme un succès par la Syrie et ses alliés musulmans de Beyrouth. D'autre part, la normalisation complète des relations entre Paris et Téhéran, où règne désormais le très pragmatique président Rafsanjani, est en très bonne voie. L'ambassadeur de la France à Téhéran, M. François Scherer, est rentré mardi à Paris, en saluant comme « un tournant » ses entretiens avec les dirigeants iraniens, destinés à régler une fois pour toutes le contentieux financier bilatéral.

Dernier mobile possible des auteurs d'un attentat : la volonté de « punir » la France pour n'avoir pas tenu ses promesses lors des négociations ayant abouti à la libération de ses otages en 1988. Dans sa dernière livraison, l'Express évoque cette hypothèse. Selon l'hebdomadaire, les autorités françaises détenaient des

indices les autorisant à penser qu'un attentat était en préparation. L'ambassade de France à Beyrouth avait attiré leur attention sur un récent article du journal libanais pro-syrien *Al Shihra*.

Cet hebdomadaire y publiait des extraits d'un message des ravisseurs des otages français où les terroristes se plaignaient d'avoir été « exploités par l'ex-ministre Pagan et par Jacques Chirac », « prient » l'actuel gouvernement d'« exécuter les engagements de ses prédécesseurs » et demandaient à M. Mitterrand de « respecter l'accord et de mettre fin à cette situation injuste ».

Reste à s'interroger, avec beaucoup de prudence, sur le rôle joué par certains représentants des communautés chiites libanaises en Afrique. A cet égard, l'Express croit savoir que les services de renseignement français sont en passe sur le continent noir de démanteler un réseau chite libanais. Le consul de France à Conakry, « un rapatrié » à Paris depuis sa condamnation à la prison pour des passeports à des chites libanais, dont l'un avait été décapité par sa propre bombe le 3 août dans une chambre d'hôtel à Londres. Par ailleurs, ajoute l'hebdomadaire, le chef de l'ambassade de France à Libreville (Gabon), récemment arrêté, photocopiait des documents pour le compte d'un réseau chite dans ce pays.

Très influente, notamment en raison de sa puissance économique, dans plusieurs pays d'Afrique occidentale et centrale, la diaspora libanaise est en majorité originaire du Sud-Liban, terre traditionnelle d'émigration. Un chite libanais avait détourné vers Genève en juillet 1987 un DC-10 d'Air Afrique en provenance de Brazzaville. Il a été récemment condamné par la justice suisse. Selon certaines sources, la communauté libanaise d'Afrique avait aidé la France en 1986 à obtenir la libération de deux otages au Liban. Aujourd'hui, les services français semblent craindre que les réseaux intégristes neutralisés en Europe cherchent à se reconstituer à partir du continent noir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

PROCHE-ORIENT

Des contacts israélo-palestiniens ne doivent pas se substituer à une conférence internationale,

déclare M. Arafat.

M. Yasser Arafat a appelé, jeudi 21 septembre, au Caire, à un dialogue direct avec le gouvernement israélien tout en restant évasif sur le fait de savoir s'il avait ou non accepté les propositions de règlement du président Hosni Moubarak. Des propositions (prévoyant notamment des pourparlers israélo-palestiniens et des élections dans les territoires occupés) à l'égard desquelles l'un des principaux dirigeants de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, a, mercredi encore, émis des réserves (*Le Monde* du 22 septembre).

Se déclarant « disponible en permanence pour un dialogue conduisant à une paix globale et juste », M. Arafat, qui venait de s'entretenir à plusieurs reprises avec M. Moubarak, a précisé qu'à ses yeux d'éventuels pourparlers ne sauraient se substituer à une conférence internationale. Après avoir souligné que « rien n'avait encore été décidé » concernant la composition de la délégation palestinienne à ces négociations, M. Arafat a affirmé que les propositions Moubarak étaient en fait des « éclaircissements demandés au gouvernement israélien, dont nous attendons la réponse ». Le chef de l'Etat égyptien doit se rendre prochainement à Washington et y rencontrer le président George

Bush. De son côté, le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, a qualifié, mercredi, les propositions de M. Moubarak - avec lequel il s'est récemment entretenu au Caire - de « grand pas en avant, important », dont il se félicitait. « Nous devons convaincre le peuple israélien de la valeur de ces propositions », a estimé le ministre travailliste, ajoutant : « Si les Palestiniens acceptent des élections et notre principe d'un règlement en deux étapes, nous ne pouvons pas continuer à dire qu'il n'y a rien à discuter (...), nous ne pouvons pas demander aux Palestiniens de se mettre à genoux ».

Par ailleurs, M. Shimon Pérès, ministre des finances et chef de file des travaillistes, a été invité en URSS par le président du comité soviétique pour la paix, M. Genrik Borovik. M. Pérès a donné son accord de principe à cette visite, dont la date reste à déterminer et qui, si elle a lieu, sera une première, en l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays depuis 1967. Cette invitation a été faite à New-York, où se trouve le ministre, à l'occasion d'un colloque sur l'économie soviétique. M. Pérès devrait rencontrer le président Bush lundi.

LIBAN

Le camp chrétien s'oriente vers un « oui mais » au plan arabe

BEYROUTH

de notre correspondant

M. Lakhadar Ibrahim s'impatiente. Après quatre jours d'intenses pourparlers au sein du camp chrétien, la réponse de ce dernier au plan arabe de règlement de la crise libanaise se faisait toujours attendre, vendredi matin 22 septembre. Et jeudi, l'émissaire du comité arabe a rappelé, sur un ton amical mais nettement agacé, que ce plan en sept points constituait un tout devant donc être accepté ou rejeté en tant que tel. S'il devait ne pas être agréé, a souligné M. Ibrahim, « il ne me resterait qu'à partir ».

Or, les réserves émises par les dirigeants chrétiens sur le plan arabe ne manquent pas. Elles concernent les conditions mises à la levée du blocus que les Syriens imposent aux côtes chrétiennes, à savoir le contrôle des cargaisons, ainsi que la consécration de la présence militaire syrienne au Liban. Il se pourrait bien, dans ces conditions, que la réponse que le général Michel Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, devrait donner vendredi après-midi ou samedi à M. Ibrahim soit un « oui... mais ».

L. G.

EN BREF

□ PAYS-BAS : les centristes de gauche ne feront pas partie de la coalition gouvernementale. - Bien qu'il ait été le seul des quatre grands partis à enregistrer un gain (de trois sièges) à l'issue des élections législatives du 6 septembre, le Parti démocrate 66 (D'66) ne sera pas représenté au sein de la prochaine coalition gouvernementale.

Son chef de file, M. Hans Van Mierlo, a annoncé le jeudi 21 septembre qu'il se retirait des négociations menées sous l'égide de M. Ruud Lubbers, premier ministre sortant (*Le Monde* du 15 septembre). Celui-ci n'a donc plus pour interlocuteur que le Parti chrétien démocrate (CDA), auquel il appartient, et le Parti du travail (PVD). - (*Corresp.*)

MAROC

Hassan II réaffirme qu'il ne négociera jamais avec le Front Polisario

Le roi Hassan II a exclu toute négociation avec le Front Polisario, qui lutte pour l'indépendance du Sahara occidental, dans une déclaration diffusée jeudi 21 septembre par les télévisions marocaine et espagnole. « Je ne négocierai jamais avec le Polisario (...), a-t-il affirmé. Les Saharais sont des Marocains [sic] le roi du Maroc ne négocie pas avec les Marocains. C'est comme si le roi d'Espagne voulait négocier avec des Espagnols. » Faisant allusion à sa première rencontre avec une délégation du Front Polisario à Marrakech, en janvier dernier, le roi a expliqué : « Nous discutons, mais sous forme d'audience et non pas sous forme de négociations. Cela peut paraître un peu fâcheux. Mais, enfin, c'est comme cela. »

Le roi du Maroc a, d'autre part, affirmé qu'il continuera toujours à « revendiquer » les villes de Ceuta et Melilla, présides espagnoles situées sur la côte nord du Maroc. Il a affirmé que, comme l'Espagne revendique Gibraltar « car il est sur la terre espagnole, nous continuerons de revendiquer Ceuta et Melilla, car elles sont sur la terre marocaine ». « Nous essaierons les uns et les autres de faire en sorte qu'il n'y ait jamais de température, de fièvre qui monte », a-t-il ajouté. - (AFP.)

BURKINA-FASO

Le président Compaoré a profondément remanié l'appareil politico-militaire

Le chef de l'Etat burkinais, le capitaine Blaise Compaoré, a remanié, jeudi 21 septembre, les deux ministères passés par les armes, le commandant Jean-Baptiste Lingani et le capitaine Henri Zongo, qui avaient, selon la version officielle, tenu un coup d'Etat lundi, et a promu l'officier qui a réprimé la rébellion, le capitaine Gilbert Diendéré.

Chef du centre des commandos à Pô, le capitaine Diendéré, trente ans, qui tenait déjà la seule unité militaire correctement équipée et entraînée, a été promu secrétaire du comité exécutif du Front populaire qui coiffa, au nom du parti unique, l'ensemble du gouvernement, de l'administration, et des

organisations de masse (femmes, anciens, jeunes, ouvriers, etc.). Le jeune capitaine est chargé à la fois de la défense et de la sécurité, alors que ces attributions étaient partagées entre ses prédécesseurs, le commandant Lingani et le capitaine Zongo.

Le président a repris pour lui-même le portefeuille de la défense et a remercié les directeurs de la police et de la gendarmerie. Le commandant Louis Joanny Yaméogo a été nommé commandant en chef des forces armées. M. Prosper Vokouma, ancien secrétaire général du gouvernement, succède à M. Issouf à la tête de la diplomatie burkinaise. - (AFP.)

SOMALIE : l'insécurité dans le Sud


L'armée a poursuivi des rebelles au Kenya

Quatre policiers kenyans ont été tués et quatre autres blessés, mercredi 20 septembre, par des unités de l'armée somalienne, dans un village kenyan à la frontière entre les deux pays, a annoncé l'agence officielle kenyane. Un convoi de six jeeps et véhicules blindés de l'armée somalienne a pénétré en territoire kenyan à Liboi, et attaqué un poste de télécommunications.

Les troupes somaliennes étaient engagées dans une opération contre les rebelles du Mouvement patriotique somalien (MPS), qui contrôlent la plus grande partie de la frontière avec le Kenya. Le ministre kenyans des affaires étrangères,

M. Robert Ouko, a vivement protesté auprès du gouvernement somalien, à la suite de cette « violation du territoire kenyan ».

Le président somalien, M. Siad Barre, a déposé au Kenya un officier supérieur, le général Hashi Gam, chargé d'une mission de paix auprès des rebelles du MPS. Ce mouvement a été formé récemment par des membres du clan Ogaden, dont de nombreux déserteurs. Il est dirigé par Bashir Ali Billico, gendre de l'ancien ministre de la défense, le général Abdallah Noor, qui a été arrêté en juillet lors de la répression sanglante qui a suivi les émeutes du 14 juillet à Mogadiscio. - (AFP.)



DANIEL RONDEAU

Les Tambours du monde

"La hauteur des dialogues : un romantisme de la langue et du style toujours maîtrisé par la rigueur coupante d'un scalpel de chirurgien ; un éblouissant morceau de lyrisme amoureux, qui fait songer à Aragon. Pas de doute : Daniel Rondeau est un écrivain." *Renaud Matignon / Le Figaro*

"Le lecteur frémira... et voici qu'un écrivain de race lui est donné." *Marc Lambron / Le Point*

ROMAN

GRASSET

ASIE

CORÉE DU SUD
Séoul participera
aux manœuvres navales
nippo-américaines

TOKYO

de notre correspondant

La Corée du Sud a décidé de participer, à partir de l'année prochaine, aux exercices RIMPAC. Jusqu'à présent, elle n'avait qu'un statut d'observateur dans ces grandes manœuvres navales qui rassemblent les forces des États-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et, depuis 1979, celles du Japon. La Corée entre ainsi à part entière dans le système de coopération militaire des pays du Pacifique. Cette décision, annoncée mercredi 20 septembre, implique un renforcement de la coopération militaire bilatérale avec le Japon.

Les observateurs relèvent trois raisons à l'origine de cette décision. La nécessité pour la Corée de se préparer à une défense de ses routes maritimes, l'affirmation de l'importance que prend ce pays dans la région et enfin les pressions américaines pour que, comme le Japon, elle assume une plus grande part du fardeau de la sécurité régionale. Pour leur part, les États-Unis et le Japon vont commencer à la fin de septembre les plus importantes manœuvres navales communes qu'ils aient jamais entreprises.

Ph.P.

CHINE : réunion à Paris de dissidents

Des transfuges témoignent...

Pékin a sévèrement critiqué la France pour avoir autorisé les dissidents chinois de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC) — qualifiés de « criminels » — à se réunir à Paris du 22 au 24 septembre.

Arrivé il y a une semaine à Paris où il a demandé l'asile politique, M. Su Xiaokang a été l'homme par qui le scandale arrive : auteur de la série télévisée *l'Édile du fleuve*, qui avait connu un succès retentissant l'an dernier, il est devenu la bête noire des conservateurs, qui l'ont accusé d'avoir blasphémé contre la Grande Muraille et mis sa tête à prix. C'est pourquoi il a dû se cacher pendant une centaine de jours avant de parvenir à s'enfuir de son pays. Cette longue traque lui a permis de mieux sentir le poids de la Chine profonde.

« Partout j'ai été protégé, a-t-il déclaré au Monde. Par des gens ordinaires qui ne me connaissent pas personnellement, mais qui savent que j'avais des problèmes. Car les intellectuels étaient dans l'incapacité de m'aider. Beaucoup de policiers ferment les yeux, font de la résistance passive. Ce qui a permis à pas mal de gens de s'enfuir. »

Et pourtant ces gens sont mal informés, matraqués par la propagande officielle : « Les jeunes, les

ouvriers, les intellectuels avaient des soupçons, même s'ils n'étaient pas au courant du massacre de la place Tiananmen. Ils ne pouvaient pas croire que l'on ait envoyé tant de soldats seulement contre quelques étudiants. Ils savaient qu'il s'était passé quelque chose, l'ont mal accepté et en ont conservé une certaine rancune. »

Quant aux huit cents millions de paysans, « au début, ils ne s'inscrivaient pas à la politique. Aujourd'hui, comme le régime a gagné, ils se taisent. Mais ils sont très mécontents que leur récolte ne leur soit plus payée en argent mais en bons ».

« Le marxisme
n'est pas un dogme »

Si M. Su était membre du PCC depuis deux ans, M. Wan Runnan, président de la société privée d'informatique Stone et l'un des chefs de file de la dissidence, l'était depuis vingt-quatre ans. Ce PDG du fleuron de la réforme économique se refuse à dresser un bilan négatif des réformes, « qui ont remporté de grands succès économiques. Sans elles et sans l'ouverture aux idées venues de l'étranger, il n'y aurait pas eu non plus de mouvement démocratique ».

M. Wan veut mettre ses qualités d'organisateur au service de la FDC, qui bénéficie de fonds

fournis par des Chinois d'outre-mer et de Hongkong, « mais pas du gouvernement de Taïwan », précise-t-il. Avec pour but l'établissement d'un régime multipartite. « Depuis 1949, le PCC a été l'unique force politique et a supprimé toute velléité d'opposition. Jusqu'au massacre du 4 juin, beaucoup de gens conservaient l'illusion qu'on pourrait le réformer de l'intérieur. »

« Ce rêve est terminé : les réformistes ont été exclus. A mon avis, qui n'est pas partagé par tous les opposants, — le problème vient aussi du marxisme : c'est une théorie historique ou économique, mais pas un dogme comme la Bible. »

« L'essentiel, ajoute ce technocrate au visage poupin, n'est pas de renverser le communisme pour le remplacer par un autre parti unique — car « le mal, la corruption, la dictature, tout cela provient du parti unique ».

La préférence de M. Wan va plutôt vers l'expérience de la Pologne, « pays communiste parvenu à une forme de multipartisme ». Ironie que cet exemple polonais pour M. Deng Xiaoping, qui s'était inspiré de la loi marxiste imposée il y a huit ans par le général Jaruzelski pour justifier sa répression.

« Je ne suis pas candidat à la présidence », conclut M. Wan, « mais comme premier ministre, j'en serais certainement mieux que Li Peng. »

PATRICE DE BEER

Le Cambodge sans les Vietnamiens

Suite de la première page

Dans les zones frontalières, le canon peut encore tonner de jour comme de nuit. « La forêt appartient à tout le monde », dit un expert vietnamien. C'est notamment vrai de celle qui couvre la chaîne des Cardamones, qui, du sud-est thaïlandais au port de Kompong Som, longe le littoral cambodgien, couvrant un quart du territoire du pays.

Le discours officiel, à Phnom-Penh, se résume ainsi : « Le 27 septembre, il ne restera plus un soldat vietnamien au Cambodge. Le gouvernement de Phnom-Penh connaîtra alors des problèmes plus importants de sécurité, mais il pourra faire face. » Les chefs-lieux de province, ajoutent-ils, ne sont pas directement menacés, même dans l'ouest. Mais, en dix années de combats, les soldats vietnamiens — jusqu'à deux cent mille hommes — n'ont pas réussi à éliminer des guérillas qui ont disposé, il est vrai, de « sanctuaires » à l'abri d'une frontière incontrôlable par endroits.

Les Khmers rouges auraient pu attendre la fin du retrait vietnamien pour prendre davantage pied dans des zones à proximité de la frontière thaïlandaise, donc de leurs bases arrière. Ils ne l'ont pas fait puisqu'ils ont attaqué dès le mois de juillet, soit à la veille de la conférence de Paris, aux alentours des mines de pierres précieuses de Peila, dans la province occidentale de Battambang. C'est le « secteur le plus chaud parmi les plus chauds », déclare le général Ho Van Sanh, commandant adjoint des troupes vietnamiennes dans cette région.

Les Vietnamiens ont riposté lors d'opérations conjointes avec les troupes de Phnom-Penh. Les éclaireurs du capitaine Nguyen ont été rappelés une dizaine de fois pour repérer, dans la forêt, les groupes de Khmers rouges. « Il n'y a pas eu d'aussi gros combats que par le passé », affirme le jeune officier. Toujours est-il que les Khmers rouges ont dû évacuer des positions occupées et que des combats se poursuivent encore maintenant dans le secteur. Les duels d'artillerie ont été assez intenses pour que les Thaïlandais annoncent le renforcement de leur dispositif de protection le long de la frontière.

Ces attaques des Khmers rouges — la guérilla de loin la plus forte — ne sont peut-être que le prélude à de nouvelles offensives dans la forêt du retrait vietnamien. Mais chaque camp se renforce au mieux, recevant de grandes quantités d'armes et de munitions. Les estimations occidentales des effectifs armés des Khmers rouges varient entre dix mille et quarante mille hommes. Ceux du prince Sihanouk tourneraient autour de dix mille hommes et le Front de M. Son Sann rassemblerait de plusieurs centaines de combattants à quelques milliers, sans qu'on puisse juger leur efficacité sur le terrain.

En face, le régime de Phnom-Penh a levé une armée estimée à quarante mille hommes appuyés par une centaine de milliers de miliciens qui gardent villages, ponts et routes. Ces chiffres cependant ne donnent guère l'idée du rapport de forces d'autant que les infrastructures des Khmers rouges dans plusieurs provinces sont difficiles à déceler. Néanmoins, cela fait beaucoup de monde en armes dans un pays de 7 à 8 millions d'habitants épuisés par vingt ans de guerre et les massacres perpétrés par les Khmers rouges.

JEAN-MICHEL CAROIT.

« Les Khmers rouges ont appliqué une stratégie valable en 1974 et 1975, lors de la conquête de Phnom-Penh. Mais leur commandement a vieilli et leurs cadres subalternes sont aujourd'hui de mauvaise qualité. Leurs jeunes recrues sont moins motivées que par le passé. En outre, ils entraînent une histoire de purges et de massacres. Il y a donc un décalage entre leurs ambitions et leurs capacités », affirme le général Kieu Anh Lan, commandant des troupes vietnamiennes dans les régions de Siem Reap, également frontalières de la Thaïlande. Il juge, au passage, « très faibles » les armées du prince Sihanouk et de M. Son Sann.

« La frontière
est longue »

Autrement dit, selon le discours officiel, une éventuelle cessation des livraisons d'armes à la résistance — que Hanot et Phnom-Penh veulent toujours obtenir en contrepartie du retrait militaire vietnamien — mettrait vite fin aux combats. Quoi qu'il advienne, ajoute-t-on, le régime de Phnom-Penh peut tenir. « La frontière avec la Thaïlande est longue, poursuit le général Lan, et des petits groupes de Khmers rouges peuvent toujours s'infiltrer au Cambodge. Il y a donc une possibilité d'instabilité dans quelques districts. »

Tout le monde ne l'entend pas ainsi, même à Phnom-Penh où aucun incident n'a pourtant eu lieu depuis quatre ans. Le régime a beaucoup recruté ces derniers temps et « les garnis pleurent quand ils sont pris par l'armée », raconte un Cambodgien. « Je ne peux pas m'empêcher d'avoir peur. Même si la situation militaire actuelle n'a rien à voir avec celle de 1975, quand la capitale était coupée de tout », explique un autre, qui a vécu la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges.

Des civils vietnamiens ont pu être bagués ou projetés de la faire. Ils redoutent non seulement les Khmers rouges mais l'hostilité de nombreux Cambodgiens à leur égard. « Pour nous, tout voleur, tout voyou est vietnamien », dit un Cambodgien. Après tout, les premiers massacres de civils vietnamiens ont été perpétrés, en 1970, par les soldats de Lon Nol, après la destitution du prince Sihanouk. Les Khmers rouges n'ont fait, plus tard, qu'en prendre le relais.

Tenir bon
quelques mois

Beaucoup espèrent, que la guerre restera limitée aux zones frontalières de la Thaïlande ou à des histoires d'accrochages, de routes momentanément coupées ou, même, de rares tirs de roquettes sur des centres urbains. Mais, dans la population, le traumatisme des années Khmers rouges, demeure entier. Certes, la vie a repris et le pays commence à sortir de ses ruines. Les cheptels de bovins ont été reconstitués et, cette année, la récolte de riz ne s'annonce pas trop mauvaise malgré le retard des pluies dans certaines régions.

Récemment, la libéralisation du commerce, le rétablissement de la propriété privée et la remise à l'honneur du bouddhisme — proclamé religion d'État — ont réveillé des espoirs. Cependant, même quand certaines campagnes semblent en paix, les gens ont du mal à se convaincre que le pire est déjà derrière.

Depuis 1985, tout en disposant de caches d'armes dans des secteurs reculés, la résistance n'a pas réussi à réimplanter des bases en territoire cambodgien, en dépit de l'allègement progressif du dispositif militaire vietnamien. Dans le même temps, le régime de Phnom-Penh s'est nettement renforcé. Le parti unique — Parti populaire révolutionnaire du Cambodge (PPRC) — contrôle une administration légère mais qui existe et des milices rurales de valeur inégale mais mieux armées.

En affirmant se retirer totalement du Cambodge, sans contrôle international, les Vietnamiens laissent derrière eux davantage que l'ébauche d'un État : une petite machine qui tourne. Pour M. Hun Sen et ses partisans du bureau politique du PPRC, il s'agit de tenir bon quelques mois, d'éviter un pourrissement graduel de la situation, auquel cas ils n'auront plus à reprendre la négociation, ou du moins ils pourront le faire, s'il le faut, en position de force. Tel est, aujourd'hui encore plus qu'hier, leur objectif.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

HAÏTI : en butte à des difficultés économiques croissantes

Le général Avril annonce la prochaine publication
d'un calendrier électoral

Un an après le coup d'État qui a porté au pouvoir le général Prosper Avril, les Haïtiens attendent toujours le calendrier des élections qui devaient mettre fin à la chaotique et sanglante « transition démocratique » ouverte par le départ du dictateur Jean-Claude Duvalier en février 1986. Une transition marquée, pour la grande masse de la population, par une misère croissante que risquent encore d'accentuer les mesures économiques d'ajustement « recommandées » par le gouvernement sur les conseils du Fonds monétaire international (FMI).

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Dans une interview télévisée le week-end dernier, le général Avril a réaffirmé sa volonté d'instaurer « une démocratie irréversible ». Présentant un bilan positif de sa première année de gouvernement — marquée, selon lui, par « la stabilité, la fermeté et la patience » — il a assuré que le calendrier électoral serait publié avant la fin septembre.

Depuis de longs mois, une partie discrète se joue entre les Améri-

cains, qui font dépendre la reprise de leur aide de l'organisation d'élections, et le général Avril, qui semble vouloir s'accrocher le plus longtemps possible à son fauteuil présidentiel. La marge de manœuvre de Washington est étroite. « Les Américains ne veulent pas qu'Avril sombre, car il représente pour eux le dernier rempart contre le chaos », mais ils ne souhaitent pas non plus lui donner l'impression qu'il pourra rester ad vitam aeternam au pouvoir », explique un diplomate.

Le tout nouveau sous-secrétaire d'État américain chargé de l'Amérique latine et des Caraïbes, Bernard Aronson, est venu à Port-au-Prince, à la mi-septembre, mettre les pots sur les « ». Le Congrès, qui décidera de la reprise de l'aide, ne comprendrait pas que le processus électoral traîne en longueur, a-t-il déclaré en substance au général-président.

Paradoxalement, les succès remportés par le général Avril contre les trafiquants de cocaïne, principal motif de satisfaction à Washington, risquent d'accentuer l'instabilité. « Il ne fait pas de doute que les narco-dollars ont longtemps retardé le glissement de la garde (la monarchie haïtienne) », note Marc Bazin, ancien candidat couronné à la présidence, qui estime que la politique économique du général Avril a été « particulièrement laxiste et marquée par le sauve-qui-peut ».

Alors que les caisses de l'État étaient vides et que le flot des narco-dollars se tarissait, le général Avril a fait fonctionner la planche à billets, à partir du printemps dernier, pour payer les soldats et les fonctionnaires. Conséquence, la fondation s'est mise à « plonger ». Le gouvernement, incapable de trouver des devises pour faire face à ses obligations à l'égard du Fonds monétaire international (FMI), risquait de perdre l'accès aux sources de financement multilatérales.

Contraint de négocier un accord avec le Fonds pour obtenir 21 millions de dollars, le gouvernement avait le choix entre réduire les dépenses de l'État ou accroître ses recettes. Il a préféré l'augmentation des recettes par la taxation. Un choix « injuste et inefficace », selon Marc Bazin. « Le gouvernement, qui n'a pas su ou voulu mettre un terme à la contrebande, ne fera pas payer ses taxes plus que les autres, et elles vont accélérer la fuite des capitaux », prévoit-il.

Inflation
et insécurité

Quant au caractère injuste de ces mesures, qui, de l'avis de la majorité des experts, vont accélérer l'inflation, il a été immédiatement dénoncé par dix-huit organisations politiques et syndicales. Lundi à la mi-journée, dans le centre commercial de Port-au-Prince, un concert de klaxons et de percussions diverses a manifesté l'appel de ces organisations, le mécontentement de la population « contre les mesures dictées par le FMI ». Mais les responsables politiques et syndicaux de la gauche et de l'extrême gauche hésitent sur la suite à donner au mouvement.

« On ne trouve plus de pain ni de farine. Les prix augmentent tous les jours. La population est de plus en plus mécontente, mais les gens sont las des manifestations et des grèves qui ne débouchent sur rien », constate Evans Paul, leader de la Confédération d'unité démocratique (KID en créole), un regroupement d'organisations populaires. L'arrestation, vendredi dernier, du numéro deux du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), Max Bourjolly, accusé de détention illégale d'armes à feu, a d'autre part alourdi le climat, alors que l'insécurité demeure l'une des préoccupations quotidiennes des Haïtiens.

S'il est, semble-t-il, parvenu à reprendre en main ce qui reste de l'armée après la tentative de putsch d'avril dernier — qui avait entraîné la dissolution de deux des principales unités de « casernes Dessalines » et des « Léopards » —, le général Avril s'est montré incapable de sévir contre les bandes armées qui rançonnent et assassinent dans la capitale et les campagnes. Aucune mesure n'a été prise contre

les davaléristes « durs » qui ont participé aux massacres du tonz du général Namphy. L'ancien colonel Claude Raymond, considéré comme l'un des principaux responsables de l'insurrection sanglante lors des élections de novembre 1987, sillonait sans entrave le pays. Prohibée par l'article 291 de la Constitution, la participation des anciens « barons » davaléristes à la course à la présidence risque de redevenir un motif de controverse, voire de violence. Ni le général Avril ni le conseil électoral ne se sont encore exprimés sur cette question délicate.

Les États-majors politiques accélèrent néanmoins leurs préparatifs : congrès et regroupements se succèdent. Marc Bazin et Serge Gilles dont le parti, le Panpra, a été admis cet été au sein de l'Internationale socialiste ont annoncé la formation d'une coalition de centre gauche, l'Alliance nationale pour la démocratie et le progrès. Reconnu dans ses fonctions de secrétaire général du Congrès national des mouvements démocratiques (CONA-COM), qui se réclame aussi du socialisme démocratique, lors du deuxième congrès de cette organisation le week-end dernier, Victor Benoit n'a pas exclu de rejoindre cette alliance « le moment venu ».

JEAN-MICHEL CAROIT.

A TRAVERS LE MONDE

COLOMBIE

Démission
du ministre
de la justice

Alors que de nouveaux attentats ont été perpétrés à Bogotá, le ministre de la justice colombien, M^{re} Monica de Greiff, a, selon la presse colombienne, démissionné de ses fonctions, jeudi 21 septembre. Un communiqué officiel devait annoncer vendredi que le ministre quittait le gouvernement pour « raisons personnelles ». Nommée le 16 juillet dernier, M^{re} de Greiff, âgée de trente-deux ans, était devenue, après l'assassinat du sénateur Galen, le 18 août dernier, le symbole de la guerre déclenchée contre les trafiquants de drogue par le gouvernement colombien. Elle a été menacée de mort ainsi que sa famille, à plusieurs reprises.

Plusieurs noms sont déjà évoqués pour son remplacement. Le neuvième ministre de la justice nommé en moins de trois ans par le président Virgilio Barco pourrait être le général Miguel Maza Mar-

quez, actuellement directeur des services secrets colombiens. — (AFP, Reuters.)

POLOGNE

Le POUP réintègre
le philosophe
Adam Schaff

Le philosophe polonais Adam Schaff a été réintégré dans les rangs du Parti communiste polonais (POUP), dont il avait été exclu en 1984 pour révisionnisme, a indiqué jeudi 21 septembre l'organe du POUP, *Trybuna Ludu*.

Le POUP regrette cette exclusion et compte aujourd'hui mettre à profit « les connaissances et l'expérience » du professeur Schaff, qui est âgé de soixante-seize ans. Au moment de ses difficultés avec le parti, le professeur Schaff avait été accusé d'« anti-communisme » et de propager « un modèle de socialisme utopique » par M. Marian Orzechowski, qui est aujourd'hui membre du bureau politique.

ÉTATS-UNIS : dirigeant syndical disparu en 1975

Jimmy Hoffa aurait été assassiné
par la Mafia

Chicago. — Le chef du syndicat américain des camionneurs disparu en 1975, Jimmy Hoffa, aurait été assassiné par la Mafia, selon des révélations faites au magazine *Playboy* par Donald Frankos, un témoin protégé par la justice pour un prochain procès de la Mafia à New-York. La trace de l'ancien président des Teamsters, alors âgé de soixante-deux ans, avait été perdue dans un restaurant de la banlieue chic de Detroit. Jimmy Hoffa, condamné en 1967 à treize années de prison pour malversations et tentative de corruption de jurés, avait été remis en liberté par le président Nixon en 1971. Il conservait, malgré son exclusion de la présidence du syndicat, une influence prépondérante dans cette organisation de deux millions de membres. Un an après sa disparition, le FBI était convaincu par la thèse du règlement de comptes, mais

n'avait pu retrouver le cadavre de l'ancien dirigeant.

Donald Frankos, dit Tony le Grec, précise, dans l'interview publiée dans le dernier numéro du magazine, les conditions de la mort de Jimmy Hoffa. Selon lui, le gangster Jimmy Coonan attendait l'ancien président des Teamsters, armé d'un pistolet équipé d'un silencieux, et lui a « tiré deux balles dans le front ». Coonan et un homme de main de la Mafia nommé John Sullivan auraient découpé le corps à la scie électrique pour le stocker ensuite pendant plusieurs mois dans un congélateur. Les restes, déposés dans des « sacs poubelle », furent ensuite, toujours selon Tony le Grec, transportés en camion de Detroit à East-Rutherford, dans le New-Jersey, et coulés dans le béton sur le chantier d'un stade. — (AFP.)

POLITIQUE

La préparation des élections sénatoriales

RPR et PS comptent sortir vainqueurs du scrutin du 24 septembre

Cent deux sièges de sénateurs sont, au total, à pourvoir, dimanche 24 septembre, dans le cadre de la série A qui comprend les trente-sept départements de l'Ain à l'Indre (plus le Territoire de Belfort et la Guyane), deux territoires (la Polynésie française et Wallis-et-Futuna), et quatre sièges (dont deux supplémentaires réservés) aux représentants des Français de l'étranger. Le Parti socialiste et le RPR, qui détiennent respectivement vingt-huit et seize sièges de sénateurs sortants dans cette série, sont les deux formations qui espèrent les gains les plus importants.

Révélateur, ce souci affiché par nombre de candidats, et surtout par les sortants, d'expliquer à leurs grands électeurs le rôle du Sénat, brochant sur l'appui. Viendrait-il à l'esprit d'un aspirant à la députation, à une mairie ou à un conseil général de faire à leur élection un cours sur le fonctionnement de l'Assemblée dans laquelle ils aspirent à siéger ? Non, sans doute.

Il serait simpliste de s'accuser que les seules défaillances de l'enseignement civique pour cette méconnaissance de la deuxième chambre du Parlement. Il serait naïf d'y voir le résultat d'une machination contre l'institution, ourdie par des gaullistes en mal de revanche contre ceux qui ont été responsables de la gauche au pouvoir, par des socialistes qui ne verraient dans le palais du Luxembourg que gêne et empêchement de gouverner.

Le renouvellement du tiers du Sénat (1) a encore moins que dans le passé passionné l'opinion publique. Mode de scrutin au second degré oblige, les campagnes électorales sénatoriales n'ont rien de suffisamment spectaculaire pour attirer l'attention du citoyen. D'autant qu'il intervient après une série de consultations qui ont conduit à une désaffection spectaculaire des urnes (2). Symptôme, aussi, cette insistance des candidats à rappeler leur devoir aux grands électeurs comme s'ils craignaient que même ce corps électoral, a priori des plus concernés, ne se sente pas motivé.

La compétition sénatoriale n'a guère mobilisé non plus les états-majors des partis politiques, préoccupés à droite par la réorganisation de l'opposition, au PS par la préparation du congrès de Rennes et de ses relations avec le gouvernement. Ces états-majors sont, en outre, d'autant moins motivés pour « dramatiser » ce scrutin que la décentralisation, aidant, les choix des candidats et des stratégies leur ont échappé.

Les décisions se sont prises dans les départements, et pour beaucoup d'entre eux, dans les conseils généraux (dix-neuf présidents de conseils généraux sur les trente-huit départements métropolitains concernés par le renouvellement sont en lice). Marque de la modestie du rôle des partis : des candidats investis n'ont finalement pas tous fait acte de candidature (par exemple, M. Maurice Boniface, investi par l'UDF, a préféré laisser la place à un RPR) et les cas d'indiscipline, pour nombreux qu'ils soient, n'ont guère provoqué d'excès ou d'invectives.

Le bureau exécutif du PS du 20 septembre s'est, par exemple, abstenu de sanctionner tant M. Eugène Boyer, sénateur sortant non réinvesti, qui sollicite pourtant le renouvellement de son mandat en Haute-Garonne, que dans les Bouches-du-Rhône, trois des collègues de M. Robert Vigouroux (MM. André Vallet, André Samat et M. Edmond Charles-Roux-Deffère).

Primaire sauvage

Qu'on l'appelle indifférence ou négligence, ce manque de passion trouve de bonnes raisons dans l'absence, même si elle est toute relative, d'enjeu évident. Nul bouleversement n'est attendu des résultats du 24 septembre, si ce n'est la confirmation de tendances lourdes qui, de trois ans en trois ans, se confirment : difficulté pour le Parti communiste de conserver ses acquis, progrès du Parti socialiste et du RPR, baisse d'influence des UDF et des modérés, impossibilité pour les formations non classées type Verts et FN d'entretenir le moindre espoir de succès.

L'une des questions qui se posent, touche à la capacité de mobilisation des candidats dans leur camp. La série concernée en 1989 avait été renouvelée en 1980,

année de hautes eaux pour la gauche au sein de laquelle la tactique du PC de maintien de ses représentants dans plusieurs départements au second tour n'avait pas empêché le PS de progresser sensiblement. Cette année, la question pour le Parti socialiste se pose à l'identique : quelle attitude adoptera le Parti communiste ?

Ce dernier peut sauver son groupe sénatorial (dont l'existence est rendue moins aléatoire dans la mesure où la présence de deux listes de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône lui permet d'espérer conserver son quinzième sénateur, seul soumis à réélection). Si ses ambitions ailleurs relèvent de la foi du charbonnier, sa capacité d'empêcher des succès socialistes est incontestable.

Il détiendrait dans une grande mesure la clé de la réélection de socialistes dans les Alpes-de-Haute-Provence, dans la Creuse et la Dordogne notamment. Il peut priver de gains le PS, dans les Côtes-du-Nord, dans l'Ailier, dans l'Indre, le dernier département - avec la Gironde et de façon plus aléatoire avec le Finistère et l'Ille-et-Vilaine - offre une chance au PS dans la mesure où l'opposition y est très divisée.

M. Pöher toujours là !

La droite compte, elle aussi, quelques « bonnes surprises » du fait de la division à gauche (ainsi en Charente-Maritime). Mais elle a elle aussi, ses primaires plus sauvages qu'organisées, dues soit à des sortants qui n'ont pas accepté d'être mis sur la touche comme dans les Alpes-Maritimes, l'Aube, le Finistère, la Gironde et l'Indre ou par mésestime pure et simple comme dans l'Ailier, le Cher, la Côte-d'Or, l'Eure-et-Loir, le Gard ou encore l'Ille-et-Vilaine. Le RPR devrait en tirer des profits non négligeables.

Les grands électeurs, convoqués le 24 septembre, sont issus des scrutins cantonaux de 1983 et de 1985, et surtout des municipales de mars 1989. C'est cette dernière élection qui aura le plus d'influence (en raison du poids écrasant des députés de conseils municipaux dans le corps électoral sénatorial). C'est une influence à plusieurs inconnues : la proportion de nouveaux maires atteignant et dépassant 30 % parfois les 40 % dans un même département, leur choix sera-t-il plus fonction des préoccupations qui épinglent leur propre succès (tel la compétence, ou encore le besoin de renouvellement dans leurs communes) ou sera-t-il plutôt dicté par des considérations de politique nationale ?

En 1980, 52 % des grands électeurs étaient réputés être de gauche contre 48 % à la majorité d'alors, cette année, la gauche est créditée d'un peu plus de 47 % contre un peu moins de 53 % à l'opposition. Ce chiffre global n'aurait pas d'intérêt s'il ne traduisait des réalités départementales pour le moins étonnantes et qui s'expliquent en majeure partie par la loi municipale de 1982 qui permet aux minorités de siéger dans les conseils municipaux.

Un des exemples les plus frappants concerne l'Indre où la gauche, bien qu'elle ait gagné Châteauneuf, dispose d'un potentiel de grands électeurs de 50,09 % alors qu'en 1980, sans Châteauneuf, elle en revendiquait 57,75 %. Autre cas, celui des Bouches-du-Rhône : la gauche est passée en neuf ans de 81 % des grands électeurs à 68 %.

Une nette évolution vers la gauche de l'hémicycle sénatorial se révèle d'autant plus intéressante que les chiffres. Quant au RPR, qui compte sortir grand vainqueur, il se fait modeste, histoire de ne pas effrayer ses partenaires de l'opposition déjà effarouchés par sa montée en puissance régulière au sein de la Haute Assemblée, dans la perspective du « troisième tour », celui qui désignera le président du Sénat.

Alors que les appétits sont vifs pour ce faste, ils sont froids devant la volonté, semble-t-il, intractable de son détenteur actuel, M. Alain Pöher de le garder. Là est, sans doute, le véritable enjeu du scrutin. Comment les sénateurs pourraient-ils devant un renouvellement qui verra au moins arriver trente élus nouveaux (vingt-huit sortants ne se représentent pas et deux sièges supplémentaires de représentant des Français de l'étranger seront pourvus pour la première fois), sur cent deux, ne pas en tenir compte ?

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) 102 sièges sont à pourvoir, dimanche 24 septembre : 95 sièges en métropole (dans 38 départements, de l'Ain à l'Indre et en ajoutant le Territoire de Belfort), 3 outre-mer (Guyane, Polynésie française et Wallis-et-Futuna), et 4 représentants des Français de l'étranger (dont 2 sièges supplémentaires, qui porteront l'effectif du Sénat à 321 sièges au total).

(2) Le scrutin sénatorial vient après les deux tours de la présidentielle du 24 avril et 8 mai 1988, des deux tours des législatives des 5 et 13 juin 1988, des deux tours des cantonales des 24 septembre et 2 octobre 1988, du référendum de novembre 1988, des deux tours des municipales des 12 et 19 mars dernier et des européennes du 18 juin 1989.

Dix listes en concurrence chez les Français de l'étranger

Ils constituent, au Palais du Luxembourg, le petit groupe à part, méconnu des sénateurs représentants les Français établis à l'étranger. Dimanche 24 septembre, venus du monde entier, leurs cent vingt-sept grands électeurs, membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE), se réuniront dans le salon de l'Hôtel de la rue d'Orsay pour pourvoir, en un seul tour les quatre sièges en jeu (deux soumis à renouvellement et deux créés par la loi de 1983 qui porte de huit à douze le nombre des représentants des Français de l'étranger).

Dix listes : quarante candidats sont en lice, dont deux sortants. Se trouvent en concurrence, à droite, une liste RPR « officielle » et une RPR « dissidente », une liste UDF, une autre « d'indépendants et non-inscrits », enfin une liste Front national, tandis que les centristes sont représentés par le Mouvement des démocrates.

A gauche, le MRG, fâché de l'hégémonie socialiste a décidé de faire cavalier seul tandis que le PS présente une liste de « transcurants » qui se veut, comme l'affirme officiellement son intitulé, « de soutien au président de la République et au premier ministre ».

Elle ne pouvait sans doute faire moins en raison de la présence en deuxième position, de M. Elisabeth Mitterrand, épouse de Jean-Christophe, l'un des fils du chef de l'Etat.

Discret, la campagne n'en est pas moins acharnée : M. Pierre Barnès, tête de liste socialiste et ancien correspondant du Monde, au Sénégal, s'efforce depuis une semaine de convaincre M. Jean-Jacques Razeau (MRG) d'abandonner officiellement la partie. Si elle veut en effet obtenir un siège dimanche, la gauche a besoin d'une discipline de vote absolue qui pourrait lui assurer un maximum théorique de vingt-six voix (dont trois MRG et une communiste) sur cent trente-sept (1).

Elle n'est aujourd'hui représentée, chez les sénateurs français de l'étranger, que par deux élus, M. Jean-Pierre Bayle, depuis 1983, et M. Guy Penne, ancien conseiller de M. François Mitterrand pour l'Afrique, depuis 1986.

PASCAL ROBERT-DIARD

(1) Le scrutin a lieu en un seul tour à la proportionnelle à la règle de la plus forte moyenne sans panachage ni vote préférentiel.

GARD : les comptes de Peyrolles...

Dans le Gard, où les élections municipales se sont traduites par cent quarante-six changements de maire, toute la question est de savoir si les socialistes, qui détiennent les trois sièges sénatoriaux, résisteront à l'ascension politique du maire apparenté UDF de Nîmes, M. Bousquet, qui essaye d'imposer sa propre liste d'union de l'opposition aux tenants locaux de l'UDF et du RPR.

SAINT-JEAN-DU-GARD
de notre envoyé spécial

Il pleut comme vache qui pisse. La vallée Borgne n'a jamais mieux mérité son nom. On n'y voit goutte. A la sortie de Saint-Jean-du-Gard, la route départementale 907 s'est transformée en torrent sous l'avalanche des cascades qui s'abattent des flancs abrupts de la corniche des Cévennes. En contrebas, le Gardon roule maintenant des eaux brunes. Les cascade-glaces donnent des signes d'engorgement. Pas un temps à mettre un grand fleuve dehors ! Mais où est donc ce fichu village de trente et un habitants et de vingt-deux électeurs ?

Le panneau indicateur était pourtant formel : « Peyrolles, 0,4 km ». A l'est, la forêt de châtaigniers sauvages forme une muraille amazonienne. Pas la moindre habitation. Simplement d'autres panneaux qui se moquent du visiteur perdu en l'envoyant vers des destinations illusoires : « La Planque, la Roque, la Plazzerie, la Bessière, la Bannette... ». Entée ! C'est donc ça, Peyrolles ! Ce n'est que cela : cet ensemble invivable de vieilles fermettes éparpillées, canonnières sous les frondaisons dégoûtantes.

Pas étonnant qu'il ait fallu dix ans avant que les gens du lieu s'aperçoivent un jour que leur ancien secrétaire de mairie, un gendarme en retraite, s'était cru autorisé à traiter cette commune fantôme à la légère lorsqu'il avait pris l'initiative d'écrire « Peyrolles » avec un seul « l », dans les courriers officiels, comme si une telle bêtise pouvait vraiment échapper à l'administration de la statistique. D'ailleurs, voilà la mairie. Enfin... le rez-de-chaussée de la

baraque retapée qu'on a étiquetée « mairie ».

Et voilà M. le maire, M. André Gras, « solitaire et un printemps et un infarctus il y a deux ans », prototype du « grand électeur moyen » dans un département qui en compte 1 446 (dont la plupart politiquement variables). C'est un peu sûr, sec et bésané comme un miron ratafiné, le cheveu court et dur comme une bague, souriant sous la pluie comme un protestant les jours de carême. Les sénatoriales ? Il s'en tape ! Il ne l'avoue pas mais il s'en tape ! Il a donné procuration à son premier adjoint, un homme qui a travaillé longtemps à la ville, pour qu'il aille voter à sa place, dimanche. Il présente celui-ci voters pour les trois socialistes sortants, MM. Gilbert Baumet, Claude Pradille et André Rouvière, parce que ici on a, de tradition, le cœur à gauche et qu'on vote pour M. François Mitterrand, mais « on n'en a pas parlé entre nous ». A quoi bon ?

Les élections européennes, ça c'était un scrutin important ! Le maire de Peyrolles a voté pour la liste des chasseurs, à l'unanimité avec les trois autres fusils de la commune : « Vous comprenez, si tous les pays d'Europe se mettent contre la chasse nous n'aurons plus rien... »

La guerre des deux crocodiles

C'est vrai qu'ici, ils n'ont plus grand-chose les derniers résidents de la montagne. M. Gras est le dernier exploitant agricole d'un village qui connut ses heures de prospérité, au siècle dernier, « avant la maladie des châtaigniers ». Maintenant, M. Gras vit du revenu d'un champ de patates et du lait de ses sept chèvres. Il fait ses comptes et l'addition n'est pas longue : « Je vendis mes pommes de terre précocées 8,50 francs le kilo, et mes fromages 30 francs les six. Pour s'en sortir, il faut avoir au moins soixante-dix chèvres... ». La commune, elle, est « endettée pour quinze ans » depuis qu'elle a payé « 60 millions, avec 60 % de subvention », pour que enfin toutes les résidences de Peyrolles bénéficient de l'eau courante depuis le mois de juin. Pourquoi se plaindre quand ça va mieux ? « Finites les corvées d'arroser la fontaine... »

Réflexion faite, oui, la réélection au Sénat de M. Gilbert Baumet, le maire de Pont-Saint-Espirit serait

une bonne chose : « En tant que président du conseil général, c'est lui qui a tout le pognon... ». Le reste, le fait que ce socialiste incontournable - ex-cadre négroïde du PS, rocardien dans l'âme mais président local, aux européennes, du comité de soutien à M. Laurent Fabius, - soit parvenu à rassembler sans honte, cette fois, tous les socialistes, le fait que son ancien frère ennemi, le maire et député socialiste de Sommières, M. Jean-Marie Cambacérès, ait milité en faveur de cet amitié interne et de l'ouverture, « pour ne pas hypothéquer les chances de son parti déjà menacé par la réduction des forces de gauche aux municipales, tout cela laisse M. Gras indifférent.

Tout comme la guerre personnelle qui oppose désormais M. Baumet à « l'autre crocodile du département », le maire et député apparenté UDF de Nîmes, M. Jean Bousquet, qui présente sa propre liste, constituée de son deuxième adjoint, M. Jean-Louis Olivier, un ancien sous-préfet, du présent RPR de la chambre de commerce et d'industrie d'Alès, M. Max Romanet, et du premier vice-président de la chambre d'agriculture, M. Maurice Joffroy.

Certes, aux yeux du maire de Peyrolles, M. Bousquet, qui a écrit à tous les grands électeurs pour affirmer que le Gard « est géré comme n'importe sous la IV^e République », sans aucune politique d'ensemble, sans aucun projet audacieux, avec seulement du saupoudrage et des tapes dans le dos », et pour appeler au changement, « fait un bon raisonnement » : « Il ne faut pas que ce soient toujours les mêmes qui commandent et il faut accepter les critiques pure et simple, le monde est d'accord, on n'avance pas... ». De là à dire qu'il faut soutenir les candidats du maire de Nîmes, il y a un pas que M. Gras ne franchit pas, en recourant à un argument sans appel : « Quand on est maire d'une grande ville, on pense d'abord à sa ville et pas aux petites communes d'à côté ».

Quant aux autres candidats en lice, ils ne suscitent chez M. Gras qu'un sourire de commiseration. Le maire de Peyrolles préfère achever ses comptes : « Depuis l'ouverture, nous avons tué trois sangliers... ». Dehors, les vaches du ciel continuent de piler. C'est tant mieux après cet été de sécheresse : « Les sources vont revenir... »

ALAIN ROLLAT

le mu^t de Cartier

Ferrari Formula

YVES SAINT LAURENT

Collection

ORGANISENT UNE VENTE DE BIJOUX ET OBJETS "HORS COLLECTION" A PRIX RÉDUITS AU PROFIT DE

LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

LE SAMEDI 23 SEPTEMBRE 1989 DE 9 H A 18 H 30

HÔTEL GEORGE V, 31, AVENUE GEORGE V PARIS 8^e
HÔTEL LUTETIA, 47, BOULEVARD RASPAIL PARIS 6^e

FOYER DU GRAND THÉÂTRE, PLACE DE LA COMÉDIE - BORDEAUX
PALAIS DU COMMERCE, PLACE DE LA BOURSE - LYON
C.M.C.I. CENTRE MÉDITERRANÉEN DU COMMERCE INTERNATIONAL, 2, RUE HENRI BARBUSSE - MARSEILLE 1^{er}
HÔTEL PLAZA-CONCORDE, 12, AVENUE DE VERDUN - NICE
CROIX-ROUGE FRANÇAISE, CHEMIN DE LA BRETEQUE - BOISGUILLAUME

LE PROFIT DE CETTE VENTE SERA VERSÉ À LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE POUR LE SOUTIEN DE SES ACTIONS DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE SUR LE TRAITEMENT DE LA DOULEUR

POLITIQUE

La préparation des élections sénatoriales

BOUCHES-DU-RHÔNE : deux plus deux ne feront pas cinq

Le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, cherche à asseoir son autorité dans un département marqué par la fin de l'empire Defferre. M. Jean-Claude Gaudin, pour sa part, espère remporter deux sièges au Sénat.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Les élections sénatoriales sont, tous les neuf ans, la jaugée du rapport des forces politiques dans un département, tel qu'il s'est établi au fil des autres consultations. Elles permettent aussi, à considérer les sortants, de mesurer combien l'eau a coulé sous les ponts. Les sénateurs en fin de mandat sont parfois les témoins d'une configuration politique révolue. C'est particulièrement le cas dans les Bouches-du-Rhône.

Comme il paraît loin — le temps où M^{me} Irma Rapuzzi, dame patronesse du déferisme, était l'incontournable sénateur de Marseille! Et que reste-t-il de celui de M. Félix Ciccolini, ancien maire de l'ingouvernable Aix-en-Provence, archétype de l'humanisme méridional? Le temps a passé aussi pour M. Bastien Lécia, allié de Gaston Defferre, ami de M. François Mitterrand et figure emblématique de la Corse marseillaise. Imposés, en 1980, par M. Charles-Emile Loo, qui venait d'être écarté de la direction de la fédération socialiste et tenait à montrer qu'il « pesait » encore, les deux autres sénateurs socialistes sortants, MM. Pierre Maitraja et Charles Bonifay, se voient, l'un, écarté de la liste du PS, l'autre, relégué à un rang non éligible.

Commun désaccord

Le temps a passé. L'empire Defferre, qui n'était déjà plus qu'un mythe il y a neuf ans, a quitté la scène de l'histoire. La guerre des députés n'est pas terminée.

Vainqueur à Marseille par KO aux élections municipales de mars dernier, l'inaffable Robert Vigouroux rêve de trouver, dans le département, des relais de son autorité sur la ville. Il en a bien besoin face à un conseil régional de droite, qui lui est hostile, et à un conseil général de gauche, qui le boude. Quand M. Vigouroux explique aux élus du département ce

que Marseille pourrait apporter à son environnement, certains, une fois qu'il a le dos tourné, ironisent : ne serait-ce pas plutôt le contraire?

M. Vigouroux tient Marseille, mais le PS dispose de forces respectables dans l'arrière-pays. Il y a même eu, en mars dernier, de jolis succès en prenant à la droite Aix-en-Provence et Salon-de-Provence. Cette situation suggère, pour les élections sénatoriales, que les deux adversaires d'hier s'entendent et fissent ainsi un pas vers la résolution du conflit né de la succession marseillaise.

M. Gaudin : avec mentions ?

M. Pierre Mauroy a essayé. Le premier secrétaire du PS a négocié avec M. Vigouroux sur la base d'une proposition simple : que le maire de Marseille, classé « majorité présidentielle », prenne la tête d'une liste commune comprenant, aux places éligibles, deux vigouristes, deux socialistes et un candidat désigné en accord. Les pourparlers ont échoué parce que le maire de Marseille voulait dire son mot sur le choix du second socialiste, préférant le maire de Salon-de-Provence, M. André Vallet, à celui d'istres, M. Jacques Siffre. Deux (vigouristes) plus deux (socialistes) ne feront donc pas cinq sénateurs, et le communiste, M. Louis Minetti, pourra, à la plus forte moyenne, conserver son siège.

Le motif du désaccord était mince. Sa vraie raison est ailleurs. M. Vigouroux, sachant combien il avait bénéficié, il y a six mois, de sa rupture avec le PS, ne tient pas plus que cela à s'en rapprocher. Être réintégré dans le parti au congrès de mars prochain n'est pas son principal souci. Quant à la fédération socialiste, elle s'était, certes, résignée à se ranger sous la bannière du maire de Marseille, mais certainement pas de gaieté de cœur. Il n'est pas mauvais pour elle, à six mois du congrès, d'avoir démontré sa bonne volonté, en même temps que l'impossibilité de s'entendre avec M. Vigouroux.

Les socialistes ont bien joué en convainquant M. Louis Philibert, président du conseil général depuis vingt-deux ans, animateur des Vigouroux rêve de trouver, dans le département, des relais de son autorité sur la ville. Il en a bien besoin face à un conseil régional de droite, qui lui est hostile, et à un conseil général de gauche, qui le boude. Quand M. Vigouroux explique aux élus du département ce

■ **RECTIFICATIF.** — Si M. Jean-François Touzé a bien démissionné de son poste de secrétaire national aux adhésions du Front national, en revanche, il n'a pas quitté le mouvement d'extrême droite, ainsi que nous l'avons indiqué dans nos éditions du 22 septembre, dans un article sur la cascade de démissions « professionnelles » qui frappe le FN. Statutairement, il semble que M. Touzé puisse demeurer membre du comité central de ce parti.

■ **RECTIFICATIF.** — M. Michel Daval, sénateur (UDF-PR) des Ardennes, nous précise que contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions datées 17-18 septembre, il a été officiellement investi par l'UDF et le Parti républicain pour les élections sénatoriales du 24 septembre. Il ajoute qu'il n'utilise pas ce soutien dans sa campagne.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES FEMMES EN MARCHÉ

Avec notamment des articles de : Yvette ROUDY, Sébastien ROYAL, Benoîte GROLLET, Elisabeth BADINTER, Colette AUDRY.

Envoyer 60 F (timbre à 2 F ou chèque) à : APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. En espèces le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

papier, espérer un siège, mais rien n'est sûr. Aux places suivantes, commencent les calculs d'avenir. Si M. Philibert abandonnait son mandat dans quelques années, le maire d'Aix-en-Provence, M. Jean-François Picheral, lui succéderait. Et si M. Siffre se portait candidat aux élections législatives dans la circonscription d'istres, en 1993, M. Bonifay retrouverait son siège au Sénat. Tel ne sera pas le cas, en toute hypothèse, de M. Lécia, auquel le soutien de l'Elysée a manqué.

M. Vigouroux a dû, de son côté, rendre des arbitrages délicats. M. Vallet est en deuxième place derrière le maire de Marseille, qui espère enlever trois sièges et n'en laisser qu'un au PS. La troisième place était donc disputée. M. Vigouroux a tranché en faveur de M. Jacques Roca-Serra, qu'il a préféré à un autre de ses adjoints, M. Pierre Rastoin. A la septième et symbolique dernière place, M. Edmond Charles-Roux, indéfectible soutien de M. Vigouroux dans la bataille de la mairie, ferme la marche.

La présence sur la liste de M. Vigouroux de trois membres du PS — dont le veuve de Gaston Defferre — a obligé les socialistes à se poser, de nouveau, la question des sanctions. Le secrétaire fédéral, réuni le 18 septembre, n'a pas hésité une seconde : il a demandé à la direction nationale du parti de se prononcer. Exclure M. Vallet, M. André Samat et M. Charles-Roux? Si les socialistes veulent vraiment assurer trois sièges à M. Vigouroux, mieux vaut s'en abstenir, ce que M. Mauroy a répondu, le 20 septembre, à M. Michel Pezet au cours de la réunion du bureau exécutif du PS.

La gauche, encore une fois, tient la vedette, mais M. Jean-Claude Gaudin ne s'en émeut pas. Le président du conseil régional, qui a quitté la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale, se demande s'il emportera deux sièges au Sénat « avec mention » ou « sans ». Ce sera « très bien » s'il devance la liste socialiste. Battre aux points M. Philibert sur son terrain, celui des communes et des élus, voilà qui ferait plaisir à M. Gaudin. Quel ne croit pas pour autant que l'ancien candidat de l'opposition à la mairie de Marseille parte à la retraite. Il se prépare, avec le maire (RPR) d'Aries, M. Jean-Pierre Camoin, à empêcher les bénéfices de dix ans de combat pour renforcer la droite dans les Bouches-du-Rhône. Au-delà viendront, dans deux ans et demi, les élections régionales.

Vigouroux, Pezet, Gaudin : leur temps à eux n'est pas révolu.

PATRICK JARREAU

ALLIER : Rolland furieux maudit le connétable du Bourbonnais

Deux sièges sont à pourvoir dans l'Allier. Le centriste Jean Cluzel, président du Conseil général n'a pas choisi comme second de liste, un membre du RPR. Ce qui provoque la fureur du gaulliste Hector Rolland.

MOULINS

de notre envoyé spécial

Au diable la poésie et les bons sentiments. Hector Rolland ne décolère pas. L'ancien maire de Moulins, ancien député de l'Allier, gaulliste et républicain, c'est juré, jusqu'au dernier souffle, s'efforce en fin de course un grand quart d'heure stralibaire.

L'Hector fait, pour tout dire, à voix haute, un rêve prosaïque et méchant : si Jean Cluzel, l'omnipotent président du conseil général, l'un des deux sénateurs du département, manquait dimanche la marche du renouvellement et s'éteignait sur le macadam des reculs, Hector ne pleurerait pas. Plus grave : ode vengeresse ou lettre fleuve — la décision n'est pas encore prise, — il lui enverrait noir sur blanc l'expression de sa dédramatisée satisfaction.

Obscure puissance de ces élections sénatoriales, réputées paisibles, qui vous changent en pittoresque fabricant de vers de mirliton en imprécateur vachard. Livrons le petit ressort de l'affaire : Hector Rolland y serait bien allé. A recueillir bien sûr. Il va avoir soixante-dix-huit ans. Et seulement si le RPR n'avait pu puiser en son sein (assez malinichon en ces terres) un autre héros pour venir hanter le palais du Luxembourg.

On l'a compris : ce n'est qu'à l'extrême rigueur — mais rigueur, personne n'est responsable de cette bizarrerie, rime avec douceur — que le truculent Hector aurait souhaité monter dans le train sénatorial avec Jean Cluzel. L'expérience n'aurait peut-être pas tenu les membres du jury Nobel en haleine. Elle valait la peine d'être tentée : qu'arrive-t-il au vieil enfant des Muses quand, sur le tard, il est admis à revêtir le plus savant des costumes sénatoriaux, le trois-pièces couleur de muraille, qui fleurit bon le seigneur et le quinquards ?

Jean Cluzel, encore appelé le connétable du Bourbonnais, reste inaccessible à ces préoc-

cupations littéraires. Dans son café politique, ce centriste à éclipse, chrétien social éclairé pour l'éternité, veut bien d'une goutte de RPR. Plus, c'est vinaigre. Voilà pourquoi il s'est choisi comme second de liste, pour remplacer André Rabineau, qui ne se représente pas, un homme pas trop encombrant et plein de qualités... sénatoriales.

Bernard Barraux n'a jamais demandé la lune. Cette modestie l'a servi. Maire et conseiller général de Marcillat-en-Combraille, vice-président de l'assemblée départementale, il a gravi sans bruit les petits échelons de son éventuel couronnement : suppléant de Jean Cluzel il y a neuf ans ; colistier aujourd'hui. Il a en outre l'avantage d'éviter l'une de ces injustices géopolitiques que les grands électeurs aiment écarter : s'il faut un homme qui représente le val d'Allier (Jean Cluzel), mieux vaut que l'autre (Bernard Barraux) représente le val de Cher.

Point de RPR, donc. L'Union républicaine pour le Bourbonnais (URB), groupement local où s'efface sous la bannière de Jean Cluzel les étiquettes courantes de la droite, a désigné Bernard Barraux, conformément au vœu du patron. Des autres prétendants, RPR ou pas, il n'a guère été question. Pas plus que d'Hector Rolland. Un an après avoir fait savoir au préfet que ce dernier pouvait faire savoir à Jean Cluzel que lui, Hector Rolland... l'ancien maire de Moulins s'est fait, au cœur de l'été, débouter de toute prétention.

Des communistes compréhensifs

Si Rolland furieux peut aujourd'hui appeler à tout hasard une foudre anticluzidienne sur les urnes, c'est que les circonstances se sont liguées pour ne pas faire simple et secréter les ingrédients d'une possible surprise. Ou d'une mort de surprise.

Faire sombrer à la fois Jean Cluzel l'ancien et Barraux le nouveau est possible sur le papier mais relève de la gageure. En dépit d'une théorie que majorité de gauche parmi les mille vingt-neuf grands électeurs, à condition de marier PS et PC, autant dire eau et feu, le connétable a assez de tours

dans ses deux sacs de sénateur et de président du conseil général pour faire mentir, comme en 1980, l'arithmétique. Jamais, en bon chrétien et en président d'assemblée départementale conséquent, il n'offensa les communistes, souvent plus ruraux que communistes, qui l'acceptaient discrètement et sans rechigner, en contrepartie, comme saint patron du département.

La course de Bernard Barraux vers le palais du Luxembourg risque d'être plus difficile. Christian Corne, conseiller municipal de Vichy, candidat RPR isolé, officiellement ni soutenu ni désavoué, tente de lever l'offense faite à Hector et d'effacer l'astuce ultime de Jean Cluzel. En guise de suppléant, ce dernier a en effet fini par « débaucher », non sans peine, un conseiller général député RPR, Jean Dubessy. Il s'en passe des choses à l'URB, « ce magma informe qui sert surtout à noyer tous les poissons », comme dit Hector Rolland.

En attendant un improbable miracle, le PC se résigne et observe. En attendant rien du tout, le Front national sort du bois. Surtout, pour faire plus sûrement du 24 un vrai beau dimanche sénatorial propice aux coups fourrés, déniais ou vales surprises, listes panschées à la contre nature, conciliabules à la poire et autres tracasseries trompeuses, le Parti socialiste a apporté avec beaucoup de bonne volonté sa contribution.

Le PS pousse en avant un avocat montluonnais de quarante-deux ans, Daniel Southon. Ce fils de sénateur décidé à reprendre dans les urnes son héritage politique se convainc à la hussarde les sections socialistes de le préférer aux classiques caciques locaux. A ses côtés, le maire socialiste d'Avermes, René Charotte, fait un peu figure de second qui aurait pu être premier.

S'il venait à renverser à son profit cette bizarrerie, beaucoup — mais pas Daniel Southon — lui feraient crédit de cette petite péripétie. Et qu'elle tire ou non à conséquences pour le connétable ou le sous-connétable, elle serait, de toute manière, bienvenue dans le microcosme. Les occasions de distraction, à Moulins, ne sont après tout pas si fréquentes.

MICHEL KAJMAN

Le projet de loi sur le financement des partis

Des députés du PS et de l'opposition cherchent à rétablir l'amnistie

La bombe qu'avait constituée l'été dernier l'affaire de l'amnistie des délits financiers commis en matière de financement des campagnes électorales et des partis politiques est loin, aujourd'hui, d'avoir été désamorcée. Nombre de députés socialistes (mais également des élus de l'opposition) réfléchissent encore aux moyens de réactiver en douceur ce dispositif sans pour autant risquer de faire éclater l'ensemble du projet de loi de transparence auquel il est accolé.

Jusqu'à présent, l'hypocrisie la plus totale a régné à gauche, chacun s'efforçant de repasser le bébé à son voisin. L'Elysée avait en effet demandé, cet été, au gouvernement de trancher lui-même la question de l'amnistie. De deux choses l'une : ou M. Michel Rocard transmettait au Parlement le projet amputé de l'article 18 portant amnistie, ou il le laissait en l'état (pour ne pas avoir à faire une lettre rectificative ou à déposer un nouveau projet), mais sans oublier de donner

aux députés socialistes la marche à suivre.

Dans les deux cas, c'était le gouvernement qui assumait, aux yeux du PS, la responsabilité du retrait. Il n'en a rien fait, renvoyant la balle aux députés socialistes, gênés d'avoir à se prononcer clairement pour la disparition d'une mesure qui pourrait concerner plusieurs de leurs camarades.

Aussi mardi dernier, lors d'une réunion impromptue, M. Louis Mermaz décidait, avec la trentaine de députés socialistes présents, la non-participation au vote sur l'amendement de suppression de la droite et le PCF ne manquaient pas de déposer. Courageux, mais pas plus téméraires que le gouvernement, les élus PS ont préféré se laver les mains du problème en repassant l'enfant à l'opposition.

Peut-être attendaient-ils secrètement que le bureau exécutif du PS, qui devait se réunir le lendemain, prenne l'affaire en main, les déchargeant ainsi d'un lourd fardeau... Le mercredi midi, il était, en effet, convenu que le bureau exécutif du PS devait trancher dans le vif en faisant une déclaration solennelle le soir même. Le soir venu, ce fut le silence radio. En attendant, les députés socia-

listes de la commission des lois, appliquant la doctrine Mermaz, avaient laissé la droite et le PCF repousser l'article 18. « C'est un dialogue de sourds entre l'Elysée, Maitron et le PS », explique un casique socialiste, observateur privilégié des tours et détours pris par cette amnistie boomerang.

Personne ne voulant se saisir du problème, tous les ingrédients sont réunis pour que l'amnistie fasse repartir d'elle, peut-être avec fracas, lors de la discussion du projet en séance publique, à l'Assemblée. L'ordre du jour a d'ailleurs été modifié afin que Pierre Jozé (en voyage avec le chef de l'Etat du 9 au 13 septembre) soit là pour défendre ce texte : la discussion commencera dès le 4 octobre pour durer jusqu'au 9. Malgré ces péripéties, les députés socialistes n'ont pas encore désarmé.

Mercrredi, entre deux séances de la commission des lois, ils ont examiné la possibilité de réintroduire une « dose » d'amnistie. Plusieurs idées d'amendements ont été agitées. C'est ainsi que certains ont proposé un amendement qui n'autoriserait que ceux qui avaient donné de l'argent (entreprises) et les « intermédiaires » qui le reversent aux partis. Les politiques étant exclus

de l'amnistie, l'opinion publique n'aurait pas la même réaction de rejet que celle manifestée l'été dernier. Le fait que l'on trouve, dans les « intermédiaires », un homme comme M. Gérard Monate, ancien syndicaliste policier proche du PS et principal dirigeant d'URB-Technic et Gracco, aujourd'hui inculpé, était sans doute une pure coïncidence.

Mais certains commissaires socialistes voyaient d'un mauvais œil une amnistie qui couvrirait en plus les « patrons » considérés dans ces affaires comme les « corrupteurs ». Que faire? L'amnistie que les intermédiaires? Les discussions sur ce point se poursuivent. La marge de manœuvre est étroite, car M. François Mitterrand veut absolument que le texte sur la transparence soit adopté, et il n'est pas question d'un 49-3 pour faire passer la pilule de l'amnistie.

Des votes obligés

Ce sont donc des votes obligés qu'examineront aujourd'hui les socialistes, avec un atout supplémentaire dans leur manche par rapport à l'été dernier. Certains élus de droite regretteraient amèrement de voir s'éloigner l'amnistie.

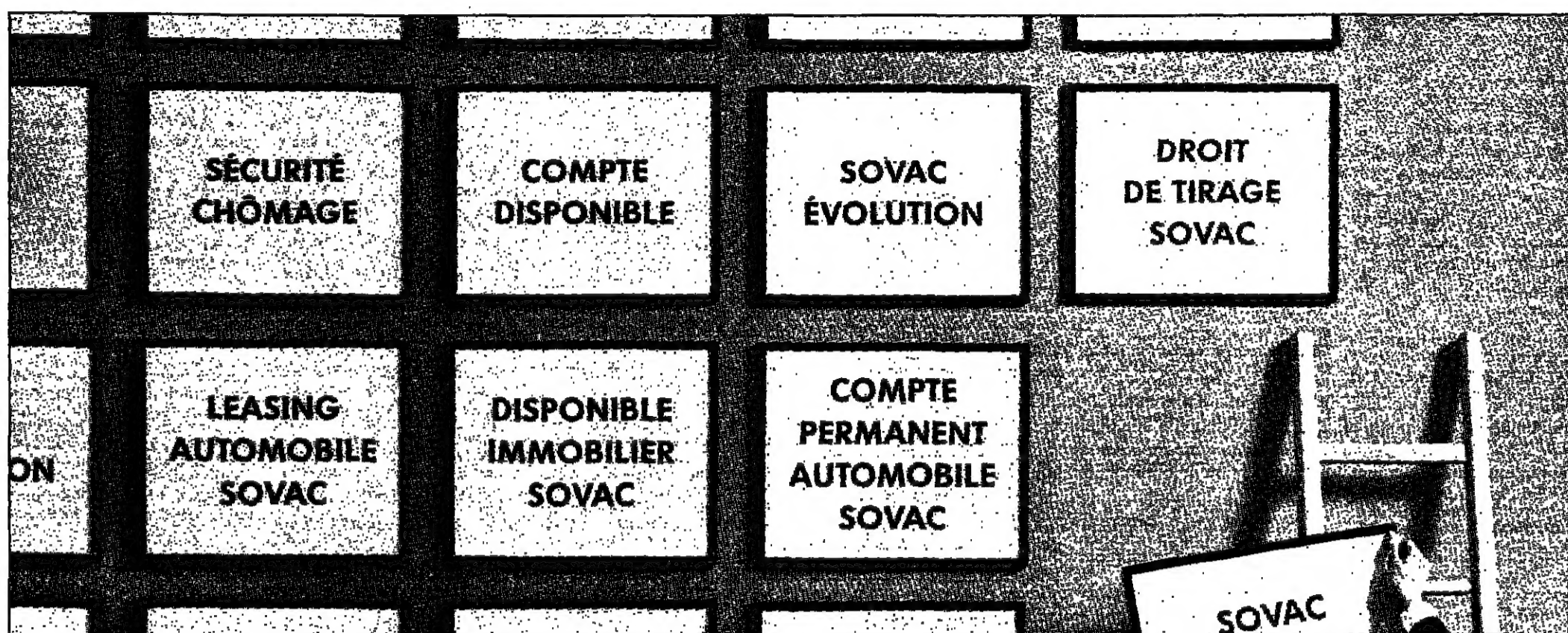
En effet, la gauche aurait aujourd'hui fait le plein de ses incalculations, alors que la pompe serait tout juste amorcée à droite : c'est du moins ce que l'on entend dans les couloirs de l'Assemblée. D'où l'idée d'introduire par amendements dans le projet de loi non pas l'amnistie, mais une série de mesures, chacune assez discrète, mais dont l'ensemble formerait un filet de sécurité. Une certaine bienveillance à droite pourrait donc apparaître sur ces mesures qui n'auraient plus l'allure d'une auto-amnistie. Les commissaires socialistes sont déjà passés à l'acte, puisqu'ils ont introduit mercredi dans le projet de loi un amendement qui est passé inaperçu et dont la portée est essentielle, puisqu'il précise que sont réputés conformes à l'objet social des sociétés les dons aux partis et aux candidats dans les conditions définies par le texte... C'est ni plus ni moins un article de dépense de ce que l'on nomme actuellement « abus de bien social ».

L'amnistie est un long combat, mais quelle que soit la subtilité des montages envisagés pour la faire passer par la bande, c'est l'ensemble du projet de transparence qui pourrait en mourir asphyxié.

PIERRE SERVENT

صلى الله عليه وسلم

Sovac. En matière de financement, voici quelques innovations à mettre à notre crédit.



Acquérir la maison de ses rêves, acheter une voiture, investir dans des machines plus performantes, s'installer dans des bureaux plus vastes: pour les particuliers comme pour les entreprises, l'argent reste le nerf de la guerre et le crédit l'outil indispensable.

Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés dans le financement des particuliers et des entreprises. Les chiffres globaux du Groupe sont, à cet égard, éloquentes: 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions de clients, 2700 collaborateurs. Dans un monde en pleine muta-

tion, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité.

Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de le manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement. Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.



SOVAC. NOTRE METIER: VOUS FINANCER.

EUROPE 93

Le onzième congrès de l'UISP

Profondes divergences au sein du monde policier sur l'ouverture des frontières communautaires

Une centaine de policiers venus de dix-huit pays européens et déclarant représenter quelque cinq cent mille adhérents de tous grades ont participé, les 19 et 20 septembre à Esbjerg (Danemark), au onzième congrès de l'Union internationale des syndicats de police (UISP).

COPENHAGUE
de notre envoyé spécial

Sur le thème de « L'Europe, chance ou risque ? », le congrès a vivement débattu des avantages et des inconvénients que suscitera l'ouverture des frontières européennes le 1^{er} janvier 1993. Il apparaît que, malgré plusieurs réunions consacrées à ce thème, les divergences demeurent profondes entre les syndicalistes de l'UISP. Certains des intervenants ont d'ailleurs clairement fait entendre qu'ils espèrent que leur gouvernement revienne sur l'espace unique européen.

Le congrès a aussi débattu des entraves au droit syndical dans plusieurs pays de la Communauté, notamment la Grèce et le Portugal, où les gouvernements interdisent la création de syndicats de police. Le président allemand de l'UISP, M. Hermann Lutz, a, enfin, annoncé que, à l'occasion du récent voyage de M. Lech Walesa en République fédérale d'Allemagne, il avait pris contact avec des policiers polonais qui envisagent la création prochaine d'une organisation syndicale indépendante. La même possibilité existerait en Hongrie. Un représentant d'un syndicat clandestin des policiers péruviens a, d'autre part, pris la parole devant les congressistes.

Le président Hermann Lutz était en train de rendre hommage aux centaines de policiers dansés assassinés dans les camps nazis durant la dernière guerre lorsque, précédé d'un majestueux cortège, les Jeunes Révolutionnaires d'Esbjerg ont sou-

dain fait irruption dans la salle du congrès : dix protestataires, pas un de plus, agitant une bannière rose stigmatisant « l'Europe des policiers » et « la fascisation de l'appareil d'Etat ». Dix jeunes gens, mi-punks propres, mi-collégiens en révolte, criant des slogans contre les « fils de la bourgeoisie » mais qui fixent les yeux ronds lorsque une parole des congressistes, narquois, se mirent à applaudir. Il ne leur restait plus qu'à quitter les lieux, ce qu'ils firent gentiment.

Devant une tasse de café offerte par les « fils de la bourgeoisie », les protestataires, un peu plus tard, expliquaient leur méprise. Ils pensaient avoir affaire à une réunion de hauts policiers préparant « un massacre coup contre les travailleurs européens ». Ce n'était qu'une moitié d'erreur. En fait, le congrès discutait bien de l'Europe, s'offrant l'un de ces débats qui montrent que, derrière l'apparence unanimiste que suscite la Communauté européenne, subsistent en réalité de profondes divergences.

Une ambassade
pour les grands criminels

Le facteur détonant aura été la question de l'ouverture des frontières. Depuis le traité de Schengen et la décision de créer un espace européen ouvert à la libre circulation des personnes et des biens, il n'est pas une seule assemblée policière qui n'en ait discuté. L'UISP qui a elle-même, à plusieurs reprises, abordé la question, s'était jusqu'alors gardée de prendre une position tranchée. Mais cette fois, chacun a dû choisir son camp, se situer de part et d'autre d'une ligne horizontale séparant les pays du Nord, hostiles à l'ouverture sous contrôle des frontières, des pays du Sud, favorables à plus de souplesse.

Après les Britanniques, qui, au diapasos de leur gouvernement, demandent avec insistance le maintien des contrôles, le renforcement de la collaboration inter-policière et l'accélération des procédures d'extradition, les

policiers les plus réticents à l'ouverture des frontières se révèlent être aujourd'hui les policiers scandinaves. Directeur général de la police danoise, M. Ivar Boye est venu décrire les possibles conséquences d'une telle mesure. Un cauchemar, selon lui, pour les honnêtes gens, policiers ou simples citoyens, une aubaine pour les coquins, grands criminels, trafiquants de drogue ou terroristes, qui pourront, selon M. Boye, plus facilement échapper aux poursuites.

Aussi le directeur de la police danoise propose-t-il d'équilibrer une décision néfaste à ses yeux, mais qui semble définitive, par des « mesures compensatoires » au nombre desquelles figure la création de fichiers informatisés interrogeables de tous les points du territoire européen. Les policiers obtiendraient ainsi un droit de contrôler partout les identités. M. Boye, cependant, n'a pas précisé quelle autorité serait chargée de « nommer » les ordinateurs, et n'a pas décrit la procédure qui pourrait être suivie. La délicate question de la protection des données n'a pas non plus été soulevée, si ce n'est par plusieurs policiers scandinaves qui ont affirmé qu'il s'agissait d'un préalable à toute décision de création de fichiers généraux.

Partisans d'une grande liberté de circulation à l'intérieur de la Communauté, les syndicats allemands avancent, eux aussi, la nécessité de « mesures compensatoires », parmi lesquelles une uniformisation du droit pénal, la mise en place d'un réseau performant de télécommunications, un renforcement du contrôle aux frontières extérieures de la Communauté et, à l'intérieur, l'instauration d'un droit de suite dont pourraient faire usage les policiers lancés à la poursuite d'un criminel pénétrent dans un pays voisin.

Pour surprendre que paraisse cette dernière demande, le droit de suite, quoique utilisé avec parcimonie, existe déjà à l'intérieur du Benelux. Un délégué allemand a proposé de l'étendre à tous les pays européens,

sans le limiter aux 10 kilomètres — « une force qui représente seulement cinq minutes d'autoroute » — proposés par certains experts. De même, il a suggéré que tout service de police européen soit autorisé, pour les besoins d'une enquête judiciaire en cours, à rechercher des renseignements dans un pays voisin. La question d'une police européenne, sortie de l'FBI du continent, un instant évoquée, a été rapidement laissée de côté, faute de réflexion au fond.

Un « bloc latin »

On aura remarqué, dans ce débat, la différence de ton du « bloc latin ». Si la France, représentée par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), s'est prudemment contentée d'appeler à l'unification d'une réflexion commune pour rapprocher des positions « qui ne sont pas fondamentalement opposées », l'Italie, par la voix de M. Antonino Lo Scaino, président du SIULP, principal syndicat italien du monde policier, devait prendre le congrès à

contre-pied avec l'affirmation de quelques solides convictions formulées à l'emporte-pièce. « Les grands criminels comme les terroristes n'ont jamais été très inquiétés des contrôles aux frontières », a déclaré avec flamme le policier italien. Malgré ceux-ci, d'énormes quantités de drogue pénètrent tous les jours aux Etats-Unis. Aux frontières, nous n'attrapons que le petit fretin. Nous donnons l'impression de nous étonner un peu rapidement. Notre problème essentiel n'est pas le contrôle aux frontières, mais les conditions de vie et de travail de nos mandants ; notre problème, c'est aussi que la démocratie soit étendue et non rognée au motif de la sécurité. Nous ne voulons pas construire un mur de Berlin autour de l'Europe, mais, au contraire, y élargir la démocratie. »

Ce fut la seule allusion aux peurs que certains délégués n'avaient cessé de discrètement manifester en évoquant, hors séance, les flux d'immigration indésirables que pourrait susciter l'ouverture des frontières.

GEORGES MARION

EN BREF

Programme de soutien aux régions défavorisées. La Commission européenne, l'organe exécutif de la CEE, a annoncé, mercredi 20 septembre, qu'elle allait apporter 36,2 milliards d'euros (environ 253 milliards de francs), d'ici à fin 1993, aux programmes nationaux de soutien aux régions défavorisées de la Communauté, dont les départements d'outre-mer (DOM) français et la Corse. Les crédits régionaux de la CEE contribueront à des programmes, baptisés cadres communautaires d'appui (CCA), également financés par les sept pays bénéficiaires et qui doivent être formellement adoptés en octobre. La France obtient 388 millions d'euros (environ 2,7 milliards de francs) pour ses DOM — Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion — et la Corse.

La réalisation du grand marché ne provoquera pas de flux migratoires importants, selon le BIT. — Le marché européen unifié ne déclenchera pas de mouvements migratoires de grande envergure, tels ceux qui se sont produits dans les années 60 et au début des années 70, indique une étude du Bureau international du travail (BIT). Selon cette étude, les ouvriers non spécialisés seront encore moins recherchés après 1992 qu'ils ne le sont aujourd'hui, mais il n'est pas exclu que la France, par exemple, attire plus de Portugais qu'actuellement. (Agence Europe).

Le futur grand marché

Un guide modifiable

Nul guide du grand marché ne peut être définitif. De nombreuses décisions — et non des moindres — ne sont pas encore arrêtées, des dizaines de directives pas encore adoptées. D'où l'idée de réaliser un guide qui puisse être réactualisé en permanence.

L'Entreprise face à l'Europe se présente sous la forme d'un classeur dans lequel, trois fois par an, il faudra ajouter les dernières informations en provenance de Bruxelles, envoyées par l'éditeur.

Comme l'indique le nom de la collection dans lequel il paraît — « Les référentiels Dunod », — l'ouvrage n'est pas conçu pour être l'unique traité, mais comme un outil de travail à utiliser au quotidien. Vous voulez savoir quels sont les pays de la Communauté qui bénéficient d'un délai avant d'ouvrir leurs frontières aux capitaux ? L'index vous renverra à la réponse. De l'abolition des douanes douaniers aux « zones fiscales privilégiées », l'ensemble des questions que se posent les chefs d'entreprise au jour le jour est couvert.

Réalisé par une équipe constituée de consultants, d'avocats, d'experts-comptables et de conseillers juridiques, sous l'égide de M. Jean-Marc de Leersnyder, professeur à HEC, et de Me Jean Thieffry, avocat international, cet ouvrage s'adresse essentiellement aux PME et aux PMI.

L'Entreprise face à l'Europe, préparation au grand marché, ouvrage collectif sous la direction de Jean-Marc de Leersnyder et de Jean Thieffry, collection « Les référentiels Dunod », 620 pages ; vendu par correspondance, 17, rue Rémy-Dumoncel, BP 50, 75661 Paris Cedex 14, 1 245 F.

Calculez vite.

Pour payer un minimum d'intérêts.

9.5% CREDIT
SUR 24 MOIS

	SUPERCINQ FIVE 3 portes-essence	RENAULT 19 TR 5 portes ou 19 CHAMADE TR	RENAULT 21 TL 4 ou 5 portes	RENAULT 25 TS
Prix tarif TTC clés en main au 08.09.89 (TVA 25 %)	47.000 F	64.900 F	75.300 F	97.700 F
Apport au comptant 40 %	18.800 F	25.960,00 F	30.120 F	39.080 F
Montant financé	28.200 F	38.940,00 F	45.180 F	58.620 F
1 ^{re} mensualité (dont perceptions forfaitaires 240 F)	1.534,78 F	2.027,91 F	2.314,41 F	2.931,50 F
23 mensualités	1.294,78 F	1.787,91 F	2.074,41 F	2.691,50 F
Coût total du crédit	31.314,72 F	43.149,84 F	50.025,84 F	64.836 F
Coût total du véhicule à crédit	50.114,72 F	69.109,84 F	80.145,84 F	103.916 F

Credit avec apport minimum 20% au TEG de 9,5% sur 12 et 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois sur les VP neufs. Offre valable jusqu'au 05.10.89. Sous réserve d'acceptation par la DIAC SA au capital de F 321.490.700. 27-33, quai Le Gallo, 92512 Boulogne Cedex. RCS Nanterre B 702 002 221.

Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au **NUMERO Vert 05.25.25.25**



M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

Diag
Financements Renault

Pour réduire les frais généraux imputés aux déplacements professionnels...
Entreprises, trouvez le mot de passe.

**PASSE
MONTAGNE**



**PASSE
TEMPS**



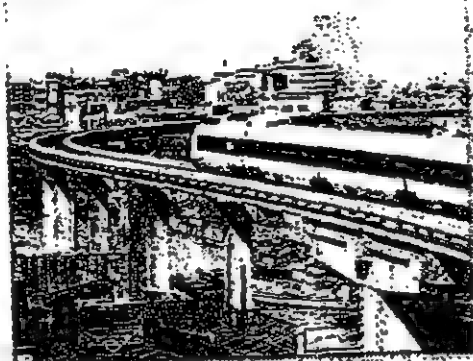
**PASSE
PLAT**



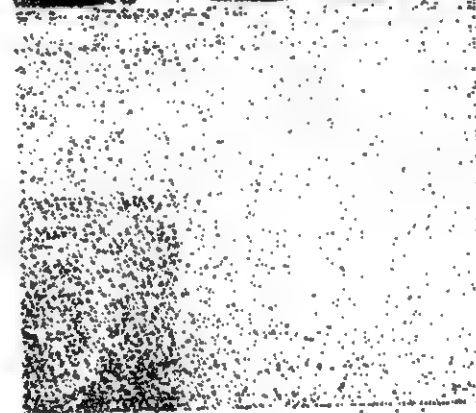
**PASSE
DROIT**



**PASSE
PARTOUT**



**BUSINESS
PASS**



Renseignements SNCF - 1989 - 37 - R.C. Paris B 852 059 447

**Businesspass: la nouvelle solution rationnelle
 et avantageuse des entreprises qui voyagent.**

Pour cumuler les économies.

Businesspass vous offre trois avantages tarifaires cumulatifs qui réduiront d'autant vos frais généraux : 15 à 25 % de réduction sur les titres de transport SNCF, 15 % de réduction auprès du loueur de voiture "Avis Train + Auto", 10 à 20 % de réduction auprès de chaînes hôtelières 2, 3 ou 4 étoiles.

Pour voyager facilement.

Businesspass est utilisable par toute personne de votre société, de votre association ou de votre administration. C'est l'un de ses plus grands avantages : Businesspass est non nominatif.

Pour partir quand on veut, où on veut.

Businesspass s'adapte à tous les déplacements professionnels, quel qu'en soit le motif. De plus, Businesspass est valable sur toutes les destinations de la France métropolitaine (sauf banlieue de Paris).

Pour votre information
 faites sur minitel
 3614 code BU

SNCF

Pour bénéficier d'un service complet.

Businesspass fonctionne comme un abonnement, simple d'accès et de gestion. Deux formules vous sont proposées : la formule "parcours déterminés" offrant deux modalités d'achat différentes, et la variante "France entière". Pour découvrir leurs avantages respectifs dans le détail, renvoyez dès aujourd'hui la demande d'informations ci-dessous.

Demande d'informations
 à renvoyer sous enveloppe affranchie
 à SNCF - 60322 Compiègne cedex

☐ OUI, je désire obtenir de plus amples renseignements sur Businesspass.

Veuillez trouver ci-dessous mes coordonnées :

Nom _____ Prénom _____

Société _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ Poste _____

صكزا من الامل

14 La psychiatrie en Union soviétique
21 « La Célestine », de Rojas

15 L'inculpation de M. Gaston Flosse
22 « La Mort de Danton », de Büchner

16 Voile : le nouveau défi de Marc Pajot
23 « Cinema Paradiso », de Giuseppe Tornatore

A partir de lundi, dans toute la France

Des tests de connaissances en CE 2 et en sixième pour lutter contre l'échec scolaire

A partir de lundi prochain 25 septembre, les connaissances de tous les élèves de CE 2 et de 6^e, en français et en mathématiques, vont être évaluées. Pas question, en principe, de dresser des palmarès, il s'agit d'aider les enseignants à repérer des faiblesses pour mieux y remédier.

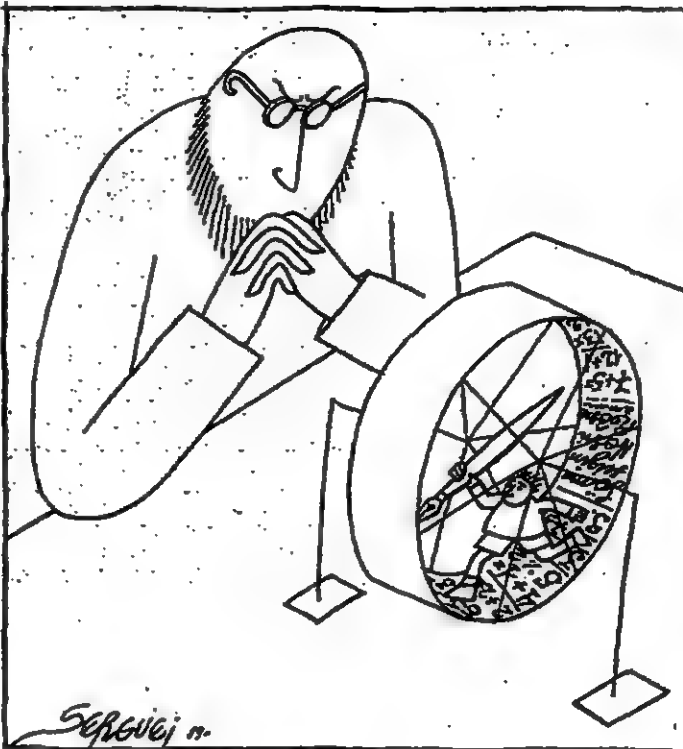
« La maîtresse m'a dit qu'on passerait tous un examen lundi ! » Certains enfants rentrent de classe avec de curieuses nouvelles ces jours-ci. Ils n'ont ni tout à fait raison ni tout à fait tort. La réalité est que, pour la première fois en France, 1,6 million d'élèves entrant en deuxième année de cours préparatoire (CE 2) et en 6^e, tant des établissements privés que publics, vont être simultanément soumis à une série d'exercices de français et de mathématiques destinés à repérer leurs lacunes et à y remédier.

L'école primaire tout entière va donc se trouver sous le feu des projecteurs. Mais, attention, il ne s'agit pas d'instaurer un concours d'accès au cours élémentaire, ni de ressusciter l'examen d'entrée en sixième. Le mode d'emploi de cette « évaluation » grandeur nature vient d'être distribué à tous les instituteurs de collège concernés par l'opération : « Ce n'est pas un examen ou une épreuve qui aurait pour objet de

classer les élèves ou les établissements les uns par rapport aux autres. » La consigne est de présenter l'opération « de la façon la plus simple, mais aussi la plus rassurante ». Pour ceux qui n'auraient pas compris, M. Lionel Jospin précise de sa propre main dans la lettre individuelle qui ouvre l'opuscule : « L'unique objectif est d'assurer une meilleure réussite pour vos élèves. »

Pour les enfants de CE 2 et de 6^e, tout se passera entre le 25 et le 30 septembre. Durant cette semaine, chacun subira huit séries d'épreuves : quatre en français et quatre en mathématiques, les mêmes dans l'ensemble du pays — d'une durée de vingt à vingt-huit minutes chacune. Elles ne devront pas être passées d'affilée en principe, pour éviter la saturation.

Les questions ont été mises au point après consultation des inspecteurs de toutes les académies et testées auprès de « vrais » élèves, pour vérifier leur faisabilité. Chacune d'entre elles vise à s'assurer qu'un objectif pédagogique précis a bien été atteint. En calcul, on demande par exemple aux élèves de savoir transcrire en lettres un nombre écrit en chiffres, de résoudre un problème concret par une opération simple, de savoir lire l'heure, de comprendre un horaire de SNCF, de se servir d'un calendrier (CE 2), de manier les quatre



opérations, de tracer des figures géométriques, de savoir comprendre l'énoncé d'un problème et d'organiser un raisonnement (6^e). En français, on vérifie évidemment les compétences en lecture et en

écriture : grammaire, conjugaisons et orthographe, mais aussi compréhension de divers sens d'un mot, distinction de différents registres de l'écriture, bonne ponctuation, capacité à repérer et à utiliser une information tirée d'un texte.

favoriser la réussite. Un samedi matin sera entièrement consacré à l'information individuelle des familles entre le 16 et le 28 octobre.

— Les enseignants : ils conserveront les cahiers d'évaluation de leurs élèves et seront incités à adapter leur pédagogie aux talents et aux lacunes de chacun, qui auront été mis en évidence dès le début de l'année. Dans la foulée des tests, tous les instituteurs de CE 2 et tous les professeurs de français et de mathématiques de sixième devraient suivre un stage d'une semaine. Objectif : apprendre à tirer parti du diagnostic par la mise en place d'une pédagogie individualisée (travail en petits groupes mobiles d'élèves par exemple).

— L'ensemble du public : chaque établissement publiera les résultats de ses élèves pris globalement, qui pourront être comparés à la moyenne des résultats de l'académie. Mais les recteurs ne diffuseront pas l'ensemble des performances de leurs écoles et collèges. Cette précaution est prise pour éviter la comparaison entre les établissements que la publication de classements risquerait, à l'avenir, de faire affiner les demandes d'inscription des familles les mieux informées vers les « bonnes » écoles, tandis que les « man-

vais » seraient désemparés. Mais n'est-elle pas illusoire ? On voit mal les enseignants, les parents et les élus se priver de la possibilité de faire des comparaisons entre écoles ou collèges voisins. Comparaisons qui n'auront rien d'impossible, puisque chaque établissement aura soigneusement rendu publics ses résultats.

En veillant ainsi au strict cloisonnement des informations recueillies, l'éducation nationale entend prévenir les dérapages. Il s'agit surtout d'en décourager par avance la responsabilité. Les enseignants qui établiraient des classements de leurs élèves, les parents qui dresseraient des hiérarchies d'écoles, se mettraient hors jeu. Les fédérations de parents n'ont d'ailleurs approuvé l'opération qu'à la condition qu'elle ne conduise pas à ce type de dérive. Mais comment les éviter ? A tout prendre, la transparence complète, la franchise publicitaire à des informations sérieuses, ne serait-elle pas préférable aux rumeurs et au bouche à oreille qui font et défont la réputation des établissements ? Pour la première fois, en tout cas, l'éducation nationale ose la transparence. Et ce n'est pas rien dans un système où le mythe de la stricte égalité de tous les établissements a longtemps tenu lieu de vérité officielle et d'alibi aux conservateurs.

PHILIPPE BERNARD

« Un travail de Titan »

Avant de chercher ce que les élèves ont dans la tête, peut-être faut-il s'inquiéter de ce que les enseignants ont dans la leur. Les expériences d'évaluation des connaissances menées ces dernières années dans l'académie de Lille sous l'impulsion du recteur Michel Migon (1) montrent que l'adhésion des équipes enseignantes est un facteur essentiel de réussite. Or les tests soumis, de 1985 à 1987, à des promotions de cinquante mille élèves de sixième ont parfois suscité des scores de mauvaise humeur chez les professeurs.

Aujourd'hui principal du collège Lavoisier de Lamberville, dans le Nord, M. Jean-Pierre Hallot connaît bien la question. Anticipant sur la loi d'orientation, il avait mis en place, de 1978 à 1981, une expérience dans le collège Louise-Michel de Lille. Il s'agissait alors de trouver des solutions à l'égard de la « démotivation totale » dans lequel se trouvaient des élèves, dont à peine 30 % décrochaient le brevet des collèges. « L'éva-

luation nous a demandé une organisation très lourde, très minutieuse, explique M. Hallot. Nous avons dû élaborer les tests, les corriger, puis adapter notre pédagogie aux lacunes des élèves. L'opération aurait pu être stérile si elle s'était limitée à un constat sans conséquence pratique. »

Des réactions mitigées

Les enseignants du collège Louise-Michel ont donc modifié leurs habitudes et leur enseignement pour tenir compte des résultats. Trois mois plus tard, une seconde batterie de tests leur permettait d'évaluer l'efficacité de leurs efforts. « Un travail de Titan », souligne M. Hallot. Un bouleversement en tout cas, qui requiert un engagement réel du corps professoral. « Louise-Michel était un établissement tellement difficile que l'adhésion des enseignants n'a pas posé de problèmes, explique M. Hallot. 70 à 75 %

d'entre eux étaient d'accord pour considérer qu'il fallait imaginer des solutions nouvelles. »

Ailleurs, les réactions ont parfois été différentes. Ainsi, au collège Lavoisier, les enseignants n'ont pas montré grand enthousiasme pour les expériences d'évaluation académique, organisée de 1985 à 1987. « Ils ont bien accompli le travail de correction des questionnaires, comme leur imposait le recteur, la plupart d'entre eux n'ont pas souhaité donner suite à l'opération. « Je n'ai pas réussi à leur faire pratiquer cette expérience, dont ils ne ressentent pas le besoin », se souvient M. Hallot. Dans ce collège favorisé, où 80 % des élèves obtiennent leur brevet des collèges, l'évaluation semblait avoir été considérée comme un gadget. Au détriment sans doute des 20 % de réussites... »

RAPHAËLE RÉROLLE

(1) Auteur du rapport sur « la réussite à l'école » publié en janvier 1989.

Eviter un hiérarchie des établissements

Chaque élève disposera d'un cahier — ils ont été tirés à plus d'un million et demi d'exemplaires par l'imprimerie nationale pour un coût voisin de 7,5 millions de francs — mentionnant son nom, prénom, classe et établissement. Ces documents ne doivent pas quitter l'école concernée. L'enseignant corrigera le travail de ses propres élèves grâce à un système de codage normalisé. Puis l'ensemble des résultats de l'établissement pour chaque exercice sera rendu anonyme et expédié au recteur qui publiera la performance de l'académie. En principe, les informations collectées ne pourront être communiquées qu'à trois séries de publics :

— Les parents : ils pourront connaître les performances de leur enfant et de lui seul. Chaque enseignant devra lui communiquer par écrit les résultats de l'évaluation, la liste détaillée des forces et des faiblesses constatées. L'opération doit être une occasion d'engager le dialogue parents-enseignants sur une base plus précise et d'étudier les moyens de

Du diagnostic au remède

L'idée d'une évaluation « gratuite » des élèves, c'est-à-dire destinée non pas à sanctionner des études ou le passage dans la classe supérieure, mais à améliorer la pédagogie et le fonctionnement du système, n'est pas nouvelle. Voici maintenant dix ans que le ministre teste systématiquement des échantillons d'élèves à chaque palier important de leur scolarité. Il y a longtemps que ces études ont démontré le rôle néfaste du redoublement, la sélection opérée par le choix des langues et par les mathématiques, le poids du milieu social.

Déjà, en octobre 1986, une évaluation généralisée des élèves de CE 2, très comparable à l'opération actuelle, avait été lancée, mais elle s'était heurtée à un manque de volonté politique et à un défaut de mobilisation des instituteurs. En 1988, la direction de l'évaluation et de la prospective de l'éducation nationale a montré qu'un quart des élèves sortant de l'école primaire sont incapables de comprendre la signification d'un texte et que la moitié

d'entre eux ne peuvent répondre à des questions nécessitant une lecture approfondie. L'heure n'est donc plus au simple constat. Comme le disent à l'unisson les instituteurs et professeurs de collèges du SNIPEG (FEN) et les parents d'élèves, tant de la FCEP que de la FCEP, « rien ne sert de faire un diagnostic si on n'administre aucun remède ».

La portion en question passe d'abord par les enseignants — même s'il est trop facile de leur faire porter toute la responsabilité des échecs de la société, mais aussi par l'ensemble de l'institution et de ses partenaires. Car comment mobiliser pour la lecture et l'écriture, alors que trop d'écoles sont dépourvues de bibliothèque ? L'opération véritable que lance aujourd'hui M. Jospin dans le sillage de sa loi d'orientation doit faire apparaître la carte des points noirs du système scolaire. Mais l'évaluation ne prendra que si elle sert d'appui à des actions efficaces contre l'échec scolaire.

Ph. B.

Les taux de réussite des élèves de CM 2 en calcul...

	Addition	Soustraction	Multiplication	Division
Nombre entier	95 %	93,3 %	88 %	75 %
Nombre décimal	84 %	72 %	63,5 %	45 %
Taux moyen global	89,5 %	82,7 %	75,7 %	60 %

Enquête nationale réalisée sur un échantillon représentatif d'élèves en 1987 (Education et Formation, n° 14, janvier-mars 1988). Ministère de l'éducation nationale.

Il y a dix ans

L'impossible évaluation physique

En 1979, les résultats scolaires des enfants inquiétaient moins les éducateurs que les résultats des sportifs français dans les grandes confrontations internationales. Mais il y a dix ans, les responsables sportifs de la nation estimaient déjà que l'école était responsable de la médiocrité des performances des athlètes français.

M. Jean-Pierre Soisson, qui était alors secrétaire d'Etat (PS) à la jeunesse et aux sports dans le gouvernement Barre, avait l'ambition d'une grande politique sportive. Si les résultats immédiats ne pouvaient être que modestes, il comptait de préparer l'avenir. Pour cela, le mouvement sportif avait une solution : détecter les champions de demain, comme cela se pratiquait

dans les pays de l'Est qui tenaient le haut des podiums.

L'idée était simple. Le secrétaire d'Etat pensa avoir trouvé une solution tout aussi simple pour la mettre en œuvre : puisqu'il avait alors la tutelle des professeurs d'éducation physique (celle-ci allait être attribuée au ministère de l'éducation nationale lors de l'accession de la gauche au gouvernement), les « profs de gym » allaient se charger de cette évaluation.

Après les consultations d'usage, M. Soisson annonça donc le remède français à la pénurie de médailles : tous les enfants de huit à douze ans allaient courir autour d'un carré de 80 mètres de côté lancer une balle et sauter à pieds joints pour que leur

endurance, leur puissance et leur détente soient appréciées. Après compilation et analyse des résultats, les meilleurs devaient se voir offrir la possibilité de faire du sport à haut niveau. L'école devenait ainsi une sorte d'antichambre du stade.

Ce schéma idéal, revêtu en tout cas par tous les présidents de fédérations sportives, fut mis en pièces par les organisations syndicales, avant d'être repoussé le motard commencent l'évaluation. Animés par des courants idéologiques hostiles à la compétition, les enseignants d'EPS refusèrent de prêter leur concours à cette opération, arguant de surcroît que leurs effectifs n'étaient pas suffisants pour accomplir cette tâche supplémentaire. Hostiles à tout ce qui peut ressembler à une sélection,

les associations de parents d'élèves partirent également en guerre contre le projet.

Sans moyens financiers nouveaux (le budget de la jeunesse et des sports avait amorcé un mouvement de contraction qui ne s'est pas encore arrêté), sans soutien de la base, M. Soisson dut rapidement faire marche arrière. De générale dans le cadre de l'école, l'évaluation des capacités physiques devint volontaire dans le cadre des associations sportives scolaires. La population d'enfants testés ne s'élargissait donc pas au-delà de ceux qui étaient déjà concernés par le sport. Le projet était ainsi vidé de son contenu.

ALAIN GRAUDO

...et en orthographe

Nombre d'erreurs	% d'élèves
0	2,8
1 à 5	27,5
6 à 9	22,7
10 à 15	23,7
16 à 29	23,3
30 et plus	2,4

Le Monde DE L'EDUCATION

ENQUETE
LES LYCÉES CRAQUENT

Bonne nouvelle : en accueillant 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux surchargés, manque d'enseignants, classes surchargées, emploi du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'insurgent.

FRANÇAIS, PHILO, LES SUJETS DU BAC '89

Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session 89. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des avis des correcteurs sur les écrits et les oraux.

EVALUATION

LES FORMATIONS AU JOURNALISME

SOCIÉTÉ

LES LANGUES REGIONALES A L'ASSAUT DES ECOLES

NUMERO DE SEPTEMBRE 140 PAGES

En vente chez votre marchand de journaux

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Une rencontre de médecins à Paris

Les Soviétiques tentent de persuader les Français que la psychiatrie a vraiment changé en URSS

Venus à Paris pour rencontrer, jeudi 21 septembre, leurs collègues français, afin d'examiner leur réintégration dans l'Association mondiale de psychiatrie, les psychiatres soviétiques Marat Vartanian et Piotr Morozov ont voulu donner les garanties nécessaires. Ils n'ont pas réussi à persuader l'assistance de la totale liberté de la psychiatrie soviétique.

Directeur depuis dix-huit mois du centre de recherches sur la santé mentale, le professeur Marat Vartanian, qui se défend d'avoir jamais été, en trente ans de carrière, un clinicien, a pourtant été un haut responsable de la psychiatrie soviétique et son représentant officiel dans tous les congrès internationaux. La tâche de ce médecin consiste actuellement à la fois à épouser les thèses de la perestroïka et à donner la responsabilité des psychiatres soviétiques dans les abus passés.

En mars 1988, un arrêté du président du Soviet suprême de l'URSS réglementait les conditions et la procédure de l'assistance psychiatrique aux patients. Dans une brochure intitulée *Psychiatrie soviétique, les leçons de la perestroïka* sont exposées les règles qui définissent les nouveaux droits des malades et ont expliqué historiquement l'origine de ces dérives. Il est question d'« hypertrophie » et de problèmes « douloureux » de prise en charge des malades mentaux par l'Etat. Les abus de la psychiatrie, explique le professeur Vartanian, sont nés après la révolution de 1917 avec l'idée que l'Etat devait aider à la prise en charge des malades mentaux. Et ce qui est arrivé à l'enregistrement du malade et à son classement à vie comme malade psychiatrique.

Selon les professeurs Vartanian et Morozov, la fin de l'enregistrement arbitraire est aujourd'hui acquise. L'un d'eux, sur soixante mille Moscovites qui ont consulté un psychiatre, vingt mille ont accepté d'être enregistrés. S'appuyant sur cet arrêté du Soviet suprême et sur l'abolition du délit de propagande antisoviétique (articles 70 et 190) — ce que le professeur Vartanian n'hésite pas à qualifier de véritable révolution, le psychiatre a cependant étudié les questions les plus précises de ses collègues français.

Parler... de l'avenir

Quand le docteur Cyrille Koupernik, qui s'inquiétait, en 1976, de savoir si des opposants au régime ou des Soviétiques désirant pratiquer leur religion avaient pu être internés dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux, a rappelé au professeur Vartanian ses déceptions, ce dernier a mis en cause la responsabilité du professeur Snejnevski et de l'Institut Serbski. Lorsque la dissidente Natalia Gorbanevskaja, lui a demandé des comptes pour l'avenir calomnié en 1982 sur les ondes de Radio-Moscou, en l'accusant d'avoir été aussi soigné à Paris en tant que malade mental, le professeur Vartanian a répondu de manière tout aussi évasive. Mais c'est surtout à la question cruciale de l'existence et de la persistance des abus psychiatriques en

Union soviétique que le professeur Vartanian a refusé de répondre clairement.

Il faut, a-t-il longuement expliqué, considérer les trois aspects : juridique, clinique et politique, de la question. Le psychiatre préfère évoquer l'avenir. Sur les seize hôpitaux psychiatriques spéciaux dans lesquels étaient, notamment, internés les opposants au régime, cinq, affirme-t-il, ont été fermés, tandis que les onze autres ont été transférés de la tutelle du ministère de l'Intérieur à celle du ministère de la Santé. Le professeur Vartanian précise d'ailleurs qu'il n'a jamais visité ces hôpitaux spéciaux.

S'abstenant tout à tour derrière le secret médical ou les complexités de la clinique psychiatrique, refusant de discuter précisément des cas particuliers des opposants internés, comme le général Grigorenko ou Leonid Pliouch, le psychiatre réserve ses réponses pour la réunion qu'il doit avoir ultérieurement avec les psychiatres français. Puis dénonçant la presse occidentale et soviétique, M. Vartanian se plaint des discours caricaturaux sur une psychiatrie soviétique uniquement considérée comme un instrument du KGB.

BÉATRICE BANTMAN

Un test diagnostique de la maladie d'Alzheimer pourrait être prochainement mis au point

Une équipe de chercheurs américains dirigée par le docteur Dennis J. Selkoe (Harvard Medical School) révèle dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* qu'elle a réussi à isoler des fragments de protéine bêta-amyloïde, une substance caractéristique de la plaque d'Alzheimer au niveau de la peau, du tissu sous-cutané et des intestins de patients atteints de démence sénile.

Cette découverte — jusqu'à présent on pensait que la protéine amyloïde était concentrée uniquement dans le cerveau des malades — pourrait permettre à terme la mise au point d'un test diagnostique fiable de la démence sénile d'Alzheimer, une maladie qui frappe en France environ quatre cent mille personnes.

Décrite en 1907 par Alois Alzheimer, cette pathologie débute en général par des troubles de la mémoire et du comportement. Le tableau s'aggrave progressivement, aboutissant en quelques années à la mort du malade devenu grabataire dans un état de totale détérioration intellectuelle. Deux lésions sont caractéristiques de cette maladie : d'une part, « des plaques séniles » constituées en particulier de protéines amyloïdes ; d'autre part, des cellules nerveuses (neurones) enchevêtrées en de curieuses hélices.

Il y a deux ans, des chercheurs américains avaient réussi à démontrer que le gène codant pour la protéine bêta-amyloïde est situé sur le chromosome 21. Cette découverte n'avait pas surpris les scientifiques, dans la mesure où l'on connaissait depuis plusieurs années déjà les relations existant entre la maladie d'Alzheimer et la trisomie 21 (mongolisme). Les travaux du docteur Selkoe prolongent ces recherches de manière spectaculaire : la découverte de protéine amyloïde dans des tissus non cérébraux permet d'espérer dans un avenir relativement proche la mise au point d'un test diagnostique fiable de la maladie. Il est aujourd'hui extrêmement difficile aux médecins — une ponction cérébrale étant exécutée — de poser un tel diagnostic, tout du moins de manière précise.

Même si un tel test — pourquoi pas sanguin ? — était mis au point aujourd'hui, il n'aurait pas d'implications thérapeutiques évidentes (aucun traitement n'a jamais fait la preuve de son efficacité dans la démence d'Alzheimer). Cependant la perspective de voir ce test mis au point devrait relancer la recherche sur cette maladie.

F. N.

Aux Etats-Unis

Une femme en instance de divorce obtient la garde d'embryons congelés

MARYVILLE (Etats-Unis) (AFP). — Un juge du Tennessee a déclaré, jeudi 21 septembre, que « la vie commence dès la conception » en rendant son verdict dans la bataille que se livraient les deux membres d'un couple en instance de divorce sur l'avenir de sept embryons congelés, et en décidant que ceux-ci iront à la femme. Ce jugement ne manquera pas d'avoir des répercussions sur la lutte autour du droit à l'avortement aux Etats-Unis.

Le juge, M. Dale Young, a accordé la « garde provisoire » des embryons à l'épouse, M^{me} Mary Sue Davis, vingt-neuf ans, qui désire avoir des enfants à l'avenir, car, a-t-il estimé, « c'est manifestement dans l'intérêt de l'enfant ou des enfants » existant à l'état d'embryon. Le mari, M. Junior Davis, trente et un ans, voulait maintenir ces embryons en état de congélation parce qu'il refusait

d'assumer une éventuelle paternité après son divorce.

« Les cellules d'un embryon humain, a estimé le juge, issu de la fertilisation sont différenciées, uniques et spécifiques au plus haut degré de distinction, a-t-il précisé. Les embryons humains ne sont pas une propriété, a-t-il dit, la vie commence dès la conception. »

Un médicament retiré du marché. — La firme pharmaceutique suisse Ciba Geigy a décidé, jeudi 21 septembre, de retirer du marché mondial l'un de ses médicaments la Coramine, utilisé notamment pour des propriétés antiprurigineuses. Cette décision concerne la Coramine négative et injectable, un médicament mis sur le marché en 1925 et non pas la Coramine-glucose, un médicament fréquemment utilisé par les sportifs parfois à des fins de dopage.

POINT DE VUE

La répression continue

par le docteur Bernard GRANGER

MÉDECINS sans frontières (MSF) a envoyé, depuis dix-huit mois, quatre missions officielles en URSS pour porter assistance à des citoyens soviétiques ayant été hospitalisés contre leur gré et déclarés malades mentaux. Un total d'environ cent cinquante personnes a ainsi pu être évalué par les équipes de MSF, qui comptent chacune au moins un traducteur et un psychiatre.

Il est apparu, au cours de ces missions, que la psychiatrie était détournée de son rôle thérapeutique vers des tâches de répression et de contrôle social. Au mépris de la déontologie, et souvent pour des motifs futiles, de nombreux citoyens soviétiques ont été hospitalisés de force, expertisés dans des conditions expéditives, ils ont reçu des traitements injustifiés sur le plan médical et ont été inscrits abusivement sur le registre des malades mentaux, inscription synonyme de perte d'emploi et de marginalisation sociale.

Parmi les les cent cinquante sujets examinés, certains souffrent d'authentiques troubles mentaux qui, aux variantes culturelles près, correspondent à ceux rencontrés dans les autres pays. En revanche, l'immense majorité d'entre eux ont été hospitalisés, traités et inscrits sur le registre des malades mentaux alors que l'entretien montrait que ces sujets n'étaient pas atteints de troubles graves justifiant de telles mesures.

Les motifs réels de leur internement étaient variés : certains, tels Sergueï Kouznetsov, ou Leonid Doubrov, ont subi la répression psychiatrique en raison de leurs activités politiques. Le premier est un militant des droits de l'homme, membre de l'Union démocratique et collaborateur du journal indépendant *Glasnost*. Il a été déclaré « schizophrène » il y a plusieurs années. Arrêté de nouveau au cours de l'année 1989, il a été transféré à l'Institut Serbski de Moscou, pour une nouvelle expertise, après avoir été roué de coups. Reculant devant les pressions de ses amis, en URSS et en Europe, les experts soviétiques ont alors déclaré S. Kouznetsov sain d'esprit, à l'issue d'un examen des plus sommaires, infirmant ainsi leur précédent diagnostic et confirmant ce que nous avions nous-même constaté. Sergueï Kouznetsov est retourné en prison, puis a été hospitalisé à cause de ses activités en faveur de la minorité géorgienne et diagnostiqué « schizophrène ». Il s'est échappé de l'hôpital psychiatrique et vit clandestinement lorsque nous l'avons rencontré ; il est indigne de toute pathologie mentale.

D'autres sujets ont été internés pour avoir professé leurs opinions religieuses, dénoncé les abus ou la corruption des autorités locales, critiqué certaines mesures officielles. Dans un nombre non négligeable de cas, il semble que la

psychiatrie soit même utilisée pour régler de façon rapide et sans appel des conflits de voisinage ou survenus sur le lieu de travail.

Les diagnostics le plus souvent retenus à l'encontre de ces sujets, pour nous exempts de troubles mentaux graves, étaient ceux de « schizophrénie », notamment dans sa forme latente, ou de « psychopathie », que l'on peut assimiler à un diagnostic de troubles de la personnalité. Les critères retenus par les psychiatres soviétiques sont très différents de ceux utilisés par le reste de la communauté psychiatrique. Il semblerait que le seul fait d'exprimer des idées autres que celles de la ligne officielle, ou en avance sur ce qu'elle sera plus tard, soit un signe de pathologie mentale.

Les traitements sont administrés le plus souvent sous la contrainte, accompagnés parfois de coups et de sévices corporels. Les plus utilisés sont les chimiothérapies neuroleptiques, de l'hétopéridol essentiellement. Presque tous les sujets se sont plaints d'en avoir ressenti des effets secondaires neurologiques pénibles appelés « dyskinesies tardives », effets secondaires prévenus dans les pays développés par l'emploi de médicaments correcteurs. Plus rarement, ces sujets ont reçu de la sulfazine, un produit qui entraîne de la fièvre, un malaise général, des douleurs et une névrose au point d'injection, et qui n'a pas d'efficacité thérapeutique reconnue. Ces traitements, apparemment utilisés dans un but punitif, sont parfois administrés avant même que le psychiatre « traitant » n'ait vu les patients.

Une réputation détestable

Après une durée variable d'hospitalisation, de quelques jours à plusieurs années, les sujets que nous avons examinés ont été relâchés, sans qu'un suivi particulier ne soit instauré, excepté pour quelques uns, des consultations de pure forme.

Tous les sujets ont souligné l'impossibilité de se réinsérer socialement une fois inscrits sur le registre des malades mentaux. Ils ont aussi énuméré les démarches entreprises en vue d'une nouvelle expertise. Ils se heurtent à un refus catégorique à tous les échelons, local, régional et national.

Dans la population, les psychiatres jouissent d'une réputation détestable, et quand l'occasion nous a été donnée de parler avec des Soviétiques pour certains des réformes actuelles, ceux-ci ont souligné leurs réticences vis-à-vis des psychiatres, perçus comme des auxiliaires potentiels de la police.

Le succès remporté par ces missions, le nombre élevé de personnes désirant être examinées, la variété de leurs origines sociales et géographiques, montrent que la

répression psychiatrique ne s'est pas limitée à un petit nombre de dissidents. Il est impossible d'en préciser l'ampleur, mais tout laisse penser que ces abus et ces déviations se sont largement.

Ces constatations, qui s'appuient sur des entretiens approfondis et sur des documents fournis par les sujets examinés, laisseront certains dubitatifs, comme toujours lorsqu'on décrit les abus d'un Etat totalitaire. Pourtant, elles recourent parfaitement les conclusions de la commission d'experts américains qui s'est rendue en URSS au début de l'année 1989 pour rencontrer un traitement de patients psychiatriques signalés par des organisations non gouvernementales. En dépit des obstacles dressés par les autorités soviétiques, ces experts ont observé, y compris chez des sujets encore hospitalisés au moment de

leur visite, l'absence de troubles mentaux chez plus d'un patient sur deux, l'emploi de traitements pénibles et injustifiés sur le plan médical, l'utilisation de critères diagnostiques douteux, l'impossibilité de recours pour les victimes de ces abus.

Lors du congrès mondial de psychiatrie, qui se tiendra en octobre prochain, à Athènes, doit se discuter la réintégration de l'Association officielle des psychiatres soviétiques au sein de l'Association mondiale de psychiatrie, dont ils se sont exclus il y a six ans, en raison de la réprobation qu'ils avaient entraînée leurs abus. Quelle, que soient l'issue du vote d'octobre et ses conséquences, la plus grande vigilance s'impose face aux pratiques que des psychiatres soviétiques. Le docteur Bernard Granger est membre de Médecins sans frontières.

DEFENSE

Selon un rapport parlementaire

L'URSS est en état de remporter une bataille classique en Europe

Il n'y a pas de « désarmement budgétaire » et la France a préservé les éléments du consensus sur la défense avec le projet de programmation militaire 1990-1993, qui sera examiné le 3 octobre par l'Assemblée nationale. C'est la réponse que le président de la commission de la défense, M. Jean-Michel Boucheron, député PS d'Ille-et-Vilaine, apporte, dans son rapport préliminaire qui sera publié la semaine prochaine, aux détracteurs de la politique actuelle. Ce rapport de six cents pages a été présenté, le 20 septembre, à la commission.

Conçu au printemps dernier par le gouvernement après de difficiles tractations entre le premier ministre et les ministres concernés, la programmation militaire couvre les dépenses d'équipement militaire et classiques des forces armées françaises entre 1990 et 1993, auxquelles elle réserve 437,8 milliards de francs.

Pas de

« désarmement budgétaire »

En francs constants, l'échec financier de ces dépenses est le suivant : 103,1 milliards de francs en 1990 ; 107,2 en 1991 ; 111,5 en 1992 et 116 en 1993. Ces évaluations comprennent les crédits publics et les fonds de concours qui résultent

raient, chaque année, de la cession par les armées de leurs biens mobiliers ou immobiliers. Ces cessions pourraient s'élever, par exemple, à 1 milliard de francs pour la seule année 1990.

Selon l'auteur du rapport, on constate la volonté du gouvernement de préserver les fondements du consensus, au travers de la maintenance des programmes majeurs qui en sont l'ossature. En revanche, il admet que certains programmes non majeurs prendront du retard, sans que l'on puisse en déduire pour autant qu'il y aurait désarmement budgétaire de la France en modification de fond des missions.

Si d'autres choix avaient été opérés, constate-t-il, comme par exemple l'abandon du porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*, du char *Lochot* ou de l'avion de combat tactique *Rafale*, une mission essentielle aurait été supprimée, et là, ce serait le député socialiste, il y aurait pu avoir rupture du consensus sur la défense. En réalité, ajoute M. Boucheron, la doctrine n'a pas changé, les missions attribuées aux armées françaises restent cohérentes et les moyens réunis sont suffisants.

Le rapporteur parlementaire évalue les menaces dirigées contre la France, et il considère qu'il ne faut entretenir « aucune illusion » sur la poursuite, par l'Union soviétique, de son effort qualitatif et quantitatif en matière de défense. Avec ses 3 000 chars de combat, ses 4 000 pièces d'artillerie, ses 4 000 véhicules de transport blindés, ses 700 chasseurs-bombardiers, ses 600 hélicoptères,

ses 30 à 40 navires de guerre produits par an, l'URSS, observe M. Boucheron, a un dispositif militaire conçu « de façon à lui permettre de remporter une bataille classique en Europe, en limitant les risques d'escalade nucléaire ».

De même, il existe dans le monde une prolifération de missiles balistiques, notamment au Proche et au Moyen-Orient, qui, associée au stockage d'agents chimiques, contribue à aggraver les risques d'une « explosion » technologique incontrôlée.

Un fondement de l'identité européenne

Si un désarmement vérifié et équilibré demeure l'objectif de la diplomatie française, il n'est pas « une fin en soi », estime M. Boucheron, dès lors qu'il n'instituerait pas une parité plus stable des forces en présence. « Le seul concept stratégique commun à l'ensemble des pays de l'Europe occidentale, qui puisse fonder la sécurité européenne, est celui de la dissuasion nucléaire. Et seule, écrit le rapporteur, la doctrine française de la riposte massive en préserve l'efficacité et la crédibilité. La force de frappe de notre pays pourrait être la force de ralliement de nos alliés européens, et elle représente déjà l'un des fondements de l'identité européenne ».

Pour autant, le président de la commission de la défense se montre inquiet à propos de l'augmentation quasi exponentielle des coûts des matériels modernes.

Selon lui, les prix des armements s'accroissent à un rythme plus rapide que les budgets d'équipement, et le nombre des exemplaires commandés est de moins en moins important. En prolongeant les courbes de croissance de ces coûts et en les comparant avec celles des budgets militaires prévisibles, on aboutit à l'évidence de la thèse du « désarmement structurel ». Il est, tempore, conclut M. Boucheron, de prévoir des dispositifs administratifs susceptibles de vérifier si les prévisions sont effectivement respectées, si les programmes d'armement ne sont pas technologiquement « sophistiqués » à l'excès et si ne conviendrait pas d'indépendance les parties prenantes à un contrat à la réduction des estimations.

En commission, seuls les élus socialistes ont approuvé ce rapport, les communistes étaient absents et les membres de l'opposition RPR et UDF n'ont pas pris part au vote.

J. L.

Deux morts pendant les manœuvres franco-allemandes « Champagne 89 ». — Les occupants d'une Range Rover, MM. Jean-Claude François et Gilles Cholet, ont trouvé la mort, jeudi soir 21 septembre, dans une collision de leur véhicule avec un char ouest-allemand Leopard qui participait aux manœuvres « Champagne 89 ». L'accident a eu lieu à la sortie de Pinay (Aube). Selon la gendarmerie, il s'est produit alors que le Leopard doublait une colonne de chars arrêtée sur le bord de la route et qu'il a croisé la Range Rover.

SOCIÉTÉ

Ancien secrétaire d'Etat du gouvernement Chirac

M. Gaston Flosse est inculpé d'« ingérence »

Ancien secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud au sein du gouvernement de M. Chirac et ancien député RPR, M. Gaston Flosse a été inculpé, jeudi 21 septembre, à Papéete, d'« ingérence » par M^{me} Françoise Pétureaux, juge d'instruction à Paris, agissant sur commission rogatoire de M. Albert Moatty, président de la chambre d'accusation de Paris.

L'action publique a été déclenchée par une plainte du président du gouvernement de la Polynésie française, M. Alexandre Leontieff, visant l'installation, en 1987, aux frais du territoire, d'une route aux allures d'autoroute dont la seule finalité semblait être de desservir une propriété privée de M. Flosse. Coût des travaux : 90 millions de francs Pacifique, soit environ 5 millions de francs.

A Tahiti, on appelle cette affaire « le scandale de la route d'urbanisation des collines d'Arue ». Sa divulgation, le 11 avril 1987, par le journal local les Nouvelles, suivie de peu du commencement de la chute politique de celui que M. Chirac qualifiait, après sa nomination comme secrétaire d'Etat, de « beaucoup plus qu'un ministre, beaucoup plus qu'un président de gouvernement ». Après avoir démissionné, le 7 février 1987, de ses fonctions de président du gouvernement territorial, M. Flosse ne retrouvera pas,

aux législatives de juin 1988, son siège de député.

Par son intitulé, ladite « route d'urbanisation » semblait annoncer d'importants travaux immobiliers. En réalité, elle n'est longue que de 120 mètres, pour 6 mètres de largeur. Un gros kilomètre pour partir de l'emplacement d'un lotissement et aboutir... à un petit chemin de terre privé, praticable uniquement en véhicules 4x4. Quant à l'urbanisation des collines d'Arue, elle reste toujours mystérieuse pour les Tahitiens, qui n'ont jamais entendu parler de ce projet.

Une voie d'accès royale

L'énigme trouve une solution quand journalistes et opposants locaux s'aperçurent que la nouvelle route territoriale ne faisait que contourner une propriété de 4,5 ha, acquise au même moment par M. Flosse, mais qui avait l'immense inconvénient d'être traversée par un chemin emprunté par des agriculteurs pour rejoindre leurs parcelles cultivées, leurs jagua en langue tahitienne (le Monde daté 21-22 juin 1987).

Ainsi les coûteux travaux de terrassement entrepris aux frais du territoire semblaient, selon les détracteurs de M. Flosse, rechercher avant tout la quêtude du maître des lieux. Mieux encore, ils s'aperçurent que, parmi les six parcelles acquises par le gouvernement territorial en septembre 1986 afin de construire cette route, deux d'entre elles - n° 139 et 146 au

cadastre - ne pouvaient servir qu'à l'implantation d'une « bretelle » d'accès à la propriété de M. Flosse. « A tout seigneur, tout honneur », commentait les Nouvelles, il fallait une voie d'accès royale à la propriété de notre secrétaire d'Etat. Le confort et la tranquillité n'ont pas de prix, surtout quand c'est le territoire qui paie ! »

Leur enquête fut suivie d'une plainte déposée par un conseiller territorial, M. Enrique Braun Ortega, le 15 avril 1987. Elle n'ébranla guère la justice, d'autant plus que, changeant de camp politique, M. Braun Ortega se rallia ensuite à M. Flosse et mit opportunément de référer sa constitution de partie civile devant la chambre d'accusation de Paris désignée pour l'instruction. Il fallut donc, le 10 mai dernier, une nouvelle plainte de M. Leontieff, au nom du gouvernement du territoire, dont les intérêts sont défendus à Paris par M^{me} Francis Szpiner.

Une seconde affaire a valu à M. Flosse, jeudi, une deuxième inculpation pour « ingérence ». En 1984, alors vice-président du gouvernement du territoire, il avait ordonné le paiement de billets pour un montant de 57 090 francs à une agence, Valhino-Tahiti-Travel, dont il détenait cinquante et une parts sociales. A sa sortie du palais de justice de Papéete, M. Flosse a tenu une conférence de presse où, nous rapporte notre correspondant, Michel Yengrow, il a annoncé qu'il allait contre-attaquer en portant plainte contre son successeur, M. Leontieff.

EDWY PLENEL

A la cour d'assises du Val-d'Oise

L'amour fou du professeur de mathématiques

Joëlle, insouciance, Chantal « échait » parfois avec une camarade les cours du lycée Saint-Vincent-de-Paul de Chalon-sur-Marne. Un jour, la mère supérieure décide de sanctionner les deux élèves. Mais le professeur de mathématiques de la classe de seconde s'interpose. C'était en 1976, il avait vingt-huit ans, elle en avait 15. Le 4 avril 1979, le professeur, devenu un riche ingénieur, épousait son ancienne élève. Le bonheur du couple, comblé par la naissance de cinq enfants, semblait parfait. Le 22 octobre 1987, Mahmoud Elbeur tuait son épouse de cinq balles de pistolet.

« Ma femme était une sainte, elle était gaie, joyeuse, heureuse de vivre », commente Mahmoud devant la cour d'assises du Val-d'Oise. Brun, mince, élégant dans son costume de flanelle grise, ce Libanais, titulaire de la double nationalité, apparaît comme un personnage exemplaire. Ses collègues du lycée le couvrent d'éloges. Le personnel de l'entreprise d'ingénierie où il travaillait comme responsable d'un département n'ont pas de mots assez forts pour le qualifier. Et le voisinage ne parle de lui qu'en termes flatteurs : « serviable, courtois, consciencieux, compétent, d'une droiture exemplaire... »

Le président élève le filaire des commentaires, avant de constater que le couple paraissait s'entendre parfaitement. Mahmoud en a conscience : « Nous étions un couple modeste. Ma vie, c'était mon travail, ma femme, mes enfants.

Je faisais en sorte que notre bonheur soit un exemple pour d'autres. » En juillet 1986, il avait créé une société d'import-export en y associant son frère. Les contrats avaient afflué, et certains atteignaient 20 millions de francs. Aussi, Mahmoud abandonne-t-il son poste de chef de département à 30 000 francs par mois.

« Tout vous réussissait », s'étonne le président. « Oui, car je faisais tout ce que mes parents ont fait pour me rendre heureux », répond ce fils de famille de dix enfants. « Vous n'avez donc que des qualités, pas de défaut ? » Insiste le magistrat. Mahmoud cherche longuement et, brusquement, lance : « Ah ! si, j'ai eu trop de faiblesse. » Il parle d'elle avec emphase, et de lui-même avec orgueil. « Elle avait autant de qualités que moi. Il n'y avait pas de problèmes. Ça nous a manqué peut-être. On n'a pas eu à nous battre. Lorsque j'ai connu Chantal, on disait : « On va faire dix enfants. » Elle disait : « On va en faire douze pour battre sa mère. » Après on a dit qu'on n'en ferait pas plus de sept. » Il marque un temps d'arrêt, sanglote et ajoute : « Tout allait bien avant le 21 septembre. »

Le mensonge

C'était il y a deux ans, jour pour jour. Mahmoud était en déplacement à Toulouse, et comme il le faisait depuis six ans, chaque jour, trois fois par jour, il appela son épouse au téléphone. Dans la conversation, Chantal lui dit qu'elle avait passé l'après-midi chez une

amie. Incidemment, il apprendra qu'elle lui a menti. Ce jour-là, le ciel s'est écroulé sur la tête de Mahmoud. Depuis le mois de juillet 1987, Chantal avait une liaison avec Jean-Michel, le frère de sa meilleure amie. Il n'aura donc confirmation de ce fait que plus tard, mais ce qu'il n'accepte pas, c'est ce mensonge : « Je me suis dit, Chantal me ment ! Mais alors ? Nos onze ans de vie, comment ils ont été ? » Dès lors, le couple se bécote. Avec de longues discussions nocturnes où l'on parle continuellement de la liaison et de divorce. Mahmoud envisage le suicide et se fait prêter un revolver.

« Je voyais uniquement au travers de Chantal. J'ai compris que ma vie ne servait plus à rien. Chantal n'était plus elle-même. C'était quelqu'un d'autre. » Le 22 octobre 1987, il décida de mettre fin à ses jours. Il prépara une cassette enregistrée pour sa femme et ses enfants, et s'apprêtait à écrire lorsque Chantal arriva. Elle lui annonça son départ, mais Mahmoud lui répondit que c'était lui qui était parti, évoquant son suicide. « Ah ! elle était arrogante, elle m'a dit : « Tu mourras pour quelque chose. Attends que je t'écrive. » La suite, il ne s'en souvient plus ou ne veut plus s'en souvenir. C'est pourtant lui qui a appelé les gendarmes. Ceux-ci ont trouvé le corps de la jeune femme, sur lequel était déposé un billet portant ces mots : « Chantal, je t'ai aimée, je t'aime et, si je peux, je t'aimerai. »

MAURICE PEYROT

Ancien champion olympique de saut d'obstacles

Marcel Rozier entendu dans l'affaire Cons-Boutoul

l'Ancien champion olympique de saut d'obstacles, Marcel Rozier, cinquante-trois ans, a été entendu à titre de témoin, mercredi 20 septembre, par des policiers de Rouen et du Havre qui enquêtent sur l'affaire Cons-Boutoul. Le juge d'instruction havrais Michel Beaulier, chargé du dossier du meurtre de Bruno Dasset, dossier dans lequel M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutoul est inculpée de complicité d'homicide volontaire, avait demandé aux policiers de faire un certain nombre de vérifications. Selon certaines informations, en effet (le Monde hors 21 septembre) l'inculpée aurait procédé, entre février 1985 et mars 1989, sur un compte bancaire découvert en Suisse, à une dizaine de retraits portant sur un montant total de 1,5 à 2 millions de francs. Or il apparaîtrait aujourd'hui que ce compte numéroté ouvert dans une banque de Genève, l'Algemene Bank Nederland, aurait été au nom de Marcel Rozier.

L'ancien champion olympique, qui dirige un centre équestre à Bois-le-Roi (Seine-et-Marne), comme où la famille Boutoul possède une propriété, a été interrogé par les enquêteurs, qui, pendant plusieurs heures, lui ont demandé des précisions sur ce compte bancaire et sur les mouvements de fonds qui avaient pu être opérés par lui-même ou par d'autres. Après cette audition, l'ancien champion a, dans différentes déclarations, précisé que les informations diffusées sur son compte bancaire étaient « fausses » et qu'il était un « homme honnête », démentant que M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutoul ait pu effectuer des retraits ou des mouvements de fonds sur ce compte.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 21 septembre 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-680 du 20 septembre 1989 relatif aux prix de vente et aux marges de certains produits en Guadeloupe.

DES ARRÊTÉS

• Du 21 août 1989 fixant la liste des espèces migratrices de poissons, par bassin ou sous-bassin, présentes dans certains cours d'eau classés au titre de l'article 411 du code rural.

• Du 13 septembre 1989 relatif au contrôle médical des inaptitudes à la pratique de l'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement.

Le goût du droit et le droit du goût

La réputation d'un pâtissier est chose fragile. L'un des plus célèbres du neuvième arrondissement de Paris en a pris amplement conscience lorsqu'il a vu le passage qui lui est consacré dans l'édition 1989 du Guide Pudlowski des villes gourmandes, publié chez Albin Michel. Le gastronome n'y était pas avec le dos de la petite cuillère pour dénoncer « les très banales tartes aux poires à la française » ou « les petits fours secs comme des coups de trique » et « les adorables petits macarons sauteux ». Mais l'artisan fut effondré lorsqu'il constata que le revue Paris-Capitale publiait cet extrait du Guide dans son numéro de juillet 1989.

En désespoir de cause, il s'adressa à la justice pour demander au juge des référés qu'un expert soit désigné avec mission de goûter ses pâtisseries et de donner son avis. La requête était hardie et pouvait

présenter quelques dangers. Les experts judiciaires ne nous ont pas habitués à la poésie dans la rédaction de leurs rapports, et une contre-expertise pouvait s'imposer. Certes, le juge aurait pu, comme il le fait en d'autres circonstances, organiser un transport de justice sur les lieux pour apprécier lui-même. Mais le magistrat a préféré ne pas changer la jurisprudence et déclare dans son ordonnance, rendue le mercredi 20 septembre, qu'il y a lieu de rejeter la demande, car « l'auteur a exprimé dans ce passage (...), avec toute la verve qui lui est propre, les impressions gustatives et donc subjectives ressenties. Désigner un expert dans le seul but de combattre l'opinion du journaliste reviendrait à nier tout droit de critique dont il n'a pas été fait, en l'espèce, un exercice fautif ».

M. P.

Les cadavres carbonisés de deux hommes découverts à Clamart. — Les corps carbonisés de deux hommes ont été découverts jeudi 21 septembre, dans un bois de Clamart (Hauts-de-Seine) par une personne qui faisait son jogging matinal. Les cadavres qui étaient ficelés ont été transportés à l'Institut médico-légal à Paris aux fins d'identification et la brigade criminelle a été chargée de l'enquête.

FAITS DIVERS

Contre une rançon et un sauf-conduit

Les preneurs d'otages de Tilff auraient accepté de libérer les deux fillettes

TILFF

Cinq jours et six nuits après le début du drame, les trois malfaiteurs et leurs otages - une mère et ses deux petites filles - étaient toujours retransmis, toujours vendredi matin 22 septembre, dans une maison de Tilff, une petite commune de la banlieue huppée de Liège.

La veille en fin d'après-midi, le chef présumé de ces trois malfaiteurs, Philippe Delaire, aurait, selon les forces de l'ordre, accepté les propositions de celles-ci : une rançon de 30 millions de francs belges (environ 5 millions de francs français) et la possibilité de s'enfuir contre la libération des deux fillettes. Si cet accord était véritablement exact, Philippe Delaire devrait être, vendredi matin, toujours en train de discuter de la manière exacte dont cet accord serait mis en pratique. Prudent et « spécialisé » dans la prise d'otages, le truand pourrait multiplier les exigences. « Le parquet tient à respecter la parole donnée », avait déclaré jeudi soir le premier substitut, M. Pierre

Romijn, qui a aussi précisé que la rançon serait livrée en deux fois : 15 millions avant la libération de la première fillette et 15 millions après la libération de la seconde.

Si celles-ci, Françoise, treize ans, et Gadie, dix ans, sont apparemment en bonne santé, la mère, M^{me} Marie-Madeleine Jeuris, trente-huit ans, a eu un malaise jeudi vers 17 heures. « Elle a de la fièvre aux lèvres, elle est dans le coma », expliquait au téléphone Philippe Delaire, qui demandait un médecin aux policiers. Ceux-ci entreprirent de tenter de convaincre les malfaiteurs de relâcher M^{me} Jeuris : « Si elle meurt, vous l'aurez sur la conscience, un coma ne dure que quelques heures. Si elle ne meurt pas, la justice n'en sera que plus étonnée avec vous. » Quarante minutes plus tard, M^{me} Jeuris, elle-même, déclarait aux policiers au téléphone : « J'ai eu un malaise, ça va mieux maintenant. »

Ce fut enfin l'annonce de l'accord intervenu entre les truands et les policiers. Depuis, plus rien. Les truands attendant-ils un moment plus propice pour fuir ?

Des dissensions existent-elles entre Philippe Delaire et ses deux complices, que l'on n'a toujours pas formellement reconnus, même si les policiers pensent qu'il s'agit de Jean Lombardo et Jean Lacote, deux truands français ? On bien, plus prosaïquement, chacun était-il allé se reposer en perspective d'une journée agitée ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

Près de Marrakech (Maroc)

Sept touristes français tués dans une collision entre un car et un train

Un car, qui transportait quarante-cinq touristes français, a été percuté par un train de marchandises, jeudi 21 septembre, vers 3 h 30, près de Marrakech (Maroc), sur un passage à niveau non gardé. Six personnes ont été tuées sur le coup. Un septième passager est mort jeudi des suites de ses blessures. Trente blessés ont été décombrés dont huit grièvement atteints.

Les touristes, essentiellement des personnes du troisième âge, avaient quitté la France, le 7 septembre, pour un circuit « le grand tour du Maroc », organisé par le voyageur français FRAM. Au moment de l'accident, ils venaient d'assister à une fantasia près de Marrakech. C'était leur dernière excursion avant leur retour en France.

L'accident s'est produit sur une petite route généralement peu fréquentée, à l'intersection de la voie ferrée Marrakech-Casablanca, qui n'est signalée que par un simple panneau de « Stop » et qui ne comporte ni feu ni barrière. Selon les témoins, le train a heurté de plein fouet l'arrière de l'autocar, qui a été violemment projeté à 150 mètres de là. Le test d'alcoolémie auquel a été soumis le chauffeur du car s'est révélé négatif. Le véhicule appartenait à une société locale, les transports Karam, avec laquelle FRAM travaille depuis longtemps.

Dès 8 h 30, jeudi matin, trois médecins et deux infirmiers sont arrivés de France en avion sanitaire, dépêchés à Marrakech par la FRAM et UAP Assistance. Un autre appareil devait procéder, dans le courant de l'après-midi, au rapatriement des blessés transportables.

Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour éviter les à-coups de trésorerie.



Créditable Professionnel

Supporter une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Créditable Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Créditable Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adaptée à vos attentes. Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.

BNP

C'est gagner.

SOCIÉTÉ

Après avoir ravagé plusieurs îles

Le cyclone Hugo a atteint la côte sud-est des États-Unis

Le cyclone tropical Hugo, qui se déplace plus vite que prévu et s'est renforcé en passant au large des Bahamas, a atteint, vendredi 22 septembre, la ville de Charleston (Caroline du Sud).

Par précaution, l'alerte au cyclone avait été lancée sur toute la côte sud-est des États-Unis, de la Floride à la Caroline du Nord. D'autant plus que l'arrivée du cyclone risquait de coïncider avec une marée haute, que toute cette portion du littoral américain est très basse et que plus de six cent mille personnes vivent sur les seules côtes de Caroline du Sud.

Dès jeudi 21 septembre, les îles côtières — basses elles aussi — et le littoral avaient été évacués de la majeure partie de leur population, et l'état d'urgence proclamé.

D'autre part, après le passage de Hugo, l'île de Porto-Rico (État libre « associé » aux États-Unis) a été déclarée zone sinistrée : les dégâts du cyclone sont estimés à 200 millions de dollars (environ 1,3 milliard de francs).

A Sainte-Croix, la plus grande des îles Vierges américaines, où de nombreux pillages se sont produits après le passage du cyclone, est arrivé un premier détachement de cent cinquante soldats, de soixante agents du FBI et de cinquante fonctionnaires fédéraux, qui a pris possession de l'aéroport. Il sera suivi

de mille deux cents soldats appartenant à la police militaire, qui seront chargés de restaurer l'ordre dans l'île.

D'après les récits des premiers journalistes, qui étaient arrivés à Sainte-Croix, les pillards étaient très nombreux et parmi eux figuraient des membres de la police et de la garde nationale locales. Des hommes armés tiraient au hasard dans les rues. Le gouverneur du territoire a démenti ces rumeurs. Il a aussi nié que des policiers et des hommes de la garde nationale aient participé aux pillages.

A la Guadeloupe, sur les neuf personnes qui se trouvaient à bord de l'hélicoptère militaire tombé dans la mer en revenant de la Désirade, on a retrouvé six corps. Une équipe de hauts fonctionnaires devait arriver à la Guadeloupe vendredi 22 septembre pour évaluer les dégâts.

Concert au profit de la Guadeloupe le 25 septembre. — Le concert qui devait être donné au profit des sinistrés de la Guadeloupe, le 29 septembre à la Grande Halle de La Villette, à Paris, aura finalement lieu lundi 25 septembre au même endroit, ont annoncé les organisateurs. Au cours de cette soirée, se produiront Kassav, Zouk Machine, Malavoi, Raphaël Tamar, Jelle Ursule, Manu Dibango, Sakyo, Laurent Voulzy, Maxime Le Forestier.

RELIGIONS

Détente dans l'affaire d'Anschwitz

Mgr Glomp se rallie à la position du Vatican

Dans une lettre adressée, jeudi 21 septembre à Londres, à Sir Sigmund Sternberg, président de l'ICCJ (International Council of Christians and Jews), le cardinal Glomp, primat de Pologne, s'est prononcé pour l'application des accords de Genève devant régler l'affaire de l'annulation d'Anschwitz, dont il avait pourtant demandé la complète rétrogradation. « Il est essentiel non seulement que le couvent soit placé en dehors du périmètre du camp mais qu'un nouveau centre culturel soit créé », a-t-il déclaré, se ralliant à la position

prise le 19 septembre par le Vatican. Le cardinal Glomp faisait allusion à la construction du centre d'information et de prières sur la Shoah prévu dans les accords de Genève. « Anschwitz n'aurait jamais dû devenir le centre d'une controverse. Il y a eu beaucoup de malentendus que nous aimerions dissiper », a ajouté Mgr Glomp.

Autre signe de détente, M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a rendu visite à Lyon, jeudi 21, au cardinal Decourtray, afin de lui exprimer « les sentiments de reconnaissance de la communauté juive pour la fermeté, la détermination et la permanence de son action menée pour la préservation de la mémoire de la Shoah ».

En Pologne, le premier ministre, M. Tadeusz Maszowiecki, a demandé à M. Stefan Wilkiewicz, rédacteur en chef du mensuel catholique *Znak*, de devenir « médiateur » dans le conflit du camp pour régler les modalités pratiques du transfert des reliques (voir page 2, « Débats section A », la réaction de M. Wilkiewicz à la récente intervention du Vatican).

Lire page 2 les articles de Daniel Sibony, Stefan Wilkiewicz et Emilie Makel.

DEMAIN DANS Le Monde

DATES

IL Y A QUARANTE ANS,
LA CONDAMNATION DE LASZLO RAJK

Accusé de trahison, l'ancien ministre hongrois de l'Intérieur et des affaires étrangères fut exécuté. Il fut réhabilité en 1958.

ÉCONOMIE

LA REVUE
DES MARCHÉS FINANCIERS

Une semaine en Bourse à Paris, New-York, Francfort, Londres et Tokyo. Les marchés internationaux des capitaux. Les devises et les matières premières. Les marchés monétaires et obligataires.

SPORTS

FOOTBALL : les finances des Girondins de Bordeaux

Un billet pour dix ans

En tête du championnat de France de première division avant d'affronter l'AS Monaco vendredi 22 septembre, les Girondins de Bordeaux ont dû réduire de moitié leur train de vie par rapport à la saison dernière. En raison d'une situation financière délicate, le président du club, Claude Bez, a dû mettre en vente des immeubles et une radio locale, demander des avances sur recettes et lancer une opération « socios » permettant un droit d'entrée aux matches pendant dix ans.

BORDEAUX

de notre correspondant

« Notre budget est passé de 180 à 90 millions de francs entre les saisons 1988-1989 et 1989-1990, y compris l'achat de joueurs », avoue récemment Claude Bez, le président des Girondins, habituellement avare d'informations chiffres sur la marche de son club. Selon lui, cette réduction « abrupte » serait due à la non-participation de Bordeaux à une coupe d'Europe : « Cela représente une perte estimée à 70 millions de francs ».

Dans ce contexte, Claude Bez a mis en place une « nouvelle méthode de gestion » : d'une part céder le patrimoine du club, d'autre part rechercher de l'argent frais.

Les Girondins ont vendu au printemps une demeure cosme, avenue Carnot, à Bordeaux, qui leur a servi de siège jusqu'en 1987. Ils s'y sont d'ailleurs réinstallés dès juin 1989, mais cette fois à titre de locaux. Un deuxième immeuble, boulevard Leclerc, proche du stade, avait été acheté 15 millions de francs en 1987 et aménagé à grands frais pour servir de siège au club et à sa radio. Il est actuellement mis à prix entre 30 et 35 millions de francs. Un hôtel de cinquante chambres et un tennis en banlieue attendent également des acquéreurs. En revanche, le club n'a pas l'intention de se séparer de ses deux boutiques, qui dégagent, selon Claude Bez, un chiffre d'affaires de 10 millions de francs par an.

Dans les semaines qui viennent, WIT FM, la radio créée en juin 1987 par Claude Bez avec un budget de 10 millions de francs, doit changer de mains. Sud-Radio et, semble-t-il, RTL sont sur les rangs pour prendre le contrôle de la régie publicitaire.

Après les cessions, les subventions : la ville de Bordeaux (RPR)

et le conseil général de Gironde (PS) ont voté le renouvellement de leurs contributions : 3 millions de francs pour la ville et 8 millions de francs pour le département. En juin dernier, la municipalité a aussi voté une avance sur recettes de 9,5 millions de francs, assortie d'une garantie d'emprunt de 10,5 millions de francs auprès du Crédit local de France. Emprunt qui n'est « pas encore en place » selon Claude Bez.

Dernière opération en date : le lancement d'une opération « socios ». Pour fidéliser le public et transformer les « clients » en « adhérents », les Girondins de Bordeaux vendent un droit d'entrée aux matches pendant dix ans. Il en coûte de 10 000 à 120 000 francs. Au terme des dix ans, cette somme sera remboursée. Les assurances La Continentale garantissent aux bailleurs de fonds la bonne fin de l'opération. La Caisse d'épargne de Bordeaux, dont le conseil d'administration est présidé par un conseiller municipal, recueillera les fonds et les fera fructifier au bénéfice des Girondins. Combien ce « prêt à 0 % d'intérêt » fera-t-il rentrer dans les caisses du club ? Encore une fois, Claude Bez se garde d'avancer des chiffres précis, 51 en l'air. L'objectif est de 25 000 adhérents à l'horizon 1999.

GINETTE DE MATHA

VOILE : Coupe de l'America

Le nouveau défi de Marc Pajot

Depuis la décision de la division d'appel de la Cour suprême de l'Etat de New-York qui a validé la victoire du catamaran *Stars-and-Stripes* dans la vingt-septième Coupe de l'America (le *Monde* du 21 septembre), il est probable que la prochaine édition de cette épreuve se disputera au printemps (mai) 1992 au large de San-Diego (Californie). Le défi français, mené par Marc Pajot, n'avait pas attendu ce jugement pour préparer ce rendez-vous.

Sète

de notre envoyé spécial

Marc Pajot était de retour à Sète où il avait préparé, en 1986, la campagne australienne qui avait permis à *French-Kiss* de figurer parmi les quatre derniers challengers de la vingt-sixième Coupe de l'America aux côtés de *Stars-and-Stripes*, *New Zealand* et *USA*. Ce déplacement, effectué les 16 et 17 septembre, n'avait pourtant rien d'un pèlerinage nostalgique. Le Challenge, qui réunissait quatorze sélectionnés avec leurs équipages aux couleurs des principales entreprises et collectivités fondatrices de l'Association pour l'America's Cup en France, était réuni pour la première fois pour préparer le prochain défi.

Dès le mois de janvier 1990, le premier America's Cup Class, le nouveau voilier retenu pour la vingt-huitième édition de l'épreuve, dont la construction a commencé le 2 mai aux chantiers Multiplast de Vannes (Morbihan), devrait, à son tour, pouvoir naviguer dans les eaux sèteises. « La construction a débuté quatre mois seulement après la définition de la nouvelle jauge, indique Marc Pajot. Nous voulions passer très vite à la phase concrète afin de mobiliser nos partenaires techniques et rechercher des commanditaires ».

Avec l'Italien *Il Moro di Venezia*, de l'industriel Raul Gardini, PDG du groupe Ferruzzi, le voilier

français devrait être l'un des premiers à être mis à l'eau. Un gain de temps que le défi français espère bien exploiter. Dans l'America's Cup Class comme dans la catégorie des maxi IOR, on travaille pour gagner environ un dixième de nœud par an, explique Philippe Briand, architecte de *French-Kiss* et du nouveau bateau.

Par rapport aux 12 mètres J1 utilisés ces trente dernières années, les nouveaux America's Cup Class sont plus grands, plus légers et plus rapides. De plus, les matériaux composites sont autorisés pour la coque, le mât et le gréement de même que les lattes pour la grand-voile et les focs.

Le passage aux America's Cup Class entraîne de nombreuses inconnues à maîtriser, reconnaît Marc Pajot. Le meilleur moyen d'optimiser le bateau est d'en disposer très vite, en sachant que dans un programme pour la Coupe de l'America, le premier bateau sera de laboratoire pour la construction d'un deuxième et, dans l'idéal, d'un troisième.

Pour mener à bon port cette entreprise, Philippe Briand et les responsables du défi français peinent déjà à compter sur des partenaires techniques et sur des technologies de premier plan : Dassault (hydrodynamique et, en particulier, l'étude des appendices de la coque), le Centre national d'études spatiales (aérodynamique et programmation), Hewlett-Packard (informatique), la Direction générale de l'armement (tests avec maquettes dans le bassin des carènes de Paris), le Bureau Veritas (mesure des efforts sur le bateau laboratoire).

Cherche financière...

Les premiers résultats de cette collaboration sont visibles aux chantiers Multiplast avec la coque en carbone (comme le mât), Kevlar et nid d'abeille, cuite sous vide à 80° dans un caisson de 24 mètres. Dix-huit techniciens lui ont déjà consacré 14 000 heures de travail et la réalisation de ce premier voilier représentera 21 000 heures pour un coût de 11 millions de francs.

Les ministères de la défense nationale et de l'éducation, les secrétariats d'Etat à la mer et à la jeunesse et aux sports, les fédérations de voile et des industries nautiques apportent leurs concours sous forme de subventions ou de détachements de personnels. La ville de Sète, la Région Languedoc-Roussillon et dix-neuf entreprises ou collectivités qui ont versé 300 000 francs chacune pour faire partie des membres fondateurs de l'Association pour l'America's Cup en France, ont contribué financièrement au démarrage du défi.

Désormais, Marc Pajot cherche le ou les partenaires principaux susceptibles de lui fournir le budget annuel de fonctionnement de 20 à 25 millions de francs pendant trois ans. « Aujourd'hui, notre projet vit déjà au niveau technique et technologique avec des prestations qui représentent quelque 15 millions de francs, dit-il. Nous savons comment le gérer au niveau des hommes grâce à notre précédente expérience. Nous avons un programme de préparation et nous connaissons les autres participants de la Coupe. Mais l'image du projet est encore vierge pour le financier qui bénéficiera de tout cet acquis ».

Les dernières péripéties judiciaires de la querelle entre Américains et Néo-Zélandais et les (petites) incertitudes sur le lien et les dates de la vingt-huitième Coupe de l'America sont secondaires aux yeux de Marc Pajot. « Je cherche, dit-il, à vendre l'idée d'une victoire française face aux représentants des grands pays industrialisés comme les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie, l'Italie, la Suède, la Nouvelle-Zélande et, désormais, le Japon, la RFA, le Danemark et peut-être l'URSS qui participeront pour la première fois à la Coupe. Si cette idée est bien exploitée, peu importe, pour un sponsor, le lieu de la compétition. Le plus dur est de le convaincre d'anticiper son investissement sur un tel projet ».

GÉRARD ALBOUY

LES HEURES DU STADE

ATHLÉTISME

100 km de Millau. — Samedi 23 et dimanche 24 septembre.

AUTOMOBILISME

Championnat du monde de F1. — Grand prix du Portugal à Estoril, dimanche 24 septembre (TF1 en direct à 15 h 10).

CYCLISME

Grand prix des nations. — Cannes, dimanche 24 septembre (A2 de 17 h 30 à 18 h 25).

24 heures de Paris de vélo vert. — Bois de Boulogne, samedi 23 et dimanche 24 septembre.

GOLF

Ryder Cup. — Belfry (Grande-Bretagne), jusqu'au dimanche 24 septembre (FR3 en direct samedi 23 et

15 heures à 17 heures et dimanche 24 de 15 h 30 à 18 heures).

FOOTBALL

Onzième journée de D1 et D2, vendredi 22 septembre Monaco-Bordeaux (Canal Plus à 20 h 30), et samedi 23.

Coupe d'Europe. — Matches retour du premier tour. Mardi 26 septembre, Jeunesse Esch-Schoch (Canal Plus en direct à 17 heures), mercredi 27, Brondy-Marseille (Canal Plus en direct à 19 heures), Paris SG-Lahd (TF1 en direct à 22 h 15).

VOLLEY-BALL

Championnats d'Europe. — En suède, jusqu'au dimanche 1^{er} octobre.

CARNET

Décès

— M^{me} Jeanne AVOSSA, son époux, M. Alain AVOSSA, Le docteur Pierre AVOSSA, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. SENEV AVOSSA, chef d'agence EDF et GDF retraité,

survenu dans sa soixante-dix-neuvième année à Marseille, le 17 septembre 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Augustine CHAILLOUX,

son époux, Jean-François, Elisabeth, Béatrice, Jérôme, Frédéric, Agnès, Olivier, Emmanuel, ses enfants, Antoine, Marie, André, Alexis, ses petits-enfants, Parents et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Jean CHAILLOUX,

survenu le 10 septembre 1989, à Nogent-sur-Marnay.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— Le docteur et M^{me} Scheffer, Sylviane et Olivier Scheffer, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Simone JEANSON,

survenue le 17 septembre 1989, en Avignon.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} André QUIRIN,

survenue le 18 septembre 1989, à Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime).

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le jeudi 21 septembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Eugène Geneville, « La Renardière », 17400 Saint-Jean-d'Angély.

Anniversaires

— Il y a un an, le 22 septembre 1988, mourait

Marie-Christine ROBERT.

Ceux qui l'ont connue et aimée pourront, avec émotion, penser plus particulièrement à elle.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le mardi 26 septembre 1989, à 18 heures, en l'église de Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-6, à l'initiative de

Jacqueline PALLEZ,

décédée le 27 août 1987.

Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le samedi 30 septembre 1989, à 11 heures, à l'initiative de

Paul Louis BEAUMONT,

inspecteur général honoraire de l'Instruction publique, croix de guerre avec Palmes, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques.

Eglise Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1^{re}.

— Yvan DANIEL

est décédé le 27 septembre 1986.

Chaque année, ses amis se retrouvent.

Ils le feront le dimanche 1^{er} octobre, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Ivry, à 11 heures (mètre Mairie-d'Ivry).

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-83.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du journal, 7, rue de la Harpe, 75427 Paris Cedex 02. Tél. MONPAR 860 572 F. Télécopieur : 46-23-06-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 83 F
Abonnés et actionnaires : 73 F
Communications diverses : 96 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Le Monde SANS VISA

Londres sous l'œil de Charles

« On vous a dit que je n'aimais que l'architecture classique. Ce n'est pas vrai. J'aime aussi le gothique. » C'est autour des boutades du prince Charles que s'organise à Londres une bataille des styles dont on ne sait qui sortira vainqueur, des durs à cuire du high-tech ou des partisans du tout à l'ancienne.



OUVERTURE de la saison londonienne. Dustin Hoffman monte sur les planches et Charles remonte au créneau. L'acteur américain joue Shakespeare pour soutenir ceux qui réclament la reconstruction du Globe, son théâtre. Le prince de Galles, duc de Cornouailles et héritier de la Couronne, ouvre le débat architectural et donne sa *Vision of Britain* sous la forme d'un livre et d'une exposition qui vient d'être inaugurée au Victoria and Albert Museum.

La télévision en a profité pour rediffuser le film réalisé l'an dernier avec la BBC par celui que la presse, à l'occasion de ses quarante ans, baptisait « Charles crusader », Charles en croisade. Film déjà vu par six millions de sujets. Équitable, elle offrait le lendemain soir aux architectes une tribune de la « seconde chance ». Mais ils s'étaient, les pauvres, et leurs arguments ont moins d'impact que les invectives premières.

Max Hutchinson, président du Royal Institute of British Architects (qui lui aussi publie un livre), parlait au nom d'une profession verte et sur la défensive. Richard Rogers, auteur du très remarqué siège des Lloyd's, ajoutait quelques sentences (« L'architecture est le reflet de la société qui la produit ; il faut vivre avec son temps, utiliser les technologies nouvelles en gardant le sens de l'harmonie ; sans innovation, les chefs-d'œuvre du passé n'auraient jamais existé ») aux deux pages du *Times* parues en juin dernier qui faisaient du comte de Beaumont le principal contradicteur de sa Royal Highness.

Buffa, exercice plus délicat, répondant à des accusations directes, le malheureux Sir Denis Lasdun s'échinait à vanter les espaces intérieurs du *National Theatre* (1973), que Charles, insensible « malgré tous ses efforts » aux charmes de l'architecture dite brutaliste dont c'est l'un des fleurons, persiste à qualifier de « centrale nucléaire construite au plein Londres, au bord de la Tamise, sans que nul n'ait trouvé à y redire ».

Le cher Sir Denis se sentait mieux inspiré de réclamer un notoyage

en grand de son œuvre, qui paraît d'autant plus sinistre, grise et massive, que l'on restaure juste en face, sur la bonne rive, Somerset House, l'un des derniers palais qui longeaient, dans le bon temps, tout le fleuve. Car la guerre des flechettes, ces « darts » qui ponctuent la conversation toujours recommencée du pub, n'est pas finie.

« Sans que la courtoisie pour ses hôtes n'étouffe son cri du cœur.

L'an dernier, ce fut le film pour la BBC. Cette année, un livre et une exposition. Les architectes se comptent, amis (néoclassiques), victimes (modernes, même les plus communs), et la bataille se joue sur fond de libéralisme économique et de boom immobilier, en l'absence d'autorité coordonnant l'urbanisme et face à un retrait des politiques : un théâtre urbain où promoteurs et financiers seront d'autant plus

long restera sans doute inégalé — en coût et en qualité — d'ici à la fin de ce siècle. Londres, où il avait gagné un concours pour le nouveau siège de la BBC avant d'être finalement évincé, lui réussit moins bien, mais il semble pouvoir faire aboutir son projet de Kings Cross, où il est maître d'œuvre général. Il faut dire qu'il s'agit du plus grand chantier de la ville ; des voies de chemin de fer, des gazoducs et des zones d'entrepôts qui doivent devenir un immense quartier neuf, autour d'un jardin qui sera le premier depuis longtemps dans la capitale, le tout raccordé à ce qui deviendra, entre deux gares anciennes, St Pancras et Kings Cross, le plus grand carrefour ferroviaire et le terminal, en souterrain, des trains du tunnel sous la Manche.

Cet énorme enjeu urbain semble bénéficier d'une bienfaisante neutralité du prince des critiques (la maquette est présente dans son exposition), comme si ce quartier excentré, placé à Londres un peu comme La Villette l'est à Paris, pouvait devenir un zoo pour les modernes, écartés des sites plus sensibles.

Béton sous verre

En tous cas, Foster s'exprime peu dans le débat public. Richard Rogers, lui, au contraire, reste un baveux de café noir au pays du thé au lait. Né à Florence d'une mère tricolore, dans une famille que la guerre conduira à s'installer à Londres, parfaitement britannique par son goût pour le vocabulaire architectural des ingénieurs, il demeure italien par son désir d'exprimer des idées. Avec le plus riche d'arguments en faveur du langage moderne de l'architecture, il porte haut, à chaque attaque du camp adverse, la bannière de son siège des Lloyd's, terminé en 1986 pour un client éclairé, britannique et endurant, dernier cri et derniers lieux londoniens du lyrisme high-tech.

Côté modernes, il y a encore les « has been » du béton brut, dont l'Angleterre fut fière mais à qui elle fait aujourd'hui bien des misères. Qu'ils soient vivants comme Sir Hubert Bennett, qui apprenait dans les journaux qu'un

allait réhabiliter le béton nu de sa Hayward Gallery, sur la rive sud, et la cacher entièrement sous un décor au goût du jour. Ou à peine morts comme cet Erub Goldfinger dont, l'année même de sa disparition, on annonçait, malgré les protestations des historiens, la décision de recouvrir entièrement de panneaux de verre l'ensemble administratif très austère et très cortésien qu'il avait signé au carrefour d'Elephant and Castle, l'un des « boroughs » de la rive sud.

Chez les « post » et les « néo », sous l'anguste patronage du prince héritier, la météo est plus favorable, le ciel nettement moins chargé. Encore que... Le fameux James Stirling — l'un des quatre finalistes du concours français pour la Bibliothèque, — qui termine une belle carrière de « modernes » dans des flamboyances à la Nefertiti (l'extension de la Tate Gallery à Londres, le musée de Stuttgart), a bien du mal à convaincre de la légitimité de son projet pour la City, dans l'îlot du Fenchurch.

Son mécène, le promoteur Peter Palumbo, qui avait dû, sur un adjectif aussi péjoratif que définitif du prince, renoncer à faire construire à un projet posthume de Miles Van der Kolk, a choisi Stirling, une « signature », comme si, ne pouvant s'offrir la dernière Forché, il menait son salon en Kahlmann. L'ami pour Stirling, c'est que Charles a décliné un projet une nouvelle « dart » : « espèce de poste de radio 1930 ». Enui encore : l'îlot actuel renferme une dizaine d'immeubles victoriens assez pittoresques et, pour certains, classés. L'association Save Britain's Heritage a attaqué en justice la décision ministérielle de les laisser démolir, et s'offre de grandes pages de publicité dans la presse où la tête du ministre en question devient la boule qui menace les clochetons et les façades néoromanes du débat de ce siècle. Affaire non encore jugée.

En ces temps de doute et de libérinage esthétiques, il fait mieux être carrément néo-classique et rêver, comme Quinlan Terry, de cacher son âge et son siècle derrière les façades à l'ancienne du nouveau centre de Richmond-upon-Thames, que des affiches dans le métro viennent déjà comme

« Les gens disent qu'on ne peut pas mettre des bureaux modernes, avec câbles et réseaux, derrière une façade néo-géorgienne. Eh bien ! j'ai vérifié, on peut », écrit le prince Charles qui soutient ce contre-projet néo-classique de John Simpson pour les abords de la cathédrale Saint-Paul.

une sorte de voyage dans le temps. Ou bien s'ingénier, comme John Simpson (barbiche de comédien d'art ; offensif ou dangereux, nul ne le sait encore), à proposer une sorte de Vatican II au chœur de Saint-Paul et une piazzetta vénitienne dans les anciens docks près de London Bridge. Au même endroit, l'Américain Philip Johnson domine, lui, franchement dans le gothique, en réponse, vers l'est de la ville, au Parlement et à Big Ben.

Vues cavalières et mots-fleches

En coulisse, de sa maison de Bel-size Road on dans les théâtres de travail du prince Charles (« *High tea at Highgrove* », titrait le *Times*), le penseur Léon Krier, théoricien du nouveau classicisme militant, lance textes et pastels démonstratifs, à l'aise, avec humour et conviction, costumes et attitudes à la Tchekhov, dans le rôle de l'intellectuel en exil (il est luxembourgeois) que Londres a toujours su accueillir. Son thème, d'après ce que l'on peut comprendre, tourne autour de : Dieu et Marx sont morts, Corbu aussi.

Enfin, éclectique et inclassable, un personnage très présent, qui construit surtout à Londres et beaucoup, et qui sait ramasser avec indifférence les mises, déclinier les compromis dictés par l'air du temps : Terry Farrell, que nous retrouverons plus loin.

Ce bref « who's who » ne saurait ignorer les journaux, les colonnes qu'ils consacrent à ces projets et à ces débats, ni le rôle que joue une presse professionnelle active et partagée en tendances.

MICHELLE CHAMPENOIS
Lire la suite page 19



Charles avait commencé la partie il y a cinq ans déjà, en profitant d'une réception solennelle au RIBA, la plus haute institution de la profession, pour dire aux architectes leur fait et leurs méfaits, leur reprocher leur « arrogance ». Tout le monde à Londres se souvient de la première pique : l'affaire du « carbuncle », cette « verrue sur le visage d'un ami ». Le projet visé, dit à une honorable agence britannique, est resté en plan, et c'est le néoclassique Américain Venturi qui construit actuellement l'extension, sur Trafalgar Square, de la National Gallery.

Reçu à Mansion House en décembre 1987, Charles s'exclama : « Les promoteurs avaient fait, dans la City, « pire que la Luftwaffe », car les nazis, eux, au moins, n'avaient rien reconstruit.

attentifs aux avis « tout à fait personnels » d'un arbitre des élites constructives qui peut, d'un mot, ruiner le sort d'un projet. Un climat où les architectes ne sont protégés ni par leurs médailles d'or ni par leur réputation internationale.

Un zoo pour les modernes

Sur la scène londonienne, les rôles et les personnages sont très typés. Ce pour quoi l'architecture britannique est prise à l'exportation, c'est le high-tech. Deux maîtres, Foster et Rogers, compères puis concurrents, lui sont restés fidèles.

Norman Foster est le plus « poète » des maîtres de métal, froid, indolent et laconique. Son geste-clé pour la banque de Hong-



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 - 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



SANS VISA

ESCALES

L'Irlande sans le général

Il n'est pas nécessaire de courir loin pour se dépayser. L'Irlande est là, si proche. Une possibilité originale se présente sous la forme d'un séjour paisible dans les demeures favorites des chefs d'Etat. On sait que l'Irlande a été le berceau des familles de plusieurs présidents américains et que le général de Gaulle s'y retira quelque temps. Autre avantage, on peut réaliser ce circuit aux dates de son choix. Il suffit de rassembler autour d'une date un nombre suffisant d'amis. Sinon, l'initiateur du projet, l'ACVAO (47, avenue de Paris, 95550 Besançon, tél. : 39.95.00.00), peut se charger de former un groupe.

Voilà de Paris à Dublin que l'on visite et où l'on passe une nuit, promenade en car dans le comté de Wicklow, « le jardin de l'Irlande ».

visite du site monastique de Saint-Kevin à Glendalough, et de Dunganstown, terre ancestrale de la famille Kennedy. Par Tipperary et Limerick, on gagnera Ceshel House, rendue célèbre desormais par le général de Gaulle. On s'y installera pour trois nuits et l'on y passera une journée à pour profiter tranquillement du confort de la maison et du charme des jardins. On terminera par le Connemara, comté sauvage où l'on parle encore le gaélique, et Kylemore Abbey. Huit jours, de 7 850 F à 9 490 F selon le nombre des participants, en pension complète, vols et transports inclus. Dans le même esprit de « vie irlandaise à la campagne dans ce qu'elle a de meilleur », on peut consulter le guide Hidden Ireland - l'Irlande cachée - disponible, gracieusement, à l'Office national du tourisme irlandais, 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. : 42-61-84-26.



Photos d'Angkor

Angkor, l'ancienne capitale des rois khmers avec ses temples-montagnes dont celui d'Angkor Vat édifié au cours du douzième

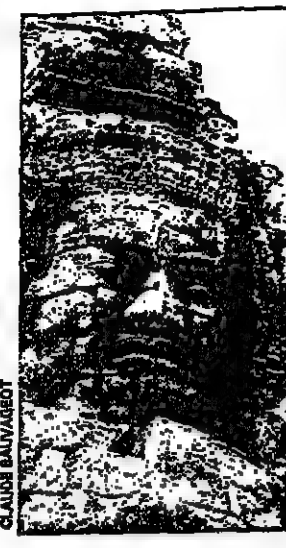
siècle, fut explorée à la fin du dix-neuvième siècle par l'Ecole française d'Extrême-Orient. Une bonne raison pour l'Association des amis d'Angkor de présenter une exposition de photographies prises sur les principaux sites monumentaux du Cambodge. L'association

espère ainsi intéresser le public à la sauvegarde de cet ensemble inscrit sur la liste du patrimoine mondial établie par l'UNESCO. Du 26 septembre au 29 octobre et tous les jours de 10 h à 18 h, à l'orange-rie de l'hôtel de Sully (62, rue Saint-Antoine, 75004

Paris, tél. : 42-74-22-22, droit d'entrée 15 ou 9 F), chacun pourra découvrir ou retrouver Angkor. Un cycle de trois conférences de spécialistes avec projections d'une heure environ viendra en complément de l'exposition : « Evolution de l'architecture khmère », le mardi 26 septembre, à 18 h 30 à l'hôtel de Sully ; « Septembre 89, le point sur Angkor », le lundi 2 octobre à 19 heures, au musée Guimet (6, place d'Iéna, 75016 Paris) ; « Angkor et autres lieux », le mardi 17 octobre à 18 h 30 à l'hôtel de Sully. Participation aux frais de 15 F, à l'hôtel de Sully, de 40 F, au musée Guimet.

Angkor figure au catalogue de quelques voyageurs, notamment VPS Voyages (10-16, rue de la Justice, 75020 Paris, tél. : 40-30-10-10) et Akiou (106, rue Danton, 92306 Levallois-Perret Cedex, tél. : 47-59-47-47), et à celui de l'Association Arts et Vie (251, rue

de Vaugirard, 75015 Paris, tél. : 40-43-20-04). Précisons que la visite y est de courte durée (quelques heures) mais elle a l'avantage d'exister.



LA TABLE

Viande de carême

Il existe beaucoup de recettes populaires à base de morue. Mais rien ne vaut le « bacalhau » portugais

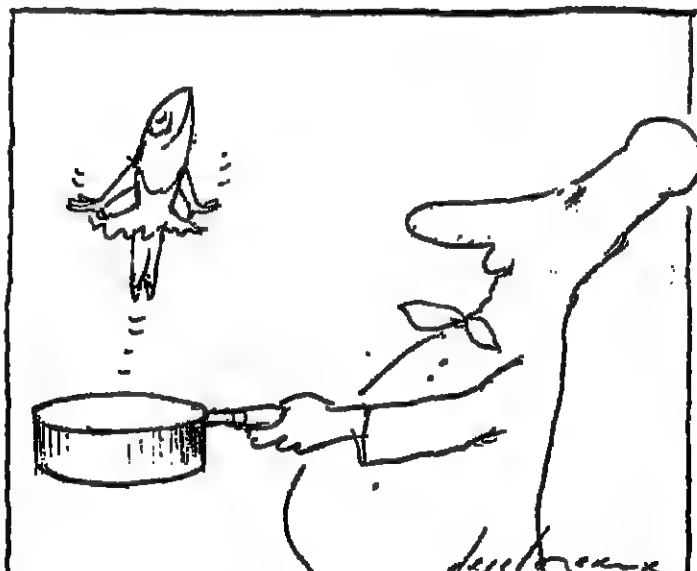
Christophe Colomb n'a pas découvert l'Amérique ! Lorsqu'il débarqua aux Antilles (il se croyait aux Indes !), les Portugais avaient déjà, utilisant les alizés, abordé les côtes brésiliennes et les Vikings connaissaient le Groenland et Terre-Neuve. M. Louis Kervran, dans la *Vraie Découverte de l'Amérique par les Européens* (Laffont), évoquant les cent cinquante ans de la découverte de l'Amérique, nous rappelle que les Bretons et les Portugais du Nord, dès le treizième siècle, établissent des comptoirs sur Terre-Neuve, et qu'il existait en Bretagne des

pêcheries et sèches de morues dirigées par des Portugais.

Séchée, la morue devient, chez les descendants des Vikings, le *stockfish* (ainsi disent les Anglais), on en fit chez nous l'*estof* et les Portugais disent *bacalhau*. M. Kervran a relevé, sur des cartes d'avant Colomb, le nom d'*Estofiland* désignant parfois le Groenland. Et, dans une lettre de Sébastien Cabot à Henri VII d'Angleterre, il est fait état des îles que les Basques nomment « Isles de Bacaleos », nom basque de la morue et qui conviendrait bien à Terre-Neuve et ses îlots voisins.

Laissons là cette érudition pour en revenir à la morue, c'est-à-dire au cabillaud séché et salé (frais, c'est un poisson honorable, à chair maigre et digeste mais, sous ce nom, il ne fait pas recette au restaurant, et les chefs préfèrent l'appeler morue - encore une petite tricherie !). La morue, donc, dont les recettes sont multiples et populaires, de l'estofinado auvergnat (1) à l'estofinado nicotien en passant par la brandade provençale et la morue pilée des Basques. Mais nous sommes encore des enfants par rapport à la cuisine portugaise où le *bacalhau* est quasi défini. On dit qu'il y a là-bas autant de recettes que de jours de l'année. J'ai personnellement souvenir d'une découverte, en Algarve, qui m'échappa : le *bacalhau à bras* : effilée, la morue est poêlée avec des pommes alimentaires et des œufs battus. Une merveille rustique !

Vous pourrez, à Paris, suivre un cours de *bacalhau* et découvrir cette morue à la mode portugaise en petits beignets (*pastéis de bacalhau*), en salade, en pot-au-feu (*cocido*) et aussi, avec le *bacalhau à bras*, le *bacalhau à Gomes de sa* (en dits poêlés avec pommes de terre, oignons, huile d'olive, persil, œufs durs et olives noires), *bacalhau à la do do porto* (grillée, tranchée d'oignons crus, arrosée d'huile d'olive chauffée à l'ail), *bacalhau*



no forno (morue à l'ail et oignons, huile d'olive et sauce blanche, grillée au four), et, enfin, *bacalhau à escondidinho* (couverte de tomates et oignons, nappée d'huile d'olive et grillée au four).

On ne s'étonnera pas, après cela, que Sandade (34, rue des Bonapartes, tél. : 42-36-30-71) soit considéré comme une ambassade de la

cuisine portugaise à Paris, et que Sergio Machado ait obtenu le prix Marco Polo Casanova il y a déjà un lustre. On découvre les vins du pays (y compris le remarquable *vinho verde*, qu'il soit blanc ou rouge mais cultivé en terre, en espalier, et au goût particulier, « de jeunesse » !), une collection incomparable de vieux portos et bien sûr, de la *caldos verde* (soupe au chou vert et chorizo) aux *doces do dia* (pâtisseries du jour), tout l'éventail d'une cuisine mal connue de nous.

LA REYNIERE

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppité, élevé en foudre de chêne, amoureuusement, pour vous. AMATEURS, profitez de nos caves spéciales : REDEMPTEUR lundi midi 1983 et blanc de blanc. Tarif sur demande à R.M. DUBOIS P. & F. (3), « Les Alouettes » VENTEUIL, 51200 EPERNAY, 26-58-48-57.

CHAMPAGNE CL. DUBOIS A la propriété LES ALMACHES, VENTEUIL, 51200 EPERNAY. T. 26-58-48-57. Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande. Cuvée 1982 du « Rédempteur ». Médaille d'argent, concours sélection mondiale. MONTREAL 1986.

GASTRONOMIE

EN L'AN 2000... 1 MILLIARD 200 MILLIONS DE CHINOIS... ET MOI, ET MOI...

CHEZ DIEP A L'OPERA

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris, et déjà connu par le GUIDE BOTTIN GOURMAND 1989 avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong

Des MENUS EXPRESS. 66 F et 76 F. Entrée, plat et dessert au choix. Exemple : raviolis aux crevettes, abouglins, cantonnais ou sillons de requins. Si vous êtes passionnés par le « chinois » : crevettes à l'ail, travers de porc sauté, porclet ou canard laqué. Mais aussi le pâté de soja, les calamars ou le crabe au gingembre. Si vous « voyagez thaïlandais », le rouleau printemps, la salade de fruits de mer à la citronnelle, les brochettes de gambes grillées.

Tous les jours, le MENU « D » avec un assortiment à la vapeur ou les pinces de crabes farcies en beignets, un 1/2 canard laqué à la pétonne, servi en 2 façons (la peau croustillante avec galettes de riz, et sa chair). Un magnifique vivier de langoustes. La robe-

rie : cochon de lait, ou porclet laqué, de la volaille et toutes les viandes au choix.

Pour inviter vos amis, les surprises par le décor étonnant et la richesse des matériaux, tout sera dépayssé. L'accueil, le personnel aimable et empressé, vous fera passer un moment agréable.

Séjours divinisés. Ouvert tous les jours. Service assuré jusqu'à 2 h du matin. 28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. 47-42-31-58 et 94-47 et aussi, dans le 8^e arrondissement : chez DIEP, 22, rue de Pontfieu. Tél. 42-56-23-96, tous les jours ; chez DIEP, 55, rue Pierre-Charron. Tél. 45-63-52-76, tous les jours.

Les Tuffeaux

C'est l'ancienne petite Auberge de tante Madée, reprise par M. et M^{me} Devaux, qui nous viennent - l'enseigne l'indique - de Touraine. Décor toujours charmant, mais rafraîchi, et très satisfaisante cuisine à la fois originale (salade de tête de langoustines et ris de veau, escargots aux champignons sauvages, magret de canard aux figues fraîches, poire gratinée au gingembre sauce chocolat) et sage (saumon fumé maison, filet d'agneau à la sauce de curry, sardes effarées à la vapeur et beurre blanc). Avec l'arrivée des saint-jacques fraîches et du gibier (canard sauvage aux figues fraîches), l'assiette de fromages (dans les petites maisons, la plateau est aberration !), des desserts « bon enfant » (crème brûlée à la cassonade, marquise au chocolat saucée plainemousses). Petite cave honnête, accueil souriant de la jolie patronne, un menu à 160 F proposant un honorable choix entre trois entrées, plats et desserts et carte : compter 250-300 F.

11, rue Dupin (9^e). Tél. : 42-22-64-56. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Bon-Marché. CB-AE. Chiens acceptés.

Le Florian

Dans le Carré-d'Or tout neuf construit avenue George-V, ce Florian, enseigne nous rappelle Venise, est plus et moins qu'un restaurant de cuisine italienne puisque ouvert tous les jours, de 8 heures à 2 heures du matin, pour des petits déjeuners, des repas, des thés et des apéritifs. Sous la houlette de René Delvincourt, un barman « tout-parisien », la liste des drinks est longue à s'attarder dans ce cadre clair, aimable, distingué autant que bon enfant. A la carte (repas), des entrées italiennes classiques : carpaccio, sardines, salade de tomates à la mozzarella, avec aussi un *salmon affumicato* et une longue liste de plats de pâtes. On peut donc calmer sa faim élégamment pour une addition selon ses moyens (150-200 F) à deux pas des cinémas des Champs-Élysées.

46, avenue George-V (9^e). Tél. : 47-23-33-67. Parking : George-V. AE-CB.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ANTILAISES
ZOMBI NELSON 17, rue de la Ville-Neuve, 2^e. Tél. : 42-33-76-57.
DOUCEURS DES ILES 3, rue de Bruxelles, 9^e. 45-26-68-20. Discothèque.

BRETONNES
TY COZ 35, r. St-Georges, 48-78-42-95. Poissons, coquillages, crustacés.
GROLES
LA VILLA CRÉOLE 11, rue d'Amis (2^e). F. dim. 47-42-64-62. Gastronomie cuis. grand-mère.
FRANCAISES TRADITIONNELLES
RELAYS BELLMAN 37, r. François-1^{er}, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cuisine élégante. Fermé samedi, dimanche.
LA COUR COLEBERT 12, rue Hémil-Cabot (9^e). 43-54-41-99. T.L.J. Cadre XVII^e authent. PMR 200 F.

LYONNAISES
LA FOUX 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Aix aux fourneaux.
SARLADAISES
LE SARLADAIS 2, r. de Vienne, 9^e. 43-22-23-62. Dîner pélagique 130 F a.c.
SUD-OUEST
LE REPASSEUR 47-48-13-14, à l'ouest de Filles-du-Calu (11^e). F. sam. midi, dim.

DANOISES ET SCANDINAVES
142, av. des Champs-Élysées, 43-59-38-41. COFFENAGUE, 1^{er} étage. F/AOUT. FLORE DANICA et son agréable jardin.
ETHIOPIENNES
ENTOTTO 143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e. Darowatz, Beyanetonn av. l'Indjara.
INDIENNES
MAHARAJAH 43-57-09-51. F/dim. 72, bd St-Germain. M^{re} Maubert. SCE NON-STOP J. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux. Salle climatisée.

SAPNA 160, r. de Charonne, 12^e. F/jeudi. -43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.
L'un des meilleurs restaurants étrangers de France (G. Millau).
LE TAGOR 25, av. du Maine, Paris-15^e. T.L.J. 45-44-94-41.
ITALIENNES
L'APPENNINO 61, rue Amiral-Mouchet, 13^e. 45-89-08-15. F/dim., lundi. EMILIE-ROMAGNE.

SUD-AMERICAINES
INCARI 19, r. Pierre-Lescot, 1^{er}. F/dim. 42-33-19-98. Pt. Forum des Halles.
THAILANDEISES
CHENG-MAI 12, r. Frédéric-Sauton, 9^e. 43-25-45-45. F/dim. 45. Tarif 90,30 F.S.C. F/du 1^{er} au 15 août.
VIETNAMIENNES
NEM 66, 66, rue Lauriston (16^e). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

SANS VISA

Londres sous l'œil de Charles

Suite de la page 17

Selon un récent sondage, les architectes eux-mêmes apprécient que le débat soit ouvert mais ils regrettent que le prince choisisse mal ses cibles. « Il ne sait pas distinguer le beau du laid. Seulement ce qui a l'air neuf de ce qui a l'air ancien. »

Charles, avec ses vues cavalières et ses mots fléchés. Charles, prince de Galles et du bon sens, un joker qui plaisante de moins en moins et dont même ceux qui ne partagent pas ses vues, sa « vision », admettent la « bravoure ».

Ce climat rappelle comment la France des années 70 se fâcha contre les tours et les barres et comment un Giscard d'Estaing souhaitait l'avènement « d'une architecture à la française », sans la définir plus clairement que par l'harmonie, l'échelle, les matériaux. Mais il était président de la République. Charles, au regard du gouvernement britannique, n'est rien. Un devoir de réserve s'impose à sa famille. Quand il s'en prendrait aux restrictions budgétaires accablantes, soulignerait-il, la décadence des centres-villes, les politiciens l'avaient appelé à l'ordre. Ici, le débat est « culturel » — même s'il touche la marche des affaires et la liberté des investisseurs, — ce qui pourrait contrarier le libéralisme thatcherien, même s'il fait de son animateur une sorte de populiste (trois Anglais sur quatre sont de son avis).

Les intellectuels, eux, regardent avec envie vers la France, vers les grands projets de François Mitterrand, vers l'embellissement volontariste de Paris, ses plans, ses ordonnancements, vers cette démocratie qui invite les grands noms et des talents nouveaux à compléter l'héritage. Même si certains moquent le côté napoléonien (ou même, chez les plus méchants, spécimen) de certains projets ou leur symbolisme plein de creux.

Non qu'il ne se passe rien à Londres ni que les grues ne soient tues. Au contraire, la ville bruit de chantiers, de projets, de transformations. Mais il s'agit plus souvent de bureaux, de commerces, de parkings... que d'espaces ou d'équipements publics. Sauf à l'occasion d'un aménagement financé par le secteur privé. C'est le cas dans deux quartiers sensibles, actuellement en discussion et qui illustrent bien le débat : sur la rive sud de la Tamise, face à Westminster, un ensemble de salles de concert, le South Bank Centre; aux abords de la cathédrale Saint-Paul, des immeubles rebâties après la guerre en par style « petit Maine-Montparnasse » que l'on veut démolir et remplacer, mais par quoi ?

Changer le South Bank. On les comprend. Même par grand soleil, un dimanche, la promenade du bord de l'eau n'a rien de vraiment plaisant dans l'ombre froide de cette lourde terrasse soutenue par des piliers sans élan, sur ces passerelles où nul ne s'attarde. Nicholas Snowman, qui a dirigé pendant des années l'IRCAM à Beaubourg, a repris l'ensemble arts-musique formé par la Hayward Gallery (on y exposa Le Corbusier pour son centenaire; actuellement, c'est Andy Warhol, signe du temps...), la Purcell Room et le Queen Elizabeth Hall, excellentes salles de concert, ainsi que le Royal Festival Hall, désormais ouvert toute la journée avec une librairie, un restaurant, une maison de la poésie et des expositions dans les différents foyers, bref, ce que l'on appellerait en France une maison de la culture.

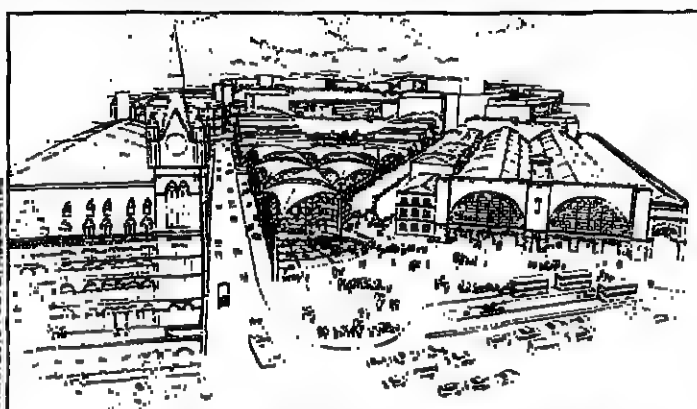
Une meilleure programmation, telle que la définit Snowman avec son équipe, ne suffit pas à relancer l'endroit. D'autant qu'on devrait y percevoir « le souffle continental. A Waterloo, nous, les trains vont arriver. Très bientôt. » Il faut faire de cet ensemble voyant et mal-aimé (unloved) un lieu attrayant et accessible.

Consulté pour un simple rhabillage-maquillage (on lui demandait de plaquer de nouvelles façades et de mettre le gris en couleurs), l'architecte Terry Farrell fit une proposition plus ambitieuse. « Vous avez de la

place, trop de place. Et vous manquez de tout. Organisons l'espace, trouvons un promoteur pour financer des parkings, des boutiques. Il apportera en plus, gratuitement, la vie, l'animation urbaine. »

Le plan de Farrell, exposé l'été dernier sur place, est logiquement agencé : il s'empare de tout l'ensemble (jusqu'au pont de Westminster, laissant à son

Chez cet architecte de renommée essentiellement londonienne et les carnets de commandes bien remplis, l'agence en dit long — mais à rebours — sur celui qui la dirige. Dans le hall s'affiche sans retenue un goût éclectique : en vrac, un bureau de verre et de métal hyper-techno, un fauteuil hyper néo, aussi large et coloré que le trône d'une reine de Saba à Hollywood. Clichés, clips



Entre les gares de Kings Cross et Saint-Pancras, la projet de Norman Foster pour le terminal ferroviaire du tunnel sous la Manche

brutalisme premier le National Theatre de Lasdun et son message lumineux en lettres rouges). Le recompose de part et d'autre d'une galerie couverte, d'un kiosque, de points d'accueil et recouvre entièrement en style néo les bâtiments actuels. Il rétablit une esplanade au niveau du quai, respecte le style 50 du Royal Festival Hall (récentement classé) et redessine l'espace libre vers l'ouest après avoir placé bureaux, parkings et boutiques, qui font de l'opération (200 millions de livres et un bail de cent cinquante ans) une affaire rentable aux yeux d'un promoteur privé. Sans grand risque, il faut bien le dire.

En face de Westminster, près de la gare de Waterloo et à deux pas de l'imposant palais public bâti au début du siècle en style néo-Leningrad, récemment vidé par Margaret Thatcher de ses fonctionnaires et de sa fonction : plus de Greater London Council, plus d'instance collégiale pour diriger le Grand Londres, donc plus de County Hall. Le colosse vide qui porte au flanc, en lettres d'or, cette épithète : « Siège du gouvernement de Londres de 1922 à 1966 ». A été vendu et va devenir un grand hôtel de luxe (400 chambres), des appartements et des centres de conférences. Voilà comment le secteur privé hérite du « goulas de béton » et du « ghetto des arts » de la rive sud (ils appartiennent à un borough « de gauche », Lambeth) pour lui redonner, façon Charles, un visage aimable et, façon Maggie, sans un denier gouvernemental.

En y regardant de plus près, et même si la réflexion urbaine, la réorganisation de l'espace par Terry Farrell est bien menée, le style de l'intervention a de quoi faire frémir.

L'effet Charles — implicite mais efficace sur la South Bank — est plus lent à faire bouger l'autre projet en site ultrasensible : les abords de Saint-Paul. Un vrai feuilleton. Saint-Paul est plus qu'un lieu. C'est le symbole de la ville et même de l'esprit de résistance des Londoniens, aussi solides face au Blitz que le dôme aux proportions majestueuses de Sir Christopher Wren, dressé sur l'emplacement d'une église détruite par le grand incendie de 1666. Seule debout parmi les ruines de la guerre, Saint-Paul est aujourd'hui environnée par les œuvres de ceux qui ont, selon le mot de Charles, fait « pire que la Luftwaffe ».

La ville moyenâgeuse est remplacée au flanc de la cathédrale par un médiocre petit Maine-Montparnasse désigné par le nom de l'ancienne place : Paternoster Square.

Faire œuvre de salubrité urbaine en remplaçant ce « ratage » par un nouveau quartier mieux accordé au site et faire une bonne affaire en construisant plus de bureaux (et plus modernes) qu'il n'en existe actuellement est l'idée du promoteur initial, qui lança un concours international (beau geste pour un privé) dont le résultat fut désavoué (scandale chez les professionnels) et dont les lauréats retenus (Arup and Partners) ne savent plus à quelle commission, à quelle instance, à quel public, à quel propriétaire (on parlait récemment d'un investisseur vénézuélien, que le prince Charles aurait même rencontré) montrer les esquisses affînées, remaniées, classifiées qui pourraient avoir une chance de recueillir un consensus au moment fatidique du permis de construire. Car les révisions ne cessent pas.

Déjà présentée dans la crypte de la cathédrale en confrontation avec les esquisses de l'architecte du promoteur, la proposition « spontanée » (au pays de l'habeas corpus, chacun est libre de soumettre une idée sur un terrain même s'il ne lui appartient pas) de John Simpson tente d'occuper le devant de la scène. Les « modernes » de chez Arup ont beau contenir leur modernité à l'intérieur du passage couvert et ne montrer en façade que colonnes et arcades au long de placettes courbes qui épousent les contours baroques du monument, Simpson fait toujours Charles

Montré par le prince Charles au Victoria and Albert Museum, une grande maquette avec temples, arches, colonnes et frontons, qui serait à Saint-Paul ce que Port-Grimaud est à Saint-Tropez, à toutes les chances de passer aux yeux du public pour le « bon » projet. Sans qu'on sache bien si les surplis à dentelles des enfants de chœur seront fournis avec l'architecture.

MICHELLE CHAMPENOIS

RÉSIDENCES

CAMPAGNE MER MONTAGNE

VENISE A LOUER

Appartements luxueusement aménagés.

SAN MARCO SÉJOUR MINIMUM : UNE SEMAINE

Tel : 193941/5228933
Téléfax : 193941/5203721.

BOURGAIN-JAILLIEU 3^e de LYON

VILLA 15 jumelés

Dans lotissement « VERT VILLAGE ». 3 ch., salon, séjour, 2 w.-c., garage. 89 m² habitables sur 480 m² de terrain. A 5^e commerces, école et bus.

420 000 F
Tel. 74-93-68-13.

VACANCES-VOYAGES HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE *NN**

5, rue Jean-Jaures
Tel : 93-39-03-11 - Tél. 970275
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.

50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES

Ressort de qualité.

48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tel. 93-67-65-66 - Tél. 478438.
Téléphone 93-16-17-99.

PARIS

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE

Tel. 93-68-39-60

Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

SORBONNE

HOTEL DIANA **

73, rue Saint-Jacques

Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. Tél. direct.

De 250 à 350 F. - Tel. 43-54-92-55.

PROVENCE

MAUSSANE-LES-ALPILLES

Au pied des Baux-de-Provence, VAL-BAUSSENS, hôtel ***

Une grande maison provençale en pierre des Baux vous ouvrira ses portes : 21 chambres et conf., grill, piscine, proximité promenade à cheval, golf et...
122, avenue de la Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES.
Tel. : 90-54-38-98.

Grande-Bretagne

LONDRES

EDEN PLAZA HOTEL, 68 Queens-gate, South Kensington, Londres SW 7.
Tel. : 19-44-1-370-6111.
Tél. : 916228. Fax : 370 6576.

Hôtel moderne et accueillant près de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.

Prix : de £ 53 à £ 72 (petit déj. compris).

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***

Saint-Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-721.
Tél. : 41-1130 FENICE 1.

VÉRONE

NOVO HOTEL ROSSI

Via Delle Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-721.
Atmosphère intime, tout confort.

Les crayons du prince de Galles

Fleur à la boutonnière, le prince de Galles explique en introduction de son livre (format à l'italienne, 155 pages en couleurs) qu'il n'a craint « ni les architectes porcs-épics ni les critiques hargneux ». Point de vue « personnel sur l'architecture », cette *Vision of Britain* (minutieuse agence que l'exposition elle-même), vient après le film de télévision réalisé l'an dernier avec la BBC.

Charles persiste et signe. Il imprime ses jugements le goulas de béton, monstrueux édifices, venus à l'indicateur des références (de l'architecte égyptien Hassan Fathy, qui prône le retour aux valeurs et à la construction traditionnelles... dans le tiers-monde, à un village néo-classique dessiné par Léon Krier pour une côte de Floride), édifice dix principes si généraux et si généraux (harmonie, équilibre, site, échelle) que nul ne peut y trouver à redire.

De Paris, il ne dit mot, sinon que près de Montparnasse, il a vu quelque chose de bien beau (un ange passe, c'est Boffill). Ses projets il confesse. Duc de Cornouaille, Charles se propose de faire édifier sur ses terres par Léon Krier une sorte de village-molette près de Donchester où l'on verrait la profusion des « pitched roofs », les toits pointus qui lui plaisent tant.

Facile à lire pour un large public, cet album contient de nombreuses images. Nous en retiendrons deux : Tamise et City saisies par Canaletto dans la lumière dorée du XVIII^e siècle qu'un calque recouvre de la grisaille du panorama contemporain. Et, parmi les aquarelles délicates de l'auteur (paysages autour de Balmoral, villages méditerranéens ou vues de Vancouver) présentées en toute simplicité, celle-ci, la première, qui saura toucher le cœur de tout Britannique bien-né avec cette légende : « Si elle vous semble inachevée, c'est qu'elle a été interrompue par une éclipse. »

► *Vision of Britain*, a personal view of architecture. Double-day. L'exposition est ouverte au Victoria and Albert Museum, Cromwell Road, jusqu'au 19 novembre. Tél. : (191) 44.1.938.83.84.

Foies Gras Promotion Art Village

Pour mieux nous faire connaître, nous vous offrons le Port entièrement Gratuit et un Cadeau pour l'achat de :

1 bloc de Foie Gras de Canard 65 g net (2 parts)
3 blocs de Foie Gras de Canard 100 g net (3 parts par bloc) soit 365 g pour le prix total de 198 F.
(Conservation garantie 4 ans) (1).

A notre tarif normal, ce colis vous reviendrait à 234 F + 39 F pour les frais d'envoi.

Nous sommes une petite équipe (9 personnes) installée dans un tout petit village du Gers. Nous expédions toute une gamme de spécialités savoureuses. Nos clients sont très fidèles et très exigeants : pour les satisfaire, nous améliorons sans cesse la qualité des produits que nous sélectionnons. Art Village, c'est d'abord l'art de bien choisir.

Nous proposons chaque année, depuis plus de 10 ans, une promotion très avantageuse qui encourage les gastronomes à faire connaissance avec notre Maison.

GARANTIE TOTALE ASSURANCE EXCEPTIONNELLE

Commencez par déguster en tête-à-tête le plus petit de vos quatre blocs (65 g) (mettez-le au frais deux jours avant dégustation). Si vous n'êtes pas enthousiasmé par sa qualité, il vous suffit de nous renvoyer les trois autres blocs. Nous vous rembourserons la totalité de votre achat (198 F) par retour.

SI VOUS REPONDEZ VITE,

nous glisserons dans votre colis un cadeau : un délicieux pâté de Gascogne à l'Amagnac 65 g (2 parts). Et si vous répondez dans les 10 jours, vous recevrez un deuxième cadeau : un flacon (5 cl) de crème de mûres à l'Amagnac (idéale en apéritif, dans un Kir ou pour napper une pâtisserie, une glace, une crème...)

BON DE DEGUSTATION à retourner à ART VILLAGE - 32120 SARRANT. Adressez-moi votre colis contenant les quatre blocs de Foie Gras de Canard décrits ci-dessus et vos Cadeaux pour le prix total de 198 F port gratuit.

Mon nom _____
Mon adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Ci-joint 198 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP ☐ mandat-lettre ☐ Je règle avec ma carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Crédit Agricole, Eurocard) N° _____ Validité _____
Etes-vous déjà client ? ☐ oui ☐ non Signature _____

(1) Importation des produits de viande interdite - 198 F net pour le plus de la part de viande - 198 F net pour le plus de la part de viande - 198 F net pour le plus de la part de viande.

JEUX

échecs

N° 1351

UNE FOURCHETTE
ET UNE IDÉE FIXE(Coupe du monde,
septembre 1989, Skelleftea
(Suède))Blancs : L. PORTISCH
Noirs : J. NUNN
Défaite par forfait.

1. d4 Cc6 17. Tc1 Cc4 (1)
2. c4 f6 18. Rb1 Dd4 (1)
3. f3 d5 19. f3 (1)
4. c3 e6 20. g3 (1)
5. f4 e5 21. g4 (1)
6. f5 e4 22. f2 g4 (1)
7. f6 e3 23. Cf1 Td3 (1)
8. e4 e5 24. Rg1 Dd5 (1)
9. f5 e4 25. Cg3 Td3
10. e5 Cf1 26. Cc3 Td3
11. Cf1 e4 27. Cc3 Td3
12. f6 e5 28. Cc2 (1)
13. Cg3 f7 29. Dxe2 Fd3
14. Cc2 a5 30. Dd1 g4 (1)
15. f2 Rf7 31. b3 g3
16. b4 Cg6 (1) 32. d4 (1)

NOTES

a) Dans cette variante classique de l'« Est-indienne », les Blancs peuvent renoncer au roque immédiat au profit de suites annexes, 7. d4 e5 et 7. f3. Le coup du texte maintient la tension au centre, les Blancs prévoyant cependant la fermeture du centre par d4-d5 suivie du recul Cf3-d2. Gligoric a longtemps joué cette continuation qui lui permettait d'éviter l'attaque 7...0-0, Cc6; 8. d5, Cc7.

b) Parmi les réponses usuelles, citons 7...Cg4; 8. f3, f6; 9. f4 ou 9. f5; 10. f4, h3 ou Dd8 ou Ch6. Après 7...Cg4; 8. d5, Cc7; 9. Cc2, Cd7; 10. b4, f5; 11. f3, a5; 12. bxa5, Txa5; 13. Cb3, Ta8; 14. c5! les Blancs ont une initiative

durable : si 14...Cf6; 15. a4, f4; 16. f7, g5; 17. f6, d6; 18. a5! Quant à l'échange 7...e4, il laisse aux Blancs un net avantage après 8. Cxd4, Td8; 9. f3, e5; 10. Dd2, d5; 11. e4d5, g4d5; 12. 0-0, dxg4; 13. Fxg4, a6; 14. Ta-d1, b5; 15. Fb3, Fb7; 16. e4! La suite 7...b6 n'est pas courante; elle a fait son apparition dans quelques tournois dès 1984 sans se faire remarquer; J. Nunn en a fait une arme redoutable.

c) On 8. d4 e5, Cg4!; 9. Fc1 (si 9. e4d6, Cx63), Cx65; 10. Cd4, Cb-c6; 11. Cx66, bxc6!; 12. Fc3, Fc6; 13. Da4, Tb8; 14. f4, Cg4; 15. Fc1, Fd4! (Ligier-Van der Wiel, Hilversum, 1984) ou 8. h3, e4d4; 9. Cxd4, Td8; 10. Dd2, Dd7; 11. Ff3, g5; 12. Cb3, Cg6; 13. 0-0, Fc6; 14. Fc2, Rh7 (Bosch-Vogt, Halle, 1987).

d) Ex non 10...Cd4!; 11. Cxd4, e4d4; 12. Cb5!

e) Dans la partie Kasparov-Nunn (Reykjavik, 1988), les Blancs poursuivirent par 11. Cd2 avec la suite 11...f5; 12. Fxg4, Fxg4; 13. b4, b6; 14. Cb3, g5; 15. a4, Cg6; 16. a5, Fd7; 17. bxc5, bxc5; 18. bxc5, a6 avec la nullité au quarante et unième coup. Dans cette même Coupe de

Skelleftea, 1989, Kasparov, toujours contre Nunn, joua 11. Cc1, idée que Portisch reprend à son compte.

f) Ivantschuk joua différemment contre Uhlmann; 13. Cd3 avec un léger avantage.

g) Menace le pion g4.

h) Après 16...Df8; 17. Dc2, Df7; 18. Ta-g1, Tf8; 19. Ch5, Tf2; 20. Cxg7, Df4; 21. Cf5, Fxf5; 22. Txf2, Dxf2+; 23. Rxf2, Fx64+; 24. Rf2, Fxg2; 25. Txc2, Tg8; 26. c5, 64 Kasparov parvint à obtenir la nullité au quarante deuxième coup.

i) Les pions noirs commencent à loucher dangereusement vers le R blanc.

j) Sans crainte la fourchette 19. g3, Cf3; 20. gxf4, Dh5.

k) Afin de parer la menace 19...Cf3, les Blancs tentent de se dégager.

l) Après 20. gxf3, Dh5 l'avantage des Noirs devient écrasant. La fourchette suffira-t-elle à enrayer l'attaque?

m) 21. gxf4 était aussi dangereux : 21...e4; 22. Cf5, Fxf5; 23. e4, Fd8; 24. Td1, Fd5; 25. Cc4, Dg4; 26. Tg1, Dxf5; 27. Dc2, Fd4; 28. Cc3 avec une T pour trois pions, f2; 29. Tg-f1, Dh3

avec gain pour les Noirs. Ou, par exemple, 24. Dc2, Fxg3; 25. Fxg3, Td1.

n) Menace 23...g3.

o) Empêche 24. Cg3 qui mettrait fin à l'attaque et menace encore 24...g3.

p) Regroupant ses forces avant l'assaut par Tf8 et h6-h5-h4-h3.

q) Sacrifice spectaculaire d'une T pour trois pions.

r) Les Noirs ont obtenu une formidable position. Ils peuvent envisager plusieurs plans en préparant l'avance du pion h6 en h4 et la percée g4-g3, le pion f3 étant soutenu au bon moment par le pion f4. En zugzwang, les Blancs tentent désespérément de jeter du lest.

s) Une vieille idée fixe.

t) Il n'y a plus de défense.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1350
M. GROMOV et V. KOZIREV
(1987)

(Blancs : Rb3, Dg6, Fd8, Cf4, Pd7 et g2. Noirs : Rd1, Dd2, Td5, Pa3, c2.)

1. Dg4+, Rc1; 2. Ra2, Dc3; 3. Cd3+, Dxd3; 4. Fg5+.

a) 4...Txc5; 5. Dxc5+, Rd1; 6. d8=Te, c1=C+; 7. Dxc1+, Rxc1; 8. Txd3 avec gain.

b) 4...Tc3; 5. Fx63+, Dxc3; 6. d8=Te, Rd2; 7. Fg5, c1=D; 8. Fx63+, Rxc3; 9. Dg5+ avec gain.

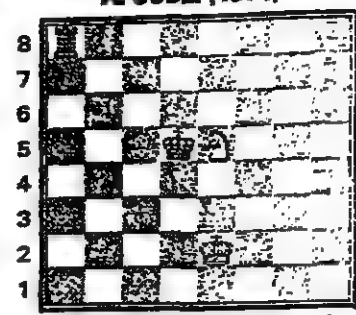
a) Si 6. d8=D?, c1=C+; 7. Ra1, Ch3+; 8. Ra2, Cc1+; 9. Dxc1+, Rxc1; 10. Dxd3, pat.

b) Si 6. d8=D?, Dd5+; 6. Dxd5, pat. Si 6. d8=D?, Dd6+; 7. Dxc6, pat.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1351

A. SOBEI (1971)



BLANCS (4) : Rb2, Fc5, Ce5, Ph7.

NOIRS (2) : Rd5, Td8.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1349

JOYEUX
ANNIVERSAIRE

L'Anglais Boris Schapiro, qui vient de fêter ses quatre-vingts ans, joue toujours aussi bien qu'à l'époque où il avait gagné cette manche dans le match Grande-Bretagne-Suède au championnat d'Europe de... 1949.

♠ R986
♥ A10
♦ D104
♣ D863

♠ 52
♥ RD97652
♦ A7
♣ 102

♠ DV743
♥ V84
♦ S
♣ A74

Ann. : O. donn. Tous vuln.

Ouest Nord Est Sud
3♥ passe passe 3♠
4♣ passe passe...

Ouest a entamé l'As de Carreau, et il a rejoué le 7 de Carreau couvert

par le 10 et le Valet. Sud a coupé, puis il a donné deux coups d'atout, et Est a défaussé un Carreau. Comment Schapiro, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense?

Réponse

De quelle façon éviter la perte de deux Trèfles quand Ouest, qui a ouvert de trois Cœurs (avec certainement sept Cœurs par au moins un gros bonnet), ne peut avoir le Roi de Trèfle?

Il était indispensable qu'Ouest ne prenne pas la main, et il fallait obligé Est à jouer lui-même Trèfle après avoir éliminé les Cœurs de sa main. Mais comment y parvenir, si on en utilisant un jeu de perdante sur perdante dont les champions connaissent bien le mécanisme il y a déjà quarante ans.

Voici le coup sans nom : Schapiro a joué le 4 de Cœur pour la Dame

d'Ouest prise par l'As de Cœur. Ensuite, il a joué la Dame de Carreau, sur laquelle il a défaussé le 4 de Trèfle. Est a pris avec le Roi de Carreau, et il n'a eu d'autre choix que de continuer Carreau (dans coupe et défaussé) ou de contre-attaquer le 5 de Trèfle pour la Dame du mort.

Note : Quand un lecteur trouve une solution exacte équivalente ou meilleure que celle qui est proposée, elle fait presque toujours l'objet d'un « Courrier des lecteurs ».

Baiser au roi

Parmi les membres de l'équipe américaine qui ont disputé à Perth, en Australie, le championnat du monde, Pender et Ross ont rencontré plusieurs fois les Français dans les tournois. Voici une dame d'un match organisé à Paris, et qui illustre un coup technique assez rare.

♠ D
♥ R9
♦ AV108
♣ 1076532

♠ RV108765
♥ 872
♦ 3
♣ DV

Am. : S. donn. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
Pender Lebel Ross Soulet

2♣ 3♣ 2♥ 3SA
passe passe passe

Craignant que Sud n'ait As Dame de Pique, Pender entama le 8 de Cœur dans la couleur probable du partenaire, et Soulet fit aisément dix levées; mais si Ouest avait entamé le Roi de Pique, comment Soulet

aurait-il joué pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense? Si on regarde les quatre jeux, on constate que Sud peut également réussir le PETIT CHELEM A TREFLE contre toute défense. De quelle façon?

Notes sur les enchères

Aujourd'hui, tous les experts encouragent l'intervention à saut (« 2 Piques ») comme barrage indiquant une main faible et une couleur de six ou sept cartes. Le plus étonnant est que Culbertson avait proposé cette convention dans l'édition de... 1933 de son Livre bleu, mais les bridgeurs préféraient que l'intervention à saut soit forte, et ils eurent gain de cause dans les éditions qui ont suivi! En tout cas, avec un partenaire que vous ne connaissez pas, il est bon de vous mettre d'accord sur la force d'une intervention à saut.

PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 363

DOUBLE TEMPS
DE REPOS

Open international
de Cannes, février 1989

Blancs : Valneris (URSS)
Noirs : Kooistra (Pays-Bas)
Ouverture : Rappahit.

1. 32-38 12-15 20-25 24
2. 22-19 14-17 13-19
3. 35-39 (a) 16-14 (b) 22-17 22
4. 48-35 13-19 23-41 37 19-24 (b) 13-19
5. 48-35 13-19 23-41 37 19-24 (b) 13-19
6. 32-38 12-15 20-25 24
7. 31-27 22-31 26-27 (a) 12-15
8. 36-32 (c) 14-17 27-38 (d) 7-12
9. 41-36 14-17 27-38 (d) 7-12
10. 46-41 17-21 21-31 34-38 (e) 17-21
11. 36-32 21-31 34-38 (e) 17-21
12. 32-38 12-15 20-25 24
13. 42-38 25-29 31-40 35 13-19
14. 32-38 12-15 20-25 24
15. 32-38 12-15 20-25 24
16. 32-38 12-15 20-25 24
17. 44-39 14-17 27-38 (d) 7-12
18. 32-38 12-15 20-25 24
19. 32-38 12-15 20-25 24
20. 32-38 12-15 20-25 24

NOTES

a) La seconde voie la plus recherchée est 3. 37-32 (10-14); 4. 41-37 (5-10); a1; 5. 34-29 (23-24); 6. 39-30 (14-19); 7. 44-39 (10-14); 8. 40-34 (Tszizow-Wal et Valneris-Baljakine, Open international de Cannes, février 1989).

a1) Les variantes suivantes, très en vogue actuellement, offrent elles aussi un insupportable champ de sous-variantes,

dont : 4... (14-19); 5. 46-41, a2 (5-10); 6. 35-30 (20-25); a2; 7. 40-35 (10-14); 8. 44-40 (14-20) (Kooistra-Florissen, Open international de Cannes, février 1989).

a2) 5. 35-30 (20-25); 6. 33-29 (17-22); 7. 31-27 (22-31); 8. 36-32 (11-17) (Weer-Hier, championnat des Pays-Bas, juniors, 1989).

a3) 6... (10-14); 7. 30-25 (17-22); 8. 33-29 (22-27); 9. 31-22 (18-27); 10. 32-21 (16-27) (Win-Kalpo, Den Bosch, mars 1989).

b) On l'enchaînement, accepté, de l'aile droite des Blancs, coupe dans la variante 2... (20-25); 4. 40-35 b1, (10-14); 5. 44-40 (5-10); 6. 37-32 (17-22); 7. 41-37 (11-17); 8. 46-41 (6-11); 9. 32-28 (23-32); 10. 37-28 (18-23) (Roethol-F. Delhom, championnats du monde juniors, Le Monde de 6 avril 1985).

b1) Les Blancs exercent une forte poussée sur l'aile gauche adverse dans la variante 4. 33-29 (10-14); 5. 30-24 (5-10); 6. 31-27 (22-31); 7. 37-32 (17-22); 8. 40-35 (les Blancs prennent en quelque sorte appui sur l'enchaînement

de leur aile droite pour renforcer leur poussée) (21-26); 9. 41-37 (11-17); 10. 33-33 (17-22) (Kooistra-Goudt, championnat des Pays-Bas, 1986).

c) Le grand maître international soviétique parait s'orienter vers une stratégie d'enveloppement du bastion central adverse.

d) Confirmation de cette orientation est donnée par cette nouvelle occupation de la case stratégique 27.

e) Les Noirs, en situation défensive face à Valneris, saisissent l'opportunité de se regrouper dans d'excellentes conditions.

f) Les Blancs se voient ainsi imposer un effort de reconstruction.

g) A leur tour, les Blancs se regroupent pour faciliter l'ébauche d'une nouvelle stratégie.

h) Un pion qui se veut fixateur de l'aile droite adverse.

i) Soudain la tension monte pour le courtier, partagé, du centre.

j) Et non 27. 39-33 (23-29); 28. 34-23 (17-22); 29. 28-26 (19-30), etc.

k) Interdisant : k1) 28... (16-21); 29. 33-29 (24-31); 30. 36-29, sur cette rafle de cinq pions.

k2) 28... (12-18); 29. 34-29 (23-24); 30. 40-20 (15-24); 31. 29-22 (18-27) ou (17-28); 32. 32-12, +1.

k3) 28... (9-13); 29. 34-29, etc., B+.

l) Les Blancs occupent mieux le terrain, et leur bastion central, bien structuré, peut à tout instant se charger de dynamisme.

m) L'art d'amener les combinaisons gagnantes.

n) La clé de la combinaison.

o) Premier temps de repos.

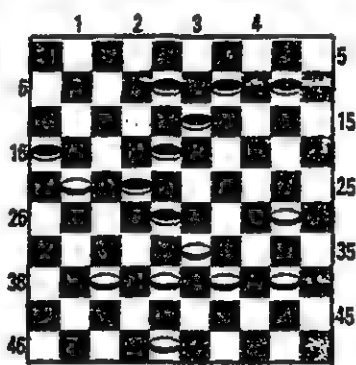
p) Dame.

q) La dame rafle quatre pions à la faveur d'un second temps de repos.

JEAN CHAZE.

Erratum. — Dans la chronique précédente (problème de Mazure), on a omis de placer un pion à la case 32.

PROBLÈME
A. BAUD (1931)

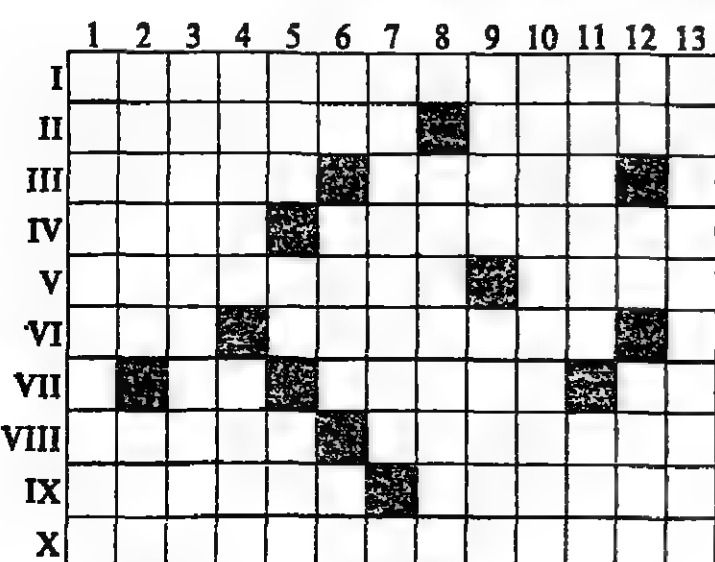


Les Blancs jouent et gagnent en 6 temps.

SOLUTION : 30-25! (16-27), 37-32 (28-37), 38-32 (27-29), 48-42 (37-48), 39-34 (48-30), 25-51, + rafle cinq pions sur le thème du coup normand.

mots
croisés

N° 578



Horizontalement
1. Affranchissements. — II. Fragiles moyens de transports. Elle suit sa courbe. — III. Doit faire impression. Bien mis. — IV. N'ignore aucune ruse. La Lune n'y plait. — V. Il va vous rendre riche. Vous ne serez pas plus riche si c'est mal venu, même dans le bon sens. — VI. Vécut autrefois. Si elle est bonne, c'est bien. — VII. Participe. A beaucoup servi dans de vieux clichés. Va se payer. — VIII. Agrandit. Donnera des fruits. — IX. Elles ont choisi une certaine distance. Pas très

distante de Split. — X. Solennelles approbations.

Verticalement
1. Même aux moins conformistes il paraît violent. — 2. N'est pas fait pour les manants. On peut le mesurer. — 3. Acablièrent. — 4. Humide père de famille. Instinctif. — 5. Apporte une réponse. Pronom. Début de la fin. — 6. Pronom. Fit l'électeur. Note. — 7. Poids lourds. — 8. Mis en avant. — 9. Ne bouge pas de sa cachette. Va à l'envers du dessus de la mer. — 10. On pouvait prédire son arrivée. — 11. On le trouve en Iran. Vient de l'atome. — 12. Adverbe. Voyelles. C'est de la rancune. — 13. Pour les dévouilles.

SOLUTION DU N° 577

Horizontalement
I. Caféculteurs. — II. Oranger. Agré. — III. Lamentait. Pli. — IV. Osera. Trima. — V. Maugrès. Lâ. El. — VI. Sien. Bluffs. — VII. Idée. Crôle. — VIII. Eo. Solennelle. — IX. Nib. Lopin. Ein. — X. Structurément.

Verticalement
1. Colombiens. — 2. Arasa. Doit. — 3. Fameuse. BR. — 4. Energies. — 5. Ignare. Oic. — 6. Cet. Enclôt. — 7. Urat. Repp. — 8. Ir. Bnir. — 9. Taillonne. — 10. Eg. Moule. — 11. Urpa. Fêlée. — 12. Relief. Lin. — 13. Saisissent.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 580

Horizontalement
1. INOPSS. — 2. ACEELO. — 3. DEEMNOS. — 4. EILRSS. — 5. DEERGINT. — 6. CEENOTU. — 7. EEFRRU (+1). — 8. ELMOOSY. — 9. ADILKS (+1). — 10. ADEEIMNP (+1). — 11. REIRATV (+2). — 12. AEMNOPRR. — 13. BEINPU. — 14. AEGIKS. — 15. AEMSSUU. — 16. BEINORST (+2). — 17. EELNRS. — 18. EELNRS. — 19. EELNRS (+1). — 20. DEELSS (+2). — 21. EELNRS (+1).

Verticalement
22. BEILOPS. — 23. AIRSTTY. — 24. BEELSS. — 25. ACEIOOPR. — 26. CINOOKS. — 27. EGINOSSV (+1). — 28. EIMOPS (+2). — 29. AEMORST (+3). — 30. EINPSU (+1). — 31. EEFILLMT. — 32. EEMRTUV. — 33. AAEIMRTU (+2). — 34. AEELNPR. — 35. AEGILST. — 36. ABEELXS (+1). — 37. ENRRSUY. — 38. EEPERS. — 39. ADELNUOT.

SOLUTION DU N° 579
1. LEUCÉMIE. — 2. ACONAGE. chargement d'un navire. — 3. PAN-

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains grilles correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implément sur la grille.

Comec au Scénario, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admis.)

DEMES, fêtes de la Grèce antique. — 4. COUPANTE. — 5. YPERITE. — 6. ALESOIR (ISOLERA ORALISE SOLAIRE). — 7. DECATIRA. — 8. INEDITE (TINEIDE). — 9. DEMESURE (DEMEURES MERDEUSE). — 10. ASEKUE. — 11. REMORAUX. — 12. CINERAMA. — 13. ACAJOU. — 14. PIMENTIER (RIPEMENT EMPREINT PERIMENT EMPREINT). — 15. ORGANITE (RONGEAT). — 16. NOSEMOSE. — 17. ARPEGES (ASPERGE PEAGERS PRESAGE). — 18. EMBREVAL. — 19. ESTERASE, enzyme (ESSARTÉE). — 20. SENTIS (TINSE). — 21. LUCRATIF. — 22. CROTALE

(RECOLTA RECOLAT). — 23. LENIFER. — 24. UKULELE. — 25. DEMENAGE (DEMANGEE). — 26. EPANOUL. — 27. RAPINE (PANIER). — 28. INTERNE (NIERENT RENIENT). — 29. AMITOSSES (ATOMISES etc.). — 30. RUAMES (MESURA etc.). — 31. AMYLENE. — 32. ATROCES (ROTACES etc.). — 33. OSERAIES. — 34. CENSIVE (EVINCES). — 35. SEPARÉE. — 36. AMBITIEUX. — 37. RUDOIÈRE. — 38. EENACER. — 39. ULTIMES (ULMISTE MUTILS STIMULE).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGET.

CULTURE

THÉÂTRE

Idole espagnole à la Comédie-Française

« La Célestine », de Fernando de Rojas est un texte mythique servi par une mise en scène lumineuse

C'est l'Espagne. Le soleil de feu d'été, Séville. La porte monumentale de la cathédrale avant d'être rabattue. Vu du dehors, le dôme de l'architecture était un désordre de flammes, d'éclats, de solennité sur des fondes.

Pour la guele d'ombre de la porte, un théâtre voulait s'extraire. Il avait, à hauteur d'homme, coché un terre-plein, un carré de terre. Et, s'élevant par-dessus ce carré, les degrés d'un terre, sur qui se dressaient les ors, les noirs, les roses, les dentelles, d'une idole assez petite de Vierge.

En bas, une bête noire, recourant l'estrade, pendait, mais pas tout à fait jusqu'à terre. Dessous, se voyaient les espadrilles et les pieds nus, noirs, des rangs d'hommes qui supportaient la charge de ce tréteau énorme, l'usage voulait que ces atlantes invisibles soient des criminels lâchés de leurs prisons pour l'espace de la procession.

Vacarme des coups sourds des tambours et des déchirures des trompettes. Sœurs du soleil sur les fronts et sur les joues. C'était une confrontation brute, une pierre de touche, un choc et une étreinte.

entre les profils des prêtres qui flottaient là-bas, derrière l'échafaud, dans les ombres de l'église, et les orbes noirs des démons, et les yeux des ouvriers et des filles des deux côtés de la charrade.

Et l'idole-vierge, en haut de ses degrés, de sa spirale, restait immobile. La procession était bloquée. Parce que l'envergure du théâtre était exactement celle de l'arche de l'église, à un centimètre près, pas plus.

Délivrance de l'idole

Le rituel voulait cela, depuis l'indivisible des temps, voulait cet empêchement à passer la frontière. Les détenus pénétraient, reculaient, il y avait des ordres brefs, des sifflets, comme d'un quartier-maître sur un pont. Et enfin cette estrade déboucha à la lumière. A la lumière du monde.

Plus aigus que les autres une trompette hurlait, dans cette rature de sang qui lui est propre. Et c'était comme une naissance, comme si s'arrachait le théâtre du monde, comme si s'arrachait du néant.

Elle saute aux yeux la parenté entre cette délivrance de l'idole, de la Féra de Séville, et la naissance du théâtre de l'Espagne, cette Célestine apparue en l'an 1500.

Ce sont les mêmes parages, les mêmes protagonistes. Les paroles de la Célestine invoquent des pères, des vicaires, qui lui font, à elle et à ses filles, comme un cortège. Dieu lui-même est invoqué, pour un oui ou pour un non, par les amoureux, dans leur fièvre. Il y a, dans la Célestine, le constat d'une démission des familles qui se disent honnêtes, et qui ne se réveillent, qui ne s'en prennent au monde, que lorsque leurs gosses se sont tués.

Il y a un fils de famille, plutôt maudite, égoïste. Et des garçons des faubourgs qui ont le vol comme débouché, dans la vie : un jour ils porteront la vierge, s'ils n'ont pas été pendus.

Surtout il y a la Célestine. Elle se dit de même avec le Démon, mais c'est un mensonge. Tout au plus plante-t-elle des aiguilles, dans des poupées de cire, pour la frime. Elle est une misérable, une reine. Elle est la femme de tout, de rien, c'est-à-dire qu'elle est le secours de ceux qui veulent vivre leur vie. Qui veulent « faire la vie », comme on dit « faire l'amour ».

Est-ce une minute d'inattention, ou de mansuétude, de Dieu, mais il faut que cela adienne, un jour ou l'autre, ce désir névralgique d'exercer un corps, de forcer. Et la Célestine procure des partenaires, aux hommes, aux femmes, et aussi elle réunit les amants. Quand a-t-elle commencé ? Quelle fut la cause ? — La faim. « La faim est la grande pourvoyeuse », dit l'auteur, Fernando de Rojas.

Si la Célestine est la femme, il fallait qu'elle fût la mère. Or elle

n'a pas eu d'enfant. Alors elle a un fils qui est l'enfant d'une autre. Il s'était en allé, comme ils font tous, et la pièce nous montre qu'il revient, et comment la mère et l'enfant — un délinquant — se reconnaissent. Le fils étreint la mère.

C'est lui qui va la tuer. Il va avoir la tête tranchée, illico, comme par un tour de passe-passe, mais un autre voyou a déjà pris sa place, c'est son fils à laquelle va le monde.

Une part de deux innés

« Pour qui ai-je construit des tours ? Pour qui ai-je planté des arbres ? Sache que Dieu fait mourir ceux qu'il a mis au monde. » Derniers mots de la Célestine.

Paroles d'incertitude. De quel ciel tombe cette Célestine, première-née de tout le théâtre d'Occident, de toute une conscience, avant Shakespeare, avant Cervantès ? Comment se fait-il que cette pièce soit si grande ?

Et l'art lui-même du théâtre, celui des acteurs, de l'homme qui fait le décor, et du metteur en scène, sur quoi repose-t-il, à quel tient-il ? Il y a une part immense de dons innés, croyons-nous, car il y a une dimension de grâce, d'imagination, qui ne peut pas s'acquiescer. Quel jour est apparu l'art de Jeanne Moreau (la Célestine), celui de Jean-Yves Dubois (son fils), celui de Valérie Dréville et de Lambert Wilson (les deux jeunes amants) ?

Et Yannick Kerkos, d'où lui vient lui aussi cet art, cette magie de figurer, par son décor, l'histoire et



« La Célestine »

la destinée entière des vies, des ténèbres au firmament, et les maisons natales, et les jardins de vacances, et les rues des lieux ou des meurtres ? Et les lits ? Et les marches des escaliers, et, en haut des escaliers, les fenêtres : « Je monte voir passer les navires », dit la jeune fille avant de se tuer. Et la Célestine avant d'être égorgée : « J'étais née pour vivre ».

Enigme, peut-être avant tout, de la mise en scène. Les acteurs eux-mêmes ne voient pas, les jours passant, où elle a lieu. Vitez, accoureur invisible. Lumière, vigueur,

mythère, splendeur, émotion de cette Célestine. J'imagine Vitez, détenteur du théâtre, à son poste sous l'idole de la Féra, parmi les autres damnés, et c'est lui qui trouve le point juste, l'axe juste, qui permet à l'échafaudage d'émerger à la lumière.

Comment ne pas divaguer, puis-je cette soirée de la Célestine, c'est vraiment comme un rêve ?

MICHEL CURNOT

► Odéon, 20 heures. Tél. : 43-26-70-32.

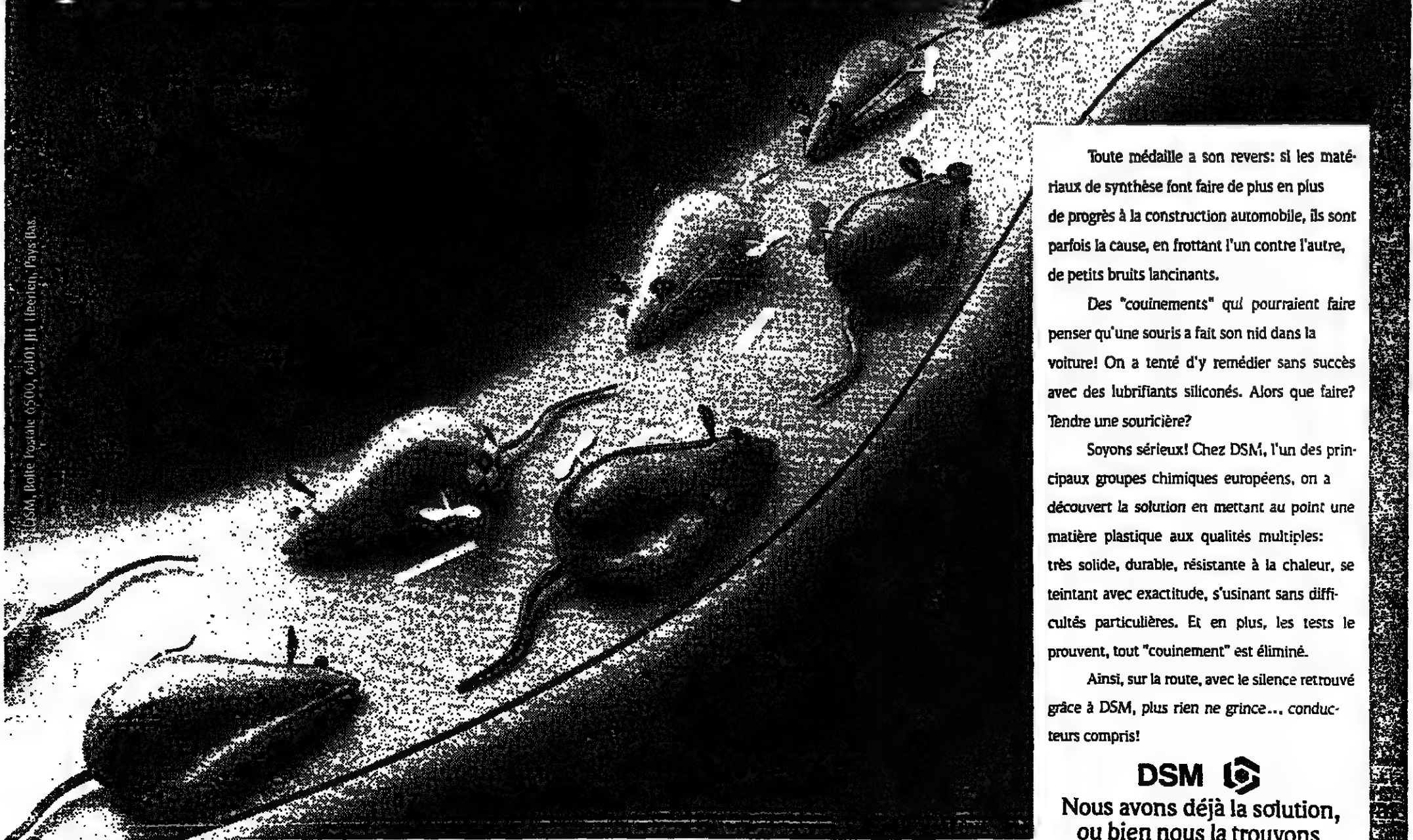
LE PLAISIR DE SORTIR.
MODE D'EMPLOI

Le Monde

ARTS · SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

Trop de voitures couinent... comme une portée de souris: nous y mettons bon ordre!



Toute médaille a son revers: si les matériaux de synthèse font faire de plus en plus de progrès à la construction automobile, ils sont parfois la cause, en frottant l'un contre l'autre, de petits bruits lancinants.

Des "couinements" qui pourraient faire penser qu'une souris a fait son nid dans la voiture! On a tenté d'y remédier sans succès avec des lubrifiants siliconés. Alors que faire? Tendre une souricière?

Soyons sérieux! Chez DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens, on a découvert la solution en mettant au point une matière plastique aux qualités multiples: très solide, durable, résistante à la chaleur, se teintant avec exactitude, s'usinant sans difficultés particulières. Et en plus, les tests le prouvent, tout "couinement" est éliminé.

Ainsi, sur la route, avec le silence retrouvé grâce à DSM, plus rien ne grince... conducteurs compris!

DSM

Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

automne 89

Grande Salle

13, 14, 15 Octobre
INSURRECTION / ODILE DUBOC
 du 3 au 29 Novembre
LES FAUSSES CONFIDENCES
MARIVAUX / GILDAS BOURDET
 Théâtre de la Salamandre
 du 8 au 20 Décembre
EH, QU'EST-CE QUE ÇA M'FAIT A MOI ?
MAGUY MARIN
 et **DENIS MARIOTTE**

Petite Salle

du 10 au 22 Octobre
AMOU TOUJOU / LISETTE MALIDOR
PHILIPPE ADRIEN
 du 10 Novembre au 2 Décembre
LA PASSION DU JARDINIER
JEAN-PIERRE SARRAZAC
PIERRE-ETIENNE HEYMANN

49.80.18.88

Maison
des Arts
créteil

RAINBOW
CONCERTS
PRÉSENTE

Francis Cabrel

sarbacane tour

RTL



**LE ZENITH
PROLONGATION
jusqu'au 7 octobre**

LOCATION : 3 FNAC - PAR TÉL. 45.72.11.22
 RÉSERVATION MINITEL : 36.15 Code RTL

CULTURE

THÉÂTRE

Danton, les mots et la mort

Klaus-Michael Grüber ouvre somptueusement le Festival d'automne
 avec « la Mort de Danton » de Büchner

L'espace est noyé de nuit. Par moments, quelqu'un siffle. Des oiseaux étranges font entendre leurs cris. Au fond, côté cour, on entend une porte. Un cercle de lumière entoure des femmes jouant aux cartes. Se tenant debout derrière deux hommes. Sur le devant de la scène, un fantôme, une femme — Julie — et Danton. Büchner était réfugié à Darmstadt pour avoir participé à des mouvements subversifs inspirés par la révolution de 1830 en France, quand il a écrit la *Mort de Danton*. Il avait vingt-deux ans et allait mourir du typhus deux ans plus tard.

« Une pièce nocturne », ainsi la définit Klaus-Michael Grüber qui la met en scène dans la grande salle du Théâtre des Amateurs, à Nanterre pour le Festival d'Automne (le Monde du 21 septembre). Le spectacle tourne autour de la mort — comme l'*Empédocle* de Hölderlin, que Grüber, pour le Festival d'Automne également, avait présenté dans la petite salle, en 1976. La mort ou plutôt l'incapacité à vivre, l'impossibilité de vivre, de faire vivre la Révolution. Elle doit « laisser la place à la République ». Nihilisme radical dans lequel Klaus-Michael Grüber se retrouve somptueusement.

Il n'a pas éternellement changé l'adaptation française d'Arthur Adamov, qu'avait montée Jean Vilas, en supprimant une partie, notamment les scènes où le peuple manifeste sa vitalité triviale et

cruelle. Les « tricoteuses » sont là, cependant, femmes paisibles, bavardant entre elles. Avec des gestes habiles, qui disent la chaleur maternelle, elles enroulent des pelotes de laine. Elles sont les Parques — comme on les avait vues déjà dans *Empédocle* — images de la mort sereine.

L'ombre
de la guillotine

Reste alors les scènes où s'affrontent les hommes politiques. Affrontement est un terme trop fort. Parlant le même langage, ils tiennent un seul discours, contradictoire sans doute, mais ils appartiennent au même appareil, y compris Danton et Robespierre. Et tous, ceux qui vont donner la mort, ceux qui vont en être frappés, sont hantés par elle. La mort, seule issue.

La mort travaille en coulisses. La scène est vide entre le fauteuil où Danton étend son corps, appelant toujours un plaisir dont il a perdu la mémoire, et le petit appartement étriqué de Robespierre. La ville se distingue dans l'ombre par des architectures en silhouette. Au fond, un rideau de fer se lève sur une sorte d'atelier où des artisans agiles fabriquent des pièces de tissu d'un rouge choc, d'un bleu puissant. Puis se lève sur l'éclairage froid d'une salle de conseil, où en contre-jour des hommes noirs assis, immobiles, écoutent des sentences de mort.

Puis le rideau de fer se lève sur des cages où les exclus attendent la guillotine. Venant de plus loin encore, traversant des grilles, on entend Danton. Puis le rideau se baisse et du côté de la scène il est rouge, Danton rageusement y projette ses poings. Le rideau n'est pas descendu jusqu'aux planches et, derrière, on voit des pieds qui vont et viennent nerveusement. Tribunal révolutionnaire. Le tribunal se défend, sans tellement d'espoir, simplement parce qu'il ne veut pas mourir vaincu.

Il y a un homme qui a aimé la vie, et un qui ne croit qu'en la vertu, il y a Danton et Robespierre, comme un personnage unique qui cherche des réponses à son angoisse et se déchire. Alexander Lang (au Festival de Nancy en 1981) avait poussé jusqu'au bout le paradoxe, en donnant les deux rôles au même comédien. Dans la scène du débat entre les deux (« Qui accomplit la moitié d'une Révolution creuse son tombeau », dit Robespierre, et Danton : « Je ne comprends pas le mot châtiment ») il se parlait à lui-même, se coiffant d'une perruque et l'écartant. Klaus-Michael Grüber préfère garder la brisure entre deux amis qui ont combattu ensemble. Son spectacle porte un trouble, une souffrance indicible, qui est sa marque, et aussi la somptuosité funèbre et brûlante des images.

Klaus Grüber a, c'est vrai, pour être Danton et Robespierre deux comédiens exceptionnels, de caractères opposés, d'une même force,

André Wilms-Robespierre pur et blanc, sorte de Sévigné au jeu vif, et sec. André Marcon-Lyon, fauve au bord de l'épuisement, affreusement lucide, qui a bat parce qu'il faut se battre, mais il a déjà épousé la mort.

Le duo
Marcon-Wilms

Le duo de Marcon-Wilms domine le spectacle, c'est la pièce qui veut ça. Les femmes — Danton, sont plus avantagées que les hommes — Thierry Frémont, Marice Garrel, Gérard Hardy, Pascal Bongard, Armand Mafre... La décor de Gilles Aillaud et Édouard Arroyo, une splendeur, crée un climat d'inquiétude, comme si de l'ombre cet être que l'on entend parfois siffler allait surgir et tuer. Comme si c'était l'ombre de la guillotine qui noyait les rues dans la nuit. Danton guillotiné, Julie se suicide, s'affaisse sur leur fauteuil. Pour la dernière fois, au fond, le rideau de fer se lève sur une arche vide, brusquement fermée par le couperet oblique de la mort.

COLETTE GODARD
 Festival d'automne : la *Mort de Danton*, de Büchner, mise en scène de Klaus-Michael Grüber (en français), Théâtre des Amateurs, Nanterre, 20 h 30 (tél. : 47-21-18-881).

Michel Bouquet, Harpagon modèle

Il porte l'art de l'acteur à son comble d'expressivité
 et marque l'incroyable haine d'un père et d'un fils

Les lignes du visage bien marquées sur le fond de teint tout blanc, sous le globe nu d'une calotte noire, Michel Bouquet joue Harpagon par l'emploi des signes décomposés, très précisément définis, d'un mime. Un mime aussi dont la voix, qui dissèque les notes des syllabes, « minerait le son des paroles », si l'on peut dire.

C'est l'art de l'acteur porté à un comble d'expressivité. Il n'y a pas de temps morts, ou vagues. Il n'y a pas non plus de fondus enchaînés, comme disent les cinéastes (Bouquet a beaucoup tourné, avec Chabrol). C'est d'une clarté coupante, qui a la perfection, et donc la déshumanité, d'un exercice de style, absolu.

C'est aussi la copie conforme, loyale, du rôle, car la comédie qu'a écrite Molière n'est pas un portrait de l'avare, mais une

charge. Une charge à quoi concourent des facéties, des gags, des quiproquos mécaniques tournant exprès à vide, que Molière anime comme du bout des doigts, comme s'il ne s'y engageait pas en personne, intimement, qui d'ailleurs ne sont pas de lui, qu'il a piqués à gauche à droite, aux Latins, aux Français, aux Italiens, comme s'il payait gratuitement, ou par un acte gracieux, son tribut au vide du rire.

L'eau-forte, le burin proprement génial de Bouquet dans la maîtrise de sa distance, de sa classe, vont ainsi de compagnie avec l'orientation de la mise en scène de Pierre Franck, qui monte en épingle le seul cri vrai de l'avare : la haine réciproque, déchaînée, affreuse, du père et du fils. Les seules scènes, presque,

qui sont de Molière lui-même, qui sont de son cru.

Lui-même, cependant, n'était pas concerné. Les deux fils qu'il a eus sont morts en très bas âge, Louis à dix mois, Pierre à dix jours. Et Molière a aimé son père, Jean Poquequin, et l'a aidé par des secours d'argent anonymes jusqu'à sa mort (Jean Poquequin est mort cinq mois après la première de l'*Avare*).

Harpagon et son fils Cléante se haïssent, s'insultent, se déchirent, se vouent l'un l'autre à la mort. Cette folie a fait l'étonnement, et le ravissement de Goethe, parmi bien d'autres. Mais elle reste un mystère.

M. C.

Théâtre de l'Atelier
 21 heures, 46-06-49-24.

Le rire mérité
de Smain

Du café-théâtre
 au music-hall

Né à Constantine il y a trente et un ans, venu à Paris dès l'âge de deux ans, Smain a vécu son enfance et son adolescence entre Vincennes et Saint-Mandé avant d'être découvert au cinéma dans l'œil au beur noir et sur scène dans un spectacle au titre (*A star is born*) également révélateur de ses origines de Français musulman. Mais le talent de Smain n'a vraiment éclaté qu'il y a un an au Café de la Gare avec sa manière de laisser échapper des bribes de vérité dans un discours aux couleurs de la déraison.

Mi-Charlot, mi-Laurel et Hardy, l'air de demander « du soleil pour tout le monde, à toi de commander le prix des paroles », Smain n'est pas apparu spontanément mais à un moment où la France, terre de métissage, a redécouvert sa nature, singulièrement à travers la musique populaire. Pratiquement, c'est le public qui a fait savoir à Smain qu'il était Arabe. Et aujourd'hui ce fait qui devrait signifier naturellement l'insertion de beur en préservant ses origines pourrait désigner Smain s'il venait dans une étroite étreinte d'amuseur beur.

Venu de la rime (il a longtemps imaginé des poèmes), savourant le plaisir d'écrire et de se battre à travers le burlesque de la parole contre les a priori, les partis pris, jouant avec la sonorité des mots et leur sens, multipliant gags, divertissements et dérapages, Smain apporte du sang neuf au rire hexagonal, lui offre un développement nouveau et d'autant plus large que la culture de l'humoriste provient à la fois de l'héritage de Coluche et des Marx Brothers, c'est-à-dire du chansonnier et du cinéma.

Smain a débuté il y a dix ans dans une petite boîte du quartier Saint-Michel (la Boîte) pouvant contenir à peine quatre-vingts personnes. Grâce au Printemps de Bourges et à quelques théâtres de province dans lesquels il s'est récemment produit, Smain peut aujourd'hui faire le saut du café-théâtre à la salle de l'Olympia.

Il ne se contente pas de présenter des morceaux choisis de ses deux derniers spectacles au Tintamarre et au Café de la gare. Il les étoffe, multiplie les effets visuels, affine un style mouvementé, imprime à son discours un rythme plus posé, joue sur la palette large (mime, danse, chant).

Le music-hall, c'est la diversité : Smain le sait et la résonance de son rire l'aime à devenir l'un de ses nouveaux princes.

CLAUDE FLEOUTER

Olympie, 20 h 30.

OPERA
DE PARIS
GARNIER

G.R.C.O.P.
GROUPE DE RECHERCHE CHOREGRAPHIQUE
DE L'OPERA DE PARIS
RESPONSABLE ARTISTIQUE JACQUES GARNIER

Centre Georges Pompidou

PRESENTENT

JEUNE DANSE
TROIS CREATIONS

FELINE
C. GROUT - C. BREMACHON - A. DE BARY

CINQ, ROUGE, PAIR ET PASSE
G. GRAND - E. LAMBERT - J. MONORY - P. MONNOT

PASSAGE DE L'HEURE BLEUE
D. LEVAILLANT - S. AUBIN - A. K. RODA

CENTRE GEORGES POMPIDOU GRANDE SALLE
23, 29, 30 SEPTEMBRE à 20H30 / 1ER OCTOBRE 1989 à 16H

TARIF 75-60 F
RESERVATIONS UNIFORMEMENT A L'OPERA DE PARIS
TEL 42.74.42.19

NOTES

M. Georges-François
Hirsch
à l'Opéra-Bastille

Le directeur actuel du théâtre des Champs-Élysées, M. Georges-François Hirsch, aurait été pressenti comme futur administrateur de l'Opéra-Bastille pour épauler le directeur musical, M. Myung-Whun Chung. Sa nomination devrait intervenir prochainement afin de préparer les premiers spectacles lyriques prévus à la mi-mars.

M. Georges-François Hirsch remplacerait M. René González, qui a démissionné en juillet dernier (le Monde du 27 juillet). Il n'a pas encore donné sa réponse et se livre officiellement à un « diagnostic ».

Les prix
du théâtre
italien

La Société italienne des auteurs et écrivains (SIAE) décerne pour la quatrième fois les deux prix du théâtre italien contemporain, dotés de 40 000 F. Le premier récompense la meilleure traduction ou adaptation en langue française d'une œuvre théâtrale d'auteur italien vivant ou contemporain ; le second couronnera la meilleure mise en scène d'une œuvre de théâtre italien contemporain. Les ouvrages doivent parvenir avant le 30 novembre 1989 à la délégation générale de la SIAE, 65, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 43-59-58-83.

CULTURE

CINÉMA

Pleurer fait du bien

« Cinéma Paradiso » est une œuvre qui cultive la nostalgie du passé : on y pleure sans honte

Dans un village de Sicile, juste après la deuxième guerre mondiale, Toto, gamin remuant et parfois insupportable, orphelin de père et fou de cinéma, fait tourner en boucle Alfredo, projectionniste de la salle paroissiale, le Paradiso, avant de devenir son ami, son disciple, dans la cabine de projection, son fils spirituel.

Tout le monde sait déjà que l'histoire de cette salle de cinéma ne confond avec celle de Salvatore di Vittorio, Toto, enfant, puis adolescent, puis homme mûr revenant après trente ans d'absence dans son village natal pour retrouver le souvenir d'Alfredo. En ce moment, sur les affiches, Salvatore Cascio, moncheron habillé en enfant de chœur, et Philippe Noiret, Alfredo barbu et bonhomme, font des signes au public.

On ne connaît pas Giuseppe Tornatore (né en 1956), et son premier long métrage, *Il camorrista*, tourné en 1987. Là, il évoque un village de Sicile où rien ne manque, pas même un mafioso, mais ce n'est pas du néoréalisme. Il évoque un cinéma populaire et quasi magique, dont il retrouve lui-même le secret en embellissant les souvenirs, en projetant sur ses personnages un éclairage sentimental. On s'amuse à voir Alfredo aux prises avec le gosse, on est très ému quand Toto sauve Alfredo de l'incendie et quand Alfredo, aveugle, revient à la cabine de projection.

On rit du caré censurant, pour éviter toute tentation à ses oreilles, les scènes de baisers dans les films, et, à l'ensemble de Jacques Perrin dans la scène finale, on est fasciné

par la réapparition de tous ces baisers sur pellicule. La vie continue, le cinéma aussi. Le film se faufile constamment dans le pittoresque et le romanesque, passe de la comédie au drame, parle d'amour et d'ambition, de rêves et d'espoirs. Il a fait verser des larmes au Festival de Cannes.

Larmes d'attendrissement et de bonheur, ce qui est un signe des temps, car, il y a cinq ou six ans, on n'aurait pas aussi bien accueilli, même venant d'Italie, une œuvre qui se réfère au spectacle cinématographique des années 50, et qui cultive avec une sorte de passion la nostalgie du passé, les sentiments les plus simples et les plus forts, les émotions. De nouveau, on pleure au cinéma, on l'avoue sans honte, preuve d'un changement dans la mentalité.

JACQUES SICIER

Portrait de l'artiste en jeune homme

Giuseppe Tornatore a trente-trois ans, ne les paraît pas. Sa mine, ses cheveux - noirs - bien peignés, ses lunettes à monture d'écaillé, son blazer, lui donnent l'air d'un jeune étudiant timide qui potasserait ses cours la nuit. La timidité dépassée, l'étudiant se révèle aviné, couvert de diplômes. Pas prétentieux pour autant, mais il sait très bien ce qu'il a fait, ce qu'il fait et ce qu'il va faire.

Giuseppe Tornatore, qui est né à Bagheria, en Sicile, dans la province de Palermo, est venu à Paris avec son père pour le sort de *Cinéma Paradiso*. A les voir assis l'un à côté de l'autre, liés par une sorte d'accord mystérieux, on se demande s'ils ne sont pas, ce fils prodige et ce père attentif, les modèles de Toto et d'Alfredo.

« Oh ! dit Giuseppe, le film est un peu autobiographique. » Il ne précise pas en quoi.

Giuseppe Tornatore dit qu'il ne faut pas se fier aux apparences. Il n'y a pas, à nouveau, après la terrible crise provoquée par la télévision, un cinéma italien. Il y a des cinéastes italiens et des films. Les jeunes - dont il fait partie - ne sont pas unis comme les réalisateurs d'autrefois qui se repaissaient des idées, des scénarios.

Chacun défend son terrain. Avec les conditions économiques et sociologiques actuelles, on ne peut pas faire autrement. Il semble que Giuseppe, ce jeune homme bien sage, ait su - on ne le lui reproche certes pas - mener sa barque. Son premier long métrage a été produit par Lombardo, le deuxième, *Cinéma Paradiso*, par Cristaldi, le troisième par l'ère par Rizzoli, qui a refait surface. Il y a encore des producteurs, des réalisateurs, des films.

Giuseppe Tornatore n'a pas cherché à profiter de l'aide de l'Etat italien établie par une loi d'avance sur recettes. Le fonds annuel, qui se chiffre en milliards de lire, est émis entre deux cents projets dont la plupart ne se réalisent jamais. Or, pour obtenir l'aide, il faut bénéficier de recommandations, de protections politiques ou autres. Mais le cinéma indépendant ? Quelqu'un avance le nom de Nanni Moretti. Visiblement, ce n'est pas l'enthousiasme, même si la palatisme garde ses droits. Il y a un clan Moretti. Giuseppe Tornatore n'en fait pas partie. Et lui, n'a pas de clan.

Cinéma Paradiso n'avait pas marché en Italie. La plupart des critiques lui avaient reproché son ton romanesque. Et puis, il y a eu l'événement de Cannes. Nouvelle sortie, après des coupes importantes, changement complet. « Les critiques qui avaient aimé le film et n'avaient pas été de peur de paraitre idiots se sont, cette fois, manifestés. » Succès public aussi. Le jeune cinéaste sait très bien ce qu'il veut, et particulièrement à l'époque du néoréalisme, c'est de France qu'est venu la compétition pour certains films. Et le succès commercial.

L'important pour Tornatore était, surtout, de faire revivre certains charmes du spectacle cinématographique en milieu populaire. Quant au montage des scènes de baisers, à la séquence finale, qu'on le répète comme un coup au cœur et sans penser à identifier les extraits, voilà bien ce qu'il voulait. « Il faut que je vous dise : *Jacques Perrin a tourné cette séquence sans avoir vu le montage auparavant. Et je n'ai fait qu'une prise. Il me semblait que l'émotion serait d'autant plus forte.* »

J.S.

COMMUNICATION

Le salon des directeurs de communication Top-Com

Entreprises et télévision, le dépit amoureux

Au salon Top-Com, les directeurs de communication des entreprises font leurs emplettes, discutent méthodes et budgets (voir section C). Et souffrent toujours d'être mal aimés par la télévision.

DEAUVILLE

de notre envoyé spécial

Cartes de visites avec photo, uniformes aux couleurs de l'entreprise, bouteilles de champagne avec logo assorti, gadgets ou œuvres d'art, on trouve au Top-Com la panoplie complète du communicant tous azimuts, servie avec un bon zeste de marketing. Au gré des stands, les directeurs de communication peaufinent avec leurs agences-conseils des stratégies, échauffant les sommiers de leurs journaux internes ou dénichent des prestataires pour leurs séminaires.

Mais tout cet attirail ne leur suffit pas : ils rêvent du plus puissant des médias, la télévision. Et là, déception, comme l'a rappelé un débat organisé jeudi 21 septembre par l'Entreprise et Médias, association des directeurs de communication.

« Depuis 1986, 5 à 6 millions de Français actionnaires, et beaucoup d'autres encore, s'intéressent à l'économie ; les entreprises financières, par la publicité, 100 % des chaînes privées et une bonne part

des chaînes publiques », explique Dominique Vastel, directeur de la communication du GAN. « Et dans la même période, l'économie et la vie des affaires disparaissent de la télévision ou sont reléguées à des heures indus. Nous aimons la télévision, mais souffrons de dépit amoureux ! »

Son homologue de Paribas, M. André Azoulay, s'attachait à dénoncer l'archaïsme des relations entreprises-télévision. « On ne parle des entreprises le plus souvent qu'en cas de problème. Plutôt que l'aumône d'un nom au générique des émissions parrainées, ne peut-on trouver d'autres formes de collaboration ? »

La plainte n'est pas nouvelle, mais à l'évidence, l'ombre de l'émission récente d'Antenne 2 « La nuit des entreprises », retraçant fiasco, planche encore sur le débat. En face, les chaînes défendent leur métier. « Ni le sponsoring ni la publicité ne doivent conduire les programmes », explique le patron de la région de TF 1, M. Bocho Givadinovich, « car l'efficacité commande que nous fassions la télévision que veut la majorité du public ».

« La légitimité des TV privées, c'est le profit, donc la course à l'audience », confirme Philippe Guillaume, le nouveau PDG d'A 2 et FR 3. « La télévision publique a, de par son financement public, une autre légitimité, et une vocation à tirer vers le haut la nature, le genre et la qualité des pro-

grammes. Pour autant, elle ne peut sacrifier sa crédibilité : il est fondamental que les acteurs de la télévision se sentent libres de créer la télévision qu'ils souhaitent, et je veillerai à maintenir un parapluie imperméable entre ressources financières et contenu des programmes. »

Le nouveau patron du service public demande même aux entreprises de l'aider à payer le part de la qualité sans céder « au culte de l'audimat » pour attribuer leurs budgets publicitaires.

Si les entreprises françaises s'affirment servies de petit écran, les américaines s'arment pour que leurs images atteignent le spectateur. La pratique des « communiqués vidéo », courts sujets télévisés envoyés aux chaînes, vient de connaître une nouvelle extension avec la création (par WTN, la principale agence de presse télévisée du monde) du service Global Link. Dorénavant, tous les affiliés du réseau ABC reçoivent par satellite, juste avant et après les journaux nationaux, des communiqués vidéo payés par les entreprises.

Certes, les stations locales restent libres de ne pas les diffuser. Mais beaucoup, et notamment les plus pauvres, ont besoin de cette même d'images gratuites pour leurs journaux. Cette pratique soulève de houleux débats déontologiques aux États-Unis : la France n'a pas le privilège des malentendus entre télévision et entreprise.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Hausse de 9,6 % du budget

Une « rallonge » inespérée pour l'audiovisuel public

La rallonge est inespérée. Le budget de l'audiovisuel public (hors TDF et la SFP) s'élèvera l'an prochain à 10,9 milliards de francs (+9,6 %). Les ressources nouvelles allouées aux sociétés publiques atteindront donc 952,6 millions de francs (le Monde du 22 septembre). Une somme supérieure de 152,6 millions à ce qui était attendu et très proche du milliard de francs souhaité par les parlementaires socialistes. Ce coup de pouce permettra, peut-être, aux ministres en charge de la communication, M. Jack Lang et M. Catherine Tasca, d'apaiser la mauvaise humeur des parlementaires de la majorité après la nomination de M. Philippe Guillaume à la présidence d'Antenne 2 et de FR 3.

Pour financer cette rallonge, le gouvernement a récapitulé un excédent de réserves de 72,6 millions de francs réalisés l'an dernier. (Les Français acquiescent actuellement cette taxe sans rechigner). Quant aux 80 millions de francs restants, ils proviendront... d'économies imposées à la SEPT cette année, et qui seront tout simplement intégrées à son budget l'an prochain. Un report que l'on juge sévèrement dans la société en le qualifiant d'« opération blanche pour la création ».

Cette interprétation est contestée par le ministère de la communication, où l'on affirme qu'il ne

s'agit en aucune façon d'un maquillage comptable destiné à gonfler artificiellement les ressources de l'audiovisuel en 1990. Faute de pouvoir commencer à émettre en janvier dernier comme prévu, la SEPT a réalisé, rappelle-t-on, des économies substantielles susceptibles d'être soustraites à l'impôt par les sociétés (la SEPT en a acquitté l'an dernier). Après accord avec le ministère du budget, le report envisagé permet d'écarter cette éventualité.

Le ministère de la communication reconnaît, en revanche, que les « réserves » de la SEPT - celle-ci dispose d'un fonds de roulement d'environ 130 millions de francs - seront également amputées, en 1990, de 100 millions de francs pour assurer la « soudure » nécessaire entre le moment où, de purement française, la chaîne deviendra franco-allemande. L'arrivée des partenaires d'outre-Rhin ne s'effectuera qu'en cours d'année, et ceux-ci ne commenceront donc que tardivement à prendre en charge leur quote-part des frais de diffusion. Mais que tous les créateurs se rassurent, conclut-on rue Saint-Dominique, les investissements de la SEPT dans la production ne seront pas affectés par ces ajustements et continueront à s'élever à 330 millions de francs, comme actuellement.

P.-A. G.

Affichage Giraudy vise l'Europe

La société d'affichage Giraudy, contrôlée à 75 % par Financière n° 1, va mettre les bouchées doubles dans les mois à venir. Rachetée en 1983 par Financière n° 1 - société détenue à 30 % par Publicis et à 70 % par Hachette-MMB par le biais d'Europe 1 Communication - Giraudy a accru son implantation nationale, en rachetant plusieurs afficheurs en province (Lorient, Bourg-en-Bresse, Grenoble, Biarritz, etc.) et en développant son parc de panneaux en région parisienne (passé depuis deux ans de 400 à 1 500 panneaux).

Le chiffre d'affaires de Giraudy s'est accru de 9 % en 1988 et se situe à 777 millions de francs.

Fort de ces résultats, M. Jacques Aberger, ancien PDG de Giraudy, a été nommé président de Financière n° 1 et remplacé à ce poste M. Jacques Lehn. Grâce à une augmentation de capital de Financière n° 1, M. Aberger veut développer la société en Europe. « Nous voulons investir dans la communication et pas seulement dans le secteur de l'affichage, selon les opportunités qui se présenteront », explique M. Aberger. Nous sommes prêts à investir des fonds compris entre 400 millions et 1 milliard de francs », Giraudy s'aligne ainsi sur son rival Avenir (Havas), premier afficheur français avec 35 % du marché (32 % pour Giraudy).

C'est à M. Philippe Vuitton que reviendra la tâche de réaliser avec Avenir. Ancien président de France-Rail Publicité puis directeur général adjoint d'Eurocom, (le groupe publicitaire dépendant d'Havas), M. Vuitton vient en effet d'être nommé PDG d'Affichage Giraudy.

Y.-M. L.

Le cinquième anniversaire de « l'Événement du jeudi »

L'essor d'un petit groupe de presse

Au bout de cinq ans d'existence, l'Événement du jeudi fait le point. Ses ventes ont encore augmenté en 1988 : selon l'OJD, l'hebdomadaire fondé par Jean-François Kahn a vendu en moyenne 173 644 exemplaires par semaine l'an dernier, soit 18 % de plus qu'en 1987. Son chiffre d'affaires s'est accru, en passant de 245 millions de francs à 300 millions, selon les estimations. Il est vrai que l'Événement du jeudi est devenu un véritable petit groupe de presse comprenant *Paroles* et *Musiques* (40 000 exemplaires diffusés), *Sciences* et *Technologies* (15 000 exemplaires) et la *Revue Française d'économie* (1 500 exemplaires).

Le groupe possède aussi son propre atelier de composition, au sein duquel sont fabriqués ses propres publications mais aussi des titres extérieurs. Comme le bimestriel *l'Urbanisme* (5 000 exemplaires), dont la régie publicitaire de l'Événement, Arhat, gère également la

publicité. Afin de compléter ce partenariat technico-commercial, le groupe devrait entrer en octobre à hauteur de 30 % dans le capital de l'Urbanisme, le reste demeurant aux mains de la C3D, filiale de la Caisse des dépôts chargée de la communication et actuel détenteur du titre.

Mais l'Événement a aussi des ambitions européennes. Un accord d'échange de documents (photos, textes) a été conclu avec l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16*. Et Jean-François Kahn envisage d'étendre ce type d'accords à d'autres périodiques européens (*The Observer*, *Der Spiegel* et des périodiques du groupe italien de l'Espresso).

Mais, pour l'heure, le groupe souhaite doubler son capital actuel - 20 millions de francs détenus par dix-neuf mille actionnaires. Les cent cinquante salariés devraient leur participation passer, à cette occasion, de 3 % à 10 % et devien-

draient les chefs de file des actionnaires. Fort d'un bénéfice de 2 millions de francs en 1988, l'Événement veut aussi renforcer son club des lecteurs, « véritable force du journal », en développant services et produits et en acquérant, le cas échéant, une salle de théâtre qui s'ajouterait aux salles de cinéma et au restaurant que possède déjà le titre.

Le journal poursuit en outre sa croisade contre les cadeaux qu'offrent certains de ses concurrents aux nouveaux abonnés. « L'Office de justification de la diffusion (OJD) doit respecter sa propre réglementation », explique Jean-François Kahn, quitte à comptabiliser à part ces abonnements primés. « Afin de déjouer cette « agression » contre les journaux qui respectent la loi », le patron de l'Événement envisage d'alerter les pouvoirs publics, voire d'aller jusqu'à devant les tribunaux.

YVES-MARIE LABÉ

EN EXCLUSIVITÉ :
AU MAX-LINDER PANORAMA
ET AU GAUMONT-AMBAassade

PYRAMIDE

JVC PRÉSENTE

MYSTERY TRAIN

UN FILM ÉCRIT ET MIS EN SCÈNE PAR

JIM JARMUSCH

CANNES 1989
PRIX DE LA MEILLEURE CONTRIBUTION ARTISTIQUE

ON NE FERA JAMAIS ASSEZ DE PLACE À L'IMAGE

POSSIBILITÉ DE RÉSERVATION SUR 36 15 LIBE

TaParis

ATHÈNES
LOUIS JOUVET

SALON
RÉ-50

SALLE
LOUIS JOUVET
OCTOBRE 23-24 NOVEMBRE

TITUS ANDRONICUS
SHAKESPEARE
DANIEL MESGUICH
13 MARS

LA VEUVE
CORNEILLE
CHRISTIAN RIST
13 MARS-21 AVRIL

L'AMIE DE LEURS
FEMMES
PIRANDELLO
JEAN-MICHEL RABEUX

SALLE
CHRISTIAN SERARD
OCTOBRE 7-9 NOVEMBRE

EBERHARDT
ISABELLE
EBERHARDT
FRANÇOISE MERLE

ODE MARITIME
PESSOA
RICHARD DEMARCY
OCTOBRE 13-14

LES INCERTITUDES
DU DESIR
CREBILLON FILS
GILLES GLEIZES

FRANÇAIS
ENCORE UN EFFORT...
SI VOUS VOULEZ
ÊTRE RÉPUBLICAINS
DE SADE
CHARLES TORDJMAN

DEVENEZ
SPECTATEUR
PERMANENT
47.42.67.27

AVEC LE PARRAINAGE DE
L'UNION DE BANQUE À PARIS

CHASSE

En marge d'une ouverture qui s'annonce bonne

Le temps de la communication

Bezu sujet de satisfaction pour les chasseurs en ces ouvertures de 1989 : jamais depuis dix ans le gibier n'a été aussi nombreux en France.

Tant pour la plume, y compris les perdreaux qui avaient pratiquement disparu de certains départements, que pour le poil, notamment le chevreuil, très abondant, ou le lièvre, qui s'est largement développé, 1989 sera une bonne année. Les caillies sont de retour, le sanglier pullule.

Une année exceptionnellement bonne au moment de la reproduction a certes joué son rôle dans l'affaire, ainsi que la meilleure maîtrise des traitements du sol, à la longue. Mais il faut voir surtout dans ces résultats spectaculaires l'aboutissement d'efforts patients que les fédérations avaient depuis des années demandé aux présidents de chasses d'observer, des plus célèbres aux plus modestes. Des efforts coûteux : les couples d'oiseaux ou de lièvres reproducteurs sont très chers ; les abris pour l'hiver et autres agréments tout autant. Le recuit des terres menacées par le

béton engouffre des sommes colossales.

Des efforts sur les quotas : ces restrictions de tir sur certaines espèces qui préservent l'avenir.

Des efforts sur les loyers : temps passé hors des saisons de chasse à entretenir, nettoyer et aménager les territoires. 23,5 millions d'heures de travail. Bénévolat, bien sûr.

Comme dans toute entreprise, le temps de la gestion s'est ainsi imposé qui porte aujourd'hui ses fruits. Et comme dans toute exploitation qui met en cause la nature, le temps de la récolte est venu, qui s'annonce bonne.

Convincer

Mais l'année 1989, celle du Bicentenaire d'une Révolution qui a donné à tous les Français le droit de chasser, n'a pas été seulement l'année du gibier revenu. Elle a vu aussi une prise de conscience de la part de ceux qui chassent : si leur activité n'est pas remise fondamentalement en cause, l'image du chasseur ne brille pas des meilleurs feux.

Deux millions d'exemplaires d'un *Petit Livre vert*, le douzième du nom,

Jet Tours en France

Le département chasse et pêche de Jet Tours, qui avait jusqu'ici consacré l'essentiel de son activité à des destinations étrangères, offre cette saison la possibilité de chasser en France. Quelques cent cinquante chasses ont été visitées avant que huit d'entre elles aient été retenues. Les critères ont été bien évidemment ceux de la qualité des territoires et du gibier qui s'y trouve, mais aussi de l'accueil des organisateurs et de l'hébergement.

Dans l'Allier (Perry-le-Frésil), 500 hectares sont ainsi ouverts pour le tir des cazaud, faisans, perdrix, chevreuil et sanglier. On loge au château, tout comme au parc des Bordes. En Dordogne (la Clé

des Champs), on trouvera un territoire de 650 hectares, et au gibier cité précédemment il faut rajouter les lapins, nombreux.

Dans l'Indre (La Tuilerie), les organisateurs ont donné la priorité au travail des chiens. Dans l'Indre-et-Loire (La Brière), c'est le gros gibier qui est essentiellement chassé. Dans le Loir-et-Cher (L'Arsendrie), sur 1100 hectares dont 140 en étang, le petit gibier est roi et, selon la saison et les espèces, les migrateurs séjournent nombreux. Beaucoup d'oiseaux de passage aussi en Loire-Atlantique (Mazelles) sur 600 hectares. En Gironde enfin, La Grand-Borde, sur 1300 hectares, où les guides de chasse sont... polyglottes, a été également sélectionnée.

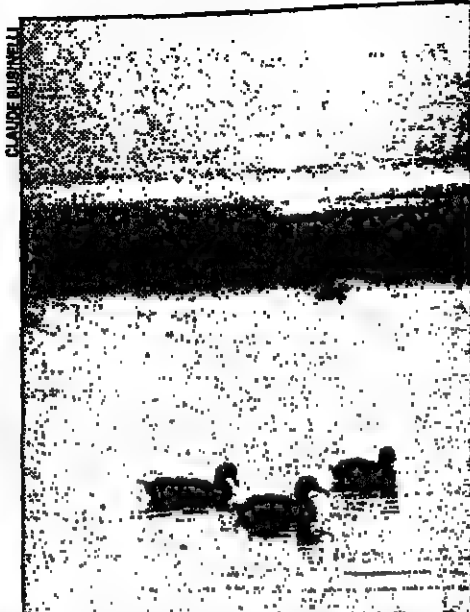
Jet Tours chasse et pêche, en « ouvrant » la chasse en France, vise essentiellement une clientèle étrangère habituée aux prestations de haute qualité. A ce titre, ces chasseurs n'hésitent pas à consacrer à leur loisir de prédilection des sommes confortables.

A ce propos, il faut envisager, pour profiter de ces conditions exceptionnelles de chasse, de 1500 F à 2800 F par journée. Il faut y ajouter le coût d'un éventuel hébergement et les taxes d'abattage si l'on veut tirer du gros gibier. Des tarifs sélectifs.

► Jet Tours, chasse-pêche : 19, avenue de Tourville, Paris 75007. Tél. : 45-50-20-75.



Le chasseur, la nature, l'animal... Une culture.



Un guide du Chasseur français

Sous le titre 1989-1990, le *Guide du Chasseur français*, les éditions du Chasseur français publient, pour l'ouverture, un ouvrage de quelque 320 pages. Armes, munitions, optiques, couteaux, vêtements, accessoires, véhicules tout terrain, chiens, taxidermie, tir, bornes tablos... tout ce qui peut concerner l'activité cynégétique s'y trouve jugé, commenté, reproduit sous toutes ses formes. 50 F.

ont été distribués lors du renouvellement des permis avec pour sujet : la communication.

Partant de l'idée que la chasse semble aujourd'hui victime d'un désintérêt ambigu de la part du grand public, on estime qu'elle risque à terme, sous les coups répétés d'arguments écologiques partisans et de discours anti-chasse, de voir son image, déjà dévalorisée, sombrer dangereusement. D'observateurs neutres mais peut-être disponibles, les non-chasseurs peuvent ainsi basculer dans le camp des ennemis de la chasse. Ainsi serait sinon compro-

mise, du moins menacée, une activité dont les racines remontent à l'origine de l'homme, estime-t-on. Alors expliquons ce que c'est. Telle est la thèse « première » du président de l'Union des fédérations, M. Dailland.

Pour certains chasseurs, cette préoccupation ne date pas d'hier, et doit faire l'objet d'une stratégie prioritaire, mais il est déjà trop tard. Seul le coup de poing sur la table, voire la manière forte, peut être payant. Toute atteinte, toute menace, d'où qu'elle vienne, doit être immédiatement arrêtée et se voir opposer une réplique.

Ainsi a-t-on vu la révolte des chasseurs du Midi et de ceux des marécages, ainsi a-t-on vu, sous la bannière de la tradition, les amis de M. Gonsat monter au créneau des élections européennes.

Autre méthode, autre discours pour des réalités identiques : la chasse constitue, pour les hommes qui la pratiquent, un engagement passionnel qu'ils ne laisseront pas, les uns et les autres, mettre en cause.

Ainsi va le drame qui s'organise autour de la nature, du chasseur et de l'animal.

CLAUDE LAMOTTE

Recommandations

Tout comme l'Office national de la chasse recommande aux promeneurs — une fois encore — de ne pas toucher aux petits de chevreuils que leur mère abandonnerait aussitôt, l'Association des colomphiles de France demande aux chasseurs de ne pas viser leurs « voyageurs ». En effet ! Tout comme il est stupide de tirer, même accidentellement, sur les fils électriques...

Carnet de Chasse

CHASSE EN ESPAGNE

PERDRIX ROUGE

devant soi — en bécote

GROS GIBIER

à l'approche — Montaña

MARSANS

Première agence espagnole — (1) 43-59-72-38
Représentant des PARADORS

7, rue Arsène-Houssaye 75008 Paris — Lic A888

WINCHESTER

36



PREMIER FABRICANT MONDIAL DE MUNITION

CARTOUCHES



TIREZ LE MEILLEUR DE VOTRE FUSIL

N.B.D., 176, rue Achard
33000 Bordeaux

Plaisirs de la chasse

Le magazine de la chasse et de la nature.

Dans son numéro de septembre 1988.

SPÉCIAL OUVERTURE

LA FRANCE : UN PARADIS CYNÉGÉTIQUE !

- Le point sur la bécasse.
- La résurrection du lapin.
- Le mois des lymphocoles.

Et toutes les informations régionales

8 fusils
Prix départ : 8 070 F TTC

Acial sécurité

Armoires fortes à fusil
Armoires ignifugées papier
Armoires ignifugées magnétiques
Coffres forts
Coffres forts à emmurer

acial sécurité

62-66, rue Amelot

Tél. : 43-55-86-59

Fax : 43-06-79-40

Telex 218887



WINCHESTER SUPRÊME

Une nouvelle gamme de cartouches à percussion centrale pour armes rayées de haute technologie et conçue pour un critère de qualité contrôlée manuellement.

WINCHESTER propose une gamme de munitions de toute qualité répondant aux nouvelles exigences des chasseurs.

Actuellement disponible en de nombreux calibres, la gamme «Suprême» s'étoffera pour satisfaire les demandes de plus en plus pointues dans cette gamme supérieure de munition.

WINCHESTER.

سكان الامم

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à écrire ■ Ou peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 22 septembre

TF 1

- 20.40 Variétés : Avis de recherche. De Patrick Sabatier, invité : Daniel Guichard. Variétés : Enrico Macias, Niggar, Dabut de soirée, Pauline Ester, Souffler.
- 22.45 Magazine : Grands reportages. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. La bataille de la Méditerranée.
- 23.45 Journal et Météo.

A 2

- ▶ 20.35 Série : Mon dernier rêve sera pour vous. De Robert Mazoyer, d'après le roman de Jean d'Ormesson, avec Francis Huster, Anouka Aïme, 1. Charlotte ou le malheur d'aimer.
- 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : Par qui le scandale arrive, sont invités : Jacques Gaillot, évêque d'Evreux (Monsieur des sœurs), Christian Laborde (L'Or de Dionysos), Alry Routier (Le République des loupes), Joseph Sacré (Vieilles et Bourne), et un invité surprise.
- 22.55 Journal et Météo.
- 23.10 Soixante secondes. Albert Jacquard, généticien.
- 23.15 Cinéma : Pour qui sonne le glas. Film américain de Sam Wood (1943). Avec Gary Cooper, Ingrid Bergman, Akim Tamiroff.

FR 3

- 20.35 Série : Fiction. Passions envolées, de Martyn Friend, avec Wendy Miller, Harry Andrews (2^e partie).
- 21.35 Magazine : Thalassa. Les algues en Bretagne, de Béatrice Bergé.

CANAL PLUS

- 22.30 Journal et Météo.
- 22.50 Documentaire : Les grandes chroniques du millénaire. De Jacques Dupont. 1. Les origines. Un survol des huit siècles qui ont fait l'unité de la France.
- 23.45 Musiques, musique. Suite n° 2 : Sarabande, Menuet, Gigue, de J.-S. Bach, par Alain Méunier, violoncelle.

LA 5

- 20.30 Sport : Football. Monaco-Bordeaux.
- 22.35 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Top Gun. Film américain de Tony Scott (1986). Avec Tom Cruise, Anthony Edwards, Kelly McGillis.
- 0.45 Cinéma : Kung-fu master. Film français d'Agnès Varda (1987). Avec Jane Birkin, Mathieu Demy, Charlotte Gainsbourg.

LA 5

- 20.40 Téléfilm : Viol et mariage, un cas de conscience. De Peter Levin, avec Mickey Rourke, Linda Hamilton.
- 22.25 Magazine : Reporters.
- 23.30 Série : Génération pub.
- 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.30 Téléfilm : Force anti-terroriste. De P. Poole et J. Catalano, avec Michael Parks, Bill Holliday.
- 21.55 Série : La malédiction du loup-garou.
- 22.25 Série : Brigade de nuit.
- 23.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 20.30 Cinéma : Les locataires. Film de Claude Mourières (1987). Avec Muriel Souley, Viviane Barry, Pascal Gravel.
- 21.00 Documentaire : Après l'orage : l'exil américain de Bela Bartók. De Donald Surock.
- 22.15 Série : Nocturne. De François Porcile.
- 23.30 Série : L'Amour en France. De Daniel Karim. 3. — Tarzan, prix Nobel ou A quel rêve les jeunes filles.
- 23.30 Cinéma : La puritaine. Film de Jacques Duvall (1986). Avec Sandrine Bonnaire, Sabine Azéma, Michel Piccoli.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio - archives. Youki Desnos.
- 21.30 Musique : Black and blue. Grandes interviews.
- 22.40 Nuits magnétiques : En voiture s'il vous plaît. Du jour au lendemain.
- 0.05 Musique : Coda. David Allen.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné les 11 et 12 mars à Berlin) : Psyché, poème symphonique, les Djinns, poème symphonique, de Franck; Pelléas et Mélisande, poème symphonique op. 5, de Schoenberg, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. et sol. Vladimir Ashkenazy.
- 22.20 Musique légère. La Gloire, de Ponchielli. Rhapsodie romantique, de Bériol. Les fleurs, de Waldeufel.
- 23.07 Le livre des mélanges. Poissons d'or. Œuvres de Falco, Cage, Harrison, Wander, Sebald.

Samedi 23 septembre

TF 1

- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.30 Tirage du Loto.
- 20.35 Variétés : Surprise sur prise. Émission présentée par Christophe Dechevaux et Marcel Bolivassu. Avec Pierre Perret, Nicole Croisille, Yvette Horner, Jean-Luc Lahaye, Jean-Léonard, Philippe Jorret.
- 22.20 Magazine : Ushual. Magazine de l'extrême de Nicolas Hulot. Sommaire : Diane Fossey; Hawaii volcan; Les grands tournages de Gérard Vienne; Portraits mongols; Les hommes de la forêt. Krjoberg, le poète des vestiges.
- 23.20 Magazine : Formula sport. Football : Championnat de France; Automobile : Essai du Grand Prix de formule 1 du Portugal; Volley-ball : Championnat d'Europe à Stockholm; Voile à Saint-Tropez.
- 0.15 Journal et Météo.

A 2

- 20.00 Journal et Météo.
- 20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Drucker. Avec Jean-Léonard, Sheila, Dany Covi, Michel Delpech, Gilbert Montagné, Françoise Hardy, Ray Charles, Dee Dee Bridgewater, François Valéry, Jeanne Mace, Régis Lespales, Philippe Chevalier, les ballets noirs de Jean Guiffé.
- 22.25 Série : Nick, chasseur de têtes. On a perdu Komarovski, de Jacques Doniol-Valcroze, avec Fanny Cottanpon, Hippolyte Girardot.
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.35 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche. Présenté par Thierry Ardisson.
- 1.05 Soixante secondes. Euzhan Palcy, cinéaste.

FR 3

- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.35 Sémodynamite. Dessin animé : Denver, le der-

- nier dinosaure; à 21.00, Série : Batman; à 21.45, Betty Boop.
- 21.55 Journal et Météo.
- ▶ 22.15 Magazine Le divan d'Henry Chapier. Invité : Christian Clavier, comédien.
- 22.35 Magazine : Musicales. Concerto en ré majeur, de Tchaïkovski; Divertimento (deux derniers mouvements), de Stravinsky, par Viktori Mullova, violon.
- 23.30 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 20.30.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Un homme implacable (2^e partie). De Stuart Orme, avec Ian Glen, Paul Rogers.
- 22.25 Documentaire : Les allumés... L'homme et l'éléphant, de Vijay Singh.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Les prédateurs de la nuit. Film français de Jean Franco (1988). Avec Hélène Berger.
- 0.35 Cinéma : La loi des seigneurs. Film américain de Franc Roddam (1982). Avec David Keith, Robert Prosky, G.D. Spradlin (v.o.).
- 7.15 Cabou Cadin.

LA 5

- 20.00 Journal.
- 20.35 C'est l'histoire d'un mec... Téléfilm : Le chevalier de métal. Un épisode de la série « K 2000 ».
- 22.25 Série : Le voyageur.
- 22.55 Magazine : Samedi foot.
- 23.00 Téléfilm : Un été torride.
- 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.30 Téléfilm : Evasion de l'enfer. De Robert Lewis, avec Timothy Bottoms, Kay Lenz.

- 22.05 Série : La malédiction du loup-garou.
- 22.35 Variétés : Escalade à Montréal. bonjour la visite !
- 0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 20.30 Théâtre : Maison de poupées. Pièce de Henrik Ibsen, réalisée par Stéphane Karc. Avec Magali Renais, Wladimir Yordanoff, Claire Wauthion.
- 22.30 Documentaire : Histoires d'Amérique. Film franco-belge de Chantal Akerman.
- 1.10 Cinéma : Images. Films canadiens d'animation de Caroline Leaf et Sheldon Cohen. Les tantes. Le mariage du hibou.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Maurice Clément, écrivain.
- 20.45 Dramatique. La passion du jardinier, de Jean-Pierre Sarracaz.
- 22.35 Musique : Opus. Le rock de Pékin : Cul Jian.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Opéra (donné le 21 septembre à Paris) : Dialogues des carmines, opéra en trois actes, de Poulenc, par l'Orchestre national de France, et le Chœur de Radio-France, dir. Michel Plasson, sol. : Pierre Thau, baryton, Brigitte Lafon, soprano, Georges Gauthier, ténor, Léonard Pazzino, ténor, Gilles Ramade, baryton, Rita Gorr, mezzo-soprano, Françoise Pollet, soprano, Nadine Denize, mezzo-soprano, Edwige Fenech, soprano, Nathalie Stutzmann, contralto, Marie-Claude Lamo, mezzo-soprano.
- 23.13 Le monde de la nuit. « Les cinq autres ».
- 0.30 La terrasse des audiences du clair de lune. Olivier Baumont, clavicembaliste.

Dimanche 24 septembre

TF 1

- 10.50 Magazine : Les animaux du monde. Le bal des papillons, de Régis Privet.
- 11.25 Magazine : Auto-moto. Animé par Roger Zabel.
- 11.55 Jeu : Tournez... manège.
- 12.30 Jeu : Le juste prix. Présenté par Patrick Roy et Harold Kory.
- 12.55 Météo.
- 13.00 Journal.
- 13.20 Série : Un fil dans la Mafia. M. Lococo, agent mercenaire. Justice nue (2^e partie).
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.10 Magazine : Spécial sports. Automobile : Grand Prix de formule 1 du Portugal, en direct d'Estoril.
- 16.00 Tiercé à Longchamp.
- 16.10 Sport : Automobile (suite).
- 17.15 Magazine : Spécial sports (suite).
- 17.30 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? De Stéphane Colliero.
- 18.05 Magazine : Téléfoot.
- 19.00 Magazine : 7 sur 7. D'Anne Sinclair. Invité : Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux.
- 19.50 Loto sportif.
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.40 Cinéma : Le syndrome chinois. Film américain de James Bridges (1979). Avec Jane Fonda, Jack Lemmon, Michael Douglas.
- 22.45 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.50 Cinéma : Les enchaînés. Film américain d'Alfred Hitchcock (1946). Avec Cary Grant, Ingrid Bergman, Claude Rains (v.o.).
- 0.30 Journal et Météo.
- 0.50 Documentaire : La route de la soie. Dans le désert de Taklamakan.

A 2

- 12.05 Dimanche Martin. Comme sur un plateau, présenté par David et Jacques Martin.
- 13.00 Journal et Météo.
- 13.20 Dimanche Martin (suite). Le monde est à vous, avec Michel Legrand.
- 14.55 Série : Mac Gyver.
- 15.50 L'école des fans. Invité : Chantal Goya.
- 16.35 Documentaire : Commandant Cousteau, mission en Antarctique. La vol du pingouin.
- 17.30 Sport : Cyclisme. Grand Prix des nations.
- 18.30 Magazine : Stade 2. Rugby : Championnat de France; Cyclisme : Grand Prix des nations; Canoë-kayak : Championnat de France à Angers; Athlétisme : Les cent mètres de Millar; Football : Championnat de France; Voile : Mini-transat; Aviron : Championnat de France à Lyon; Baseball : Championnat de France; Automobile : Grand Prix de formule 1 du Portugal; Golf : Ryder cup; Hétérophobie : Championnat du monde seniors à Athènes.
- 19.30 Série : Maguy. Ché-maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- ▶ 20.35 Série : Haute tension. Eau trouble, d'Alain Bonnot, avec Claude Brasseur, Michel Vitold.
- 22.10 Cérémonie du souvenir. A la grande synagoge de la rue de la Victoire à Paris.
- 22.55 Journal et Météo. Spécial élections sénatoriales.
- 23.55 Soixante secondes. Jean-Philippe Lefort, artiste.
- 0.00 Commandant Cousteau, mission en Antarctique (rediff.).

FR 3

- 11.30 RFO hebdo.
- 12.00 Magazine : Musicales (rediff.).
- 12.57 Flash d'informations.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine du monde rural de Jean-Claude Widemann.
- 13.30 Forum RMC-FR 3.
- 14.30 Magazine : Sports-loisirs. De Bernard Péro. Tennis : Grand Prix international féminin au Racing club de France (finale du simple).
- 15.30 Sport : Golf. Ryder cup 1988 : États-Unis - Europe, en direct du golf de Bally (Grande-Bretagne).

M 6

- 17.00 Flash d'informations.
- 17.05 Sport : Golf (suite).
- 18.00 Amuse 3.
- 18.05 Demain : Enlèvement au Turdusien; Moi, Renart.
- 19.00 Série : L'agence. La croisière, de Jean Sagols, avec Annie Girardot, André Falcon.
- 19.55 Flash d'informations.
- 20.02 Série : Benny Hill.
- 20.35 Documentaire : Optique. Impressions de la Haute Montagne, de Salvador Dali et José Montas-Baquet. Un hommage à l'écrivain Raymond Roussel conçu par le général Dali comme un conte.
- 21.30 Magazine : Océaniques. De Pierre-André Boutang. Dominique Rabourdin et Philippe La Mère. L'actualité culturelle.
- 22.05 Journal et Météo.
- 22.30 Cinéma : Today we live. Film américain d'Howard Hawks (1933). Avec Joan Crawford, Gary Cooper, Franchot Tone (v.o.).
- 0.20 Musiques, musique. Concerto pour deux pianos BWV 1062, de J.-S. Bach, par l'Ensemble instrumental de France, dir. Philip Brice, sol. : Yves Henry, Bruno Salarel, piano.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00.
- 12.30 Magazine : Rapido. D'Antoine de Caunes.
- 13.00 Flash d'informations.
- 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Eric Cantona.
- 14.00 Magazine : Contact.
- 14.04 Téléfilm : La malédiction de l'opale. De Lee Philips, avec Sam Elliott, Rebecca Pidgeon.
- 15.35 Documentaire : Désastre aux Galapagos. De Dieter Plage et Friedmann Koster. Un courant marin meurtrier.
- 16.00 Série : Béranger.
- 17.00 Magazine : Exploits. Les bucherons; La plus grande bulle de savon; Les serveuses de bières; Les Pygmées; La femme la plus grande.
- 17.30 Série : Mister Gun.
- 18.00 Cinéma : Drôles d'espions. Film américain de John Landis (1983). Avec Chevy Chase, Dan Aykroyd, Steve Forrest.

LA 5

- En clair jusqu'à 20.35.
- 19.45 Flash d'informations.
- 19.50 Dessins animés : Ce cartoon. Présenté par Philippe Denis.
- 20.30 Magazine : Tranches de l'art.
- 20.35 Cinéma : Le complot. Film français d'Agnès Varda (1977). Avec Kirk Douglas, Simon Ward, Agostina Belli.
- 22.25 Flash d'informations.
- 22.35 Cinéma : Jane B. par Agnès V. Film français d'Agnès Varda (1987). Avec Jane Birkin, Philippe Léotard, Jean-Pierre L  aud.
- 0.10 Sport : Snooker (rediffusion de l'émission du 23).
- 1.10 Cinéma : Creepshow II. Film américain de Michael Gornick (1987). Avec Lois Chiles, George Kennedy, Dorothy Lamour.

FR 3

- 11.30 Série : L'homme de l'Atlantide.
- 12.30 Documentaire : Beauté sauvage. De Frédéric Rossif.
- 13.00 Journal.
- 13.30 Série : Voyage en enfer.
- 15.20 Série : Maigret.
- 17.00 Magazine : Télé-matches dimanche.
- 18.00 Série : Le retour de Mike Hammer.
- 18.50 Journal images.
- 19.00 Série : Supercopier.
- 19.55 C'est l'histoire d'un mec...
- 20.00 Journal.
- 20.35 C'est l'histoire d'un mec...
- 20.40 Cinéma : Under fire. Film américain de Roger Spottiswoode (1983). Avec Nick Nolte, Gene Hackman, John Casady, Jean-Louis Tr  montant.
- 22.55 Magazine : Ciné Cinq.
- 23.05 Téléfilm : Les nuits de Nashville. De Godfrey Daniel, avec Marilyn Chambers, Marshal Savage.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 Les nuits de Nashville (suite).

M 6

- 12.00 Informations : M 6 express.
- 12.05 Série : Cher oncle Bill.
- 12.30 Série : L'incroyable Hulk.
- 13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.50 Série : Les têtes brûlées.
- 14.40 Série : Clair de lune.
- 15.25 Série : Espion modèle.
- 16.10 Série : Brigade de nuit.
- 17.00 Divertissement : Trop tard pour la sieste.
- 17.30 Série : Les années coup de coeur.
- 18.00 Informations : M 6 express.
- 18.05 Variétés : Top of the pops.
- 18.30 Divertissement : Trop tard pour la sieste (suite).
- 19.00 Magazine : Culture club.
- 19.30 Série : Roseanne.
- 19.50 Divertissement : Trop tard pour la sieste (fin).
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Cinéma : De la part des copains. Film franco-italien de Terence Young (1970). Avec Charles Bronson, Liv Ullmann, James Mason.
- 22.15 Magazine : Sport 6.
- 22.25 Capital.
- 22.30 Cinéma : Holocaust 2000. Film italo-américain de Maruno (1977). Avec Kirk Douglas, Simon Ward, Agostina Belli.
- 0.20 Six minutes d'informations.
- 0.20 Boulevard des clips.
- 2.00 Téléfilm : L'homme qui rêvait sa vie (rediff.).
- 3.10 Téléfilm : La mêlée fantastique (rediff.).
- 4.45 L'homme qui rêvait sa vie (rediff.).

LA SEPT

- 19.15 Série : Nocturnes. De François Porcile.
- 19.30 Magazine : Club sans nom. Magazine jeunesse de Jean-Marie Tarnassat et Martin Meissonnier. La mode et le cours Bourse.
- 20.30 Cinéma : Diez Irae, Jour de colère. Film danois de Carl Theodor Dreyer (N.B.) (1943). Avec Thorkild Roose, Lisbeth Movin, Signe Seelund, Merben L  ndorff Rye.
- 22.10 Documentaire : Les   glises de village au Danemark. De Carl Th. Dreyer.
- 22.30 Documentaire : Jean Painlevé, au fil de ses films. De Denis D  rien. Autour de l'Appocalypse.
- 23.00 Documentaire : Jiri Kol  r, b  n  m   oculaire. De Ann March.
- 23.30 Cinéma : Le front dans les nuages. Film de Paul Vecchi  .
- 1.00 Magazine : Megamix. Magazine musical de Martin Meissonnier. Spécial Gréco-Latino.

FRANCE-

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Paul Delvaux.
- 22.35 Musique : Le concert. Musica 89, concert-lecture de Pascal Dusapin et Olivier Cadot, par l'Ensemble Accroche-note.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-

- 20.05 Concert. (donné le 10 mars    Amsterdam) : Passion selon Saint-Matthieu BWV 244, de J.-S. Bach, par l'Orchestre La petite bande Toelzer Knabenchor, dir. Gustav Leonhardt, sol. : Toelzer Knabenchor, soprano, René Jacobs, alto, John Elwes, ténor, Peter Lisa, ténor, Christoph Pr  gerdian, ténor, Max van Eymond, basse.
- 23.20 Cinéma : Musiques traditionnelles. La route d'Alexandre.
- 0.30 Archives dans la nuit. S  m  lev Richter (3).



سكيا في الامل

31 Les crises du monde
32 Les comptes du monde

33 Les pouvoirs de la communication d'entreprise
34 Interview avec M. Guillaume, PDG d'Amov

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

Les déclarations de M. Camdessus et les réunions monétaires internationales

Le nucléaire se met au vert

On le sentait venir. Cette fois c'est fait : le lobby nucléaire s'est converti à l'écologie. La 14^e Conférence mondiale de l'énergie, qui vient de réunir à Montréal, comme tous les trois ans, les responsables énergétiques de quatre-vingt pays, en a fait la démonstration.

« On se croirait à une conférence sur l'environnement, où l'on parlerait accessoirement de l'énergie sous la pression des électro-nucléaires, ironisait, mercredi 20 septembre, un délégué de la Banque mondiale. Le délégué de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), il y a deux ans et demi, semblait passé.

Les nucléocrates, tous scrupuleux, ont agrippé la perche tendue par les Verts, devenus leurs meilleurs alliés depuis qu'ils parlent d'« effet de serre, de pluies acides », de merde noire et de pollution, plus que des dangers de l'atome.

Car l'industrie nucléaire ne peut plus s'appuyer, comme jadis, sur l'obsession de la pénurie. Aujourd'hui, toutes les prévisions montrent que les ressources d'énergie fossiles (pétrole, gaz et charbon) sont largement suffisantes pour tenir jusqu'au siècle prochain. Ainsi, à la Conférence de Montréal, s'est-on estimé que les réserves de pétrole à quarante-trois ans de production, celles de gaz à soixante ans et celles de charbon à trois cents ans. Toutes les projections économiques à moyen et à long terme montrent que le nucléaire, encore marginal (5 % de la consommation mondiale), le restera, n'atteignant en 2020 qu'à peine 7 à 8 % du total alors que le pétrole se maintiendra à 34 %, le gaz à 26 % et le charbon à 29 %.

Les énergies fossiles sont peu chères, abondantes, commodités, mais elles polluent. Voilà la faille. C'est ainsi qu'on a pu entendre M. Marcel Boitaut, président de la Conférence, et ancien président d'EDF, déclarer, lors de l'inauguration : « Tous les pays qui sont en état de développer l'énergie nucléaire ont le devoir de le faire pour protéger l'atmosphère. » Un comble pour le père du nucléaire français, ancien ennemi juré des Verts, dont l'appartenance avait été plastiquée en 1977, un mois avant la tragique manifestation de Creys-Malville.

V. M.

Le directeur du FMI demande des moyens accrus

Réunis à Washington avant l'assemblée générale du Fonds monétaire international, les ministres des finances des sept grands pays industrialisés devaient évoquer l'évolution récente du dollar, très volatil. Il devrait surtout débattre du problème de la dette du tiers-monde. A ce sujet, M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, a appelé, jeudi 21 septembre, à une nouvelle augmentation des moyens de son organisation.

WASHINGTON

Rarement le Fonds monétaire international, comme on a pu le noter à la conférence de presse donnée jeudi 21 septembre à Washington par M. Michel Camdessus, directeur général, n'aura été autant sur la corde raide. Non pas qu'il manque de ressources — il dispose de quelque 40 milliards de dollars de trésorerie (DTS) (1) de devises utilisables, montant record, — mais il en demande davantage pour assurer son rôle dans les années à venir. Or, dans les circonstances présentes, ce rôle n'est pas si évident, notamment, ce qui est nouveau, à l'égard des grandes banques.

A l'endroit de la communauté financière, le directeur général adresse quelques mises au point concernant non seulement la portée, mais aussi les limites de la « stratégie renforcée de la dette », expression officielle pour désigner le « plan Brady » (du nom de secrétaire américain au Trésor). Inspiré des idées avancées il y a un an par M. Mitterrand pour réduire la dette des pays dits à revenu intermédiaire (à mi-chemin entre les plus pauvres et les pays développés). Rappel, d'abord, d'un principe qui semblait aller de soi : « Il appartient à chaque banque de prendre individuellement ses décisions. » Il s'agit d'une allusion à l'engagement par la Chase Manhattan Bank, annoncée la veille des réunions monétaires de Washington, de ses provisions destinées à amortir d'éventuelles pertes sur son portefeuille de prêts (leur total atteint 6,2 milliards de dollars) aux pays latino-américains. De par sa nature, le « plan Brady » rend ces pertes certaines. « Les banques, dit M. Camdessus, en faisant semblant d'être, se livrent à un jeu familier : chacune cherche à réduire sa propre part de risque et à en passer la charge sur d'autres. » Ces propos à la cantonade pourraient bien mettre en lumière l'insurmontable contradiction de l'exercice.

Le « plan Brady » est dit « optionnel » — et le directeur général rappelle de son « caractère volontaire », chaque banque ayant la responsabilité de « mettre sa maison en ordre ». Mais le seul

accord signé à ce jour en son nom, entre le Mexique et un consortium de banques, détermine par avance le montant de chacune de ces options, et, en particulier, la somme des crédits nouveaux.

Or, on peut supposer que, lorsque une banque accroît ses provisions dans l'intention expresse d'absorber le pourcentage des prêts non convertis par de telles provisions, ce n'est pas pour accorder aussitôt de nouveaux crédits. Il est tout à fait logique que la banque, si elle a choisi l'option « rendre au débiteur d'une partie du principal de sa dette », provisions sans plus tarder, et en comptant large, les pertes qui en seront la conséquence. Ce sera donc à d'autres banques de fournir l'essentiel de l'argent frais promis dans l'accord aux Mexicains, qui l'ont réclamé avec une particulière insistance.

Tout se passe comme si le consortium avait signé sans que ses membres se soient entendus entre eux sur la répartition des rôles. Si chacun d'eux prend au mot le directeur général sur son droit (ou devoir ?) de mettre de l'ordre dans ses propres affaires, que devient le beau plan Brady-Mitterrand ou Mitterrand-Brady ? « Ce que je vois, a déclaré M. Camdessus, c'est que le processus est en marche. Nous allons négocier d'autres cas, le succès mexicain est encourageant. Les banques verront où est leur véritable intérêt. »

Avant que l'accord entre le Mexique et les banques créancières ne soit signé, le Fonds a déjà apporté sa propre contribution. Il en a fait de même en faveur des Philippines et du Venezuela. Le conseil d'administration du FMI (où sont représentés, individuellement ou par groupe, les 152 États membres) « a modifié sa longue tradition ». Selon cette tradition, le Fonds ne débouquait ses crédits que lorsqu'il avait l'assurance que les banques privées financeraient leur part du programme et que le pays débiteur s'était engagé solennellement à appliquer ce dernier.

Une longue tradition modifiée

Du côté des banques, l'empressement du FMI a soulevé des critiques. « En introduisant un peu plus de souplesse dans nos pratiques », dit M. Camdessus, nous avons voulu tenir compte de l'expérience. Nous nous sommes aperçus qu'en attendant, pour procéder aux paiements, nous devions avoir reçu toutes les assurances, nous avons retardé et finalement nous avons empêché la mise en œuvre du programme. Non seulement nous n'avons aucune complaisance envers les mauvais payeurs, mais si nous avons accepté d'avancer

nos versements, c'est parce que nous avons le souci d'éviter l'accumulation des arriérés. »

Le grief est aussi adressé au FMI de se montrer désormais trop indulgent à l'endroit de ses propres débiteurs. C'est un fait que le montant des arriérés (impayés) a plus que quintuplé depuis quelques années pour atteindre 2,8 milliards de DTS. « Le nombre des pays en retard de paiement a diminué : de 26 en 1985 à 13 », dit M. Camdessus, qui omet de rappeler qu'ils n'étaient plus que onze à la fin de l'exercice précédent.

Quant à l'entrepreneur du directeur général, il s'adressait, par opinions publiques interposées, aux gouvernements des États membres, et plus particulièrement à deux d'entre eux, la Grande-Bretagne et les États-Unis (dont le quota est égal au cinquième du total), la RFA étant pour sa part disposée à une augmentation substantielle des ressources du Fonds. « Si l'on voulait redonner au FMI une capacité d'intervention égale à celle dont il disposait après la dernière révision des quotas en 1983, il faudrait augmenter en moyenne ces derniers de 58 % : la proportion serait de 120 % si l'on se référait à la situation existant après la septième révision. Dix-neuf membres du conseil d'administration sur vingt-deux, disposant de 70 % des droits de vote sont d'ores et déjà disposés à accorder une augmentation de ressources égale ou supérieure à 66 % », dit M. Camdessus. A la question de savoir si le Fonds veut accroître ses attributions et ses fonctions, il répond catégoriquement « non ». Mais il précise : « Nous sommes une institution monétaire et entendons le rester. Mais nous vivons dans un monde dangereux et instable. Le Fonds doit être une institution crédible, disposant des ressources nécessaires pour répondre à tous les chocs qui peuvent survenir. » Pour le directeur général : une révolution silencieuse est en train de se produire : il y a les bonnes et les mauvaises politiques économiques. Un nombre grandissant de pays sont conscients des mesures à prendre pour pratiquer les premières. Ils sont aussi de plus en plus nombreux à négocier des programmes avec le Fonds, presque cinquante contre quarante en 1983.

La décision d'augmenter les quotas doit, selon les engagements pris en avril, être arrêtée avant la fin de l'année. Elle ne le sera toutefois pas encore à l'occasion de l'assemblée générale du Fonds, qui s'ouvrira mardi 26 septembre. M. Camdessus a enfin indiqué qu'il était invité par le premier ministre polonais à se rendre à Varsovie. Le Fonds mène d'« intenses conversations avec les représentants de ce pays et ceux de la Hongrie ».

PAUL FABRA

(1) Un DTS vaut environ 1,25 dollar et 8,25 francs français.

« Pas de dévaluation du franc CFA »

déclare M. Bérégovoy

A l'occasion du conseil des ministres de la zone franc qui s'est tenu jeudi 21 septembre à Dakar, M. Pierre Bérégovoy a écarté toute idée de dévaluation du franc CFA. Une dévaluation ne « résoudrait rien, compte tenu de la situation des pays concernés », a affirmé le ministre français de l'économie et des finances.

La stabilité monétaire et la remise de la dette ont été les deux thèmes principaux du traditionnel conseil bi-annuel de la zone franc qui a réuni jeudi 21 septembre les ministres des finances des quinze pays membres (quatorze pays d'Afrique de l'Ouest et la France). Évoquant les prochaines réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale prévues mardi à Washington, M. Pierre Bérégovoy, le ministre français de l'économie, a tenu à réaffirmer l'hostilité de la France à toute dévaluation du franc CFA, dont la parité avec le franc français est inchangée depuis 1948.

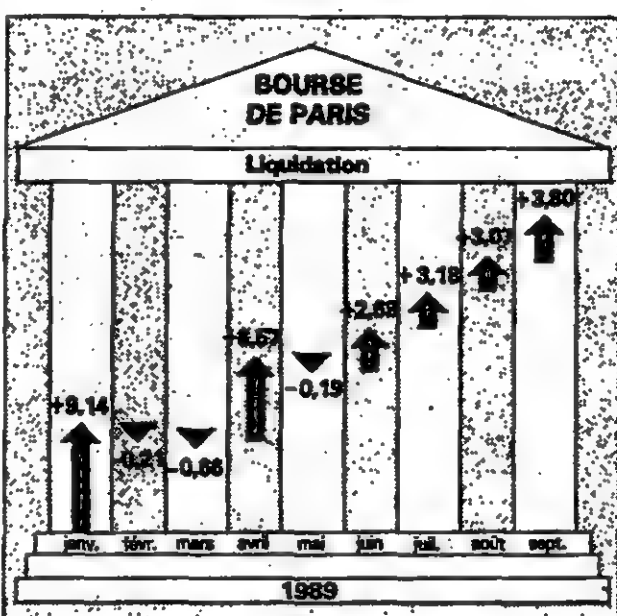
« Nous demanderons aux autorités monétaires internationales de ne pas retarder leur aide en attendant une hypothétique dévaluation que nous ne souhaitons pas », a-t-il déclaré. De nombreux pays de la zone avaient en effet fait part de leurs inquiétudes au ministre français de l'économie et des finances, la surévaluation de ce monnaie ayant plusieurs fois été évoquée par des économistes.

La remise de la dette

« Le CFA restera convertible, stabilité et convertibilité vont de pair », a assuré M. Pierre Bérégovoy.

La France a également précisé quel sera le champ d'application de la remise de la dette annoncée par François Mitterrand lors du sommet de la francophonie à Dakar en mai dernier. Cette remise devrait s'appliquer à l'aide publique au développement, aux prêts de la Caisse centrale de coopération économique ainsi qu'aux prêts français d'ajustement structurel. Le ministre français de l'économie et des finances a également demandé aux États africains membres de moderniser leur système bancaire.

Hausse d'été



La hausse d'été traditionnellement attendue par les boursiers était à nouveau au rendez-vous. Amorcé en juin, le mouvement s'est progressivement amplifié, stimulé par l'OPA de Suez sur la Compagnie Industrielle. Le terme boursier de septembre, achevé jeudi 21, se solde par une liquidation gagnante. La variation des cours moyens en un mois est de 3,5 %. La progression depuis le début de l'année est ainsi de 25 %.

INSOLITE

Le lion râl

L'entreprise star, comme les étoiles de Hollywood, exige que les journaux n'écrivent que sur son prochain film, et fasse silence sur ses amis de santé.

Ainsi, le jeudi 21 septembre, tandis qu'au Topcom de Deauville les directeurs de la communication réunis discutaient sur les relations entre les entreprises et les médias, à Sochaux, la direction de Peugeot s'élevait contre « la démolition de l'image » de la 605 par des journalistes qui, « au nom de la liberté de la presse et par des raccourcis saisissants », induisent les clients en erreur. « Liberté de la presse, oui. Violation des libertés individuelles, non », ajoutait le représentant de la firme.

En effet, au lieu de chanter les louanges de la puissante berline, les journalistes cherchent à pénétrer dans l'usine de Sochaux (« propriété privée ») pour raconter ce qui s'y passe... une grève en l'occurrence.

Les châteaux d'eau de la reine Victoria

La Commission de Bruxelles traduit Londres devant la Cour de justice parce que l'eau potable anglaise ne répond pas aux normes européennes

LONDRES

de notre correspondant

Les ingénieurs de l'ère victorienne ont construit d'énormes châteaux d'eau dissimulés en imitation de chalet suisse, de donjon médiéval ou de clocher de cathédrale italienne de la Renaissance. Nombreux sont ces monuments kitsch qui ont été conservés. La Grande-Bretagne était alors en avance sur le reste du monde pour la distribution d'eau. Le problème est que peu d'investissements ont été opérés dans ce secteur depuis la reine Victoria.

La Commission de Bruxelles a mis le doigt sur ce sous-équipement et infligé une humiliation publique au gouvernement de M^{me} Thatcher en décidant mercredi 20 septembre de traduire Londres devant la Cour européenne de justice pour non-observation des normes européennes en matière d'eau potable. Le nouveau ministre de l'environnement, nommé lors du remaniement de juillet dernier, M. Christopher Patten, a essayé en vain, jusqu'à dernier moment, de plaider la clémence auprès de Bruxelles.

Les Britanniques ont pu entendre le commissaire européen chargé de l'environnement, M. Carlo Ripa di Meana, leur dire qu'il s'était résolu à cette procédure parce que tout le reste avait échoué, et qu'il espérait provoquer un « sursaut moral » et accélérer ainsi la construction des installations adéquates d'épuration des eaux. M. Patten, visiblement surpris par l'événement, a fait part de sa « colère » devant une décision qu'il juge contre-productive.

Trop de nitrates, une vieille affaire

La Commission de Bruxelles accuse le gouvernement britannique de ne pas avoir complètement incorporé dans la législation du pays les directives européennes en matière de propriété de l'eau. Elle considère que le niveau de nitrates dans l'eau distribuée dans certaines régions d'Angleterre et celui du plomb dans une partie de l'Ecosse sont supérieurs aux normes européennes.

Il s'agit d'une vieille affaire. Londres s'était engagé en 1980 à

atteindre ces normes... en 1985. Récemment, les responsables britanniques demandaient que le délai soit repoussé jusqu'en 1995. Dans un effort de dernière minute, ils ont proposé 1994, mais cela n'a pas paru suffisant à la Commission. Celle-ci exige que le niveau maximum de 50 milligrammes de nitrates par litre soit atteint en 1993. Le gouvernement estime que ce n'est pas techniquement réalisable. C'est surtout dans l'est de l'Angleterre, dans la région d'Anglia, qui pratique une culture très intensive de céréales et des légumes, que le nitrate provenant de l'épandage d'engrais azotés passe en quantité excessive dans l'eau potable.

La décision de la Commission de poursuivre le gouvernement a en un grand retentissement parce que l'eau est déjà au centre d'une polémique. Les dix autorités régionales qui assurent 75 % de la distribution de l'eau en Angleterre et au Pays de Galles doivent être privatisées et transformées en sociétés cotées en Bourse en novembre. L'opération risque de coïncider, à quelques jours près, avec le début de l'action devant la Cour européenne de justice, laquelle promet d'être longue.

DOMINIQUE DHOMBRES
Lire la suite page 29



ENTREPRENDRE

POUR LEUR FAIRE UNE PLACE.

Pas de chance, des décrets qui se suivent et qui se ressemblent... Pour qu'ils ne soient pas considérés comme des lois, il y a une loi pour eux. Une loi qui leur donne le droit de voter, la loi de l'Assemblée nationale. Le 12 octobre 1989, un conseil de ministres a décidé de leur donner le droit de voter, la loi de l'Assemblée nationale. Le 12 octobre 1989, un conseil de ministres a décidé de leur donner le droit de voter, la loi de l'Assemblée nationale.

L'INJECTION PAR L'ÉCONOMIQUE COMMENT FAIRE ?

ARRIVÉE DE LA LOI : « L'INJECTION PAR L'ÉCONOMIQUE COMMENT FAIRE ? » ARRIVÉE DE LA LOI : « L'INJECTION PAR L'ÉCONOMIQUE COMMENT FAIRE ? » ARRIVÉE DE LA LOI : « L'INJECTION PAR L'ÉCONOMIQUE COMMENT FAIRE ? » ARRIVÉE DE LA LOI : « L'INJECTION PAR L'ÉCONOMIQUE COMMENT FAIRE ? » ARRIVÉE DE LA LOI : « L'INJECTION PAR L'ÉCONOMIQUE COMMENT FAIRE ? »

ÉCONOMIE

Les réunions économiques et monétaires de Washington

Quatre ans après les accords du Plaza, le dollar reste très « volatile »

Réunis à Washington, les grands argentiers constatent que s'il est plus stable sur une longue période, le dollar connaît aussi actuellement une très forte volatilité quotidienne. C'est la revanche des cambistes sur les accords de stabilisation des monnaies.

Les responsables monétaires des sept principaux pays industrialisés (le groupe des Sept) qui se sont réunis, vendredi 22 septembre à Washington, pour faire le point sur l'état de la coopération économique internationale, ne devaient consacrer, à l'instar de leur dernière réunion du mois d'avril, que peu de temps aux parités de changes. Ils devaient se contenter d'indiquer dans leur communiqué qu'une hausse excessive du dollar ne serait pas souhaitable.

De New-York au Louvre

Car si la monnaie américaine est clairement orientée à la hausse depuis le début de l'année,

les inquiétudes suscitées par cette nouvelle tendance sont encore ténues. Les parités de changes sont désormais beaucoup plus stables qu'avant la signature des premiers accords de stabilisation des monnaies en 1985. Pourtant, l'instabilité des parités de changes au jour le jour a atteint récemment une ampleur peu connue dans le passé.

Il y a quatre ans jour pour jour, les responsables du groupe des Cinq (Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et France) se réunissaient à l'Hôtel Plaza de New-York pour décider de mettre un terme à la hausse du dollar, dont la valeur avait plus que doublé contre les principales devises en quelques années. C'était un pas décisif vers la coopération monétaire et la stabilisation des parités de changes. La monnaie américaine s'échangeait maintenant à des niveaux jugés globalement acceptables et la plupart des opérateurs ont acquis la conviction que les déséquilibres budgétaires et commerciaux de l'économie mondiale sont supportables. Mais à l'instabilité des parités issue de l'abandon du système de taux de changes fixes, au milieu des années 70, a succédé une très grande volatilité des cours quoti-

diens des monnaies, liée en grande partie à l'essor qu'ont connu les marchés des changes. Une évolution étonnante pour les cambistes, et déconcertante pour le public, qui a souvent du mal à comprendre les mouvements erratiques des monnaies.

« Comment

quand ça bouge ? »

Le travail des cambistes consiste à acheter et à vendre des devises au moment opportun, afin d'engranger des bénéfices. De telles opérations sont facilitées lorsque l'évolution d'une devise s'affiche clairement. Si la tendance est à la hausse, il suffit d'acheter et d'attendre que le cours ait suffisamment monté avant de revendre. En revanche, lorsqu'aucune tendance ne se dessine, et que les marchés sont stables, il convient de saisir la moindre opportunité afin de pouvoir passer des ordres.

Stabilité ! « Nous, on est content quand ça bouge », affirme un cambiste d'une grande salle de marché parisienne. Les années de forte hausse, puis de déclin rapide du dollar, ont engendré d'énormes opportunités de gains. Le nombre des opérateurs a consi-

dérablement augmenté, et le volume des transactions a littéralement explosé. Il s'échange désormais en moyenne 500 milliards de dollars (3 500 milliards de francs !) en une seule journée sur les marchés des changes. Malgré tout, la fourchette d'évolution des parités reste relativement étroite depuis la signature des accords du Louvre, et l'incertitude sur l'évolution de la conjoncture américaine empêche toute tendance claire, même limitée, d'évolution du dollar de se dessiner.

En conséquence, les cambistes doivent placer leur mise à très court terme, en sachant profiter de toute évolution des parités au cours d'une séance donnée, d'autant plus qu'après les bénéfices exceptionnels enregistrés dans les salles de marché en 1986 et 1987 l'année 1988 s'est terminée par des gains très modestes, que les directions des banques espèrent voir progresser en 1989.

Grâce à la globalisation des marchés financiers, le dollar s'échange désormais pratiquement 24 heures sur 24. Le cours du dollar contre le franc n'est plus seulement coté à Paris, sixième marché mondial des changes, mais sur l'ensemble des grandes

places financières. Les cambistes redoutent, à l'heure où ils quittent leur travail, de rater pendant leur nuit des occasions de gains. De plus en plus nombreux, ils passent des ordres informatiques de stop loss (arrêt des pertes), ce qui signifie qu'ils demandent que des achats — ou des ventes — de devises soient effectués en leur absence, au cours d'un mouvement de hausse ou de baisse d'une devise. Ces ordres contribuent donc à accentuer toute tendance naissante.

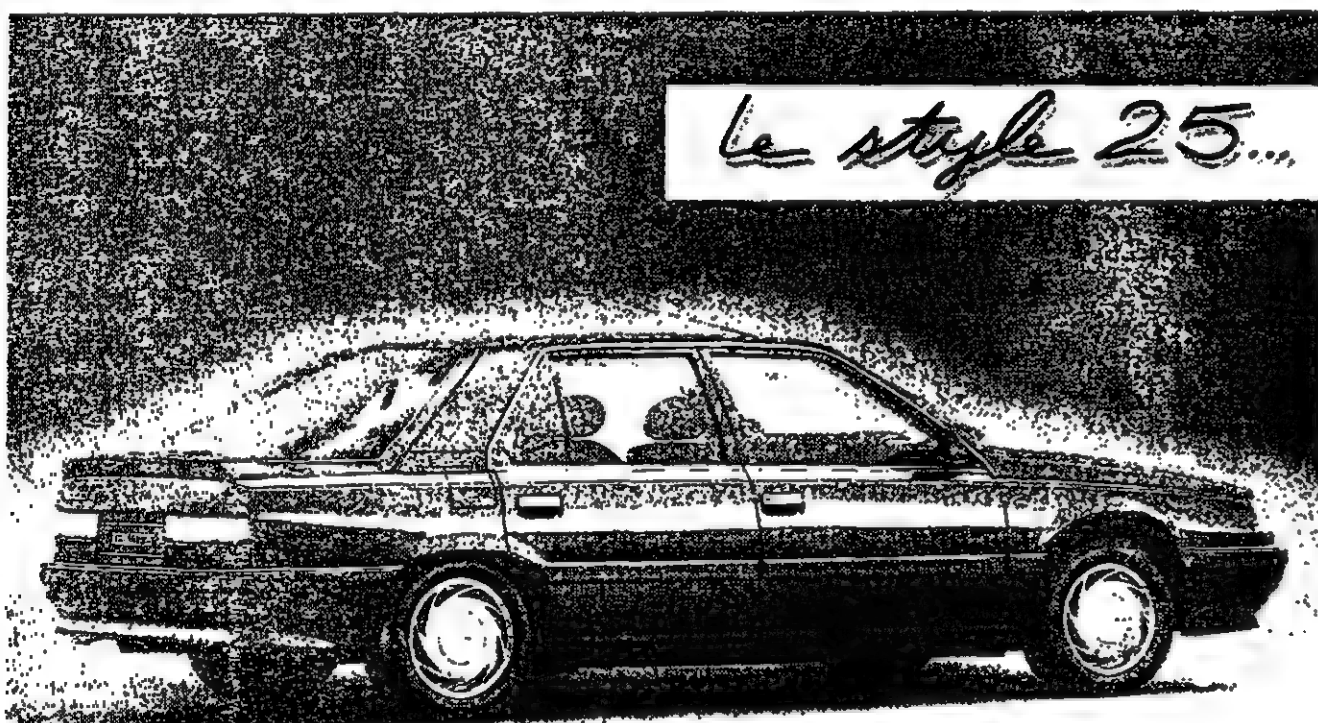
La revanche des cambistes

Cette grande volatilité rend les devises « difficiles à travailler » dans le jargon des salles de marchés. En effet, la possibilité de gagner des sommes conséquentes en quelques minutes pour corriger le risque de subir des pertes de même importance, et l'évolution des parités à très court terme est de plus en plus dépendante de l'annonce de multiples statistiques économiques et de la circulation de rumeurs le plus souvent infondées. Le président Bush n'a-t-il pas été déclaré mort sur les marchés deux fois au cours des dernières semaines ?

Cependant, les cambistes s'accommodent finalement bien de cette situation, eux qui redoutent avant tout les marchés sans activité. A tel point que les intervenants sur le marché sont de plus en plus nombreux, et ce pour un nombre de devises, et donc de marchés, limité. « Il y a de plus en plus de cambistes qui veulent passer sous un porche de plus en plus étroit », ironise un cambiste d'une banque américaine.

« Il est actuellement difficile de gagner de l'argent sur du long terme, il faut donc avoir des positions courtes, ce qui explique la volatilité accrue », résume un opérateur. Cette volatilité nouvelle n'est-elle pas la revanche des cambistes sur les accords du Louvre, dont certains d'entre eux avaient dit qu'ils signaient l'arrêt de mort ? C'est peut-être ainsi que le ressentent les banques centrales, qui, malgré l'évident succès des accords du Louvre, interviennent actuellement sur les marchés des changes plus qu'elles ne l'ont jamais fait, afin de protéger les parités de changes, sinon d'une importante perturbation, du moins des trop forts remous quotidiens.

FRANÇOISE LAZARE



A LA GRANDE CASCADE



RENAULT EST HEUREUX DE VOUS ACCUEILLIR A LA GRANDE CASCADE DU BOIS DE BOULOGNE, POUR VOUS FAIRE ESSAYER LA RENAULT 25 DANS LA VERSION

DE VOTRE CHOIX. DE LA RENAULT 25 TS A LA RENAULT 25 BACCARA. 15 VERSIONS ESSENCE OU DIESEL POUR VOUS SEDUIRE SUR LE THEME DE L'EXIGENCE ABSOLUE.

DU MARDI 19 AU LUNDI 25 SEPTEMBRE, A LA GRANDE CASCADE DU BOIS DE BOULOGNE, DE 10 H A 19 H : LE JEUDI 21 SEPTEMBRE, NOCTURNE JUSQU'A 21 H. SI VOUS SOUHAITEZ

PRENDRE UN RENDEZ-VOUS POUR UN ESSAI, TELEPHONEZ AU NUMERO VERT : 05 25 19 90.



Des coopérations entre les Etats-Unis et la Pologne

M. Robert Mosbacher, secrétaire américain au commerce, et le ministre polonais du commerce extérieur, M. Marcin Swiechowski ont signé, le mercredi 20 septembre, plusieurs accords de coopération dans le cadre de l'aide américaine de 100 millions de dollars promise par les Etats-Unis pour le redressement économique de la Pologne. Les deux ministres se sont, en particulier, engagés à soutenir les créations de sociétés conjointes entre hommes d'affaires soviétiques et américains, et les programmes de formation de cadres et

techniciens polonais par des spécialistes américains.

De son côté, M. Frans Andriessen, vice-président de la Commission européenne, a estimé que lors de leur réunion du 26 septembre consacrée à l'aide à la Pologne, les représentants de vingt-quatre pays industrialisés porteront leur réflexion sur les possibilités d'aide technique et de formation professionnelle des Polonais plutôt que sur les apports financiers directs de ces pays à la Pologne.

La peseta et l'escudo intégrés à l'écu

Depuis le jeudi 21 septembre, l'écu, unité de compte européenne, ne représente plus dix, mais l'ensemble des douze monnaies de la Communauté. La peseta espagnole et l'escudo portugais participent désormais à la composition du panier de l'écu. La peseta avait commencé le 19 juin à participer au mécanisme de change du système monétaire européen (SME) et où elle bénéficie, comme la lire italienne, d'une marge de fluctuations élargie à 6 % de part et d'autre du cours pivot. L'escudo rejoint les rangs des devises ne participant pas au mécanisme de change pour des raisons économiques similaires à celles de la Grèce, non par choix politique, comme c'est le cas de la Grande-Bretagne.

Conséquence de l'intégration de la peseta et de l'escudo, le poids des différentes monnaies dans le panier composant l'écu a été modifié comme suit :

	12-1-87 (en %)	21-9-89 (en %)
Mark allemand	34,9	30,10
Florin néerlandais	11	9,40
Franc belge et luxembourgeois	9,1	7,90
Couronne danoise	2,8	2,45
Franc français	19	19
Livre irlandaise	1,1	1,10
Lire italienne	9,4	10,15
Livre sterling	11,9	13
Dracme grecque	0,8	0,80
Peseta espagnole	—	5,30
Escudo portugais	—	0,80
Total	100	100

Le Gabon obtient le soutien du FMI

Réunis mardi 19 septembre, les représentants des pays participants au Club de Paris, qui représentent les créanciers officiels, ont décidé de recommander à leurs gouvernements respectifs de rééchelonner leurs créances sur le Gabon sur une période de dix ans, comportant une période de différé de quatre ans. Cet accord, qui autorise ainsi le rééchelonnement de la majeure partie de la dette extérieure du Gabon (estimée à 750 milliards de francs CFA (15 milliards de francs)), a été rendu possible par l'approbation par le FMI d'un programme d'ajustement structurel de l'économie gabonaise, pour la période allant de septembre 1989 à mars 1991. Afin de soutenir ce programme, le FMI a annoncé l'octroi d'un crédit-relais de 43 millions de dollars de tirage spécial (DTS), soit 350 millions de francs.

Depuis le 1^{er} septembre, Erik Izraelowicz est le chef du service économique du Monde. Il remplace François Simon, parti à la retraite. Il a comme adjoint Didier Pourquary.

MERCREDI (numéro daté JEUDI)
LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER
Le Monde

ÉCONOMIE

SOCIAL

Menaçant de ne pas encaisser les chèques des particuliers

Les agents des impôts reprennent l'offensive

Les agents du ministère des finances ont organisé, vendredi 22 septembre, des manifestations régionales.

Opérations de rétention des chèques de TVA, centres informatiques perturbés, solidarité financière entre grévistes et non-grévistes : les syndicats de l'administration des finances (180 000 agents) sont décidés à donner une nouvelle impulsion à leur action entamée depuis le début de l'été, avec, comme objectif, de « bloquer les recettes de l'Etat ». Alors que, dans chaque région, des manifestations devaient avoir lieu le vendredi 22 septembre, des fonctionnaires de la direction générale des impôts (DGI) — de loin les plus mobilisés depuis le début du mouvement — ont procédé jeudi à une vaste opération de lancement de formulaires de déclarations de revenu du haut de Notre-Dame, à Paris.

Les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC, CGC et SNUI (syndicat autonome des impôts), qui réclament l'attribution uniforme de 30 points d'indice (700 F par mois environ), estiment aujourd'hui être victimes non seulement d'une perte de pouvoir d'achat, mais aussi d'un « régime de comptes politiques » au sein du Parti socialiste, selon M^{me} Christine Morelle, qui vient d'être élue secrétaire générale du syndicat FO des impôts.

Le 5 septembre, lors d'une entrevue avec MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, respectivement ministre de l'économie et du budget, les syndicats avaient obtenu l'attribution d'une prime de 2 200 francs dite « de productivité » ainsi que des assurances quant au « dégel » de 1 100 postes à la DGI (81 000 agents). Ces décisions — que les syndicats

avaient tous considérés comme insuffisantes, bien que les deux ministres y aient ajouté une prime de 20 000 francs en 1990 pour les agents partant en retraite et la rémunération au taux de 4,5 % des comptes détenus par les fonctionnaires dans les trésoreries générales — avaient été consignées dans un relevé de conclusions.

Or, dix jours plus tard, le document transmis aux syndicats présentait de sensibles modifications, après être passé sous les fourches caudines de l'hôtel Matignon. Ainsi, la prime de productivité a été divisée en deux : 1 200 francs au titre de la productivité et 1 000 francs à valoir sur le futur ajustement de l'accord salarial dans la fonction publique, qui pourrait notamment comprendre une prime d'un millier de francs, « pacte de croissance » oblige.

Cette mauvaise surprise a incité les syndicats à étendre la mobilisation qui, ces derniers jours, a progressé au sein de la DGI (où l'on dénombre, selon FO, 35 centres départementaux des impôts en grève, 14 des 17 centres informatiques étant paralysés). Des grèves ont également lieu à l'INSEE, au Trésor et aux douanes (notamment dans les centres informatiques de Cergy, en banlieue parisienne, et de Toulouse).

Les opérations de blocage des versements de la TVA dans les recettes des impôts représentent, selon diverses estimations syndicales, quelque 35 milliards de francs. Aucune évaluation n'a été avancée par le ministère des finances alors que certaines organisations menacent de bloquer l'encaissement des chèques des particuliers au titre du dernier tiers de l'impôt sur le revenu.

JEAN-MICHEL NORMAND

Rémi en séminaire

Le gouvernement relance les actions de modernisation de l'administration

Trente-deux ministres étaient réunis, jeudi 21 septembre, pour un séminaire gouvernemental destiné à relancer les actions de modernisation de la fonction publique. Les orientations de M. Rocard sont centrées autour de trois objectifs : « identité, responsabilité, efficacité ». Au titre de l'« identité », des projets de services seront mis au point permettant de redéfinir les missions des agents (chaque préfet recevra après sa nomination une lettre précisant ses missions). Le ministère de la fonction publique et les syndicats vont constituer un groupe de travail sur la catégorie B. Et M. Durafour a reçu mandat d'engager des négociations sur la mobilité entre les trois fonctions publiques.

Au titre de la « responsabilité », le gouvernement a pris l'engagement de généraliser en 1991 la « globalisation » des crédits de fonctionnement, ce qui permettra aux services locaux et centraux de gérer librement leur crédits. Déjà, pour 1990, cette globalisation concernera les directions régionales des affaires sanitaires et sociales et les services de police. Des services pourront passer des conventions, avec leur ministère de tutelle et avec le ministère du budget pour devenir des « centres de responsabilité » : ils définiront des projets avec des objectifs et disposeront d'un budget global de fonctionnement sans contrôle a priori. Des projets d'administration « déconcentrée » seront relancés.

Le volet « efficacité » prévoit une transformation des régimes de mission des fonctionnaires, qui étaient jusqu'à présent très hiérarchisés. Les remboursements forfaitaires de frais ne seront plus hiérarchisés et l'avion ne sera plus réservé principalement aux cadres A. Un comité interministériel de l'évaluation, sous la responsabilité du Plan, sera créé, un

SNCF : perturbations sur les réseaux de Paris-Nord et de Paris-Est. — A la suite de débrayages observés par les agents de conduite et les contrôleurs CGT, des perturbations se sont produites sur les réseaux de banlieue de Paris-Nord et de Paris-Est le 21 septembre, et jusqu'à 8 heures vendredi.

INDUSTRIE

Six kilos, et huit heures d'autonomie Apple lance un Macintosh portable

Attendu depuis des années, le lancement du Macintosh portable a été annoncé mercredi 20 septembre aux Etats-Unis. Les premiers ordinateurs portables sont apparus sur le marché il y a environ cinq ans, mais les écrans plats disponibles à cette époque étaient d'une qualité insuffisante pour les logiciels très graphiques du Macintosh. Les progrès réalisés dans la technologie des cristaux liquides permettent désormais d'avoir des écrans plats aux performances comparables à celles des écrans cathodiques des ordinateurs de bureau.

Les caractéristiques du Macintosh portable sont comparables à celles des autres « Mac » : cette gamme lancée par Apple en 1984, et reconnue pour sa facilité d'utilisation. D'un poids de 6 kg (7 kg s'il est muni d'un disque dur), il a la taille d'un attaché-case. Le clavier est identique à celui du Mac SE ; mais une boule, incrustée dans le clavier (le « trackball ») remplace la souris. En revanche, l'écran, légèrement plus grand, a la taille d'une demi-page format A4. Il est surtout beaucoup plus lisible et contraste que les écrans qui équipent habituellement les ordinateurs portables. Il serait en effet le premier à utiliser la technologie des cristaux liquides « à matrice active » : ce sont des transistors (et non des diodes) qui pilotent l'affichage de chaque point. Sa mémoire vive de 1 million d'octets ainsi que l'ensemble des circuits logiques sont réalisés en technologie « CMOS », plus coûteuse mais aussi moins consommatrice d'énergie que les composants traditionnels. Une batterie au plomb lui assure une autonomie de huit à dix heures de travail. Son prix est de 40 000 F HT environ (et 45 000 F avec un disque dur), à comparer aux 18 500 F d'un Mac SE ou aux 34 200 F d'un SE 30. Un prix néanmoins du même ordre de grandeur que celui d'une machine concurrente : le Compaq SLT, par exemple, ordinateur compatible IBM PC, qui coûte 48 000 F mais dont l'autonomie n'est que de trois heures et demie et l'écran à cristaux liquides traditionnel.

Le « Mac portable » sera présenté au public à Apple Expo, au CNIT, à la Défense, du 27 au 30 septembre.

A.K.

BUDGET

Les réactions

M. Perigot (CNPF) : « Le projet de budget 1990 pénalise la matière grise »

M. François Perigot a mis en garde l'opinion publique, lors d'une conférence de presse, jeudi 21 septembre, contre une conception erronée de la croissance qui serait « un pactole, un gros tas d'or, qui ne sert à rien et n'attend plus qu'à être distribué aux Français ». Critique à l'égard du gouvernement, le président du CNPF a estimé que « le budget ne prépare pas suffisamment l'économie française à affronter 1992 ». Il a cependant accordé quelques bons points pour la baisse de l'impôt sur les sociétés, l'amélioration du crédit d'impôt recherche, l'exonération des charges sociales pour le premier emploi et pour l'embauche des chômeurs de plus de cinquante ans.

Pour M. Perigot, de nombreuses mesures sont « ambiguës » et ont « pénalisé la matière grise », c'est-à-dire l'encadrement — à travers l'alourdissement du barème de l'impôt sur les sociétés, la réduction d'avantages fiscaux des stock-options, etc. M. Perigot a reproché au gouvernement de n'avoir pris « aucune mesure significative » pour les transmissions d'entreprises et de n'avoir rien fait pour « atténuer les effets pervers de la taxe professionnelle ». « L'enjeu, a-t-il affirmé, c'est l'entrée de la France dans l'Europe de 1992, et non les conclaves internes aux partis politiques français ».

M. Marchelli : « Dangereux pour l'économie française » M. Paul Marchelli (CFE-CGC) estime que le projet est « dangereux pour l'économie française » car « inflationniste » et « dilatoire ».

Le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune

Taux (en %)	Fraction de la valeur nette du patrimoine
0	de 0 à 4,1
0,5	de 4,1 à 6,7
0,7	de 6,7 à 13,3
0,9	de 13,3 à 20,7
1,1	de 20,7 à 40
1,3	au-delà de 40

Rapprochements internationaux dans le secteur automobile

M^{me} Thatcher ne juge pas « menaçantes » les visées de Ford sur Jaguar

En visite au Japon, M^{me} Thatcher a estimé le jeudi 21 septembre qu'une participation de Ford dans Jaguar « le renforcerait et lui donnerait plus de débouchés ». Les visées du groupe américain ne sont pas « menaçantes », selon le premier ministre britannique.

Ford a annoncé, mardi 19 septembre, son intention de procéder à des achats en Bourse d'actions du constructeur britannique d'automobiles de luxe Jaguar pour obtenir jusqu'à 15 % du capital. Au-delà de 15 %, Ford devrait demander une autorisation du gouvernement de Londres. Ce dernier, depuis la privatisation de Jaguar en 1984, décline en effet une action spécifique (« golden share ») qui lui donne le droit de contrôler, jusqu'à la fin 1990, les achats de capital à partir de 15 %.

M. Lindsey Halstead, président de Ford Europe, avait expliqué que le constructeur américain visait « une association à long terme » avec Jaguar, cette « remarquable compagnie » dont « le potentiel de vente est considérable aux Etats-Unis, en Europe et dans le reste du monde ». M. Halstead a poursuivi : « Si notre participation dans Jaguar devait être accrue dans le futur, nous souhaiterions maintenir Jaguar comme une entité autonome et renforcer son image de constructeur d'automobiles de prestige ». Jaguar a mal accueilli cette initiative américaine et a répondu qu'il souhaitait « conserver son indépendance ».

Ford cherche depuis longtemps à acquérir un constructeur d'automobiles de luxe pour « tirer » sa propre image. Il décline déjà une parti-

cipation dans Aston-Martin et est entré en discussions avec Saab-Scania. Le mouvement est général puisque General Motors a acquis l'autre britannique Lotus, Chrysler faisant de même avec Lamborghini en 1986.

Comme tous les fabricants de voitures de luxe (le Monde du 8 septembre), Jaguar traverse une période difficile du fait de la baisse du dollar depuis trois ans, du ralentissement du marché américain, qui absorbe 40 % de ses ventes, et, par ailleurs, de l'attaque des constructeurs japonais sur le créneau du luxe. Le groupe est devenu une cible de choix, mais l'on pensait que la « golden share » protégeait son capital de tout mouvement avant 1990. Ford a préféré prendre les devants et le gouvernement semble ne pas devoir s'y opposer.

Les châteaux d'eau de la reine Victoria

(Suite de la page 29.)

Déjà, le 12 septembre, le ministre public a demandé la réouverture de l'engouffrement à la suite de la pollution de l'alimentation en eau potable de vingt mille personnes par 20 tonnes de sulfate d'aluminium dans la région de Camelford, l'an dernier. Un autre signe de mauvais fonctionnement de la distribution d'eau.

Le gouvernement estime qu'il appartient aux simples citoyens et aux investisseurs institutionnels de décaler les fonds nécessaires pour sortir les dix futures sociétés régionales du sous-équipement. Il a lancé une gigantesque campagne de publicité à la télévision pour inciter le grand public à acheter des actions en novembre prochain. La décision de Bruxelles vient donc au plus mauvais moment.

Les modalités de cette privatisation ne sont pas encore connues, mais il est évident que le gouvernement préférerait que les dix futures sociétés restent entre des mains bri-



« J'ai dit à maman que l'eau était mauvaise pour ma santé. » (The Times du 21 septembre)

Société d'assainissement urbain et rural (groupe Bouygues) ont déjà des participations dans dix-huit des vingt-neuf petites compagnies privées qui assurent 25 % de la distribution d'eau en Angleterre et au Pays de Galles, et elles sont majoritaires dans douze d'entre elles. Elles suivent évidemment avec beaucoup d'attention les préparatifs de la privatisation des dix autorités régionales.

« Il n'y a pas de problème technique, seulement des problèmes financiers », affirme M. Alain Fabry, directeur pour le Royaume-Uni de la Lyonnaise des eaux, qui approvisionne déjà trois millions de clients britanniques. L'eau est nettement moins chère ici qu'en France. Pour réaliser les investissements nécessaires, il faudrait augmenter les prix en conséquence, ce qui est en fin de compte un problème politique, explique-t-il.

DOMINIQUE DHOMBRES

NOS LECTEURS ÉTAIENT DES INITIÉS

Voici ce que lisaient les abonnés de « La Bourse », la lettre hebdomadaire de Nicolas Miguet le 22 juin dernier :

L'action Victoire valait 1 000 F. Il vient de la revendre 2 200 F. La semaine précédente, le 15 juin, toujours dans « La Bourse » de Nicolas Miguet, ils pouvaient lire : « Les valeurs nationalisées d'assurances vont continuer à tenir les premiers rôles sur le marché au comptant de la Bourse de Paris ». Depuis ce conseil d'achat, les cours des AGF, du GAN et de l'UAP ont respectivement progressé de 25 %, 33 % et 40 %.

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini. Chaque semaine, les conseils très précis et toujours en avance de Nicolas Miguet font des abonnés à « La Bourse » des initiés. En un ou deux conseils, le coût de l'abonnement a été remboursé.

Rejoignez-les vite en profitant de notre offre exceptionnelle d'abonnement « LA BOURSE ».

LA LETTRE CONFIDENTIELLE HEBDOMADAIRE DU JEUDI.

BULLETIN D'ABONNEMENT A « LA BOURSE » Remplissez et retournez votre bulletin à NOS CONNEXIONS - Service « La Bourse » - 11, avenue Herbillon 94401 Saint-Mandé, accompagnée de votre règlement.

☐ Oui, je désire profiter de votre offre d'abonnement à des conditions exceptionnelles. Je choisis une durée de : ☐ 6 mois 1 200 F au lieu de 1 400 F. ☐ 1 an 2 200 F au lieu de 2 400 F. ☐ 2 ans 4 000 F au lieu de 4 400 F. Je préfère souscrire un abonnement d'un an et profiter de la garantie de tarif avant l'augmentation : 1 an 1 900 F au lieu de 2 000 F.

Je joins mon règlement à ce bulletin par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal.

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____ Localité : _____ Date : _____ Signature : _____

Offre spéciale réservée aux lecteurs du Monde

ÉCONOMIE

PRESSE

Les bons résultats du « Monde » en 1988 ont permis un net renforcement des fonds propres

Conformément à une longue tradition de transparence, le Monde présente ses comptes pour l'exercice 1988, tels qu'ils ont été approuvés par l'assemblée générale des porteurs de parts, le 16 mai dernier.

La conjonction d'une actualité politique particulièrement riche et d'une forte activité publicitaire explique que les résultats de l'exercice ont été très favorables, permettant un net renforcement des fonds propres de l'entreprise.

L'année 1988 a aussi été marquée pour le Monde par la poursuite de la modernisation de l'entreprise : achèvement de la construction de l'imprimerie d'Ivry, montage de la première rotative, début de réalisation du bâtiment destiné à accueillir les services administratifs et commerciaux à côté de l'imprimerie, mise en place de moyens informatiques accrus. Ces différentes actions ont entraîné un niveau d'investissement élevé.

Comme l'an dernier (le Monde du 4 août 1988) nous publions aussi les comptes consolidés (SARL + filiales) représentatifs de notre diversification.

1. - Comptes de la SARL Le Monde.

● **Résultats**
Le chiffre d'affaires de la SARL Le Monde dépasse pour la pre-

mière fois le milliard de francs. Il s'établit à 1 047 millions de francs en 1988 ; il était de 915 millions en 1987. Toutes les composantes du chiffre d'affaires ont connu une progression favorable : augmentation des ventes de journaux et de publications, forte progression de la publicité et tout particulièrement des annonces d'emploi. Les charges d'exploitation s'élèvent à 999 millions de francs, en progression de 13,5 % sur celles de 1987.

La bonne tenue de la trésorerie d'exploitation, mais aussi le décaissement dans le règlement de certains investissements ont par ailleurs contribué à l'amélioration sensible des fonds propres qui représentent 0,8 % du chiffre d'affaires.

L'ensemble de ces éléments contribue à une forte progression du résultat courant - il dépasse 78 millions de francs - et du résultat net.

● **Financement**
La capacité d'autofinancement est de 92 millions de francs, en augmentation de 23,7 % sur celle de 1987.

Les investissements de l'exercice sont de 60 millions de francs et le fonds de roulement, du fait de la forte amélioration de la position de trésorerie, augmente de 23 millions.

● **Bilan**
Le bilan établi au 31 décembre 1988 traduit un renforcement de la structure financière de l'entreprise. La trésorerie de la SARL s'élève à 111 millions de francs contre 80 à la fin de l'exercice précédent.

SARL « LE MONDE »

Tableau de financement (en millions de francs)

RUBRIQUES	1988
RESSOURCES	
Capacité d'autofinancement	91 975
Produits des cessions d'actifs	40
TOTAL DES RESSOURCES	92 015
EMPLOIS	
Investissements de l'exercice	
Immobilisations incorporelles	1 218
Immobilisations corporelles	7 434
Acquisitions sur investissements versés au cours de l'exercice	13 992
Titres de participation	1 653
Avances à long terme aux filiales	36 000
Total des investissements de l'exercice	60 297
Autres variations des immob. financières	7 174
Dividendes distribués, y compris précompte mobilier	1 601
Augmentation du fonds de roulement	22 943
TOTAL DES EMPLOIS	92 015

Le renforcement important des capitaux propres est dû au résultat net et aux provisions constituées dans le cadre de l'article 39 bis du CGI pour acquisition des éléments d'actifs. Ces dernières atteignent, en cumul, 89 millions de francs contre 47 à la fin de l'exercice 1987. Ces provisions seront affectées essentiellement au bâtiment administratif d'Ivry et à ses aménagements ainsi qu'à l'acquisition du système informatique rédactionnel.

2. - Comptes consolidés

● **Résultats**
Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1988 (1,239 milliard de

SARL « LE MONDE »

Comptes de résultats (en millions de francs)

RUBRIQUES	1988	1987
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires	1 047 172	914 507
Autres produits et reprises sur provisions	22 378	25 702
TOTAL	1 069 550	940 209
CHARGES D'EXPLOITATION		
Consommations	(131 133)	(113 809)
Autres achats et charges	(417 073)	(367 900)
Salaires et charges sociales	(414 367)	(368 990)
Dotations d'exploitation	(36 893)	(30 295)
TOTAL	(999 466)	(880 994)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	70 084	59 215
RÉSULTAT FINANCIER	8 331	1 917
RÉSULTAT COURANT	78 415	61 132
Résultat exceptionnel	(3 644)	(4 682)
Prov. pour acq. d'élém. d'actifs	(42 820)	(38 800)
Participation des salariés	(2 759)	(3 154)
Impôts sur les bénéfices des sociétés	(12 651)	(13 187)
BÉNÉFICE NET	16 541	1 309

francs) est en augmentation de 16 %, sur l'exercice précédent. Cette croissance est supérieure à ce qu'elle avait été en 1987 (+ 14 %).

Les frais financiers sont sensiblement équivalents à ceux de l'exercice 1987 malgré une forte croissance des charges d'intérêts liées au financement des investissements - la capacité d'autofinancement (71 millions de francs, en augmentation de 18 % sur celle de 1987) pour plus de la moitié, et - les emprunts à moyen et long terme (63 millions de francs).

Ces ressources ont été utilisées à hauteur de 103 millions de francs, pour financer le programme

SARL LE MONDE

Bilans au 31 décembre (en millions de francs)

ACTIF	1988	1987	PASSIF	1988	1987
ACTIF IMMOBILISÉ			CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles	3 120	2 929	Capital, primes et réserves	33 807	33 807
Immobilisations corporelles	36 600	28 370	Report à nouveau	4 457	4 749
Immobilisations financières	117 746	72 254	Résultat de l'exercice	16 541	1 309
Total	157 466	103 753	Provision spée. de réévaluation	1 313	1 783
ACTIF CIRCULANT			Provisions réglementées	90 241	47 476
Stocks et en-cours	8 318	7 793	Total	146 359	89 126
Créances d'exploitation	219 356	202 673	Provisions pour risques et charges	43 345	22 926
Créances hors exploitation	27 500	27 500	PASSIF EXTERNE		
Valeurs mobilières de placement	83 728	72 607	Dettes financières	49 622	50 212
Disponibilités	26 860	6 983	Dettes d'exploitation	228 415	210 069
Comptes de régularisation	1 105	1 250	Abonnements à servir	56 592	50 226
Total	366 867	318 806	Total	334 629	310 507
TOTAL DE L'ACTIF	524 333	422 559	TOTAL DU PASSIF	524 333	422 559

GRUPE « LE MONDE »

Comptes de résultats consolidés (en millions de francs)

RUBRIQUES	1988	1987
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires	1 238 859	1 067 817
Autres produits et reprises sur provisions	18 443	25 942
TOTAL	1 257 302	1 093 759
CHARGES D'EXPLOITATION		
Consommations et autres	(704 277)	(606 464)
Salaires et charges sociales	(434 649)	(385 653)
Dotations d'exploitation	(41 837)	(33 143)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(1 187 763)	(1 025 260)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	76 539	68 499
RÉSULTAT FINANCIER	(2 624)	(2 813)
RÉSULTAT COURANT	73 915	65 686
Résultat exceptionnel	(4 327)	(8 074)
Participation des salariés	(2 759)	(3 154)
Impôt sur les bénéfices des sociétés	(32 640)	(31 610)
RÉSULT. NET DES SOC. INTÉGRÉES	34 189	22 848
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	2	(4)
Part des intérêts minoritaires dans les résultats des sociétés intégrées	2 099	283
BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ	36 290	23 127

GRUPE « LE MONDE »

Tableaux de financement consolidés (en millions de francs)

RUBRIQUES	1988	1987
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement	70 743	59 968
Part des intérêts minoritaires dans les augmentations de capital des filiales	147	17 000
Augmentation des dettes financières	63 337	42 412
Autres ressources	40	453
TOTAL DES RESSOURCES	134 267	119 833
EMPLOIS		
Investissements		
Immobilisations incorporelles	1 395	3 171
Immobilisations corporelles	100 013	96 678
Immobilisations financières	1 500	1 356
Total	102 908	101 205
Autres variations des immobilisations financières	3 963	-
Dividendes distribués	1 601	1 852
Part des intérêts minoritaires dans les dividendes distribués par les filiales	1 500	750
Augmentation du fonds de roulement	24 295	16 026
TOTAL DES EMPLOIS	134 267	119 833

industriels, traduisant ainsi une bonne tenue de la trésorerie d'exploitation tout au long de l'année. Ils représentent 0,2 % du C.A.

La forte progression du bénéfice net consolidé, qui atteint 36 millions de francs et dépasse celui réalisé en 1987 de 57 %, marque une amélioration sensible de la rentabilité.

● **Financement**
Les ressources financières du groupe ont été de 134 millions de francs. Elles sont représentées par :

d'investissements, essentiellement industriels, effectués sur le site d'Ivry.

● **Bilan**
Ces deux éléments, investissement et autofinancement, se traduisant dans le bilan consolidé, par une forte augmentation de l'actif immobilisé et un renforcement des capitaux propres.

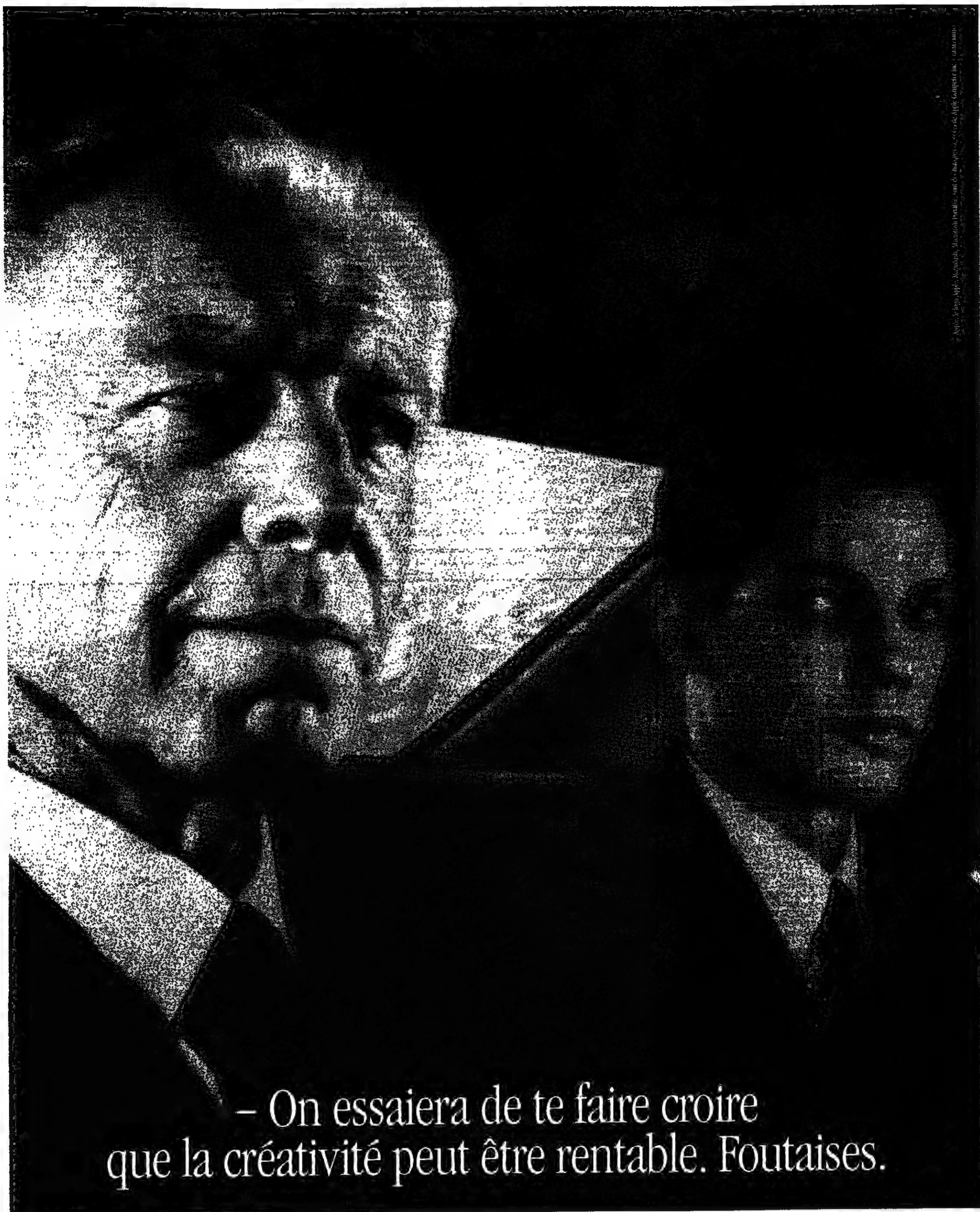
Ils atteignent, à la fin de l'exercice 1988, respectivement 260 millions de francs et 103 millions de francs en progression de plus de 51 % sur le 31 décembre 1987.

LE PLAISIR DE SORTIR,
MODE D'EMPLOI

Le Monde
ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

صلى الله عليه وسلم



– On essaiera de te faire croire
que la créativité peut être rentable. Foutaises.

Certaines idées à la peau dure ont le mérite de ne défendre que ce qui a déjà fait ses preuves comme, par exemple, la productivité de type quantitatif.

Idee érigée en philosophie selon certains et qui peut s'exprimer par cette élégante formule : produire plus, toujours plus, encore plus.

Pour Apple, l'idée de rentabilité est plus audacieuse. Il ne s'agit pas seulement de pro-

duire plus, mais de produire mieux.

Et c'est pour cela qu'Apple a créé des outils qui permettent à chacun de développer sa créativité, d'expérimenter ses projets, de travailler plus et mieux.

Parmi eux, le nouveau Macintosh Portable qui, en plus, permet de ne plus dépendre de son lieu de travail ou de ses horaires mais uniquement de ses idées, de ses humeurs et de sa

capacité à créer en tout lieu.

Apple Expo est le lieu idéal pour découvrir les nouveaux Macintosh, les nouvelles applications et les nouvelles idées qui permettront à la créativité de chacun d'être rentable pour tous.

Le lieu enfin pour rencontrer et discuter de l'avenir avec ceux qui le préparent déjà.

Pour recevoir votre invitation ou connaître le calendrier des conférences : 3614 Code Apple.



Apple Expo est au CNIT/La Défense, du 27 au 30 septembre 1989.

Apple Expo

AFFAIRES

Le gala des responsables de communication

Les aspirations de l'entreprise « citoyenne »

L'avenir de l'entreprise française passe par le partenariat social et culturel. A peine âgé de trente et un ans et déjà un long passé de vie associative et de relations publiques à son actif, Pascal Chicard a fait de cette maxime sa profession de foi et celle de son entreprise Tendances, une des très rares agences françaises spécialisées dans le partenariat culturel. « Pas un mécène passif, uniquement publicitaire, mais une intégration de l'entreprise dans la société et la vie quotidienne », Heureuse coïncidence pour Pascal Chicard : en cette année de Bicentenaire, l'entreprise hexagonale cherche de plus en plus à se doter d'une citoyenneté. « Une idée qui était déjà chère à Michel Baroin, poursuit Pascal Chicard : il avait réussi à construire un empire économique, tout en mettant en avant les valeurs extra-économiques de l'entreprise. »

L'agence est à un tournant de sa carrière. Ses courbes de profit ne sont plus ses seuls critères. Souvent, elle culpabilise. Dès lors, elle essaie de se parer de vertus sociales, comme la responsabilité, et cherche à démontrer son utilité « sociale ».

Pascal Chicard, qui a analysé ce phénomène dans un livre à paraître à la fin de l'année, a trouvé les moyens d'y répondre : « Il doit y avoir cohérence pour une entreprise, entre son métier et les valeurs qu'il implique », dit-il. Ainsi un groupe chimique s'occupera de la sauvegarde de l'environnement, ou du marché alimentaire de nutrition. « Il s'agit du prolongement social de l'activité qui tend à ôter toute suspicion. » L'entreprise veut se faire aimer et cherche à susciter des réactions affectives, et à développer des valeurs autres que boursières, qui peuvent être, tout autant que ces dernières, un facteur de réussite. « Il ne s'agit plus, pour elle, de sponsoriser seulement une manifestation ou de donner simplement son nom à une opération, elle doit s'impliquer et devenir à part entière le concepteur

de l'animation culturelle ou autre. » Pour peu qu'il y ait quelque chose comme Pascal Chicard et son agence Tendances qui puisse jouer le rôle d'intermédiaire entre l'entreprise et l'association culturelle qui réalisera le projet. Un parain en quelque sorte.

Mécénat

Rhône-Poulenc a réintroduit dans l'Ain une colonie de castors, EDF restaure des monuments anciens et fournit en eau les agriculteurs au pied des centrales nucléaires. Grâce à Tendances le Crédit agricole a créé le Grand Prix de peinture de l'Académie des beaux-arts, avec un jury composé de membres de l'Institut, et soutient l'activité de pharmaciens sans frontières en intervenant comme conseil dans sa gestion et en organisant concrètement leur assistance. En parallèle au Paris-Dakar, en 1988, ils ont tous deux organisé un convoi de médicaments pour la Mauritanie, le Mali, le Niger. Le groupe COE subventionne le Centre de musique baroque de Versailles ou y tenant un rôle actif pour aider à la diffusion, à la recherche et à la pédagogie. Tous trouvent finalement leur compte dans ces partenariats. « L'entreprise est un être vivant, constate le PDG de Tendances : elle a besoin d'un enracinement, d'une culture par laquelle s'affirmer, donc d'une citoyenneté. » Et, au fond, tant mieux si son implantation et son image de marque s'en trouvent confortées.

Le sport et la culture

Pascal Chicard est un vieux roulier de la vie associative, puisqu'en 67, au lycée de Decize (Nièvre), il crée déjà sa première entreprise : un club de jeunes pour la nature. A seize ans, il est délégué régional de la Fédération des jeunes pour la nature. A dix-sept ans, il est nommé par le préfet à la commission départementale des sites. En 1978, il a vingt ans et il est lauréat de la Fondation de France pour l'ensemble de son action en faveur de l'environnement. Délégué général d'Espaces pour demain, créé par Louis Bériot, alors rédacteur en chef à Antenne 2, il participe, en 1982, au lancement de la campagne « Adopter un arbre ». L'année suivante, il s'occupe d'une campagne de souscription pour désenclaver le mont Saint-Michel. Enfin, en 1985, Pascal Chicard crée sa première « vraie » entreprise, Mutation Conseils une agence de relations publiques déjà versée dans le mécénat culturel. En 1987, l'agence prend le nom de Tendances Communication et aujourd'hui de Tendances. Avec la mission de parrainer des manifestations, financées par les entreprises, et de favoriser les échanges entre elles et les acteurs du monde culturel. « Je bâtis mes premières stratégies de partenariat de longue durée », dit-il.

Les chiffres d'ailleurs lui sont favorables. Dans une enquête sur le parrainage réalisée par l'Union des annonceurs en 1988, 86 % des cent quatre-vingt entreprises ayant répondu au questionnaire estiment qu'il est un élément à part entière de leur stratégie. 50 % pensent qu'il s'agit d'une technique de communication ; mais 30 % le refusent encore au motif d'une efficacité limitée. 65 % des sondés veulent pratiquer le parrainage dans l'avenir, contre 33 % qui l'utilisent déjà ; 49 % sont des inconditionnels, et 17 % des irréductibles. Le sport et la culture restent parmi les domaines les plus affectueux. Derrière les programmes audiovisuels et les grandes causes humanitaires. 37 % y consacrent un budget inférieur à 1 million de francs ; 8 % dépassent les 20 millions.

La technique de Tendances : procéder pour chaque entreprise à une analyse personnalisée permettant de définir quelles stratégies, quel partenariat, quel impact serviront au mieux son image. Pour Rhône-Poulenc, par exemple, l'analyse a été réalisée par l'agence et la SOFRES. Tout un dispositif mis au point par Pascal Chicard sous le nom de Diagnostic Sponsoring Mécénat. Car il s'agit avant tout de ne pas se tromper. Le parrainage aide à créer l'image de marque que l'entreprise souhaite donner d'elle-même. Le responsable de Tendances a également mis au point une sponsothèque, une banque de données de quelque deux cents projets culturels et sociaux consultables dès aujourd'hui, réalisables et qui n'attendent que le coup de pouce d'une entreprise. Depuis, 1988 il anime chaque mois un Forum du partenariat et entend fonder « le club du troisième millénaire » réunissant une centaine de leaders de moins de trente-cinq ans.

JACQUELINE MEILLON

Ces nouveaux gourous qui veulent faire

Le Top-Com réunit, du 20 au 24 septembre à Desuville, les responsables de communication des entreprises françaises. Rendez-vous de réflexion pour ces nouveaux acteurs de l'information économique.

Dans la nuit du 27 juin dernier, Jean-René Fourton fut sacré grand mamamouchi de l'Entreprise au milieu des dansesuses nées du Paradis latin. Le PDG de Rhône-Poulenc et tous les patrons qui ont assisté à l'événement gardent un souvenir cuisant de cette pantalonade diffusée sur Antenne 2 et financée par un très sérieux magazine économique. Depuis dix ans, les entreprises et leurs dirigeants sont devenus des stars de la communication sans réussir à éviter les pièges de cette hyper-médiatisation.

« Pour vivre heureux, vivons cachés » : le dicton a longtemps dicté le comportement des patrons français. L'entreprise-forteresse se tenait soigneusement à l'écart de la curiosité journalistique, étouffait les conflits sociaux et accidents, se contentait de veiller jalousement sur la presse financière, d'entretenir un discret lobbying auprès de l'administration et ne délivrait,

comme seul message public, que la promotion de ses produits. Mais la crise, les mouvements de consommateurs, la contestation écologique, le développement des OPA et les privatisations se sont ligés pour obliger les acteurs économiques à sortir de leur splendide isolement. Les entreprises, bon gré, mal gré, se sont mises à communiquer pour se justifier devant l'opinion, à faire pression, par médias interposés, sur les pouvoirs publics ou à cajoler leurs actionnaires.

Pourquoi ne pas transformer la nécessité de se défendre en stratégie de conquête ? L'idée est née aux Etats-Unis où des *corporate communication managers*, formés dans les meilleures *business schools*, ont entrepris de déferler les discours institutionnels, financiers ou publics, pour bâtir une image de l'entreprise. Une image qui imprègne tous ses produits, s'impose à l'opinion, serve de bouclier en cas de crise majeure et même d'appât pour le recrutement de cadres supérieurs.

Les sociétés françaises ont emboîté le pas en créant des directions de la communication : Saint-Gobain et L'Oréal, dès le début des années 70, suivis par Rhône-Poulenc, Paribas, puis, beaucoup

plus récemment par Air France, Renault, la BNP, le Crédit agricole ou Usinor. Aujourd'hui les « dir-coms » à la française prolifèrent : on en dénombre de deux mille à trois mille. A la différence des experts en marketing américains, ce sont plutôt des anciens fonctionnaires, membres de cabinets ministériels, ou d'ex-journalistes. Leur unique puissance réside le plus souvent dans leurs carnets d'adresses : ils peuvent apprivoiser un journaliste pour étouffer une information, influencer un commentaire ou obtenir un passage sur les ondes pour leur PDG. Les mieux dotés dirigent des services d'une dizaine de personnes et gèrent un budget conséquent pour éditer le rapport annuel, produire des films promotionnels, organiser des voyages de presse. Ils font vivre ainsi un marché de sous-traitants, évalué à 5 milliards de francs par an, où se côtoient producteurs audiovisuels, petits éditeurs, agences de communication ou de relations publiques.

Interlocuteurs privilégiés

Le développement de ce marché ne pouvait pas laisser insensibles les grandes agences de publicité qui se sont empressées, depuis deux

ans, de créer leur propre filiale de communication d'entreprises ou de racheter quelques indépendants. Ne sont-elles pas les interlocuteurs privilégiés des entreprises pour la promotion de leurs produits et capables, par là même, de leur proposer une « communication globale » ? N'est-il pas plus cohérent pour une entreprise de conserver la même stratégie, le même style à travers la publicité traditionnelle, les offres d'emploi, les avis financiers et les grandes campagnes d'images ?

Cette OPA du monde de la publicité sur la communication d'entreprise est pourtant à l'origine de certains effets pervers. « Les agences de pub font l'essentiel de leurs marges sur l'échot d'espace, note ce responsable en communication d'un grand groupe industriel. Elles poussent les entreprises à investir dans de belles et coûteuses campagnes à la télévision ou dans la presse. Mais est-on sûr, quand Rhône-Poulenc « crée un monde nouveau » ou quand Paribas déploie la fosse Grand Sicile de ses locaux, que ce discours emphatique soit bien reçu par le public et par les salariés de l'entreprise ? »

La logique publicitaire conduit aussi à traiter les

Septembre 1989

LE MONDE diplomatique

AU SECOURS DES ÉCONOMIES DE L'EST

Ni l'appel au secours de la Pologne ni les pressantes sollicitations de la Hongrie et de l'URSS ne déclenchent vraiment l'enthousiasme en Occident. Bernard Cassen mesure la tâche qui attend l'Europe des Douze, chargée d'organiser l'aide à la Pologne et à la Hongrie, et les risques pour la construction européenne d'une coopération accrue avec ces pays. Marie Lavigne explique pourquoi les hommes d'affaires et le gouvernement américains s'engagent avec tant de prudence dans l'aménagement de nouveaux liens économiques avec l'URSS.

Également au sommaire :

- HUBERT BEUVE-MÉRY : Une vie à contre-courant, par Claude Julien.
- EUROPE DES AFFAIRES : Droit et justice sous la loi du marché, par Yves Dezalay.
- MAGHREB : L'agriculture en état d'urgence, par Jean-Jacques Pérennès.

EN VENTE CHEZ VOTRE

MARCHAND

Les centres d'intérêt des Français

Parmi ces différents thèmes d'actualité, quels sont ceux qui vous intéressent personnellement le plus ?

La protection de l'environnement ..	57 %
La construction de l'Europe	48 %
La lutte contre le sida	41 %
La sécurité routière	32 %
La vie des entreprises	30 %
Les relations Est-Ouest	18 %
La vie politique française	12 %
Sans opinion	2 %

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Quelles sont, parmi les différentes informations que vous pouvez lire ou entendre sur la vie des entreprises, les trois qui, généralement, vous intéressent le plus ?

La vie des hommes dans l'entreprise, l'organisation du travail ..	57 %
Les produits nouveaux, les nouvelles technologies	49 %
Les conflits sociaux, les grèves	41 %
Les résultats, les bénéfices ou les pertes, les événements boursiers (OPA, augmentation du capital, etc.)	21 %
Les rachats et les alliances entre entreprises	15 %
La personnalité du président	8 %
Sans opinion	7 %

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

A qui faites-vous le plus confiance pour dire la vérité sur les entreprises ?

Les organisations de consommateurs ..	54 %
Le personnel des entreprises	44 %
Les syndicats	19 %
Les chefs d'entreprise	17 %
Les journalistes	15 %
Le gouvernement, les pouvoirs publics	5 %
Sans opinion	6 %

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

Sondage SOFRES/Corporate sur un échantillon de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus entre le 21 et le 23 août.

صلى الله عليه وسلم

AFFAIRES

et les nouvelles stratégies des entreprises

des sociétés les stars des médias

médias non comme des interlocuteurs, mais comme de simples supports entre lesquels on distille l'information en liaison plus ou moins étroite avec les campagnes publicitaires. « Il est vrai que la relation entre médias et entreprises n'est pas très saine en France », reconnaît Patrick d'Humières, responsable de l'agence Corporate. Les journaux n'ont souvent pas assez d'assises financières pour résister à la pression des gros annonceurs ou des centrales d'achat d'espaces. Les mauvaises habitudes de certains titres de la presse financière se sont étendues à d'autres journaux et on ne distingue plus très bien la véritable information du public-reportage.

d'antenne sur FR 3 et rêvent parfois de se substituer aux médias. Aux Etats-Unis, la chaîne ABC diffuse, depuis peu, à ses stations affiliées des séquences d'informations entièrement financées et produites par des entreprises, au grand dam de Ralph Nader, père du consumerism. En France, en 1985, Sactlor et son agence publicitaire projetaient de créer leur propre télévision en Lorraine pour orchestrer la reconversion industrielle de la région.

s'intéressent davantage à l'organisation du travail et aux problèmes sociaux qu'aux grands discours sur les stratégies industrielles ou la guerre économique. Ils sont 59 % à contester l'apparition des chefs d'entreprise dans les émissions de variété.

« Les patrons français sont passés trop vite du silence à une médiatisation qu'ils considèrent comme un instrument de pouvoir », commente Patrick d'Humières. Vivants sur une culture d'ingénieurs ou de technocrates, ils ne doutent pas un instant de la légitimité de leurs choix et considèrent les médias comme de simples relais. L'inconscience avec laquelle les banques ont cru pouvoir imposer les chèques payants est, à cet égard, un cas d'école. Rares sont ceux qui ont compris que communiquer, c'était d'abord prendre en compte l'opinion publique.

La médiation, un instrument de pouvoir

A la télévision, la confusion n'est pas moindre. Il y a quatre ans, la simple signature d'un document financier par le géant de l'information suffisait à interdire la diffusion du document sur une chaîne. Aujourd'hui, la sponsoringisation envahit les émissions de variétés, les magazines et, parfois même, l'actualité. Les entreprises financent volontiers certains reportages, prêtent des films à des magazines scientifiques, louent du temps

Les dérives de la communication d'entreprise ont leur propre sanction. Le sondage réalisé par Corporate à l'occasion du Top-Com montre que l'opinion publique, sensible à l'information sur les entreprises, n'est cautionnée pas pour autant tous ces travaux (voir page 36). Les journalistes apparaissent moins crédibles que les organisations de consommateurs ou le personnel des sociétés. La qualité des produits et des services passe bien avant les efforts de communication ou la personnalité du PDG. Les Français, notamment les salariés,

Pour trouver ces oiseaux rares, il faut, paradoxalement, chercher hors du secteur de l'entreprise : le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) fait en effet figure de modèle dans la petite communauté des « dircoms ». Son responsable, le général Jean-Bernard Pinatel, a réussi, en quatre ans, à faire singu-

lièrement grimper la cote de popularité de l'« entreprise défense » — comme il l'appelle — auprès des jeunes et des femmes. Ses secrets ? Un budget d'études et de sondages multiplié par dix et atteignant 3 millions de francs par an, un observatoire quotidien de toute la presse et la télévision internationale, une volonté de transparence qui n'exclut que quelques informations opérationnelles ou technologiques trop « sensibles » des règles du jeu claires avec les médias.

Pour l'armée, c'est une véritable révolution culturelle qui ne va pas toujours sans heurts, reconnaît le général Pinatel. Pour des hommes qui se sont toujours sentis légitimés par le sang versé et le sacrifice personnel, il est difficile de descendre dans l'arène des médias pour défendre ses actes. Mon rôle a été de transformer ce qui était à l'origine un simple instrument de propagande en un véritable moyen de communication. Mission accomplie, le général vient de quitter l'armée pour prendre dans quelques mois la responsabilité d'un service de communication d'un grand groupe industriel.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Suez-Victoire : le discours de la guerre

Le silence n'est plus d'or. Surtout en matière d'OPA. Celle qui fut lancée le 8 août par la Compagnie financière de Suez sur la Compagnie industrielle, holding des assurances Victoire, a été l'occasion d'une intense bataille médiatique. Deux stratégies de communication se sont affrontées. Curieusement, ce n'est pas la plus bruyante qui a été la plus efficace.

Rappelons les faits. Au début du mois de juillet, Jean-Marc Vernes, PDG de la Compagnie industrielle, rachète la majorité du capital de Colonia, le second groupe d'assurances allemand. Pour 10 milliards de francs. Un seul problème : le financement de l'opération. Transféré sur les disponibilités de Victoire (5 milliards de francs), Jean-Marc Vernes imagine alors, pour financer le reste, plusieurs solutions, qui toutes n'ont qu'une finalité : empêcher la Compagnie financière de Suez, qui est actionnaire de la Compagnie industrielle et de Victoire, de prendre une position dominante. Le débat s'envenime au point que Suez pose la question de confiance : si Jean-Marc Vernes devait un jour vendre Victoire, accepterait-il d'offrir un droit de préemption à la Compagnie financière ? « Je ne vendrai jamais Victoire à Suez », jette alors Jean-Marc Vernes dans un élan du cœur. Dès lors, la rupture est consommée. Le 8 août, Suez lance une OPA en bonne et due forme sur la Compagnie industrielle au prix de 13 000 francs par titre. Pour faire bonne mesure, la Compagnie financière ajoute un maintien de cours au prix de 2 000 francs sur les titres de Victoire.

Cette offre apparemment généreuse a un double avantage : elle ne coûte pas grand-chose à la banque de la rue d'Assolvi et elle oblige Jean-Marc Vernes à déboursier des capitaux beaucoup plus importants. Dans la mesure où Suez détient déjà 40 % de Victoire en consolidé, il lui suffit de racheter 10 % des titres pour avoir la majorité : soit 4 milliards de francs. En revanche, Jean-Marc Vernes, qui détient très peu de titres Victoire en direct, se voit contraint de surenchérir sur le maintien de cours. Fin financier, il comprend très vite que Suez veut l'obliger à déboursier de 28 à 30 milliards de francs pour la totalité des titres et entre 10 et 15 milliards pour une majorité simple.

La communication de chacun des adversaires débordera tout entière de ce piège financier. Que pourrait faire Jean-Marc Vernes, homme seul, face à l'un des plus puissants groupes financiers d'Europe ? Chercher des alliés et faire du bruit, beaucoup de bruit. Après un long silence qui va du 8 au 22 août, date à laquelle s'est tenu le conseil d'administration de la Compagnie industrielle, Jean-Marc Vernes lance une série de bombes médiatiques. Le 22 août, il déclare à plusieurs agences de presse qu'il n'a pas « une stratégie mais dix ». Dans le *Quotidien de Paris* du 23 août, il affirme que Suez n'aurait jamais eu « l'esprit de décision et la célérité nécessaires » au rachat de Colonia. Dans le *Figaro* du même jour, il traite Suez d'« administration ».

Faire monter la pression

Pour la grande banque d'affaires, quelle injure ! Le 24 août, M. Vernes affirme au journal *les Echos* qu'il est prêt à financer une contre-OPA en ouvrant le capital des filiales de Victoire à des assureurs étrangers. Le 30 août, alors qu'il est déjà clair que Jean-Marc Vernes n'a trouvé aucun partenaire financier français, il laisse entendre (« off the record », comme disent les journalistes, c'est-à-dire sans citer sa source) à la *Tribune de l'Expansion* qu'il s'apprête à « lancer une contre-OPA ».

Comme l'explique Paul Bourry, PDG de Public Affairs International, que Jean-Marc Vernes engagea très tôt pour gérer sa communication, cette « débauche d'interviews et d'indiscrétions » avait pour but de faire exister Jean-Marc Vernes, homme seul face à une institution. La communication était pour nous un devoir

permanent, car c'était l'arme stratégique de David face à Goliath.

Le ton parfois extravasé, l'« intax » pratiqué par Jean-Marc Vernes, avaient donc pour but de faire monter la pression. Mais aussi de gagner du temps. Car, en coulisse, Jean-Marc Vernes négociait serré avec Paribas, puis la Société générale, sans parler de divers assureurs européens, dont le géant allemand Allianz. Freuve qu'il n'avait pas une stratégie, « mais dix », Jean-Marc Vernes a simultanément utilisé la presse pour lancer des signaux en direction du marché. En parallèle aux négociations qu'il menait avec d'éventuels partenaires, le patron de la Compagnie industrielle préparait une stratégie solitaire moins coûteuse : contourner l'obligation de lancer une contre-OPA par des ramassages directs ou indirects sur le marché. Tout en faisant pression sur la Commission des opérations de Bourse (COB) et le Conseil des Bourses de valeur, dans le but de favoriser la cotation (souvent suspendue) de la Compagnie industrielle, Jean-Marc Vernes s'est employé à faire comprendre qu'il n'était pas obligé de surenchérir par une contre-OPA.

Pourquoi offrir un « maintien de cours sur Victoire » (le *Quotidien de Paris*) puisque le « conrôle » est déjà aux mains de Jean-Marc Vernes ? Et à quel bon surenchérir puisque l'OPA sous-évalue la valeur de Victoire ? « Si Suez n'augmente pas son offre et si le marché est bien au-dessus, pourquoi voulez-vous que les actionnaires apportent leurs titres » à l'OPA (les *Echos*) ? Et là encore, Jean-Marc Vernes affirme : « Les actions l'ont sur le marché et non chez Suez ».

Une stratégie de communication

Toutes ces paroles ne sont évidemment pas tombées dans l'oreille d'un sourd. Elles ont même été attentivement décryptées par un Suez apparemment silencieux mais pas inactif. Pour parer au ramassage, la Compagnie financière réunit, le 23 août, quelques journalistes « off the record ». Il existe une règle du jeu, plaide Suez, et elle doit être respectée : à une OPA doit répondre une contre-OPA et une contre-OPA seulement. Inutile de dire que les journaux du 24 août firent largement écho à l'idée qu'il serait illégitime de laisser des manipulations de Bourse entraver la loi. Mais, dans l'idée des responsables de Suez, cette information visait moins la censure que les autorités de marché. La discrète disponibilité de Suez envers les journalistes tout au long de la bataille n'a eu qu'un seul but : étayer une seconde stratégie de communication, discrète mais vigoureuse, en direction des autorités de marché. Sans arrêt, Suez s'est battu tant auprès du Conseil des Bourses de valeur pour obtenir une suspension de la cotation du titre en jeu qu'auprès de la COB pour l'obliger à cantonner son adversaire sur le terrain qu'elle avait choisi : celui de la contre-OPA. La presse n'a vu dans cette logique qu'une seule fonction : crédibiliser une argumentation juridique sur les OPA, obliger les autorités à faire respecter les règles.

C'est finalement cette stratégie qui a payé. Progressivement, la COB a acculé M. Jean-Marc Vernes à la contre-OPA... ou au retrait. Dès le 1^{er} septembre, faute de soutien financier, le président de la Compagnie industrielle affirmait publiquement qu'il renonçait à la contre-OPA. Même si cette annonce n'a pas clos la bataille, même si le débat a ensuite rebondi sur des questions de prix, la bataille s'est achevée doucement vers la négociation que l'on sait : Suez a monté son offre à 14 800 francs, et Jean-Marc Vernes a apporté ses actions.

Sur cette double stratégie de la communication, on peut dire deux choses : d'abord que Jean-Marc Vernes a gagné la bataille de la communication grand public. Ses interventions percutantes, rapides et rapprochées, en ont fait incontestablement une « bête » d'actualité. En revanche, il a perdu la seule bataille qui comptait : celle qui consistait à convaincre la presse et les autorités de marché qu'il existait à l'OPA une alternative autre que la contre-OPA. Cette guerre, c'est Suez qui l'a gagnée.

YVES MAMOU

Septembre 1989

• L'EUROPE DANS LA GUERRE COMMERCIALE •

LE MONDE diplomatique

Logiques

Le grand bond en avant des initiatives de paix

LE MONDE diplomatique

REGAIN D'INTERVENTIONS ÉTRANGÈRES AU LIBAN

Dans l'attente d'un règlement global au Proche-Orient, le Liban fait à nouveau les frais des interventions étrangères où de nouveaux acteurs entrent en scène. Alain Gresh décrit les nouveaux rapports de forces qui s'esquissent, alors que périment les négociations de paix dans la région. Mais qui souhaite l'avènement d'un régime démocratique au Liban ?

Également au sommaire :

- WASHINGTON : Mière et racisme dans la citadelle du pouvoir, reportage de Florence Bougalt.
- PSYCHANALYSE et RECHERCHE de L'UNIVERSALITÉ : L'inconscient à l'épreuve des neurosciences, par Henri Korr.
- LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE : Dans l'impasse, par Arthur Rindacker.

MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

Les palmipèdes des pays de l'Est ne disent pas leur nom

Enquête sur un magret venu d'ailleurs

Ils s'appelaient « magrets des Landes », mais... ce n'était pas du canard, c'était de l'oie... cela n'était pas landais d'origine, mais importé de Pologne ou de Hongrie... ce n'était pas de la viande fraîche, mais congelée...

La direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a dû intervenir pour prévenir ces contrefaçons. La plupart des « découpeurs » (c'est le nom des professionnels qui « découpent » les canards gras pour enlever les fameux magrets) ont d'ailleurs obtenu l'indulgence, ils allaient indiquer sur les étiquettes, « importé de Hongrie » ou « importé de Pologne ». C'était bien le moins.

Les choses se sont gâtées avec la société Muller Fois gras, de Hagetmau, dont les agents des fraudes ne purent visiter les frigos que sur commission rogatoire. Ils y trouvèrent 10 tonnes de magrets de Hongrie dont la date limite de consommation était suspecte, et opèrent une « saisie conservatoire ». M. Muller clame sa bonne foi et plaide l'erreur d'étiquetage du producteur. L'affaire est entre les mains du juge d'instruction. Une affaire classique, en somme, qui fait partie du quotidien de la répression des fraudes. Et M. Duchesne, directeur départemental, a tout à fait normalement alerté ses homologues du Gers, de Dordogne et du Lot-et-Garonne.

Magie des mots

Les Landes sont le premier département producteur de canards gras : de 3,3 à 6 millions de ces palmipèdes ont été gavés en 1988, contre 120 à 130 000 oies. L'oie grasse française (et il n'y en a plus beaucoup), elle, vient plutôt de Dordogne, avec 250 000 volatiles. Les Français étant de plus en plus friands de foie gras et... de magrets, il faut bien en importer. Il n'y a aucun mal à cela, à condition de le dire clairement au consommateur, qui doit savoir ce qu'il achète.

Au-delà de cette histoire d'étiquetage, un vrai problème de qualité se pose, rendu plus complexe encore par la congélation, la diététique et la politique des grandes surfaces.

Quand un découpeur vend comme « frais » des magrets décongelés, et parfois traités au sel nitré, pour qu'ils soient bien roses, il fait courir un risque au client qui, désireux de les conserver, les « RE-congèlera » — ce qu'on ne doit



BRITO + W. DISNEY

jamais faire — en croyant simplement les congeler... La fraude est manifeste, et touche à la santé publique.

Et la diététique s'en mêle. La mode « minceur » conduit aux produits allégés de toute nature. Or le magret, ou maigret (voir encadré ci-contre), doit provenir impérativement de volatiles gavés en vue de la production du foie gras. Déjà, l'an dernier, la répression des fraudes, dans le Sud-Ouest, était intervenue sur des « blocs de foie gras » allégés, où l'on a trouvé 15 % d'eau, quand il ne s'agissait pas de... foies maigres entourés de graisse. Aujourd'hui, sur les magrets, une tendance se fait jour : amaigrir les magrets, en leur enlevant la peau et sa graisse, si croustillante une fois grillée. Et on a déjà vu, à la vente, des « filets » de canards maigres, abusivement dénommés « magrets », qui n'ont retrouvé leur vrai nom que sur l'intervention de la répression des fraudes. Magie des mots : déjà, chez les professionnels, on ne parle plus de canards et d'oies « gras », mais, avec pudeur, de canards et d'oies « gavés ». Comment concilier goût gourmand du foie gras et du magret, et désir esthétique de produits « allégés » ? Peut-être n'est-on pas obligé d'en consommer beaucoup et souvent ?

Enfin, il faut bien constater les effets pervers des méthodes d'achat de la grande distribution. A force de vouloir pratiquer des prix bas, les grands du commerce, via leurs centrales d'achat, obligent découpeurs et conservateurs soucieux d'être « référencés » dans les

hypermarchés et supermarchés — entendez : de devenir des fournisseurs attirés — à serrer leurs prix au maximum. Alors on importe (les produits importés sont moins chers que les produits locaux), on décongèle, mais on ne le dit pas clairement sur les étiquettes, pour ne pas décourager le client. Si on veut conserver aux produits du terroir français, dans le grand marché commun de 1993, leur réputation, ce n'est sûrement pas la bonne méthode.

Alors M. Duchesne a réuni les professionnels des Landes, et une commission travaille à l'élaboration d'un « label rouge » pour le magret de canard, ainsi qu'un « code de bonnes pratiques professionnelles ». Peut-être parviendra-t-on ainsi à démocratiser ce produit de luxe, sans le dénaturer. En attendant, le consommateur doit se montrer vigilant et... sans illusions.

JOSÉE DOYÈRE

Le vrai « maigret »

Selon le décret du 19 février 1986, « la dénomination « magret » ou « maigret » est réservée aux muscles de la masse pectorale constituant le filet prélevés sur un canard ou une oie engraisés par gavage en vue de la production de foie gras. Le magret ne comprend pas le muscle de l'aiguillette et doit être présenté avec la peau et la graisse sous-cutanée le recouvrant ».

Comment faire des organisations non gouvernementales un lobby bruxellois ?

Aider les associations dans le labyrinthe communautaire

Les organisations non gouvernementales — les ONG, comme on dit — n'ont pas de représentation permanente commune auprès des Communautés européennes. C'est une lacune à une époque où le « lobbying » du monde des affaires se développe en prévision du marché unique de 1993.

Seules quelques-unes de ces organisations ont un statut international qui leur a permis d'installer à Bruxelles quelques modestes représentations : c'est le cas des unions de consommateurs, des associations familiales, des associations de jeunes, et aussi des coopératives de consommateurs (avec toute leur ambiguïté de producteurs-distributeurs-consommateurs). Au total, une poignée de permanents, qui agissent trop souvent en ordre dispersé sur des dossiers très sectoriels, et n'ont que très rarement la possibilité de se constituer en groupe de pression efficace.

Le déséquilibre des forces est patent, si l'on considère que les entreprises entretiennent environ trois mille personnes à Bruxelles pour défendre leurs intérêts. Et les Communautés européennes ne se sont pas dotées, au fil du temps, comme l'ont fait les Nations unies, de services spéciaux chargés d'aider les ONG, pas plus que d'un système de consultation de ces organisations. C'est au hasard des relations personnelles, des rencontres fortuites que des liens parviennent à s'établir entre, d'une part, fonctionnaires et élus européens, et d'autre part, représentants de ces ONG. Pourtant, l'Europe de la fin du siècle, si elle se veut Europe des citoyens et non pas seulement Europe des gouvernements et des entreprises, se doit de prendre en compte le bien-être social, la santé, la protection de l'environnement ainsi que les besoins des groupes sociaux « vulnérables » (enfants, personnes âgées, handicapés...).

M. Tony Venables, directeur depuis une dizaine d'années du BEUC (Bureau européen des unions de consommateurs), tente de combler cette lacune, en lançant l'idée d'European Citizen Action service (ECAS), qui serait une sorte de service commun, indépendant des gouvernements, des partis politiques et des intérêts commerciaux, fournissant aux ONG adhérentes tout ce dont une organisation a besoin pour se faire entendre à Bruxelles.

De nombreux obstacles

Sans but lucratif et financé par les cotisations de ses adhérents, l'ECAS leur offrirait un maximum de services, étant capable de guider une petite association dans le labyrinthe de l'administration, de retrouver les différents États d'un projet de directive plusieurs fois repris et abandonné, de créer des contacts avec les fonctionnaires en charge d'un dossier, mais aussi avec les membres d'une commission spécialisée du Parlement européen, de faire le point sur les législations des différents pays sur un sujet particulier, de faire se rencontrer les représentants d'organisations sœurs de pays différents pour définir et mener une action commune... Le champ d'activité potentiel de l'ECAS est fort large. Les cotisations seraient, bien sûr, variables selon les services assurés, à la demande : de 10 000 francs belges annuels à 180 000 (de 1 600 FF à 28 800 FF), de la simple documentation fournie à une petite organisation nationale jusqu'à un service complet et « personnalisé » destiné à une organisation internationale. Un budget suffisant permettrait un bureau équipé informatiquement et employant cinq ou six personnes.

Six mille ONG de l'Europe des Douze européens ont été contactées par Tony Venables et son équipe en juin dernier. Jusqu'ici trois cent cinquante organisations

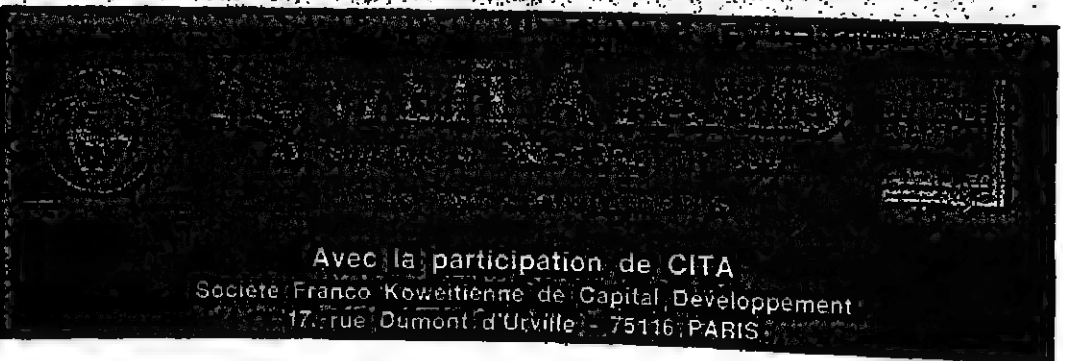
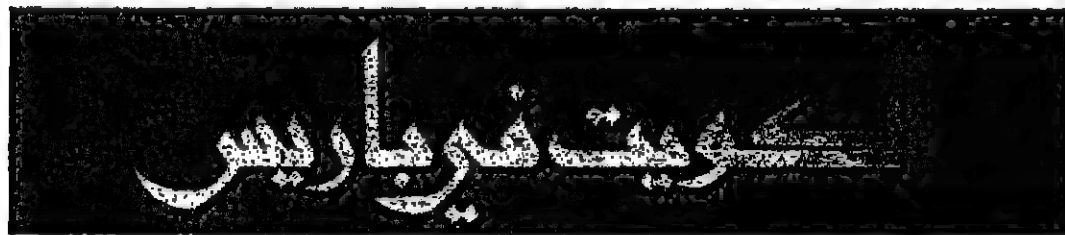
ont manifesté leur intérêt, et les responsables du futur ECAS escomptent de sept cents à mille réponses en tout d'ici à la fin de l'année.

Quelles sont les chances de réussite de ce futur ECAS ? Le principal obstacle est sans aucun doute la faiblesse des ressources des associations qui ont pour objectif le bien-être social. Le nombre de leurs militants et de leurs bienfaiteurs est limité, et toute dépense nouvelle signifie le renoncement à d'autres activités souvent essentielles. Mais il y a un autre écueil. C'est celui du particularisme jaloux de la plupart des organisations. Leur souci, même dans la perspective du marché unique de 1993, reste la volonté de se démarquer des autres organisations, et d'affirmer originalité et différence. Déjà vrai au niveau national, et, à l'intérieur d'un même pays, au niveau régional, ce trait de caractère a toutes raisons d'être encore plus marqué au niveau européen.

On peut imaginer aussi que les organisations craignent que l'ECAS, qui se veut « service de consultation », ne se transforme peu à peu en une sorte de super-structure, interlocuteur privilégié de l'administration européenne. Enfin, on peut penser que les rares ONG qui entretiennent à Bruxelles une représentation perçoivent le nouvel organisme comme faisant double emploi, un double emploi par définition trop coûteux. Son utilité, une fois démontrée, conduirait inévitablement à une réduction du nombre des permanents bruxellois. Sans aucun doute, une initiative des Communautés européennes pour institutionnaliser la consultation des ONG serait jugée bien préférable, même si elle devait faire, dans un premier temps, l'objet de critiques sévères.

Les obstacles, on le voit, sont nombreux, et M. Venables devra faire preuve d'une grande force de conviction. Son expérience au BEUC lui sera, en la matière, d'un grand secours.

J.D.



Avec la participation de CITA
Société Franco-Koweïtienne de Capital Développement
17, rue Dumont d'Urville - 75116 PARIS

CINQUIÈME VOLUME DE LA COLLECTION MANIÈRE DE VOIR

LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS

Partout dans le monde s'accroissent les inégalités entre une minorité gaspilleuse de ressources et le plus grand nombre dépourvu de tout. D'année en année, inexorablement, les riches deviennent un peu plus riches et les pauvres un peu plus pauvres. Jusqu'au cœur des pays prospères où lois du marché et impératifs économiques brisent les solidarités, liquident les acquis sociaux et multiplient les exclus.

Le Monde diplomatique analyse les mécanismes qui façonnent et structurent les disparités entre les hommes et les peuples, bloquant la longue marche vers l'égalité qui fonde le projet démocratique.

LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS
100 pages — 38 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE
LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____ PAYS _____

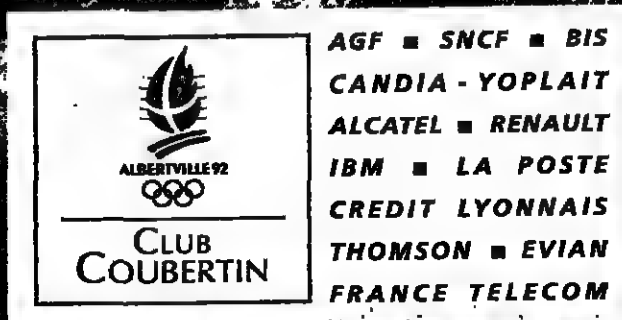
► FRANCE-MÉTROPOLITAINE : 43 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 43 F = _____ F
► DOM-TOM et ÉTRANGER : 48 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 48 F = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

سكنى من الامم

صباحنا من الامل

...Albertville 1992...
...Le 8 février à 7 h 23 du matin...
la terre va s'élever
de quelques centimètres...



CLUB COUBERTIN, 12 ENTREPRISES QUI SOULÈVENT DES MONTAGNES.

Le 8 Février 1992, au lever du soleil, les 5 continents vont être soulevés par une immense vague d'émotion. Plus de 60 nations, unies par l'Esprit Olympique, se retrouveront à Albertville pour les XVI^e Jeux Olympiques d'hiver. Pour cet événement planétaire, 12 entreprises réunies au sein du Club Coubertin vont porter ces jeux au sommet.

MARCHÉS FINANCIERS

DU 21

Les ambitions de l'UI
La banque d'affaires
du Crédit agricole
veut investir
1 milliard de francs par an

La société financière Union d'étude et d'investissements (UI), filiale du Crédit agricole spécialisée dans la banque d'affaires, veut porter à 1 milliard de francs par an le volume de ses prises de participations, qui, globalement, dépasse légèrement 3 milliards de francs. Pour ce faire, les fonds propres de cette filiale seront augmentés de 500 millions de francs environ, pour atteindre à peu près 3 milliards, a indiqué M. Lucien Doux, son président.

L'accent sera mis sur le développement des prises de participations, celui des opérations sur commission et la poursuite de l'internationalisation, avec la création de UI-USA, organisme dont la vocation sera de conseiller les entreprises françaises désirant investir aux Etats-Unis et, inversement, les sociétés américaines soucieuses d'opérer en Europe.

Deux antennes ont été ouvertes dans des pays prometteurs, comme l'Italie et l'Espagne, mais aussi à Londres, une autre le sera bientôt à Hongkong. Le bénéfice net de 1989 devrait être légèrement inférieur à 150 millions de francs, contre 60 millions en 1987, et 331,6 millions en 1988 dû à de nombreuses plus-values de cession.

Le Kowit entre dans le capital du groupe diversifié Agnelli. La Public Institution for Social Security du Kowit va devenir le deuxième actionnaire de l'ITIL, la société holding chargée de la diversification du groupe Agnelli, propriétaire par ailleurs de Fiat. L'investisseur institutionnel kowitien prendra entre 6 et 10 % des parts, pour une somme allant jusqu'à 170 millions de francs (780 millions de francs), à l'occasion d'une augmentation du capital destinée à réduire son endettement.

L'OPA de Hoylake
sur BAT :
feu vert
du gouvernement britannique

Le consortium Hoylake des hommes d'affaires Sir James Goldsmith, Jacob Rothschild et Kerry Packer, a obtenu jeudi 21 septembre le feu vert implicite du gouvernement britannique pour son OPA de 13,4 milliards de livres (environ 135 milliards de francs) sur le conglomérat BAT. Le ministre du Commerce et de l'Industrie a en effet décidé de ne pas déférer l'offre inamicale à la Commission public ou du respect de la concurrence.

Les adversaires de l'OPA et le patronat britannique avaient demandé la saisie de la Commission au nom de l'intérêt public, en soulignant qu'il s'agissait d'une opération financée par des obligations de valeur douteuse (junk bonds). Selon eux, un feu vert gouvernemental risquait d'entraîner une vague d'opérations du même type suivie du démantèlement des groupes convoités, tel qu'on le constatait aux Etats-Unis. — (AFP.)

NEW-YORK, 21 sept. ↓

Prises de bénéfices

Des prises de bénéfices de dernière minute ont fait avorter le mouvement de reprise amorcé en début de séance, jeudi à Wall Street. En hausse de plus de 16 points en début d'après-midi, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles perdait 11 points un quart d'heure avant la fin de la séance et 3,61 points à la clôture pour s'établir à 2 680,23 points. Quelque 148 millions d'actions ont été échangées.

L'annonce d'une progression de 2,5 % (sur une base annuelle) du produit national brut américain au second trimestre, contre une estimation de 2,7 %, a été bien accueillie par le marché. En effet, cette statistique démontre que la croissance reste modérée aux Etats-Unis. Les marchés obligataires ont également réagi positivement, et les taux d'intérêt se sont détendus. L'espoir d'un assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale a renoué dans les rangs des investisseurs, qui ont notamment progressé après que le Dow Jones et Co. ont annoncé sa décision d'acheter le tiers des titres Telerate qu'elle ne détient pas encore. Fermé d'AMR et de Goodyear.

VALEURS	Cours du 20 sept.	Cours du 21 sept.
Alcoa	74,25	74
Amstar	41,87	42,75
Boeing	88,75	88,12
Chrysler	38,50	38
Eastman Kodak	118,25	118
Exxon	48	47,87
General Electric	50,87	50,75
General Motors	56,25	56,12
IBM	48,12	47,87
ITT	53,12	52,87
Johnson & Johnson	118,25	118
ITT	50,27	50,12
Philips	67,75	67,37
Schlumberger	43,37	43,12
Texas Instruments	111	110,87
Union Carbide	28,27	28,12
USX	33,75	33,50
Warner Bros.	82	81,87
Waste Corp.	85	84,87

PARIS, 21 septembre =

Tassement en musique

Mardi, une occupation de la Bourse par les agents du Trésor et des impôts en grève avait troublé la monotonie de la séance. Jeudi, ce sont deux musiciens, un violoniste et un pianiste, venus célébrer le dernier jour de cotation à la cote des six valeurs du règlement mensuel non encore négociées par informatique. Cette mélodie a accompagné les actions françaises dans leur léger mouvement de baisse en ce dernier jour du terme boursier de septembre. Le recul de 0,30 % observé en fin de matinée continuait en début d'après-midi, descendant à -0,46 %, il revenait à -0,08 % à la clôture. Les intervenants attendaient, durant une grande partie de la journée, la décision des Allemands sur l'évolution prochaine de leurs taux d'intérêt. Cette liquidation mensuelle est la quatrième consécutive à être positive. Le gain est d'environ 3,3 %, légèrement supérieur aux trois précédentes (+2,69 % en juin, +3,18 % en juillet et +3,07 % en août). Depuis le début de l'année, seules trois liquidations se sont révélées légèrement négatives, troublant un peu le mouvement de hausse observé depuis avril 1988. Dans ces conditions, sur le marché à règlement mensuel, sobriété des valeurs françaises s'appréciaient de 1,04 %, tandis que cent quatorze étaient en baisse. Les reprises les plus importantes étaient enregistrées par les Chargeurs, CSE, et par les valeurs pétrolières (Total).

Les plus fortes progressions étaient conduites par C&I informatique, Legrand Privilegié, SEB, DMIC et le SHV étaient au plus haut de l'après-midi. Sur le MATIF, l'ensemble des contrats étaient en baisse sur un marché peu actif.

TOKYO, 22 sept. =

Hésitation

La prudence qui prévaut avant la réunion du G7, ce week-end à Washington, a ralenti le mouvement de hausse amorcé jeudi, et le marché a clôturé sur une note hésitante dans un marché modérément actif.

L'indice Nikkei a clôturé sur un gain de 26,77 yens, à 34 771,79 yens. Il avait, toutefois, progressé de 120,21 yens peu après l'ouverture. Pour les opérations, la progression la plus importante était celle des valeurs de placement, mais l'attention se portait en raison du niveau élevé des taux. Parmi les plus fortes progressions figuraient les valeurs des secteurs électroniques ainsi que celles de la distribution. En baisse on notait les titres des secteurs chimie, pharmaceutique et de la construction.

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 22 sept.
Asahi	1770	1820
Daewoo	1770	1820
Daewoo	1770	1820
Daewoo	1770	1820
Daewoo	1770	1820
Daewoo	1770	1820
Daewoo	1770	1820
Daewoo	1770	1820
Daewoo	1770	1820
Daewoo	1770	1820

FAITS ET RÉSULTATS

La Banque Morgan prévoit une perte de 1,5 milliard de dollars pour le troisième trimestre. JP Morgan envisage une perte de 1,5 milliard de dollars (environ 12 milliards de francs) pour le troisième trimestre et également un résultat déficitaire pour l'ensemble de 1989. Cette perte est due à l'augmentation, pour 2 milliards de dollars, de ses provisions pour les prêts aux pays en voie de développement, qui atteignent 4 milliards de dollars et seront désormais convertis à 70 %. La Morgan emboîte ainsi le pas à deux autres banques américaines, Manufacturers Hanover et Chase Manhattan, mais, à la différence de ces établissements, elle n'envisage pas d'augmentation de capital.

Assemblée de l'OPPE Société générale sur la SOGENAL. — Les autorités boursières ont donné, jeudi 21 septembre, leur feu vert à l'offre publique d'échange (OPE) de la Société générale sur la filiale SOGENAL, société générale alacienne de banques, déposée voici une semaine (le Monde du 15 septembre). La parité retenue est celle d'une action A Société générale pour quatre SOGENAL, comme le proposait l'initiateur et non d'un pour mille, comme le demandait le responsable de la Bourse de Nancy. Cela confère une valeur de 132 F pour la SOGENAL en se basant sur les derniers cours de la Société générale. Les actionnaires détenaient moins de quatre titres pour cent.

recevoir en espèces la contrepartie de 135 F par action.

3 milliards de crédits pour sauver Ferruzzi. — Le groupe d'électronique militaire britannique Ferruzzi a conclu avec les banques un plan de sauvetage de 3 milliards de francs (300 millions de livres). A la suite de graves irrégularités dans les comptes de la filiale américaine International Signal and Control, Ferruzzi s'est retrouvé en quasi faillite. Sur les 3 milliards de francs, un bon tiers proviendra de la cession d'activités périphériques.

Saint-Gobain : bénéfice semestriel en hausse de 15 %. — Le groupe français Saint-Gobain annonce une hausse de 15 % de son bénéfice consolidé (part du groupe) au premier semestre de 1989, contre 1,75 milliard au premier semestre de 1988. Contrairement à l'an dernier, précise Saint-Gobain, le résultat du premier semestre de cette année se comprend que pour un faible montant (95 millions de francs) de plus-values sur cession d'actifs. Au premier semestre 1988, ces plus-values s'élevaient à 443 millions de francs. Le résultat d'exploitation semestriel a progressé de 17 % à 4,75 milliards de francs. Le groupe a réalisé des ventes nettes consolidées de 33,2 milliards de francs au premier semestre, contre 29,59 milliards de francs durant les six premiers mois de 1988.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis et Associés	410	410	Le gélif du monde	387	387
Amis et Associés	320	320	Lois Investissement	282,30	282,30
BAC	322	322	Locust	159	159
B. Demachy & Associés	890	890	Messidor, M&P	285	285
A.I.C.M.	410	410	Messidor, M&P	185	185
Bolton	1040	1040	Messidor, M&P	23	18,70
Bolton Technologies	87	87	Messidor, M&P	232,50	230
Bolton Technologies	808	808	Messidor, M&P	1210	1210
Calsonic de Lyon	2440	2440	Messidor, M&P	280	280
Calsonic	857	857	Messidor, M&P	533	533
Canal	108	108	Messidor, M&P	637	637
Canal	700	700	Messidor, M&P	94	94
C.A.I. de R. (C.C.I.)	180	180	Messidor, M&P	870	870
C.A.T.C.	180	180	Messidor, M&P	712	712
C.D.M.E.	1815	1815	Messidor, M&P	355	355
C.E.P. Elan	400	400	Messidor, M&P	310	310
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P	340	340
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P	609	609
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P	539	539
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P	365	365
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P	639	639
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P	280	280
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P	397,70	397,70
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P	183	183
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P	522	522
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P	284,40	284,40
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P	1050	1050
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	847	847	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	289	289	Messidor, M&P		
C.E.P. Elan	181	181	Messidor, M&P		

BOURSE DU 21 SEPTEMBRE

Cours relevé
17-22

Règlement mensuel																	Règlement mensuel																
Compensation	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Donneur cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Donneur cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Donneur cours	%																
3820	C.R.E. 3% *	3776	3776	3776	...	3820	C.R.E. 3% *	3776	3776	3776	...	3820	C.R.E. 3% *	3776	3776	3776	...																
1190	S.A.P. 1%	1071	1071	1071	...	1190	S.A.P. 1%	1071	1071	1071	...	1190	S.A.P. 1%	1071	1071	1071	...																
1090	C.E.P. 1%	1201	1201	1201	+ 1.68	1090	C.E.P. 1%	1201	1201	1201	+ 1.68	1090	C.E.P. 1%	1201	1201	1201	+ 1.68																
1170	S.A.P. 1%	1081	1081	1081	...	1170	S.A.P. 1%	1081	1081	1081	...	1170	S.A.P. 1%	1081	1081	1081	...																
1210	Revue P.T.	1169	1169	1169	...	1210	Revue P.T.	1169	1169	1169	...	1210	Revue P.T.	1169	1169	1169	...																
2025	Revue P.T.	2081	2081	2081	+ 1.15	2025	Revue P.T.	2081	2081	2081	+ 1.15	2025	Revue P.T.	2081	2081	2081	+ 1.15																
1210	S.G. Gohin 1%	1286	1286	1286	- 0.38	1210	S.G. Gohin 1%	1286	1286	1286	- 0.38	1210	S.G. Gohin 1%	1286	1286	1286	- 0.38																
1247	Revue P.T.	1251	1251	1251	...	1247	Revue P.T.	1251	1251	1251	...	1247	Revue P.T.	1251	1251	1251	...																
775	Jacot	857	857	857	...	775	Jacot	857	857	857	...	775	Jacot	857	857	857	...																
625	A.L. Liquide	674	672	672	+ 0.16	625	A.L. Liquide	674	672	672	+ 0.16	625	A.L. Liquide	674	672	672	+ 0.16																
2025	Revue P.T.	2132	2132	2132	+ 0.47	2025	Revue P.T.	2132	2132	2132	+ 0.47	2025	Revue P.T.	2132	2132	2132	+ 0.47																
625	Revue P.T.	629	629	629	...	625	Revue P.T.	629	629	629	...	625	Revue P.T.	629	629	629	...																
2750	Revue P.T.	3110	3109	3102	+ 2.32	2750	Revue P.T.	3110	3109	3102	+ 2.32	2750	Revue P.T.	3110	3109	3102	+ 2.32																
400	Revue P.T.	410	410	410	+ 1.22	400	Revue P.T.	410	410	410	+ 1.22	400	Revue P.T.	410	410	410	+ 1.22																
1010	Revue P.T.	1034	1035	1035	- 0.09	1010	Revue P.T.	1034	1035	1035	- 0.09	1010	Revue P.T.	1034	1035	1035	- 0.09																
615	Revue P.T.	615	615	615	...	615	Revue P.T.	615	615	615	...	615	Revue P.T.	615	615	615	...																
455	Revue P.T.	430	432	432	+ 0.47	455	Revue P.T.	430	432	432	+ 0.47	455	Revue P.T.	430	432	432	+ 0.47																
370	Revue P.T.	356	354	351	- 1.04	370	Revue P.T.	356	354	351	- 1.04	370	Revue P.T.	356	354	351	- 1.04																
800	Revue P.T.	800	800	800	...	800	Revue P.T.	800	800	800	...	800	Revue P.T.	800	800	800	...																
430	Revue P.T.	430	430	430	...	430	Revue P.T.	430	430	430	...	430	Revue P.T.	430	430	430	...																
615	Revue P.T.	615	615	615	...	615	Revue P.T.	615	615	615	...	615	Revue P.T.	615	615	615	...																
680	Revue P.T.	680	680	680	...	680	Revue P.T.	680	680	680	...	680	Revue P.T.	680	680	680	...																
615	Revue P.T.	717	711	708	+ 0.88	615	Revue P.T.	717	711	708	+ 0.88	615	Revue P.T.	717	711	708	+ 0.88																
940	Revue P.T.	1320	1296	1296	+ 0.64	940	Revue P.T.	1320	1296	1296	+ 0.64	940	Revue P.T.	1320	1296	1296	+ 0.64																
730	Revue P.T.	766	766	766	...	730	Revue P.T.	766	766	766	...	730	Revue P.T.	766	766	766	...																
330	S.A.P. 1%	968	960	950	- 0.70	330	S.A.P. 1%	968	960	950	- 0.70	330	S.A.P. 1%	968	960	950	- 0.70																
70	Revue P.T.	70	70	70	...	70	Revue P.T.	70	70	70	...	70	Revue P.T.	70	70	70	...																
3100	Revue P.T.	3338	3330	3322	+ 0.48	3100	Revue P.T.	3338	3330	3322	+ 0.48	3100	Revue P.T.	3338	3330	3322	+ 0.48																
665	Revue P.T.	1014	1001	1021	+ 0.68	665	Revue P.T.	1014	1001	1021	+ 0.68	665	Revue P.T.	1014	1001	1021	+ 0.68																
330	Revue P.T.	730	743	730	- 1.38	330	Revue P.T.	730	743	730	- 1.38	330	Revue P.T.	730	743	730	- 1.38																
120	Revue P.T.	145	142	145	...	120	Revue P.T.	145	142	145	...	120	Revue P.T.	145	142	145	...																
730	S.A.P. 1%	746	744	746	...	730	S.A.P. 1%	746	744	746	...	730	S.A.P. 1%	746	744	746	...																
710	Capital Finance	743	741	730	- 1.75	710	Capital Finance	743	741	730	- 1.75	710	Capital Finance	743	741	730	- 1.75																
2340	Cap. Gen. S.A.	2546	2538	2510	- 1.18	2340	Cap. Gen. S.A.	2546	2538	2510	- 1.18	2340	Cap. Gen. S.A.	2546	2538	2510	- 1.18																
2340	Revue P.T.	2340	2340	2340	+ 0.84	2340	Revue P.T.	2340	2340	2340	+ 0.84	2340	Revue P.T.	2340	2340	2340	+ 0.84																
1230	Revue P.T.	226	220	224	- 0.96	1230	Revue P.T.	226	220	224	- 0.96	1230	Revue P.T.	226	220	224	- 0.96																
1230	Revue P.T.	143	143	139	- 2.38	1230	Revue P.T.	143	143	139	- 2.38	1230	Revue P.T.	143	143	139	- 2.38																
1000	Revue P.T.	936	986	996	+ 0.22	1000	Revue P.T.	936	986	996	+ 0.22	1000	Revue P.T.	936	986	996	+ 0.22																
1000	Revue P.T.	123	121	135	+ 1.02	1000	Revue P.T.	123	121	135	+ 1.02	1000	Revue P.T.	123	121	135	+ 1.02																
615	Revue P.T.	615	615	615	...	615	Revue P.T.	615	615	615	...	615	Revue P.T.	615	615	615	...																
245	Revue P.T.	254	250	250	- 1.86	245	Revue P.T.	254	250	250	- 1.86	245	Revue P.T.	254	250	250	- 1.86																
878	Revue P.T.	480	470	476	- 0.94	878	Revue P.T.	480	470	476	- 0.94	878	Revue P.T.	480	470	476	- 0.94																
605	Revue P.T.	640	640	640	...	605	Revue P.T.	640	640	640	...	605	Revue P.T.	640	640	640	...																
440	Revue P.T.	491	486	490	+ 1.11	440	Revue P.T.	491	486	490	+ 1.11	440	Revue P.T.	491	486	490	+ 1.11																
1680	C.I.E. Inform.	1715	1716	1774	+ 3.44	1680	C.I.E. Inform.	1715	1716	1774	+ 3.44	1680	C.I.E. Inform.	1715	1716	1774	+ 3.44																
1170	C.E.P. 1%	1268	1262	1260	- 0.38	1170	C.E.P. 1%	1268	1262	1260	- 0.38	1170	C.E.P. 1%	1268	1262	1260	- 0.38																
1470	Revue P.T.	1268	1213	1213	+ 4.11	1470	Revue P.T.	1268	1213	1213	+ 4.11	1470	Revue P.T.	1268	1213	1213	+ 4.11																
615	Revue P.T.	624	624	615	- 0.87	615	Revue P.T.	624	624	615	- 0.87	615	Revue P.T.	624	624	615	- 0.87																
1540	Revue P.T.	1783	1781	1790	- 0.73	1540	Revue P.T.	1783	1781	1790	- 0.73	1540	Revue P.T.	1783	1781	1790	- 0.73																
730	Revue P.T.	730	730	730	...	730	Revue P.T.	730	730	730	...	730	Revue P.T.	730	730	730	...																
1230	C.M.B. Paving	778	780	777	- 0.13	1230	C.M.B. Paving	778	780	777	- 0.13	1230	C.M.B. Paving	778	780	777	- 0.13																
811	Revue P.T.	178	180	177	- 0.08	811	Revue P.T.	178	180	177	- 0.08	811	Revue P.T.	178	180	177	- 0.08																
730	Revue P.T.	359	356	360	+ 0.10	730	Revue P.T.	359	356	360	+ 0.10	730	Revue P.T.	359	356	360	+ 0.10																
1000	Revue P.T.	120	120	120	...	1000	Revue P.T.	120	120	120	...	1000	Revue P.T.	120	120	120	...																
1230	Revue P.T.	1140	1149	1168	+ 1.61	1230	Revue P.T.	1140	1149	1168	+ 1.61	1230	Revue P.T.	1140	1149	1168	+ 1.61																
1200	Revue P.T.	1074	1062	1068	- 0.58	1200	Revue P.T.	1074	1062	1068	- 0.58	1200	Revue P.T.	1074	1062	1068	- 0.58																
615	Revue P.T.	615	615	615	...	615	Revue P.T.	615	615	615	...	615	Revue P.T.	615	615	615	...																
135	Revue P.T.	236	230	230	- 2.60	135	Revue P.T.	236	230	230	- 2.60	135	Revue P.T.	236	230	230	- 2.60																
60	C. Lyon (C) 2%	742	736	733	- 1.21	60	C. Lyon (C) 2%	742	736	733	- 1.21	60	C. Lyon (C) 2%	742	736	733	- 1.21																

Comptant (réélection)

SICAV (collection)

21/9

VALEURS	% du mont.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations																	
Enc. 6.80 % 77	122 12	2 817	C.L.C. (France) del	221		Magasin S.A.	82		A.A.A.	112 41	1094 08	France-Grecque	268 21	267 67	Pediatrico Ricordi	177 65	174 12
5.60 % 78, 82, 85	102 30	1 932	C.I. Maritime	276		Marinepart S.A.	430		Acton	241 27	241 28	France-Inde S.A.	114 81	111 48	Peverly	740 50	690 10
10.62 % 75/84	104 70	0 903	Citibank	2050		Midi-Dispo	351		Actions France	659 11	658 78	France-Inde S.A.	478 24	464 62	Pièces Plastiques	254 23	253 34
12.25 % 80/90	102 80	3 083	Compt. Ind. Lyr	1182		Novo, S.A. del	144		Actions étrangères	856 81	870 66	France-Inde S.A.	450 94	458 38	Pièces Plastiques	420 92	418 60
16.20 % 82/90	102 07	11 101	Cofin	384 80		Novo, S.A. del	144		Antidrom	642 87	649 42	France	912 74	458 78	Pièces Plastiques	1210 20	1185 60
18 % jan 82	107 49	4 450	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
12.40 % oct 82	107 27	6 430	Cofin	1460		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
12.25 % oct 84	102 71	11 032	Compt. Ind. Lyr	1676 24		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
11 % oct 84	113 06	6 598	C.I. Maritime	2050		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
10.25 % oct 85	107 15	4 242	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
OFT 12.75 % 85	109 3	3 206	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
OFT 10 % 2000	107 76	7 449	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
DAT 8.90 % 1987	106 30	6 222	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 2 % 85	100 20	1 063	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60	1 983	Cofin	769		Novo, S.A. del	144		A.S.F. Actions (ex-CP)	1259 68	1234 61	France	119 12	458 78	Pièces Plastiques	7230 40	1185 60
De France 5 % 82	101 60																

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET CDS VUSSES	COURS		COURS 1/1	COURS 1/2	COURS 1/4	COURS 1/8	COURS 1/16	COURS 1/32	COURS 1/64	COURS 1/128	COURS 1/256	COURS 1/512	COURS 1/1024	COURS 1/2048	COURS 1/4096	COURS 1/8192	COURS 1/16384	COURS 1/32768	COURS 1/65536	COURS 1/131072	COURS 1/262144	COURS 1/524288	COURS 1/1048576	COURS 1/2097152	COURS 1/4194304	COURS 1/8388608	COURS 1/16777216	COURS 1/33554432	COURS 1/67108864	COURS 1/134217728	COURS 1/268435456	COURS 1/536870912	COURS 1/1073741824	COURS 1/2147483648	COURS 1/4294967296	COURS 1/8589934592	COURS 1/17179869184	COURS 1/34359738368	COURS 1/68719476736	COURS 1/137438953472	COURS 1/274877906944	COURS 1/549755813888	COURS 1/1099511627776	COURS 1/2199023255552	COURS 1/4398046511104	COURS 1/8796093022208	COURS 1/17592186044416	COURS 1/35184372088832	COURS 1/70368744177664	COURS 1/140737488355328	COURS 1/281474976710656	COURS 1/562949953421312	COURS 1/1125899906842624	COURS 1/2251799813685248	COURS 1/4503599627370496	COURS 1/9007199254740992	COURS 1/18014398509481984	COURS 1/36028797018963968	COURS 1/72057594037927936	COURS 1/144115188075855872	COURS 1/288230376151711744	COURS 1/576460752303423488	COURS 1/1152921504606846976	COURS 1/2305843009213693952	COURS 1/4611686018427387904	COURS 1/9223372036854775808	COURS 1/18446744073709551616	COURS 1/36893488147419103232	COURS 1/73786976294838206464	COURS 1/147573952589676412928	COURS 1/295147905179352825856	COURS 1/590295810358705651712	COURS 1/1180591620717411303424	COURS 1/2361183241434822606848	COURS 1/4722366482869645213696	COURS 1/9444732965739290427392	COURS 1/18889465931478580854784	COURS 1/37778931862957161709568	COURS 1/75557863725914323419136	COURS 1/151115727451828646838272	COURS 1/302231454903657293676544	COURS 1/604462909807314587353088	COURS 1/1208925819614629174706176	COURS 1/2417851639229258349412352	COURS 1/4835703278458516698824704	COURS 1/9671406556917033397649408	COURS 1/19342813113834066795298816	COURS 1/3868562622766813359059776	COURS 1/7737125245533626718119552	COURS 1/15474250491067253436239104	COURS 1/30948500982134506872478208	COURS 1/61897001964269013744956416	COURS 1/123794003928538027489912832	COURS 1/247588007857076054979825664	COURS 1/495176015714152109959651328	COURS 1/990352031428304219919322656	COURS 1/198070406285660843983864512	COURS 1/396140812571321687967729024	COURS 1/792281625144335375935458048	COURS 1/1584563250288670751870916096	COURS 1/3169126500577341503741832192	COURS 1/6338253001154683007483664384	COURS 1/12676506002309366014967328768	COURS 1/25353012004618732029934657536	COURS 1/50706024009237464059869315072	COURS 1/101412048018474928119738630144	COURS 1/202824096036949856239477260288	COURS 1/405648192073899712478954520576	COURS 1/811296384147799424957909041152	COURS 1/1622592768315598449915818022304	COURS 1/3245185536631196899831636044608	COURS 1/6490371073263593799663272089216	COURS 1/12980742146527187599326444178304	COURS 1/25961484293054375198652888356608	COURS 1/51922968586108750397305776713216	COURS 1/103845937172217500794615553426304	COURS 1/207691874344435001589231110868608	COURS 1/415383748688870003178462221737216	COURS 1/830767497377740006356924443474432	COURS 1/166153499475548001273384888796864	COURS 1/332306998951096002546769777593728	COURS 1/664613997902192005093539555187456	COURS 1/1329227995804384010187079110375104	COURS 1/2658455991608768020374158220750208	COURS 1/5316911983217536040748316441500416	COURS 1/1063382396643507208148632888300083
-----------------	-------	--	-------------------	--	------------------------	-------	--	-----------	-----------	-----------	-----------	------------	------------	------------	-------------	-------------	-------------	--------------	--------------	--------------	--------------	---------------	---------------	---------------	----------------	----------------	----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	------------------	------------------	------------------	-------------------	-------------------	-------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	------------------------	------------------------	------------------------	-------------------------	-------------------------	-------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	----------------------------	----------------------------	----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------	-------------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------	--------------------------------	--------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	------------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	------------------------------------	------------------------------------	------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------	--------------------------------------	--------------------------------------	--------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	--	--	--	--	---	---	---	--	--	--	---	---	---	---	---	---	---	--	--	--	--

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ⇨ : prix précédent - ☆ : marché continu

CHARGEURS S.A.

Avant de débiter le conseil d'administration, Jérôme Seydoux a évoqué l'angoisse et le drame qu'entraîne pour les familles et les amis des victimes l'accident du DC 10 d'UTA survenu lors du vol Brazzaville-N'Djamena-Paris. UTA apportera toute son aide et tout son soutien aux familles éprouvées.

RAPPORT ET TABLEAU D'ACTIVITÉ DU 1^{er} SEMESTRE 1989
(en millions de francs)

Le conseil d'administration, réuni le 20 septembre 1989, sous la présidence de Jérôme Seydoux, a arrêté de la façon suivante les comptes consolidés non audités du 1^{er} semestre 1989 (en millions de francs) :

	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Variation (en %)	Exercice 1988
Chiffre d'affaires net	10 470	5 984	75,0 %	15 572
Marge opérationnelle	422	302	39,7 %	941
Bénéfice net	921	452	103,8 %	913
Situation nette (au 30 juin)	6 588	5 102	29,1 %	5 624

La répartition des chiffres d'affaires et des résultats nets entre les secteurs d'activité est la suivante :

	Chiffre d'affaires			Résultat net		
	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Exercice 1988	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Exercice 1988
Transports aériens	3 054	2 745	6 122	187	318	729
Textile	6 254	1 962	6 840	(162)	(2)	29
Cause Walon	729	575	1 210	56	24	29
Produits de consommation et industriels	367	654	1 254	47	66	93
Non opérationnel et divers	66	48	106	793	46	33
Total consolidé	10 470	5 984	15 572	921	452	913

Les résultats du 1^{er} semestre 1989 reflètent la mutation importante des activités de Chargeurs S.A. et les événements exceptionnels suivants :

- la cession de Spontex qui dégage une plus-value de 692 millions de francs ;
- des charges de restructuration de la division tissus d'habillement qui atteignent 128 millions de francs ;
- l'amortissement complet au 30 juin 1989 des surcoûts d'acquisition des sociétés Roulière et Lepoutre, soit une charge de 71 millions de francs ;
- la prise en compte à partir du 1^{er} janvier 1989 des résultats des sociétés de négoce et peignage de laine Hart et des sociétés de filature et de tissage Irmén et Richter ;
- les grèves des pilotes d'UTA qui affectent la marge opérationnelle pour un montant de 156 millions de francs ;
- la prise en compte de la quote-part de Chargeurs S.A. dans les charges de démarrage du projet British Satellite Broadcasting, soit 53 millions de francs au 30 juin 1989.

Le chiffre d'affaires d'UTA progresse pour le trafic passagers entre Nouméa et Tokyo et pour le fret vers la côte ouest des États-Unis et l'Amérique du Nord grâce à l'ouverture de nouvelles fréquences. Le chiffre d'affaires charter se développe notamment vers les Antilles et la Réunion. Les résultats d'UTA sont enfin affectés favorablement par la hausse du dollar US.

L'insuffisance des résultats dans le négoce et le peignage de laine est essentiellement due à la chute anormalement forte du prix de la laine et à la diminution des achats des pays d'Extrême-Orient (notamment la Chine).

Les résultats de Cathag, Cause Walon, Delcor, Gillet, Irmén & Richter, Lainière de Picardie, Novatel, Paquet sont très bons.

Les résultats du 2^e semestre 1989 seront affectés défavorablement par les grèves des pilotes d'UTA en juillet et en août et par le retard dans le lancement commercial du projet B.S.B.

Les engagements la plus-value de 49 millions de francs sur la cession d'un navire à la CGM, un second navire identique étant cédé à la même CGM en 1990.

Depuis le mois de juillet 1989, la chute des cours de la laine paraît arrêtée et les volumes traités ont légèrement remonté.

Compte tenu des principaux faits rappelés ci-dessus les résultats courants de l'exercice de l'année seront très inférieurs à ceux de 1988.

Le bénéfice net consolidé, incluant la plus-value réalisée sur la vente de Spontex, sera supérieur à celui de 1988. Sauf grave retournement conjoncturel, les résultats courants de l'exercice 1990 devraient être en forte augmentation sur l'exercice 1989 en raison des mesures et des investissements déjà réalisés ou en cours.



Une croissance toujours aussi régulière

*Au premier semestre 1989, nos activités ont, dans leur ensemble, enregistré une croissance encourageante, avec notamment de bonnes performances dans le transport de passagers et la poursuite d'une hausse régulière dans les activités de services.

Dans l'immobilier, nous avons le retour à la normale du marché affecté par la crise de la construction et des sociétés immobilières du groupe a été bonne tant au Royaume-Uni qu'à l'étranger.

Notre situation financière est toujours aussi solide et, malgré le climat économique actuel du Royaume-Uni, nos résultats du premier semestre sont satisfaisants.

Renforcer notre expansion internationale reste notre objectif essentiel.

Les perspectives pour l'exercice en cours s'annoncent favorables.

Sir Jeffrey Sterling CBE

Président

THE PENINSULAR AND ORIENTAL STEAM NAVIGATION COMPANY

Fondée en 1837 et bénéficiant depuis 1840 d'une charte royale pour un service de navigation vers l'Extrême-Orient, P&O figure aujourd'hui parmi les grandes sociétés de navigation mondiales. Ses activités comprennent le transport de passagers, les "Ferries", le transport en voiturettes et en taxi, la ligne civile et la construction, la promotion et l'exploitation immobilières, le transport routier, les activités portuaires, les centres d'exposition et la restauration industrielle. La capitalisation boursière de P&O dépasse 4,2 milliards. Le Groupe emploie plus de 50 000 personnes à travers le monde. Ses actions sont cotées à la Bourse de Londres, Amsterdam, Francfort, Paris, Suède et Tokyo.

Compagnie Générale d'Électricité

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD le 20 septembre 1989, le Conseil d'administration de la CGE a examiné le rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre, qui a été attesté par les Commissaires aux comptes.

Le résultat net consolidé s'élève à 3.200 millions de francs, en progression de 89 % par rapport aux 1.694 millions de francs atteints au premier semestre 1988.

Le compte de résultat consolidé du premier semestre prend en compte :

- l'absorption, avec effet au 1^{er} janvier 1989, de la Compagnie Financière Alcatel et d'Alstom par la CGE, qui porte les pourcentages d'intérêt dans ALCATEL NV de 47,6 % à 61,5 % et dans GEC ALSTHOM NV de 31,2 % à 50 % ;

- la création, avec effet au 1^{er} avril 1989, de GEC ALSTHOM NV qui s'est notamment accompagnée d'un changement des méthodes comptables précédemment utilisées par Alstom et ses filiales, cette modification se traduisant par une contribution de 1 milliard de francs en résultat net courant. Compte tenu d'un résultat revenant aux intérêts minoritaires de 608 millions de francs (contre 819 millions de francs au premier semestre 1988), la part du résultat net consolidé revenant à la CGE atteint 2.592 millions de francs contre 875 millions de francs au premier semestre 1988.

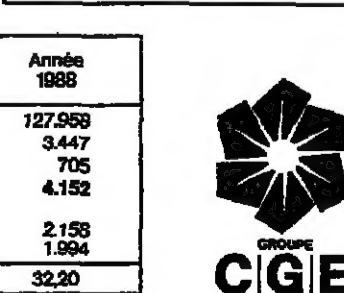
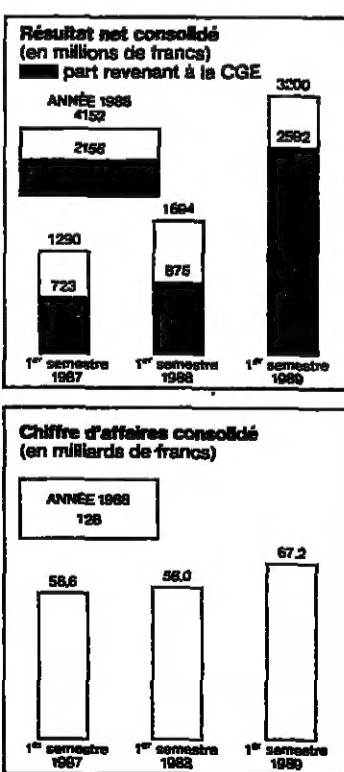
Cette forte croissance traduit l'amélioration de la rentabilité de l'ensemble des activités, l'effet des changements de méthodes comptables liés à la création de GEC ALSTHOM NV, et l'accroissement du pourcentage d'intérêt dans ALCATEL NV et GEC ALSTHOM NV. A l'exclusion des actions qui sont détenues par des sociétés du Groupe, le bénéfice net revenant à la CGE par action en circulation s'établit à 27,60 francs au premier semestre 1989, contre 13,30 francs au premier semestre 1988 et 32,20 francs pour l'année 1988. Hors effets positifs des changements de méthodes comptables liés à la constitution de GEC ALSTHOM NV, le bénéfice net par action du premier semestre 1989 est de 16,90 francs.

Pour l'ensemble de l'exercice 1989, les tendances constatées au premier semestre laissent prévoir que, sauf éventuel événement conjoncturel défavorable non prévu, l'activité devrait continuer à progresser et le bénéfice consolidé par action, calculé hors effets positifs des changements de méthodes comptables liés à la création de GEC ALSTHOM NV, devrait s'accroître d'au moins 15 % par rapport à 1988, et ceci malgré la forte augmentation du nombre d'actions en circulation. Le Conseil d'administration a également constaté le succès remporté par la proposition faite aux actionnaires de recevoir le paiement du dividende de 1988 en actions, l'exercice de cette option en juillet 1988 ayant conduit à un réinvestissement en actions CGE de 531,4 millions de francs, soit 82 % du dividende global mis en paiement. Les créations d'actions correspondantes, ainsi que celles intervenues avant le 31 août 1989 consécutives à des conversions d'obligations et à des levées d'options de souscription d'actions offertes à des salariés en 1988, accroissent le capital de la CGE de 2,7 millions d'actions, soit une augmentation du capital social de 108 millions de francs, assortie d'une prime de 837,3 millions de francs. Le capital social de la CGE est ainsi porté de 3.945 millions de francs (montant à l'issue des fusions avec Alstom et la Compagnie Financière Alcatel) à 4.053 millions de francs. Il est composé de 101,3 millions d'actions ayant toute jouissance du 1^{er} janvier 1989. Enfin, le Conseil a enregistré avec regret la démission de M. Helmut LOHR de ses fonctions d'administrateur et a accueilli en son sein MM. Georges BLUM et Jean PEYRELEVADE, nommés administrateurs par l'Assemblée générale du 20 juin 1989.

Le Conseil d'administration a constaté que des actionnaires représentant plus de 80 % du capital ont opté pour le paiement en actions du dividende mis en distribution au titre de l'exercice 1988. Le capital social a ainsi été augmenté de 53 716 700 F, pour être porté à 1 068 183 700 F. Le montant global des souscriptions s'étant élevé à 224 277 600 F, les fonds propres atteignent désormais 2 178 730 000 F.

Compte de résultat consolidé (en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Année 1988
Chiffre d'affaires hors taxes	67.170	57.970	127.959
Résultat net courant	2.100	1.298	3.447
Résultat net courant net d'impôts	1.100	396	705
Résultat net	3.200	1.694	4.152
dont revenant :			
- à la CGE	2.592	875	2.158
- aux intérêts minoritaires	608	819	1.994
Bénéfice net par action (en francs)	27,60	13,30	32,20

LA CGE EN DIRECT : • MINITEL : 3615 Code CGE • Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



GENERALE OCCIDENTALE

L'Assemblée générale ordinaire de la Générale Occidentale, qui s'est tenue le 19 septembre 1989 sous la présidence de M. Ambroise Roux, a approuvé les comptes de l'exercice clos au 31 mars 1989.

Cet exercice a été marqué par l'achèvement du programme de cession des activités financières et immobilières, par le renforcement des activités de consommation déclinant de la mise en œuvre, dans des conditions très satisfaisantes, des accords conclus en février 1988 avec Havas et la CEP Communication, enfin par le remarquable redressement de la situation du Groupe Express.

Le résultat net consolidé par Groupe s'établit à 402,1 millions de francs, après avoir supporté une charge de 67,4 millions de francs pour la reprise de l'écart de conversion sur des actifs cédés, qui contribue, à due concurrence, à l'accroissement des capitaux propres. Ce résultat n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent (304,5 millions de francs) qui avait bénéficié de l'importante plus-value réalisée du fait de la cession des activités de distribution alimentaire américaines et avait supporté, en sens inverse, la charge de diverses provisions à caractère exceptionnel.

Le bilan consolidé au 31 mars 1989 reflète la forte situation financière du Groupe : 6 milliards de capitaux propres pour 3,8 milliards d'immobilisations, près de 4,1 milliards de francs de disponibilités et valeurs de placement pour 2,1 milliards de dettes financières, obligations convertibles comprises.

Le résultat net de l'exercice s'élève, pour la Générale Occidentale - société mère, à 314,3 millions de francs, contre 317,9 millions de francs pour l'exercice précédent.

L'Assemblée générale ordinaire a approuvé la distribution d'un dividende de 27 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 13,50 F, soit un revenu global de 40,50 F, contre 37,50 F au cours de l'exercice précédent. Ce dividende sera mis en paiement le 29 septembre 1989.

Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions à rémunérer, la distribution totale, précompte inclus, s'élèvera ainsi à 320,3 millions de francs, contre 287,9 millions de francs au titre de l'exercice 1987/1988.

En réponse à la question d'un actionnaire sur le sort que la Compagnie Générale d'Électricité entend réserver à sa participation dans la Générale Occidentale, le président Ambroise Roux a rappelé la déclaration faite par Monsieur Pierre Suard à ce sujet lors de l'Assemblée générale de la CGE en juin dernier. Le Président Suard a confirmé alors qu'il considère que la CGE a fait dans la Générale Occidentale un investissement substantiel, dont elle se félicite, et qu'il s'agit pour elle d'un investissement durable.

Le Simco

Le conseil d'administration s'est réuni le 19 septembre 1989, sous la présidence de Monsieur Georges Mazaud.

AUGMENTATION DU CAPITAL

Le conseil d'administration a constaté que des actionnaires représentant plus de 80 % du capital ont opté pour le paiement en actions du dividende mis en distribution au titre de l'exercice 1988.

Le capital social a ainsi été augmenté de 53 716 700 F, pour être porté à 1 068 183 700 F. Le montant global des souscriptions s'étant élevé à 224 277 600 F, les fonds propres atteignent désormais 2 178 730 000 F.

NOUVEL INVESTISSEMENT

Le Conseil a décidé d'acquiescer, en tant que futur achèvement, un immeuble d'habitation de 74 appartements, rue Aristide-Briand à Levallois-Perret dont la livraison interviendra au premier semestre 1991.

RESULTATS SEMESTRIELS-PREVISIONS

Le Conseil a également pris connaissance des comptes et des résultats semestriels arrêtés au 30 juin 1989, ainsi que des prévisions sur l'ensemble de l'exercice. Le bénéfice net après amortissements et provisions s'établit à 158 997 066 F y compris 19 490 120 F de plus-values nettes de cessions contre 270 519 699 F au 30 juin 1988, dont 125 175 526 F de plus-values parmi lesquelles la plus-value exceptionnelle de 90 000 000 F résultant de l'échange d'immeubles rue de la Ville-L'Évêque à Paris.

Depuis le début de l'année, l'activité de la société est satisfaisante, puisqu'à la fin août l'ensemble du patrimoine était loué à hauteur de 98 % et que, pour les 290 336 000 F contre 262 364 000 F pour la même période de l'exercice 1988.

De même, le rythme des ventes d'appartements a été soutenu, 125 contrats ayant été conclus depuis le début de l'année pour un montant de 42 700 000 F.

Enfin, un plan de réaménagement du centre « Usines Centre » d'Evry a été mis en place durant l'été et devrait permettre une relance progressive de cette opération.

Compte tenu de tous ces éléments, le résultat courant prévisionnel pour l'exercice 1989 fait apparaître un bénéfice de 286 000 000 F contre 272 000 000 F en 1988, soit une progression de l'ordre de 5 %.

سكيات الامم

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Le financement de la recherche pour les PME et PMI

« L'innovation et le développement technologique doivent être nos priorités »

nous déclare M. Henri Guillaume, PDG de l'Anvar

« L'Anvar (Agence nationale de valorisation de la recherche) doit désormais aider les petites et moyennes entreprises françaises à monter des projets de coopération européenne. » Pour M. Henri Guillaume, secrétaire général d'Eurêka, nommé à la tête de l'Anvar le 8 juillet, l'orientation européenne de l'agence doit devenir un objectif prioritaire.

La technologie se joue plus que jamais au plan mondial, a pu affirmer, mercredi 20 septembre, M. Henri Guillaume devant vingt-deux délégués d'organismes nationaux de valorisation de la recherche venus du monde entier pour assister à Bordeaux à leur dixième congrès.

Mais, si M. Guillaume entend maintenir l'effort en direction des petites entreprises, il compte aussi profiter de l'augmentation budgétaire de 10 % (pour l'année 1989, l'Anvar devrait disposer d'environ 1,25 milliard de francs) qui devrait lui être accordée pour accroître les aides aux entreprises moyennes de plus de 500 salariés et aux entreprises traditionnelles, de basse et moyenne technologie. Il nous explique pourquoi dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« Quel impact la bonne conjoncture économique risque-t-elle d'avoir sur la politique de recherche et développement des entreprises françaises ?

« La situation économique semble florissante ; mais le déficit des échanges industriels risque d'être de 45 milliards de francs cette année. Dans la perspective de 1993 l'innovation, le développement technologique et la recherche industrielle sont plus que jamais des priorités. La conjoncture économique ne doit pas masquer que

nous devons encore faire dans ces domaines des efforts considérables. Quelles sont nos principales faiblesses ?

« La part de l'effort de recherche financée et exécutée par les entreprises françaises est plus faible non seulement qu'aux États-Unis, au Japon ou en Allemagne, mais même que dans d'autres pays européens.

Dans les secteurs de haute technologie, nous faisons un effort comparable à celui de nos partenaires. Les grandes entreprises sont dans la ligne générale. Mais dans les PMI, et en particulier dans les secteurs à basse et à moyenne intensité technologique, nous avons un retard.

« Ce retard est-il uniquement financier ?

« Non : l'ensemble de nos entreprises ne sont pas encore suffisamment conscientes de la nécessité de l'innovation technologique. L'osmose entre l'industrie et la recherche, dans nos pays, s'est faite plus tardivement que dans d'autres. Si, maintenant, les scientifiques et les chercheurs sont acquis à l'idée d'avoir des relations avec le monde économique, en revanche, du côté des industriels, la fonction Recherche et Développement et la fonction scientifique n'ont pas pris, dans les entreprises, la même importance en France qu'à l'étranger. En Allemagne, pour mille salariés il y a environ treize chercheurs alors qu'en France le chiffre était de sept en 1986.

La tissu des moyennes entreprises — de plus de 500 salariés, — innovatrices est insuffisant. Pour avoir un tissu industriel équilibré, il faudrait que les moyennes entreprises ayant les reins solides sur le plan financier développent leur service de recherche et développement. Sinon, elles auront du mal à nouer des coopérations à l'échelle européenne qui vont s'imposer pour

des raisons de taille de marché, de partage du risque. Mais d'une façon générale les PMI françaises ne sont pas assez impliquées dans les programmes communautaires. Actuellement seulement 5 % des entreprises françaises sont prêtes, ont les moyens, sont suffisamment ouvertes pour collaborer au niveau européen : le montage d'un projet européen nécessite une année-homme de travail dans une entreprise.

Il faut aussi que les organismes de recherche aient une politique de transfert au niveau européen.

« Vous étiez professeur d'ingénierie de l'innovation à l'Ecole centrale. Que recouvre cette notion ?

« C'est le métier de l'Anvar. Ce sont les méthodes qui permettent

que l'innovation soit un succès. La réalisation d'études en amont : études de marché, dépôts de brevets, la formulation de business plan, la recherche de partenaires commerciaux. L'Anvar ne sert pas seulement à financer l'innovation. Elle met aussi les entreprises en relation avec les partenaires les plus compétents.

« Pensez-vous que le réseau de conseils en innovation technologique soit suffisamment développé en France ?

« Pour le transfert de technologie, il existe les sociétés de recherche sous contrat. L'abandonnement que leur donne l'Anvar quand elles travaillent avec des PMI a été porté à 50 % ; c'est à dire que l'Anvar finance 50 % des recher-

ches confiées par des PMI à des sociétés de recherche sous contrat. Ce qui représente un budget de 120 millions de francs. Il faudrait aussi que les labos puissent utiliser les SRC pour faciliter le transfert de leurs résultats de recherche.

En outre, au niveau régional un ensemble d'organismes sont apparus ces dernières années. C'était les « cent fleurs ». Il faut maintenant faire émerger un réseau d'experts de bon niveau. Tous les besoins ne sont actuellement pas couverts.

« Quels sont-ils ?

« Il faut aider les PMI à identifier leurs besoins technologiques. Et faire émerger une demande. Et ensuite favoriser le rapprochement entre cette demande et l'offre proposée par des centres variés : depuis les lycées techniques

jusqu'aux grands laboratoires comme celui du CEA. Jusqu'à présent on allait surtout de l'amont vers l'aval. C'est-à-dire que l'on allait vers les industriels pour valoriser les recherches des laboratoires. Cette activité doit être poursuivie. Mais il faut aussi partir de l'aval, c'est-à-dire des besoins des entreprises, et rapprocher la demande de l'offre.

« Iriez-vous jusqu'à aider les grands organismes publics de recherche à définir leurs axes de travail pour qu'ils soient mieux adaptés à la demande que vous observez dans les entreprises ?

« Non, ce n'est pas notre rôle d'intervenir. »

Propos recueillis par ANNE KAHN

Une note du Crédit local de France

Les investissements des collectivités locales progressent fortement

Si l'économie française connaît depuis deux ans un rythme de croissance soutenu, c'est en grande partie aux collectivités locales qu'elle le doit. Tel est le sens du message qu'a délivré le 20 septembre M. Pierre Richard, président du directeur du Crédit local de France (CLF) en présentant la note de conjoncture sur les finances des communes, des départements et des régions.

Aujourd'hui, l'ensemble des budgets des collectivités atteint 610 milliards de francs, soit 11,1 % du produit intérieur brut et 50 % du budget de l'Etat. En 1981, les chiffres étaient de

266 milliards sur 709, soit 37,5 %.

Les ressources des collectivités auront fortement augmenté en 1989. C'est surtout vrai pour les régions, avec une fiscalité en hausse de 20 %, mais ce qui apparaît le plus notable, selon M. Pierre Richard, c'est la forte progression du rythme des investissements : + 6,5 % en volume après une hausse de 7,7 % l'année dernière. Depuis trois ans, alors que la croissance économique générale enregistre une hausse de 9 %, celle des investissements locaux a été du double.

M. Richard a pris la défense de l'ensemble des élus locaux,

contestant qu'ils puissent être accusés en bloc, depuis la décentralisation, de gabegie et de goût du luxe. « L'ensemble des dépenses courantes est bien maîtrisé, et notamment les frais de personnel, contrairement à ce que l'on entend dire ici ou là, connaissent une évolution modérée : + 2,3 % en volume cette année », a précisé le président du CLF.

Autre signe d'une certaine sagesse des élus : le recours à l'emprunt décroît. En effet, la part des crédits dans le financement des équipements est passée de 65 % en 1982 à 36 % aujourd'hui. Le CLF demeure le premier banquier des collecti-

vités locales en dépit de l'ouverture (et de la concurrence) des marchés à toutes les banques commerciales, avec 46 % du total et une internationalisation croissante de ses activités. Si l'on inclut les hôpitaux, les associations et les sociétés d'économie mixte, le secteur local aura prélevé au total en 1989 pour 68 milliards de francs d'emprunts au lieu de 61 l'année dernière. Le CLF est en mesure de proposer une quinzaine de produits financiers différents et adaptés aux grandes villes comme aux groupements de petites communes.

F. Gr.



ENSEMBLE, PRATIQUONS L'EXPORT DE COMBAT.

Pour réussir à l'étranger, prenez un partenaire solide : la Coface. La Coface à l'exportation, c'est l'assurance compétition. Patrons de PME, vous avez tout pour exporter : foncez.

COFACE
Siège Social : 32, rue Marbeuf - 75008 PARIS
OSEE, NOUS ASSURONS.

Signer Courteille et associés

GRANDE-BRETAGNE

Explosion dans une caserne :
une vingtaine de soldats
portés manquants

Une vingtaine de soldats étaient portés manquants et plusieurs autres ont été blessés, vendredi 22 septembre, à la suite d'une forte explosion dans une caserne des Royal Marines à Deal, dans le Kent (côte sud-est de l'Angleterre). Les pompiers ont indiqué que la déflagration, qui a gravement endommagé un bâtiment, s'est produite près d'une chaudière, vers 9 heures. Les autorités n'étaient pas en

mesure, vendredi en fin de matinée, de préciser s'il s'agissait d'un accident ou d'un attentat.

Les bases de l'armée britannique en Grande-Bretagne et en Allemagne de l'Ouest ont été souvent la cible d'attentats de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), mais on ignorait dans l'immédiat si l'explosion de Deal était d'origine criminelle. — (AFP, Reuters.)

« Les Versets sataniques »
seront absents
de la Foire de Francfort

Les éditeurs allemands des Versets sataniques ont décidé, jeudi 21 septembre, de retirer de la Foire du livre de Francfort, qui se tient du 11 au 16 octobre, le roman controversé de Salman Rushdie, par crainte d'éventuelles manifestations. « La déci-

sion de repousser sa publication [jusqu'à fin octobre] a été prise en raison de menaces reçues par les éditeurs ces derniers mois », a déclaré M. Klaus Kluge, représentant des libraires et éditeurs ouest-allemands. — (Reuters.)

Interpellé par des fonctionnaires en grève

M. Mitterrand à Créteil :
« Rendre à chacun son dû »

La situation était calme mais inchangée, le vendredi 22 septembre au matin, aux centres Peugeot de Mulhouse et de Sochaux. A Mulhouse, les grévistes n'ont pas repris le blocage des accès routiers de l'usine, sollicitant une nouvelle fois l'argent de la solidarité auprès de la population, et préparant, selon les syndicats, « un gros coup » pour le 25 septembre au matin.

Jedli, nous indique notre envoyée spéciale, Anne Chemin, vingt groupes d'une trentaine de grévistes s'étaient dispersés dans les rues de Mulhouse en chantant « Peugeot solidarité ». Peu de commerçants se sont dérobés aux appels à la solidarité des grévistes. La plupart de ces derniers, qui ont entamé le 19 septembre leur troisième semaine de grève, ont perdu déjà de 2 000 à 3 000 francs. Le 21 septembre, 560 voitures sont sorties des chaînes de Mulhouse (contre 1 300 habituellement).

A Montbéliard, les grévistes de Sochaux et ceux de Mulhouse (au nombre de 400) ont « effectué leur jonction » à l'occasion d'une manifestation de soutien organisée par la CGDT, la CGT et FO, qui a réuni environ 5 000 personnes. Chez Renault, des débrayages limités ont eu lieu à Cléon, la CGT annonçant une nouvelle journée d'action dans cette usine le mardi 26 septembre.

A Créteil, jeudi, alors qu'il inaugurait la résidence pour personnes âgées Joseph-François, M. François Mitterrand a été « accueilli » par une poignée d'infirmités et quelques dizaines d'agents des impôts — toujours en grève qui ont rappelé leurs revendications salariales. « J'entends parler de grèves de personnel, a répondu le président de la République dans son discours. C'est vrai. Une réorganisation est nécessaire pour adapter le personnel aux besoins réels. » Pour M. Mitterrand, le devoir du gouvernement est de « garder l'esprit tourné vers ceux qui souffrent le plus. Et aussi vers ceux qui vivent la vie la plus difficile, pour des raisons de salaires ou des conditions de travail. Devoir profondément ressenti par le gouvernement et que personnellement j'éprouve vivement ».

« Il est très bon d'entendre exprimer, même fortement, les aspirations et les besoins. Il ne faut pas que l'économie, que la gestion — ce ne sont que des moyens — fassent perdre de vue l'essentiel, qui est de rendre son dû à chacun, à chaque catégorie professionnelle. Mais, a ajouté le chef de l'Etat, « cela n'aurait pas de sens si l'ensemble de la nation devait être bousculé au point que finalement chacun souffrirait de la perte de substance que signifierait une mauvaise gestion ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La garde des embryons

DEJA que c'était pas simple de divorcer, maintenant, avec ce verdict d'un petit juge du Tennessee dans l'affaire Davis contre Davis — la garde des embryons congelés est confiée à la mère — ça va devenir vraiment galère. Les embryons, ils y tiennent, ces deux-là. Ils s'étaient donnés assez de mal pour les avoir. Ils se pointaient chaque mois à l'hôpital, sans compter les visites de contrôle : elle, on lui piquait ses ovules ; lui, on lui pompait ses spermatozoïdes. On versait ça dans une coupelle, on touillait : Allez, mélangez-vous, bon Dieu ! Ils voulaient pas. Et puis au bout de six ans, brusquement, viens ici, ma grande, que je te félicite, ça marche, ça fonctionne. Sept d'un coup ! Comme le petit tailleur du conte de Grimm.

C'est hélas le moment que choisissent les parents pour créer. Ils en pouvaient plus, de ces folles nuits d'amour sur la table d'un gynéco. Ras le bol ! Procédure de divorce. On se dispute, normal, la baignoire, le compte joint, le four à micro-ondes, le salon en état, et naturellement ces chères petites têtes d'épingle si petites qu'on

ne peut leur dire arheau qu'au microscope.

Il les veut, leur papa, il les réclame haut et fort. Vous me direz pour quoi faire, les hommes encochés, c'est pas demain la veille. Eh ben, il pourrait les sortir du frigo et les foutre à la poubelle, mais par les fesses de « Laissez les vivre », ou, plus prudent, les laisser en nourrice au labo. Ça lui aurait coûté 150 dollars par an, mais, bon, ça serait revenu moins cher que la pension alimentaire que va lui réclamer son « ex ».

Les avocats des deux parties ont bien essayé d'obtenir le jugement de Salomon, fifty-fifty, ou encore, pour pas en couper un en deux parties séparées par la vie, quatre à la mère, trois au père. Ils ont été déboutés. M^{rs} Davis a refusé toute la mise. Et elle va se dépêcher de la mettre au coffre, bien à l'abri dans son ventre. Elle a raison. Le mari est bien décidé à remonter jusqu'à la Cour suprême, ce sera à elle de trancher. Pas le cordon ombilical, ça non, elle peut pas, elle vient de dire non à l'avortement. Alors, sauf à s'étrangler avec...

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Juifs et catholiques : « Les persécution de l'origine », par Daniel Sblon ; « Réplique à Jean-Marie Domenach », par Emile Malet ... 2

M. Chevènement

aux Etats-Unis

La principe d'un sommet Bush-Gorbatchev est acquis ... 3

Elections sénatoriales

Cant deux sièges de sénateurs sont à pourvoir dimanche 24 septembre. Le PS et le RPR se disputent les gains les plus importants. Nos reportages dans l'Allier, le Gard, les Bouches-du-Rhône et auprès des Français de l'étranger ... 7

L'automne
des rénovateurs

Fort de leurs succès aux municipales de mars dernier, les rénovateurs de l'opposition avaient brandi l'étendard de la révolte. Aujourd'hui, ils sont de retour au bercail. Mais les idées qu'ils ont défendues n'ont pas disparu ... 10

SECTION B

Elèves testés

Tous les élèves de CE 2 et de sixième vont être soumis, à partir de lundi, à des tests en français et en mathématiques, pour évaluer leurs connaissances et repérer leurs faiblesses. Les résultats en seront communiqués aux parents ... 13

Psychiatries

La psychiatrie change-t-elle en URSS ? Des médecins soviétiques tentent d'en convaincre, à Paris, leurs confrères français. Sans grand succès. Un point de vue de Médecins sans frontières ... 14

Défense et menace :

le rapport Boucheron

La France n'entend pas désarmer unilatéralement, et la menace soviétique reste aussi forte en Europe. C'est la constatation du rapporteur parlementaire, Jean-Michel Boucheron (PS) sur la programmation militaire ... 14

Amour fou

Meurtrier de son épouse infidèle, Mahmoud Elbasat, un ancien professeur de maths qui avait épousé une de ses élèves, est jugé par la cour d'assises du Val-d'Oise. Sur le corps, un billet : « Chantal, je t'ai aimée, je t'aime et, si je peux, je t'aimerai » ... 16

Inculpation
de M. Gaston Flosse

L'ancien secrétaire d'Etat du gouvernement Chirac est poursuivi pour

« ingérence » dans une affaire de construction de route à Tahiti ... 15

Voile : Marc Pajot
prépare
la Coupe de l'America

Avec un nouveau voilier, Marc Pajot prépare la prochaine édition de la Coupe de l'America, qui se disputera sans doute au printemps 1992 au large de San-Diego (Californie) ... 16

Football : les finances
des Girondins

Claude Bez, le président des Girondins de Bordeaux, doit régler la situation financière délicate de son club. Il envisage notamment d'instituer un droit d'entrée aux matchs pendant dix ans ... 16

SANS VISA

Londres
sous l'œil de Charles

C'est autour des boutades du prince Charles que s'organise à Londres une bataille dont on ne sait qui sortira vainqueur des durs à cuire du high-tech ou des partisans du tout à l'ancienne ... 17 et 19

Gastronomie
autour de la morue

Il existe de nombreuses recettes autour de la morue. Mais rien ne vaut le baccalau portugais ... 18

Le Topcom

à Desauville

Les directeurs de communication des entreprises tiennent salon à Desauville. Une occasion pour échanger leurs expériences et protester contre le silence des chaînes de télévision sur la vie des affaires ... 23 (section B) et 32-33 (section C)

SECTION C

Les châteaux d'eau
de la reine Victoria

La Grande-Bretagne en accusation devant la Cour européenne de justice ... 27

Les réunions
monétaires
de Washington

Le directeur du FMI demande des moyens accrus ... 27

Services

Abonnements	25
Campus	25
Carrot	25
Joux	16
Loto, Loterie	16
Météorologie	25
Philatélie	25
Radio-Télévision	25

Selon la SOFRES

Le « pacte de croissance »
satisfait 61 % des Français

La présence de la gauche au pouvoir constitue « plutôt une bonne chose », estiment 45 % des personnes interrogées par la SOFRES, dans un sondage publié, vendredi 22 septembre, dans le Figaro. Tandis que 21 % des interviewés sont d'un avis contraire, 23 % considèrent que cela ne change rien. 42 % des sondés persistent à penser que « depuis quelques années », ils vivent « moins bien » qu'avant, alors que 53 % partageaient ce sentiment en septembre 1985. En revanche, 35 % des consultés (au lieu de 3 % en 1985) estiment qu'ils vivent « mieux » qu'avant et 21 % (au lieu de 37 %) n'ont pas perçu de changement dans leur train de vie.

Parmi les objectifs du gouvernement, 55 % des Français interrogés placent le maintien de la protection sociale actuelle tandis que 52 % privilégient l'augmentation des salaires. Ce classement est inversé pour les salariés : 61 % souhaitent une augmentation des salaires et 54 % le maintien du niveau de protection sociale. 61 % des salariés ne déclarent, comme l'ensemble des Français, satisfaits de l'idée d'un « pacte de croissance » par M. Michel Rocard, seuls 19 % des interviewés (contre 21 % de salariés) se déclarent hostiles à cette proposition.

M. Pierre Bérégovoy
invité
du « Grand Jury
RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des finances et du budget, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL-le Monde », dimanche 24 septembre de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Bérégovoy, qui sera participant à la réunion du Fonds monétaire international à Washington, répondra aux questions de Paul Fabra et de Jean-Krzysztof Milewski et de Dominique Pommerehne et de Jean-Yves Hottelinger de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 septembre

Nette hausse

Le premier jour du terme boursier d'octobre s'est ouvert en nette hausse, l'indicateur instantané gagnant plus de 1 % en séance avant de revenir à +0,67 % en fin de matinée. Les hausses étaient emmenées par De Dietrich (+5,3 %), BAFIP (+5 %), Damart (+5 %) et Frimager (+4,9 %). En baisse, on notait Labinal (-3,1 %), Nouvelles Galeries (-2,7 %) et ELF-Aquitaine (-2,6 %).

EN BREF

NOUVELLE-CALÉDONIE : pas de poursuites. — Les informations publiées dans nos éditions du 22 septembre sur le contenu des deux rapports de l'inspection générale des finances dénonçant la gestion, entre 1986 et 1988 en Nouvelle-Calédonie, de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier, n'ont suscité jusqu'à présent aucun commentaire d'origine gouvernementale, à l'exception d'une indication, donnée jeudi 21 septembre à l'Hotel Matignon, selon laquelle aucune des irrégularités relevées ne paraissait susceptible de poursuites judiciaires.

Deux heures de grève à l'usine Renault de Cléon. — A l'appel de la CGT et de la CFDT, un arrêt de travail de deux heures a été suivi par les trois équipes de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime), jeudi 21 septembre.

L'accident du Boeing 737 à New-York : deux morts. — C'est, en définitive, deux personnes et non trois qui ont été tuées dans

l'accident du Boeing 737-400 de la compagnie US Air, qui s'est écrasé, le 20 septembre, au bout de la piste de l'aéroport new-yorkais de la Guardia. Quarante-cinq personnes sur soixante-trois passagers ont été blessées. Selon le New York Times, les autorités américaines estiment que le pilote a agi « irrégulièrement » lorsqu'il a interrompu en catastrophe le décollage de l'avion. D'autre part, ce Boeing 737-400 était équipé de réacteurs CFM56-3B2 construits à sept cent cinquante exemplaires et non de réacteurs CFM56-3C, dont nous disions dans nos éditions du 22 septembre, qu'ils avaient connu de sérieux soucis de fonctionnement. Il ne semblerait donc pas que le manque de poussée des moteurs soit à l'origine de l'accident de la Guardia.

L'accident du Boeing 737 à New-York : deux morts. — C'est, en définitive, deux personnes et non trois qui ont été tuées dans

MODE :
QUELS ACHATS
POUR UN BILLET
DE 500 F ?

C'est un défi : « au prix d'un simple nécessaire, une nouvelle garde-robe de saison. » Mais c'est possible, avec les tissus Rodin. En choisissant dans les promotions et les bonnes affaires, vous repartirez avec des métrages et des métrages de beaux tissus, lainages d'hiver, étamines, polyester, soies, etc. A moins que vous ne préfériez pour cette saison, finalement très raisonnable, un seul et très beau tissu. Car vous avez tout le choix des prix, depuis 30 F, le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

(Publicité)

Moquette Haut
gamme moitié
prix : Artirec

Quand il y a des rouleaux très courts, mètre de largeur normale, Artirec vous fait moitié prix sur ses propres prix. Et même plus encore. Exemple d'une affaire sincèrement avantageuse : moquette pastel superbe haute mèche synthétique 69,50 F le m² au lieu de 139,50 F, offre valable sauf épuisement.

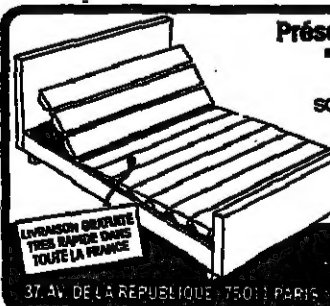
Artirec est agréé par la Fnac. 4, bd Bastille Paris 12^e. Tél. : 43 40 72 72. Métro Quai Rapée. Parking facile. • Autres dépôts moquette : St-Maur (fermé Adolt), Plaisir, Kremlin-Bicêtre. • Tissus : 8 Impasse St-Sébastien, 11^e (Tél. : 43 55 66 50), St-Maur (fermé Adolt), Plaisir Remise 5 Wicteurs. Présenter ceci.

Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1989 a été tiré à 524 856 exemplaires

VIENT de PARAÎTRE

SIX PHOTO-REPORTAGES :

- La mer Rouge de Monfreid
 - Les coupeurs de têtes malais
 - La Côte d'Azur vue du ciel
 - Les chercheurs d'or du Pérou
 - Les « Jumbo » de Thaïlande
- Des bancs d'essais et des informations vacances chez votre marchand de journaux dans le magazine

BANCS D'ESSAIS
DU TOURISME

Préservez votre dos fragile avec **TRECAFLEX**

sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lattes flexibles. Inclinaison tête et pied.

CAPÉLOU

ODOUL AGENT DE **Garde-meubles**
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

صحن من الأمل